

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'« OBSERVATEUR » OFFICIEUX :
JOHN FRANKLIN CARTER ET SON RÉSEAU DU RENSEIGNEMENT AU
SERVICE DU PRÉSIDENT ROOSEVELT DE 1941 À 1945

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
MATHIEU DURAND

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement n°8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Il m'apparaît impossible de présenter ce mémoire sans tout d'abord exprimer toute ma reconnaissance à Greg Robinson, professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, pour ses judicieux conseils et son soutien constant. Je désire aussi manifester ma gratitude à Josiane, ma dulcinée, pour sa présence qui inspire à l'excellence et à l'assiduité.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	iv
RÉSUMÉ	vii
INTRODUCTION HISTORIOGRAPHIE, SOURCES ET THÈSE	1
CHAPITRE I ROOSEVELT, SES ÉMISSAIRES NON OFFICIELS DU RENSEIGNEMENT ET L'ÉMERGENCE DU RÉSEAU CARTER	26
CHAPITRE II LES PRINCIPAUX CHAMPS D'ACTIVITÉS DU RÉSEAU CARTER	43
CHAPITRE III LES ASSIGNATIONS DANS LES CARAÏBES	99
CHAPITRE IV LE PROJET S, LE PROJET M ET L'IMPLICATION DANS LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET LA PROPAGANDE	156
CHAPITRE V LES ACTIVITÉS DU RÉSEAU CARTER DANS LE DOMAINE TECHNIQUE ET SES RAPPORTS AVEC LE PRÉSIDENT TRUMAN	191
CONCLUSION	230
BIBLIOGRAPHIE	239

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

A-2	Army Air Forces Intelligence
AFC	America First Committee
AFHQ	Allied Force Headquarters (Méditerranée)
BEW	Board of Economic Warfare
CCS	Combined Chiefs of Staff (Britannique et Américain)
CI	Counter-Intelligence (contre-ingérence)
CIA	Central Intelligence Agency
CIAA	Coordinator of Inter-American Affairs
CIO	Congress of Industrial Organizations
COI	Coordinator of Information
COS	Chief of Staff
CNO	Chief of Naval Operations
DJFC	Dossier John Franklin Carter
DNC	Director of Naval Communications
DNI	Director of Naval Intelligence
ERE	Emergency Recue Equipment
FBI	Federal Bureau of Investigation
FCC	Federal Communications Commission
FDR	Franklin Delano Roosevelt
FDRL	Franklin Delano Roosevelt Library
FIS	Foreign Information Service (COI)
FO	Foreign Office (Grande-Bretagne)
G-2	Intelligence Division

HFP	Henry Field Papers
HSTL	Harry S. Truman Library
HUMINT	Human Intelligence (renseignement humain)
IIC	Interdepartmental Intelligence Committee
JCS	Joint Chiefs of Staff
JFC	John Franklin Carter
JFCP	John Franklin Carter Papers
JIC	Joint Intelligence Committee
JIS	Joint Intelligence Staff
JPWC	Joint Psychological Warfare Committee
MID	Military Intelligence Division
MIS	Military Intelligence Service
MOI	Ministry of Information (Grande-Bretagne)
NAACP	National Association for the Advancement of Colored People
NARA	National Archives and Records Administration
NKVD	Soviet Security Service
NSA	National Security Act
OIAA	Office of Inter-American Affairs
ONI	Office of Naval Intelligence
OPRD	Office of Production Research and Development
OSRD	Office of Scientific Research and Development
OSS	Office of Strategic Services
OWI	Office of War Information
PA	Presidential agent
R&A	Research and Analysis (OSS)
SIGNINT	Signal Intelligence (veille automatique)
SIS	Signals Service Intelligence
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force (Britannique et Américain)
SSI	Secret Security Intelligence

SWPC	Small War Plants Corporation
TECHINT	Technical Intelligence (renseignement technique)
V-1	Bombe allemande volante
V-2	Bombe missile allemande
WPB	War Production Board

RÉSUMÉ

Ce que nous nommons ici le réseau Carter fut un service secret de renseignements financé à l'aide des fonds d'urgence présidentiels, fonds octroyés en vertu du Military Appropriation Act, qui mena de nombreuses opérations sans aucun statut officiel pour le compte personnel du président Roosevelt de 1941 à 1945. À la tête de ce réseau figurait un dénommé John Franklin Carter, un éditorialiste libéral travaillant aussi à titre de romancier et rédacteur de discours. Jusqu'à ce jour, il n'existe aucun ouvrage de synthèse consacré au réseau Carter alors que certaines de ses assignations les plus importantes ont fait l'objet d'études spécifiques. À l'aide des monographies existantes sur le sujet et de sources, dont l'essentiel est constitué de mémorandums de Carter à l'intention du Président, notre recherche propose un bilan et une évaluation des principales assignations de l'agence Carter, ainsi qu'un examen de l'évolution organisationnelle de ladite agence. L'observation des divers champs d'activités du réseau nous amènera aussi à traiter d'assignations peu ou non étudiées.

En procédant ainsi, nous montrerons que le réseau Carter fut utile à Roosevelt puisqu'il constituait un canal d'informations supplémentaires permettant à ce dernier de bénéficier d'un service capable de contourner son propre système de renseignement, d'espionner et d'évaluer les services de renseignement concurrents ou toute autre personne ou organisation suspecte aux yeux du Président, de fournir des analyses politiques et du renseignement tant étranger que domestique, et finalement d'être une organisation capable de mener secrètement des projets spéciaux. Selon nous, grâce aux services du réseau Carter, Roosevelt bénéficiait d'un outil qui, sans être le plus important parmi ceux à sa disposition, était unique en son genre et comportait des fonctionnalités multiples. En somme, nous soutenons que malgré des lacunes évidentes, le réseau Carter contribua tout de même à l'effort de guerre et aida à l'instauration d'un système de renseignement plus efficace. De fait, nous soutiendrons que le réseau Carter fut utile, sans toutefois être important. Cela étant, une meilleure connaissance du réseau Carter permettra de mieux connaître la pensée du président Roosevelt et d'enrichir la connaissance au sujet de l'évolution du renseignement américain à un moment où celui-ci était en pleine métamorphose.

Mots-clés: John Franklin Carter, Franklin Delano Roosevelt, agences américaines du renseignement, États-Unis, Deuxième Guerre mondiale

INTRODUCTION

HISTORIOGRAPHIE, SOURCES ET THÈSE

Au sein des sociétés démocratiques d'aujourd'hui, l'idée que l'État puisse disposer d'un service du renseignement semble acquise. Il n'en a pas toujours été ainsi; au cours du XX^e siècle, le système du renseignement a profondément changé pour en arriver à sa forme actuelle. En ce qui concerne les États-Unis, la Deuxième Guerre mondiale constitue une époque charnière dans la transformation de son réseau du renseignement. Malgré la relative jeunesse du champ d'études qu'est le renseignement américain, les publications au sujet des diverses organisations et de leurs activités sont aujourd'hui légion. Toutefois, les différentes agences du renseignement n'ont pas toutes reçu une attention équivalente de la part des chercheurs. Cela peut certainement s'expliquer par le fait que les diverses agences n'ont pas toutes eu la même importance, mais en fin de compte, il reste que certaines agences se retrouvent aujourd'hui moins bien connues et cela n'est pas sans conséquence sur la compréhension du renseignement américain pendant le second conflit mondial. Le réseau opéré par John Franklin Carter pendant la période allant de 1941 à 1945 fait assurément partie de ces organisations peu connues et jusqu'à tout récemment peu étudiées.

Nous allons ici examiner les principales publications traitant des diverses agences américaines liées au renseignement afin de dresser un portrait général de l'état de la discipline. Ensuite, puisque la mise sur pied de ce réseau ainsi que ces diverses assignations constituent le sujet principal du présent essai, nous évaluerons l'état de l'historiographie en ce qui a trait spécifiquement au réseau Carter, un réseau secret semi-

officiel employé par les présidents Roosevelt et Truman de 1941 à 1945. Après cette partie historiographique, nous examinerons les sources et nous exposerons la thèse du présent essai. Néanmoins, il convient de tout d'abord préciser certains termes inhérents à l'étude du renseignement ainsi que d'identifier les principales organisations dont il sera question au sein de l'historiographie sommaire.

Le terme « renseignement » réfère directement au terme anglais *intelligence*. De façon générale, ce dernier terme désigne le produit d'efforts systématiques de collectes, d'évaluations et de corrélations d'informations provenant de différentes sources. Les spécialistes peuvent donner un sens stratégique ou tactique à la notion d'*intelligence*. Par « stratégique », il est entendu la connaissance générale du monde qui nous entoure alors que le sens tactique, plus souvent appliqué aux questions militaires, réfère à des conditions spécifiques sur un terrain d'opération¹. Aux fins de cette étude, le terme « renseignement » sera utilisé dans le sens de sa définition stratégique. Il faut aussi souligner que la distinction entre le renseignement politique et militaire n'est pas toujours simple à faire, et que cela s'avère particulièrement véridique en temps de guerre. Conséquemment, même si la présente analyse focalise sur l'aspect stratégique du renseignement, des ouvrages traitant du renseignement militaire seront aussi mentionnés quand ceux-ci traiteront de sujets susceptibles d'avoir un impact sur la situation stratégique générale.

Des termes apportant des précisions supplémentaires quant aux méthodes du renseignement pourront être utilisés au besoin. À ce sujet, « TECHINT » (*technical intelligence* ou renseignement technique), « HUMINT » (*human intelligence* ou renseignement humain) et « CI » (*counter-intelligence* ou contre-ingérence) méritent d'être définis immédiatement. Le terme « TECHINT » renvoie à la technologie liée à la collecte d'informations comme celle qui se rattache à la « SIGINT » (*signal intelligence*

¹ Loch K. Johnson, *Handbook of Intelligence Studies*, Londres, New York, Routledge, 2007, p. 1.

ou veille automatique) qui vise à épier et déchiffrer des codes afin d'obtenir de l'information. Quant au terme « HUMINT », il réfère aux activités du domaine du renseignement dont la source est humaine. Finalement, le contre-renseignement est l'aspect défensif du renseignement. Il vise à empêcher la collecte d'informations des adversaires ou encore, à combattre toute activité organisée par son adversaire visant à détruire, déstabiliser ou confondre son propre parti. Certes, les spécialistes du renseignement utilisent des définitions plus concises, mais aux fins de cette étude ces distinctions d'ordre général sont suffisantes². Il faut aussi ajouter que la collecte et l'analyse d'informations ne constituent pas les seules prérogatives de maintes agences du renseignement. Par exemple, l'OSS (« Office of Strategic Services ») disposait aussi d'une aile dédiée à la guerre subversive et psychologique. Ainsi, lorsqu'il sera question des activités d'une agence du renseignement, cela sous-entendra tout type d'activité relié à l'agence en question.

Pendant le second conflit mondial, plusieurs agences américaines de renseignements étaient à l'œuvre. Il n'est pas ici question d'examiner l'historiographie de l'histoire de chacune de ces organisations, mais bien de répertorier à travers les historiographies concernant chaque institution ce qui a été écrit au sujet de leurs activités de renseignements pendant la période de la Deuxième Guerre mondiale. Les agences en question sont premièrement les agences officielles: le FBI, le COI-OSS et celles du renseignement militaire (MID, ONI), et deuxièmement, les réseaux opérant secrètement pour le compte personnel du président Roosevelt, soit le réseau Astor et le réseau Carter³.

² *Ibid.*, p. 6; John M. Shaw, « Intelligence: Code Breaking, Espionage, Deception, and Special Operations », *World War II in Europe, Africa, and the Americas, with General sources: A handbook of literature and research/ edited by Loyd E. Lee; Foreword by Mark A. Stoler; Robin Higham, Advisory Editor*, sous la dir. de Loyd E. Lee, Westport, Conn., Greenwood Press, 1997, p. 253-254.

³ Il faut spécifier que les réseaux Astor et Carter n'avaient cependant pas le monopole des agents travaillant pour le compte personnel du président Roosevelt. De fait, au sein de mémoires relatant ses nombreux voyages autour du monde, Cornelius Vanderbilt Jr., de la riche famille du même nom, relate

Avant la décennie des années 70, où seront déclassifiées un bon nombre de sources provenant d'organisations officielles, les publications ayant comme sujet les organisations officielles du renseignement pendant la Deuxième Guerre mondiale seront pour la plupart le produit d'*insiders* travaillant ou ayant travaillé au sein de ces agences. Ce type d'histoire bénéficiait certainement des sources de l'organisation, mais celles-ci étaient rarement identifiées lors des recherches. De plus, ces recherches se fondaient aussi sur les témoignages des expériences vécues de ces membres et il s'inscrivait rarement en porte-à-faux contre les intérêts de l'organisation. Il arrive souvent que ce type de recherche aborde l'histoire de l'organisation en question par le biais d'une histoire du directeur de l'organisation.

Par exemple, au sujet du FBI, il est possible de citer *The FBI Story* (1956), de Don Whitehead, qui fut écrit avec l'approbation de Hoover, directeur du Bureau pendant la période à l'étude. En ce qui concerne l'OSS (et son ancêtre le COI), *OSS : The Secret History of America's First Central Intelligence Agency* (1972), d'Harris Smith, *Donovan of OSS* (1970), de Corey Ford, ainsi que *Undercover Girl* (1947), d'Elizabeth MacDonald, constituent de bons exemples de ce type de publication. Dans la même veine, nous pouvons citer les deux publications d'Allen W. Dulles, soit *Germany's Underground* (1947) et *The Secret Surrender* (1966), puisqu'il s'agit de mémoires d'un membre qui était haut placé dans l'OSS (et qui sera aussi nommé directeur de la CIA de 1953 à 1961).

S'inscrivant dans un contexte de lutte pour les droits civiques, certaines autres publications à propos des agences de renseignements, comme *The Federal Bureau of*

avoir été secrètement mandaté par Roosevelt pour servir à titre d'agent présidentiel; un travail qui consistait à être une sorte de « *private eye* » et de « *public ear* » pour le compte personnel du Président. Bien que les tâches et les façons d'opérer de Vanderbilt aient été similaires à celles des réseaux Carter et Astor, le travail de Vanderbilt n'était cependant pas parti prenant d'un réseau. Nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet lors du chapitre II. Cornelius Jr. Vanderbilt, *Man of the World: My Life on Five Continents*, New York, Crown Publishers, 1959, p. VIII.

Investigation (1950) de Max Lowenthal et *The FBI Nobody Knows* (1964) de Fred Cook, cherchent à démontrer que les agences (dans ce cas-ci le FBI) minaient les libertés civiles. Règle générale, ces publications ne bénéficiaient pas du même accès aux sources que celles provenant des *insiders*.

En ce qui concerne le cas des agences militaires du renseignement, cette période ne donna pas lieu à la publication d'ouvrages focalisant sur l'histoire des agences proprement dites, mais certaines publications abordèrent le rôle de ces agences par rapport à leur implication dans le renseignement de type TECHINT. Cela dit, le renseignement militaire ne se limitait pas uniquement à cet aspect, mais d'un point de vue historiographique, les ouvrages traitant de l'interception et l'analyse des signaux ennemis deviendront clairement dominants. Par exemple, le renseignement provenant des agences militaires est évalué dans *Pearl Harbor: Warning and Decision* (1962), de Roberta Wohlstetter, et *The Codebreakers* (1967), de David Kahn. Ce dernier ouvrage est une histoire de la cryptologie qui s'attarde sur les méthodes américaines de décodages. Toutefois, les deux publications ne bénéficient pas d'un accès complet aux sources (il n'est pas fait mention d'Ultra⁴).

Avec le scandale du Watergate et les modifications apportées au « Freedom of Information Act » en 1974, une masse de documents provenant de sources officielles devient accessible aux chercheurs. Cela amène une véritable explosion du domaine de l'étude du renseignement, qui selon un diplomate britannique constituait: « ... the missing dimension of most diplomatic history⁵ ». Conséquemment, l'étude du renseignement durant la Deuxième Guerre mondiale devient aussi un domaine en pleine

⁴ Ultra est le nom de code pour désigner le décryptage des messages allemands par les Britanniques pendant la Deuxième Guerre mondiale.

⁵ Mark A. Stoler, « World War II » dans *A Companion to American Foreign Relations/ Edited by Robert D. Schulzinger*, Malden, Ma., Oxford, Blackwell Pub., 2003, p. 191.

croissance. De fait, les décennies 70 et 80 constituent une période où des histoires officielles des agences voient le jour, et une période où de nombreux chercheurs indépendants publient leur évaluation des réalisations des agences en question.

Maintenant rendue publique, l'histoire officielle de l'OSS, écrite en 1946-1947, est éditée et publiée par le journaliste et historien Anthony Cave Brown en 1976 sous le titre *The Secret War Report of the OSS*. Quelques mois plus tard, Kermit Roosevelt, qui avait travaillé en tant que chef d'équipe sur le document original, édite à son tour le document qui est publié sous le titre de *War Report of the OSS* (1976). En résumé, ces deux histoires officielles de l'OSS attirent l'attention sur le plan administratif et organisationnel de l'agence et couvrent aussi la période de l'« Office of Coordinator of Information » (de juillet 1941 à juin 1942). Quelques années plus tard, *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency* (1981), qui est l'histoire officielle de l'OSS proposée par la CIA, est publiée. Produite par Thomas F. Troy, alors historien pour la CIA, cette étude devait d'abord servir à satisfaire les besoins des employés de la CIA en renseignant les jeunes et nouveaux professionnels sur les origines de l'agence. Malgré certaines omissions, ces études officielles ont beaucoup influencé les recherches subséquentes.

Originellement classée « top secret » en 1963, *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army General Staff: 1775-1941*, de Bruce W. Bidwell, retrace l'évolution organisationnelle du renseignement militaire pour aboutir à une analyse des fautes commises lors de Pearl Harbor⁶. Malgré le caractère secret de l'étude (qui sera publiée en 1986), celle-ci est réalisée sans accès aux archives à propos d'Ultra. Bien qu'incomplète, cette étude du renseignement militaire donna accès à une histoire officielle de ces services.

⁶ Jonathan M. House, *Military Intelligence, 1870-1991: A Research Guide*, Westport, Conn., Greenwood Press, 1993, p. 58.

Dans un contexte de méfiance envers le gouvernement, notamment dû à la guerre du Vietnam et au scandale de Watergate, nombreuses seront les études qui tâcheront d'évaluer comment les activités des différentes agences de renseignement ont entravé les libertés civiles et les pratiques démocratiques. Parmi ce type d'ouvrage, il faut mentionner *Spying on Americans* (1978), du professeur Athan Theoharis, qui fut aussi consultant pour le « Senate Select Committee on Intelligence Activities », ainsi que les biographies *Secrecy and Power: The Life of J. Edgar Hoover* (1987), de Richard Gid Powers, et *The Boss: J. Edgar Hoover and the Great American Inquisition* (1987), d'Athan G. Theoharis et de John Stuart Cox. L'article intitulé « A New Deal for the FBI: The Roosevelt Administration, Crime Control, and National Security » (1982), de Kenneth O'Reilly, et celui intitulé « Franklin D. Roosevelt and His Foreign Policy Critics » (1979), de Richard W. Steele, font aussi partie de ces travaux qui examinent les activités du FBI ayant transgressé les principes démocratiques.

À l'instar de plusieurs ouvrages traitant du FBI, par le biais d'un examen des réalisations de son directeur, *The Last Hero, Wild Bill Donovan, The Biography and Political Experience of Major General William J. Donovan, Founder of the OSS and Father of the CIA, From his Personal and Secret Papers and the Diaries of Ruth Donovan* (1984), d'Anthony Cave Brown, comme son titre l'indique, aborde l'histoire de la création, de l'organisation et des assignations de l'OSS à l'aide d'une biographie de William Donovan.

Bien que cela ne les empêche pas de critiquer les agences au besoin, plusieurs ouvrages parus lors des décennies 70-80 s'attardent davantage à expliquer le pourquoi de la création d'une agence (ou d'une section d'agence) et à évaluer l'utilité de leurs assignations. Par exemple, en ce qui concerne l'OSS nous pouvons nommer *The Shadow Warriors: O.S.S. and the Origins of the C.I.A.* (1983), de Bradley F. Smith, qui se veut un ouvrage très critique à l'égard des opérations armées clandestines de l'OSS. À propos du

FBI, nous pouvons citer *The Shadow War: German Espionage and U.S. Counterespionage in Latin America during World War II* (1986), de John Bratzel et Leslie Rout. En effet, ces auteurs offrent une histoire détaillée du rôle du « Special Intelligence Service » (SIS); la branche spéciale du FBI chargée de la contre-ingérence (CI) en Amérique latine⁷. La mention de *Secret Intelligence Agent* (1982), d'Harford Montgomery Hyde, est pertinente puisque l'ouvrage traite notamment du rôle et de l'influence des services secrets britanniques dans la création de l'OSS. Inclus à titre d'appendice dans *Secret Intelligence Agent, The Story of OSS* fait office de court mémoire de William Stephenson à propos de la création de l'OSS et du rôle des Britanniques. À ce propos, ce dernier a notamment servi comme responsable des opérations du « Secret Intelligence Service » (SIS) britannique aux États-Unis pendant la période de guerre et a lui-même une certaine part de paternité dans la création du COI, et par ricochet, de l'OSS⁸.

L'ouvrage le plus complet sur l'organisation de l'« Office of Naval Intelligence » est sans aucun doute *Conflict of Duty: The U.S. Intelligence Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945* (1983), de Jeffery M. Dorwart. Il s'agit là d'une étude où l'auteur soutient que pendant 1919-1945 l'« Office of Naval Intelligence » (ONI) devait assumer deux fonctions conflictuelles menant à un dilemme perpétuel quant aux orientations de l'organisation. C'est quelque temps auparavant, soit en 1974, que paraît *The Ultra Secret*, de Frederick W. Winterbotham. C'est au sein de cette publication que l'existence d'Ultra

⁷ Nous devons rappeler que le présent exercice historiographique n'est pas exhaustif et qu'en ce qui concerne les recherches portant sur des assignations précises des agences à l'étude, il existe un bon nombre de publications pertinentes. À titre d'exemple, citons les travaux suivants sur des activités particulières de l'OSS: *Operation Sunrise* (1979), de Bradley F. Smith et d'Elena Agarossi, *Foreign Intelligence: Research and Analysis in the Office of Strategic Services, 1942-1945* (1989), de Barry M. Katz, *Cloak and Gown: Scholars in the Secret War* (1987), de Robert Winks, *The Secret War Against Hitler* (1988), de William Casey, ainsi que *Piercing the Reich: The Penetration of Nazi Germany by American Secret Agent During World War II* (1979), de Joseph Persico.

⁸ George J. A. O'Toole, *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*, New York, Facts on File, p. 439-440.

est révélée pour la première fois, tant au public qu'à la majorité des historiens des institutions gouvernementales officielles. Une fois disponibles, les archives à propos d'Ultra vont favoriser l'étude de l'impact du renseignement sur les décisions stratégiques américaines (et britanniques). Par exemple, *Ultra in the West* (1979) et *Ultra and Mediterranean Strategy* (1989), de Ralph Bennett, constituent des archétypes adéquats de ce type de recherche. De fait, les deux ouvrages sont réalisés à l'aide de sources déclassifiées. Le premier ouvrage examine l'influence d'Ultra sur l'effort de guerre anglo-américain pendant la période 1944-1945, alors que le deuxième relate comment les décideurs occidentaux ont su utiliser ou ignorer les renseignements pour mener la guerre en Afrique du Nord et en Italie⁹. *Ultra Goes to War* (1978), de Ronald Lewin, est un autre ouvrage dans cette même lignée. En effet, un de ses chapitres est consacré à l'évaluation de la différence entre Britanniques et Américains en ce qui a trait à l'utilisation faite d'Ultra par leur conseil de guerre respectif.

Les années 90 marquent le début d'une période plus riche en synthèses intégrant l'apport de plusieurs études antérieures et qui focalisent sur les diverses agences du renseignement en tant qu'ensemble (bien que non centralisées, les agences du système américain du renseignement n'étaient pas exemptes de relations inter-agences). Comme ce système n'était pas officiellement unifié, il n'est pas rare que le président Roosevelt, qui fut le principal bénéficiaire de ces services, figure comme point rassembleur de ces récits. De plus, il est vrai que des ouvrages généraux ont été publiés avant les années 90, mais il faut nous rappeler que ceux-ci ne bénéficiaient pas d'un nombre aussi marqué d'études spécialisées pour appuyer leur démonstration. Par exemple, *The Armies of Ignorance: The Rise of the American Intelligence Empire* (1977), de William R. Corson, constitue un des premiers ouvrages de synthèse du renseignement américain ayant eu

⁹ Shaw, *Intelligence*, p. 256.

accès aux archives déclassifiées pendant les années 70, mais celui-ci ne pu bénéficier de l'immense apport des recherches monographiques des décennies 70-80.

Les titres *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, de Christopher Andrew, *Roosevelt's Secret War: FDR and World War II Espionage* (2001), signée par Joseph E. Persico, et *Roosevelt and Churchill: Men of secrets* (1999), par David Stafford, représentent adéquatement ce type d'ouvrage où les relations inter-agences sont abordées et où FDR constitue le point de gravité entre les divers agences américaines du renseignement. L'attitude de FDR face aux diverses agences de renseignement est une question souvent mise en relief dans ce type d'ouvrage. Cela amène souvent les chercheurs à évaluer l'utilité des agences en question. Pouvant aussi être considérée comme un ouvrage de synthèse, *Military Intelligence* (1998) de John Patrick Finnegan est une étude provenant des services militaires à propos de l'évolution organisationnelle du renseignement militaire. Bien qu'il soit question de l'A2 et de l'ONI, qui sont respectivement les services du renseignement de l'Armée de l'air et de la Marine, l'accent est mis sur le G2, soit le service de renseignement de l'Armée.

Malgré cette consolidation de la connaissance, il ne faudrait pas penser que l'état de la connaissance de ces agences du renseignement reste figé pendant cette période. Par exemple, *Wild Bill and Intrepid : Donovan, Stephenson and the Origin of the CIA* (1996), de Thomas F. Troy, est un examen de la collaboration de sir William Stephenson et de William J. Donovan dans la création du COI et, conséquemment, de l'OSS. Cherchant à établir un constat mitoyen entre une version antérieure américaine, qui se concentre sur la centralité de Donovan et une version antérieure britannique mettant l'emphasis sur la paternité britannique du COI, Thomas F. Troy procède à une analyse historiographique des représentants de ces deux pôles. La centralité de Donovan dans la création du COI et de l'OSS est aussi remise en question dans l'article « Before the Colonel Arrived:

Hoover, Donovan, and the Origins of American Central Intelligence, 1940-41 », de Douglas M. Charles. Dans cet article, l'auteur démontre qu'Hoover a précédé Donovan dans l'étude du système du renseignement britannique et avance que ce dernier ait pu aussi influencer le président Roosevelt à mettre sur pied une organisation centralisée du renseignement¹⁰.

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, un des plus graves échecs du renseignement américain, l'organisation et l'efficacité des agences de renseignements américaines a été remise en question. Le FBI, principale agence du renseignement domestique, devient alors la cible de nombreuses critiques. Comme il a été vu, les critiques à propos du Bureau provenaient habituellement de la gauche et les doléances les plus communes étaient associées aux droits civils. Cependant, après le 11 septembre, c'est la droite conservatrice qui émet de sérieuses critiques à l'endroit du FBI puisqu'elle n'a pas su contrer cette attaque terroriste. La double fonction du FBI, soit l'enquête visant des persécutions judiciaires et la collecte de renseignements, est remise en cause (tout comme l'existence même de l'organisation)¹¹.

C'est durant cette conjoncture que paraissent *Broken: The Troubled Past and Uncertain Future of the FBI* (2004), *The FBI & American Democracy: A Brief Critical History* (2004) et *The FBI* (2007), de respectivement Richard Gid Powers, Athan G. Theoharis et Rhodri Jeffreys-Jones. Bien qu'abordant des problématiques différentes, ces trois ouvrages examinent les réalisations du FBI, notamment durant la période qui nous intéresse, dans une optique où il est question de l'efficacité de cette agence. À cet effet, mentionnons que les enquêtes sur le passé sont souvent menées en fonction d'un

¹⁰ Charles M. Douglas, « Before the Colonel Arrived: Hoover, Donovan, and the Origins of American Central Intelligence, 1940-41 », *Intelligence and National Security*, vol. 20, no. 2, 2005, p. 225-237.

¹¹ Richard Gid Powers, *Broken: The Troubled Past and Uncertain Future of the FBI*, New York, Free Press, 2004, p. 428-429.

questionnement influencé par les problèmes contemporains de l'époque du chercheur. Par exemple, en plus des événements du 11 septembre, si nous prenons en considération que des incidents de tortures impliquant la CIA et le cas de la prison américaine de Guantanamo Bay font l'objet de nombreuses critiques au sein de l'actualité, il est fort probable que les recherches futures dans le domaine du renseignement américain soient influencées par des thèmes tels l'efficacité des agences et la pertinence d'activités illégales et controversées menées par des agences sous la tutelle d'États démocratiques.

Le cas plus spécifique du renseignement pendant la Deuxième Guerre mondiale amène aussi à l'évaluation des agences dites clandestines. À ce propos, voyons maintenant ce qui concerne l'historiographie du réseau Astor. Un réseau où Vincent Astor, un gentilhomme millionnaire et ami de Roosevelt, servait d'émissaire privé entre le réseau et Roosevelt.

Jusqu'à ce jour, la seule étude portant précisément sur ce sujet est l'article « The Roosevelt-Astor Espionnage Ring » (1981), de Jeffery M. Dowart. À l'intérieur de cet article, il est question des origines du réseau, de la nature de ses opérations, de ses liens avec d'autres agences du renseignement (notamment les renseignements britanniques), ainsi que son utilité aux yeux du Président. L'article est principalement appuyé par des sources disponibles à la « Franklin Delano Roosevelt Library ». Toutefois, plusieurs autres monographies étudient sommairement le cas du réseau Astor.

D'ailleurs, au sein de *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency* (1981), Troy traite aussi brièvement du cas d'Astor en indiquant que celui-ci a agi à titre d'espion personnel de FDR, pour ensuite être nommé contrôleur de secteur (*Area Controller*) pour la zone de New York. Pour ce faire, l'auteur utilise le même corpus de sources que Dowart. Il faut aussi préciser que contrairement à l'article de Dowart, Troy ne fait pas mention des liens d'Astor avec The Room/The Club. Paru en 1995, *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American*

Presidency from Washington to Bush, de Christopher Andrew, aborde aussi le cas du réseau d'Astor à l'aide des mêmes sources que les deux ouvrages précédents. En somme, le réseau d'Astor, de modeste envergure comparativement aux autres agences, a engendré moins de recherches à son sujet. Malgré sa date de publication assez lointaine (1981), l'article de Dowart, presque systématiquement toujours cité lorsqu'il est question de l'origine des services de renseignements sous FDR, reste l'article de référence sur le réseau Astor¹².

Même si pendant la Deuxième Guerre mondiale la propagande n'était pas un domaine exclusif aux agences du renseignement, plusieurs de celles-ci ont été impliquées dans ce domaine. En effet, le COI, l'OSS, l'agence Carter et le renseignement militaire y ont tous été engagés à divers niveaux. De plus, l'« Office of War Information » trace ses origines au sein du COI même si elle n'était pas une agence de renseignements à proprement parler. Des ouvrages traitant de cette organisation peuvent donc certainement être inclus au sein du corpus historiographique à propos du renseignement américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. À ce sujet, mentionnons *The Politics of Propaganda: The Office of War Information, 1942-1945* (1978), d'Allan M. Winkler, et *The Propaganda Warriors : America's Crusade Against Nazi Germany* (1996), de Clayton D. Laurie.

L'étude *Insidious Foes : The Axis Home Front and the American Home Front* (1995), de Francis MacDonnell, une étude sur les facteurs ayant favorisé un climat de panique à propos des dangers d'une cinquième colonne aux États-Unis et sur ses répercussions dans la vie politique et culturelle américaine, est digne de mention puisqu'il s'agit d'une des rares études qui focalise sur ce sujet pendant la période du

¹² Pour des exemples, voir: *Roosevelt's Secret War* de Joseph E. Persico et *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*, de George O'Toole.

second conflit mondial. De fait, cette étude en vient à examiner l'influence de la peur d'une cinquième colonne sur les diverses agences américaines du renseignement¹³.

Maintenant que nous avons fait un tour d'horizon général de l'étendue de l'historiographie du renseignement pendant la Deuxième Guerre mondiale, il est approprié de s'intéresser à l'historiographie du réseau Carter, qui rappelons-le, constitue l'objet principal de la présente recherche. Comme nous le constaterons sous peu, il n'existe pas jusqu'à ce jour d'ouvrages de synthèse qui traitent de ce réseau semi-officiel. De façon succincte, disons que le réseau Carter fut un service secret de renseignements financé à l'aide des fonds d'urgence présidentiels, fonds octroyés en vertu du « Military Appropriation Act », qui mènera de nombreuses opérations sans aucun statut officiel pour le compte personnel du Président de 1941 à 1945. À la tête de ce réseau figurait un dénommé John Franklin Carter, un éditorialiste libéral travaillant aussi à titre de romancier et rédacteur de discours. Cela étant dit, il convient maintenant d'examiner quels aspects du réseau Carter ont été abordés au sein des quelques publications faisant mention de l'organisation.

Bien que Carter et d'autres de ses agents révéleront qu'ils ont effectué des assignations spéciales pour le compte du président Roosevelt avant les années 70, c'est seulement après les déclassifications des années 70 que seront accessibles les archives

¹³ Selon Francis MacDonnell, le terme « cinquième colonne » (*fifth column*) tirerait son origine de la Guerre civile espagnole. Cette expression aurait été utilisée par le général nationaliste Emilio de Mola. Au cours d'une radiodiffusion en septembre 1936, il aurait affirmé que quatre colonnes séparées avançaient sur Madrid dont une venant du sud, une venant du sud-ouest, une venant de l'ouest et une venant du nord. Il aurait par la suite ajouté qu'une cinquième colonne se préparait à surgir de l'intérieur même de la ville. Le terme « cinquième colonne » renvoie donc à l'utilisation de traîtres domestiques et d'agents étrangers afin d'accomplir des actes de sabotages, d'espionnage et de subversion afin de démoraliser, de diviser et d'assurer une préparation militaire inadéquate d'un pays. Dans l'éventualité d'une invasion militaire, ce cheval de Troie assisterait les troupes envahissantes. Fortement associé à l'Allemagne nazie, ce terme sera associé à plusieurs régimes autoritaires. Aux fins de cette étude, le terme sera utilisé pour référer aux divers éléments subversifs craints par la population et les autorités américaines. *Insidious Foes: The Axis Fifth Column and the American Home Front*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 3.

gouvernementales à propos des activités du réseau Carter¹⁴. Conséquemment, ce n'est pas avant cette période que verront le jour des recherches qui tiendront compte de certaines activités de ce réseau et de l'histoire de la création de cette organisation.

Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency; The Last Hero, Wild Bill Donovan, The Biography and Political Experience of Major General William J. Donovan, Founder of the OSS and Father of the CIA, From his Personal and Secret Papers and the Diaries of Ruth; Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945 et *Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, sont quatre publications figurant parmi les premières à mentionner l'existence du réseau Carter. Parmi les publications de Troy et Cave Brown, le sujet est principalement abordé afin de faire ressortir l'esprit de compétition entre Carter et Donovan au sujet du développement d'une agence centralisée du renseignement pour la période d'après-guerre. Dans l'ouvrage de Cave Brown, il est aussi question de la coopération entre l'OSS et le réseau Carter à propos du Projet S, qui se voulait un projet associé à l'utilisation du prisonnier allemand des Britanniques Ernst Hansfstaengl à des fins de renseignements et de guerre psychologique. Même s'il traite du réseau Carter de façon assez brève, les ouvrages ont le mérite d'avoir souligné l'existence d'un tel réseau.

Quant aux ouvrages de Dowart et Smith, ils sont significatifs parce qu'ils abordent le réseau Carter de façon un peu plus approfondie. Dowart, qui traite principalement du réseau de Carter en lien avec ses relations avec l'ONI, fait aussi mention de missions de ce dernier comme celles en Martinique ou celles qui consistaient à espionner des membres de l'ONI. L'auteur évalue l'organisation comme une « ...semi official intelligence unit [...] merely one of a number of amateur sleuths, private eyes, and

¹⁴ John Franklin Carter et Henry Field (un agent du réseau), dans, respectivement, *The Catoclin Conversation* (1947), *Power & Persuasion* (1960) pour Carter et *The Track of Man* pour Field (1953), feront tous deux allusions à leur travail pour le compte de Roosevelt au sein de publications antérieures aux années 70 sans toutefois aborder le sujet en détail.

personal agents employed by the inquisitive President during his entire tenure¹⁵ » dont les opérations nuisaient à l'ONI en causant des duplications d'assignations.

Pour sa part, dans son étude sur l'OSS, Smith fait aussi la présentation du réseau Carter en décrivant sommairement son contexte de création et en mentionnant quelques-unes des assignations du réseau. Il est notamment question des relations de l'agence Carter avec le COI et l'OSS, de l'implication du réseau Carter dans l'enquête sur la loyauté des Américains d'origine japonaise, ainsi que de l'impact de Pearl Harbor sur les assignations de cette organisation. Sans faire un examen global des réalisations du réseau Carter, l'appréciation de celle-ci est assez équilibrée et prudente. En effet, l'auteur soutient que le réseau Carter « ... frequently mirrored the more paranoid tendencies of the Oval Office¹⁶ », mais il démontre aussi que le réseau Carter a aussi su faire preuve de jugement. Par exemple, à propos du verdict de l'OSS et du réseau Carter sur la loyauté des Américains d'origine japonaise, Smith a écrit : « But it must be emphasized that amid the fifth column paranoia, and despite the preparation of emergency prewar internment plans for a select group of Japanese-Americans by Donovan and Carter, their organisations kept much cooler heads on the issue than did most authorities in Washington or Sacramento.¹⁷ » Parmi les ouvrages publiés durant les années 80, ces deux derniers sont certainement les plus informatifs en ce qui concerne le réseau Carter.

Comme il a été vu, c'est en 1995 qu'est publié *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, par Christopher Andrew. Bien que l'ouvrage traite peu de l'organisation Carter, il faut noter que l'auteur

¹⁵ Jeffery M. Dowart, *Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945*, Annapolis, Md., Naval Institute Press, p. 162.

¹⁶ Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic, 1983, p. 185.

¹⁷ Smith, *The Shadow Warriors*, p. 100.

attribue au réseau Carter le prix pour le renseignement le plus absurde. Pour appuyer ses dires, il cite entre autres un rapport du réseau Carter où celui-ci se méprend complètement à propos de la composition du QG soviétique. Pour l'auteur, l'intérêt du réseau Carter se trouve davantage dans le fait que l'agence constitue une illustration des éléments fantaisistes du président Roosevelt à propos du renseignement que dans l'idée que cette organisation ait pu avoir une utilité quelconque¹⁸.

Un an plus tard, soit en 1996, Ernest B. Fugurson fait paraître l'article « Back Channels » au sein du magazine *The Washingtonian*. Le sujet de l'article traite principalement des émissaires « informels » employés par FDR, et notamment du réseau Carter. En plus de s'attarder sur le contexte de création de l'organisation et de donner un bref aperçu des opérations menées par celle-ci, l'article s'attarde sur le Projet S. Aussi, Fugurson avance l'idée que les rapports erronés de Carter qui ont atteint le Bureau ovale ont pu miner la crédibilité de rapports véridiques subséquents qui pouvaient passer pour « fantaisistes ». À titre d'exemple, il cite les rapports de Carter (envoyés le 10 juillet 1942) à propos de renseignements provenant de Lituanie et de Pologne qui détaillent la vie dans les camps de concentration. Néanmoins, l'auteur admet la difficulté à vérifier la validité de cette idée¹⁹.

Bénéficiant des publications antérieures, mais puisant aussi à même les sources au sujet du réseau Carter, Persico, dans *Roosevelt's Secret War: FDR and World War II Espionage*, intègre plusieurs assignations de l'organisation Carter dans son récit tout en traitant des rapports du réseau face aux autres agences du renseignement. Il est intéressant de souligner que l'auteur soutient qu'Andrew (*For the President's Eyes only*) est trop dur dans son jugement par rapport au réseau Carter. Tout en reconnaissant les

¹⁸ New York, HarperCollins Publishers, 1995, p. 132.

¹⁹ Juin, 1996, p. 56-59.

échecs du réseau, comme le « Secret Memorandum on U.S.S.R. », Persico identifie des accomplissements de l'organisation qu'il juge avoir été bénéfiques et émet l'idée que le réseau Carter a su pallier les lacunes liées au renseignement jusqu'à ce que des organisations plus professionnelles soit en état de fonctionner: « And Carter's well placed business and journalist contacts abroad provided interim intelligence antennae until a more professional service was put in place.²⁰ » Même si l'ouvrage de Persico ne vise pas à faire la synthèse du réseau Carter, sa recherche demeure la publication la plus complète à propos du contexte de création de l'organisation et des différentes assignations de celle-ci. Malgré la quantité appréciable d'informations liées au réseau Carter, l'ouvrage ne constitue pas une synthèse centrée sur cette organisation.

Qui plus est, des études récentes insistant moins sur l'origine, le bilan ou la question de l'efficacité de l'agence que sur le fait que l'examen de certaines assignations, permet de donner un éclairage nouveau à propos de la compréhension de Roosevelt. On peut par exemple citer son intérêt pour la guerre psychologique, son humanisme, ou encore les relations entre les services de renseignements américains et britanniques.

Par exemple, l'article de Steven Casey intitulé « Franklin D. Roosevelt, Ernst "Putzi" Hanfstaengl and the S-Project, June 1942-June 1944 » (2000), aborde le sujet du projet S du réseau Carter. En plus de faire découvrir cet épisode rarement abordé, l'auteur soutient que l'examen de celui-ci permet d'apporter une nouvelle perception sur l'attitude non conventionnelle de FDR par rapport au renseignement et à son intérêt face à une guerre psychologique, et qu'il permet de montrer comment la « relation spéciale » britannique américaine a été mise à l'épreuve par ce projet. Il faut aussi ajouter que Casey soutient que l'étude du Projet S amène à réévaluer la pensée de FDR face au problème que représentait l'Allemagne nazie²¹. Bien que le Projet S soit traité dans des ouvrages

²⁰ New York, Random House, 2001, p. 445.

²¹ *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 3, 2000, p. 340, 358-359.

précédemment examinés, cet article constitue la seule publication dont ce projet est le sujet principal.

Il faut toutefois préciser que le Projet S est aussi rapidement abordé dans l'autobiographie d'Hanfstaengl nommée *Hitler: The Missing Years* (1957). À ce sujet, *Hitler's Piano Player : The Rise and Fall of Ernst Hanfstaengl, Confidant of Hitler, Ally of FDR* (2004), de Peter Conradi, est une biographie plus récente au sujet d'Hanfstaengl qui bénéficie des témoignages d'Ernst et d'Egon Hanfstaengl (le fils d'Ernst) et qui traite plus longuement du séjour d'Ernst Hanfstaengl aux États-Unis dans le cadre du Projet S.

D'autres assignations du réseau Carter ont aussi fait l'objet d'une attention particulière. Par exemple, *By Order of the President: FDR and the Internment of Japanese Americans* (2001), de Greg Robinson, est une étude dont l'objectif est de mesurer la responsabilité et d'expliquer la décision du président Roosevelt d'interner les Américains d'origine japonaise pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'ouvrage est d'un intérêt pour cette recherche, car pour parvenir à ses fins, l'auteur étudie en détail l'implication du réseau Carter dans l'enquête sur la loyauté des Japonais américains. Jusqu'à ce jour, l'ouvrage constitue donc l'étude la plus complète sur les conclusions et l'implication des enquêtes menées par le réseau Carter à ce sujet²². De plus, tout en s'appuyant sur les archives officielles relatives à Carter, Robinson utilise le propre ouvrage fictif de Carter (*The Catocin Conversation*) pour schématiser des vues de FDR sur ce cas, sous l'idée que la relation intime entre FDR et Carter durant cette période a permis à ce dernier d'avoir une certaine idée des priorités du Président²³.

²² Notons que l'auteur reprend quelques éléments à propos des résultats de l'enquête du réseau Carter sur la loyauté des Japonais américains au sein de l'ouvrage *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America* (2009).

²³ Cambridge, Mass., Londres, Harvard University Press, 2001, p. 6-7, 109-110, 124.

Du même auteur, l'article « Le Projet M de Franklin D. Roosevelt : construire un monde meilleur grâce à la science... des races » (2005) est aussi digne de mention car son sujet, le Projet M, fut une entreprise chapeautée par l'organisation de Carter. Le sujet est étudié afin de montrer comment celui-ci aide à comprendre les conceptions de FDR quant à la question de la « race ». En effet, en étudiant ce projet, Robinson a voulu démontrer comment la pensée et les projets politiques de FDR ont pu être influencés par des théories eugéniques.

Il faut mettre en lumière la parution d'un ouvrage récent traitant de l'utilisation de l'anthropologie par les services de renseignements pendant la Deuxième Guerre mondiale. En effet, paru en 2008, un chapitre au sein d'*Anthropological Intelligence: The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*, de David H. Price, explique le Projet M et effectue une évaluation anthropologique de cette assignation. Le Projet M est aussi abordé au sein d'*American Empire: Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization* (2003), de Neil Smith, ainsi que dans *The Life and Thought of Isaiah Bowman* (1980), de Geoffrey J. Martin. Ces deux ouvrages traitent du Projet M par le biais de l'expérience de son chef de projet : le géographe Isaiah Bowman. À propos du même projet, il faut aussi souligner l'existence du projet de mémoire de Gabrielle Lyon: *The Forgotten Files of a Marginal Man : Henry Field, Anthropology and Franklin D. Roosevelt's M Project for Migration and Settlement* (1994).

Bien qu'il existe d'autres ouvrages mentionnant les activités du réseau Carter, ceux-ci ne constituent en rien une étude de l'organisation. Par exemple, l'article « The Roosevelt-Astor Espionage Ring » (1981), de Dowart, fait mention de la compétition entre le réseau Astor et Carter. Pour sa part l'ouvrage *Insidious Foes: The Axis Fifth Column and the American Home Front* (1995) de Francis MacDonnell, fait mention du réseau Carter en relation avec la peur de subversions étrangères alors que l'ouvrage *Roosevelt and*

Churchill, Men of Secrets (1999), de David Stafford, souligne le fait que l'organisation a épié l'OSS et soupçonné cette organisation d'avoir été infiltrée par des agents britanniques. Bref, le réseau Carter est à peine abordé dans ces trois ouvrages, mais la mention de l'organisation Carter dans le cadre de contextes différents vient corroborer l'idée que le réseau exerçait des tâches variées.

De cet examen historiographique à propos du réseau Carter, nous pouvons tirer les conclusions suivantes : primo, il n'existe aucun ouvrage de synthèse dédié au réseau Carter, tandis que certaines de ses activités, telles que les missions dans les Caraïbes, n'ont jamais fait l'objet d'études académiques. La connaissance du réseau Carter est donc assez fragmentaire et fragmentée.

Secundo, chez les chercheurs abordant la question de la contribution du réseau Carter à l'effort de guerre, les diagnostics varient de marginal, ridicule et amateur (chez Andrew) à amateur, mais utile et original (chez Persico). Même si nous devons spécifier que nous ne pensons pas que le réseau Carter ait contribué de façon aussi importante que celle des agences officielles du renseignement, il nous apparaît pertinent de réévaluer la contribution de cette organisation qui, malgré des moyens modestes, a mené diverses assignations à propos de sujets spécialement approuvés par le Président lui-même, et ce, pendant que le système du renseignement était en pleine mutation.

Tertio, puisque l'histoire du réseau Carter est imbriquée parmi celle des autres agences du renseignement, il est possible de présager qu'une meilleure connaissance du réseau Carter viendra améliorer la compréhension du système du renseignement sous FDR. De fait, même si ce système n'était pas centralisé, les diverses agences interagissaient à divers niveaux.

Quarto, comme nous l'avons vu, l'historiographie à propos du renseignement américain est marquée par divers questionnements comme celui des fonctions des

agences du renseignement au sein d'une démocratie et face aux libertés civiles, ou encore comme celui de l'efficacité et de l'utilité des opérations menées par ces organisations. Étant marginalisé au sein de cette historiographie, le réseau Carter gagne à être mieux compris afin que les chercheurs soient en mesure de prendre en compte cette organisation lors de divers questionnements à propos du système du renseignement sous le président Roosevelt pendant la Deuxième Guerre mondiale. Conséquemment, nous pensons qu'une étude générale de l'organisation s'impose. Cela dit, avant d'examiner plus en détail les objectifs de la présente recherche, voyons maintenant quelles seront les sources utilisées.

En plus de puiser à même les monographies déjà existantes référant au réseau Carter, la présente recherche s'appuiera sur un corpus de sources, dont deux corpus de sources principales. Le premier provient des dossiers à propos de l'organisation de Carter. Ceux-ci sont situés à la « Franklin Delano Roosevelt Library » à Hyde Park, New York. L'essentiel des sources est classé sous la catégorie *John Carter Files on German Nazi Party* au sein de la collection *President's Secretary Files*. La plupart des documents de ce corpus sont des mémos au sujet des différentes opérations du réseau Carter. Le deuxième corpus de sources, intitulé *The John Franklin Carter Papers*, est hébergé à l'« University of Wyoming »²⁴. Ce deuxième corpus est composé de correspondances entre Carter et divers personnages en plus d'être composé de quelques essais rédigés par ce dernier. Ce corpus contient aussi un journal intime pour une bonne partie de l'année 1943 et quelques entrées durant 1944.

Il convient aussi de souligner que quelques-unes des nombreuses publications de Carter peuvent être utilisées à titre de source. Par exemple, *Power and Persuasion* (1960)

²⁴ Ces sources ont été léguées à l'« American Heritage Center » de l'« University of Wyoming » par Sheila Carter, Sonia Carter Greenbaum et Kenneth Dekay entre 1965 et 1974. Ces derniers sont, respectivement, la femme, la fille et le beau-fils de JFC.

et *The Catoclin Conversation* (1947) contiennent des indices sur les antécédents de Carter, sur sa relation spéciale avec FDR et sur l'évolution de sa pensée politique.

Il en va de même pour le récit des aventures de l'anthropologue Henry Field, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist* (1953), puisque cet ouvrage aborde certains travaux réalisés pour le compte du président Roosevelt et que nous savons aujourd'hui que ceux-ci étaient chapeautés par le réseau Carter. À ce propos, précisons qu'un deuxième volume focalisant sur les assignations de Field pour la Maison-Blanche paraîtra en 1982. En effet, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist, Volume 2: The White House Years, 1941-45* aborde notamment le projet M, les missions de Field aux Caraïbes ainsi que ces recherches au sujet du développement d'équipements de secours; qui aborde plus spécifiquement les assignations de Henry Field menées pour le compte de la Maison-Blanche. Il faut aussi ajouter que le résumé des études conduites sous le Projet M sera publié par Field en 1962 sous le titre de "*M*" *Project for F.D.R., Studies on Migration and Settlement*.

Puisque certaines des sources à l'étude sont des mémoires ou des commentaires post-événementiels, il nous faudra garder à l'esprit que leurs différents auteurs auront forcément une interprétation subjective des événements. Afin de vérifier l'exactitude de ces mémoires, nous devons ici, dans la mesure du possible, tenter de corroborer les différentes informations provenant de ces mémoires en les comparant à d'autres types de sources, comme par exemple les mémorandums officiels (même si ceux-ci peuvent aussi être subjectifs ou erronés). Bref, la comparaison de sources traitant de mêmes sujets pourra nous être utile pour déterminer la valeur de chacune d'elles.

À l'aide des sources et monographies précédemment examinées, il sera ici soutenu que tout en se devant d'être compris comme une mesure dans un ensemble de mesures visant la transformation et l'amélioration générale du système du renseignement, le réseau Carter constituait aussi une mesure spéciale et unique parce qu'elle donnait une

marge de manœuvre supplémentaire au Président. De fait, le réseau Carter permettra à Roosevelt de bénéficier d'un service lui donnant la possibilité de contourner son propre système du renseignement, d'espionner et d'évaluer les services du renseignement concurrents ou toute autre personne suspecte aux yeux du Président, de fournir des analyses politiques et du renseignement étranger, et finalement d'être une organisation capable de mener secrètement des projets spéciaux. En somme, la thèse de cet essai est que grâce aux services du réseau Carter, Roosevelt bénéficiait d'un outil unique en son genre et aux fonctions multiples qui lui permettait de pallier et contourner certaines lacunes et limites du système du renseignement à un moment où celui-ci était en pleine transformation.

La démonstration de cette thèse sera effectuée en plusieurs étapes. Premièrement, au sein du chapitre I, nous traiterons des antécédents de Carter, du contexte de création de son réseau et de l'état général du système du renseignement informel de FDR (c.-à-d. les agences et les émissaires qui n'étaient pas contrôlés par des institutions officielles) au moment où le réseau Carter prit forme en février 1941. Deuxièmement, il sera présenté un résumé des diverses assignations du réseau au sein d'une histoire organisationnelle de l'unité de Carter. Parallèlement à cela, nous examinerons les différentes propositions de Carter, soumises au fil du temps, afin de réaligner les fonctions de son organisation et de réformer le système du renseignement américain. En somme, notre bilan permettra de démontrer que le réseau Carter exerçait des activités diversifiées dont certaines venaient pallier un manque au système du renseignement ou contourner ou surveiller celui-ci et qu'il s'impliquait dans la réforme du système du renseignement américain. Au sein de ce compte-rendu général, certaines assignations ou propositions, soit parce qu'elles sont importantes ou rarement étudiées, seront exposées de façon plus détaillée. À ce sujet, mentionnons que puisque ces missions n'ont jamais fait l'objet d'études, le chapitre III sera entièrement consacré aux assignations du réseau dans les Caraïbes. Pour sa part, le chapitre précédant celui sur les Caraïbes, soit le chapitre II, traitera des principaux champs d'activités du réseau (avec une emphase sur une des plus importantes

assignments du réseau: l'enquête sur la loyauté des Japonais américains). Quant au chapitre IV, celui-ci focalisera sur les projets spéciaux (le Projet S et le Projet M) de l'organisation et son implication dans la guerre psychologique et la propagande. Finalement, le chapitre V se concentrera sur l'implication du réseau dans le domaine technique, pour ensuite traiter de la relation entre le réseau Carter et le président Truman.

Puisque cette recherche abordera des assignments peu ou pas examinées, nous croyons qu'une telle recherche permettra d'enrichir l'histoire du renseignement américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. En effet, une meilleure connaissance du réseau Carter permettra de mieux comprendre la nature du système du renseignement dont Roosevelt était le principal bénéficiaire. De plus, comme l'ont déjà démontré des recherches antérieures focalisant sur certaines assignments méconnues du réseau Carter, une meilleure connaissance de l'utilisation faite par le Président du réseau peut apporter un nouvel éclairage au sujet de la pensée de FDR pendant le second conflit mondial. Par le fait même, cela permettra aussi de réévaluer l'apport de l'organisation à l'effort de guerre. Ces dernières considérations étant exprimées, nous pouvons maintenant amorcer notre étude.

CHAPITRE I

ROOSEVELT, SES ÉMISSAIRES NON OFFICIELS DU RENSEIGNEMENT ET L'ÉMERGENCE DU RÉSEAU CARTER

Sous la présidence de FDR, les services du renseignement vont connaître une expansion jusque-là inégalée, et ce, principalement durant la période chevauchant la Deuxième Guerre mondiale. En effet, c'est sous les mandats présidentiels de Roosevelt qu'il se produisit un accroissement considérable des fonctions liées au renseignement au sein des agences déjà existantes et que de nouveaux réseaux opérant dans ce domaine sont aussi mis sur pied, et ce, parfois dans le plus grand secret. Par exemple, le 26 juin 1939, FDR élargit davantage le champ d'opération du FBI par le biais d'une directive stipulant que tout ce qui concerne l'espionnage, le contre-renseignement et le sabotage devra être sous la responsabilité du MID, de l'ONI et du FBI. Ou encore, le 25 juin 1940, le secrétaire-adjoint d'État, Adolf Berle, fait connaître une directive secrète de FDR à l'« Interdepartmental Intelligence Committee¹ ». Cette directive présidentielle fit savoir au FBI, à l'ONI et au MID que le FBI se voyait octroyer la responsabilité du renseignement étranger dans l'hémisphère occidental. À la suite de cette annonce, Hoover met sur pied le « Special Intelligence Service » (SIS) au sein du FBI². Néanmoins, même

¹ À la suite de la directive du juin 26 juin 1939, le « Joint Intelligence Committee » (ou le Interdepartmental Intelligence Committee) est créé afin de faciliter la coordination et les délimitations des différentes activités de renseignements. En plus de la présence du secrétaire-adjoint d'État George S. Messersmith, qui représentait FDR, le groupe était composé des chefs des trois organisations concernées, soit J. Edgar Hoover pour le FBI, le brigadier général Sherman Miles pour le MID et le contre-amiral Walter S. Anderson pour l'ONI. Leslie B. Rout et John F. Bratzel, *The Shadow War: German Espionage and United States Counterespionage in Latin American during World War II*, Leslie B. Rout, Jr., John F. Bratzel, Frederick, Md., University Publications of America, 1986, p. 33-34.

² *Ibid*, p. 33-35.

après avoir incité et participé à la réforme de son système officiel du renseignement, le Président était toujours insatisfait à l'égard de celui-ci au moment où il comprenait principalement le département d'État (*State Department*), le FBI, le MID (ou G-2) et l'ONI³. Après le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et la défaite imprévue de la France en 1940, que ce soit pour être en mesure de combattre une cinquième colonne, pour disposer d'évaluations précises sur de possibles invasions du continent américain ou pour posséder des évaluations sur les capacités des États européens impliqués dans le conflit, de nombreux motifs incitèrent Roosevelt à désirer un système du renseignement plus performant⁴.

Fasciné par le monde de l'espionnage, FDR était un averse lecteur de littérature d'espionnage. De par sa position de secrétaire-adjoint de la Marine durant la Première Guerre mondiale, Roosevelt fut rapidement amené à saisir l'importance du renseignement. De plus, de par son style de gestion, Roosevelt était aussi *intelligence-minded*. En effet, afin de mener sa diplomatie, FDR avait développé l'habitude d'employer des émissaires privés tels William Bullitt pour l'Europe et Fred Morris pour l'Amérique latine) qui se rapportaient directement à sa personne puisqu'il ne faisait pas confiance aux canaux officiels⁵. À ce sujet, l'un de ses émissaires, Robert Murphy, déclara: « Roosevelt delighted in ignoring departmental procedures in this way, preferring to work informally through men chosen by him and responsible directly to him.⁶ » Cela étant, il n'est donc pas surprenant que FDR ait recouru à des agents

³ Nous employons le terme « système » pour référer à l'ensemble des institutions américaines actives dans le domaine du renseignement pendant une période donnée. Même si la création éventuelle du COI et de l'OSS constitue l'embryon d'une future agence centrale du renseignement, le système auquel nous référons était constitué d'éléments indépendants l'un de l'autre et ils n'étaient pas soumis à une autorité centrale prenant directement ses instructions du Président.

⁴ Robert Dallek, *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945*, New York, Oxford University Press, 1979, p. 235-236.

⁵ Jeffrey M. Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », *New York History*, vol. LXII, no. 3, Juillet, 1981, p. 312.

⁶ Jeffrey M. Dowart, *Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945*, Annapolis, Md., Naval Institute Press, 1983, p. 162-163.

personnels et des réseaux secrets opérant en dehors des agences officielles afin d'étendre, de renforcer, d'évaluer et même de contourner, son propre système officiel du renseignement. Avant d'examiner les antécédents de John Franklin Carter et les événements ayant mené à la création du réseau Carter en février 1941 (étape où nous traiterons aussi de Cornelius Vanderbilt Jr.), nous traiterons brièvement des principaux canaux du renseignement non liés aux agences officielles qui étaient utilisés par FDR au moment où l'agence de Carter entra en action. Pour être plus précis, nous discuterons ici de l'utilisation faite par FDR des émissaires secrets du renseignement qu'étaient William Donovan et Vincent Astor.

Le 14 juillet 1940, le républicain William J. Donovan, un héros de la Première Guerre mondiale, un avocat de Wall Street et homme à l'affût des questions internationales, se voit confier une mission où ce dernier devra agir en qualité de représentant officiel du secrétaire de la Marine (Frank Knox) et aussi en tant qu'émissaire privé du Président⁷. De façon officielle, Donovan devait déterminer si une meilleure collaboration entre l'ONI et la « British Admiralty » était possible tout en amassant des informations au sujet d'une cinquième colonne nazie (les Britanniques et les Américains attribuaient alors les victoires des Allemands du printemps 1940 à l'utilisation efficace d'une cinquième colonne). De façon secrète, pour le compte du Président, Donovan avait comme tâche de déterminer l'habileté des Britanniques à résister à l'invasion allemande. Pour les planificateurs à Washington, la capacité à résister des Britanniques était d'une importance cruciale⁸.

⁷ Pour un compte rendu plus détaillé de l'origine et du déroulement des deux missions de Donovan à titre d'émissaire personnel de FDR durant la période 1940-1941, il convient de référer au chapitre I de *The Shadow Warriors*, de Bradley Smith, ainsi qu'au chapitre III de *Donovan and the CIA*, par Thomas Troy. Bien que plus concis sur le sujet, *Roosevelt's Secret War* (chapitre V et VI), de Joseph Persico, notamment par ce qu'il est plus récent, mérite notre attention. Les notices complètes de ces ouvrages sont disponibles dans la section bibliographique.

⁸ Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic Books, 1983, p. 33-34; Thomas F. Troy, *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*, Frederick, Md., Aletheia Books, 1981, p. 31-32.

Cette première mission de Donovan à titre d'émissaire privé de FDR représente la genèse du rôle de ce dernier en tant que *Coordinator of Information*, un titre qu'il recevra en juillet 1941, puisque lors de cette mission, Donovan s'affaira à la collecte d'informations et à sa propagation envers les agences et les individus intéressés. À son retour, Donovan militera pour une aide accrue à la Grande-Bretagne, pour une meilleure coordination avec le renseignement britannique et pour une intensification des préparations face aux dangers d'une cinquième colonne. Lors d'une rencontre avec FDR, Donovan aurait avancé l'idée de mettre sur pied un service d'espionnage centralisé⁹. Bien que le Président fut intéressé par cette idée, nous verrons bientôt que ce dernier ne renoncera pas pour autant à l'idée d'avoir son propre réseau d'espions personnels.

Avec la participation du secrétaire de la Marine Frank Knox et celle de Sir William S. Stephenson, chef du « British Security Coordination » (qui était la branche du SIS britannique implantée aux États-Unis), Donovan prépare un plan où celui-ci voyagerait à nouveau en Angleterre et dans l'est de la Méditerranée afin d'y évaluer la situation britannique et de déterminer de quelle(s) façon(s) les États-Unis pourraient prêter assistance. Durant cette mission, Donovan avait pour but de se familiariser avec les organisations britanniques du renseignement, et ce, plus spécialement à l'égard de celles impliquées dans les opérations subversives et de contre-renseignements. À la suite de l'approbation présidentielle, Donovan entreprendra son voyage en décembre 1940¹⁰.

Lors de son retour de mission en mars 1941, Donovan rencontrera le président Roosevelt. Bien qu'il n'existe pas de compte rendu de cette conversation, il est possible que Donovan ait présenté ses idées sur le développement du renseignement américain. Nous savons cependant que deux semaines après la rencontre de FDR avec Knox et Donovan, soit le 4 avril 1941, le Président aurait dit envisager une solution semblable au

⁹ Joseph E. Persico, *Roosevelt's Secret War*. New York, Random House, 2001, p. 68; Troy, *Donovan and the CIA*, p. 33-34.

¹⁰ Troy, *Donovan and the CIA*, p. 36-39.

système britannique de renseignements si les États-Unis devaient entrer en guerre. Le 26 avril 1941, Donovan soumet un mémorandum de quatre pages dans lequel il explique comment un système d'espionnage devrait opérer sans cacher que son modèle est calqué sur la façon dont le gouvernement britannique recueille ses renseignements. Le plan de Donovan proposait une organisation qui serait, au dessus de la partisanerie politique, financée secrètement, et dont le directeur serait nommé par le Président et seulement responsable envers ce dernier¹¹. Le 14 juillet, soit un mois après que FDR eut effectué son choix, il fut publiquement annoncé que Donovan serait COI, *Coordinator of Information*, soit le directeur d'une organisation se rapportant directement au Président autorisée à entreprendre des opérations d'espionnage. Malgré l'officialisation de la fonction de Donovan, celui-ci allait être un compétiteur direct au réseau Carter puisque le COI opérera aussi à l'aide des fonds d'urgences présidentiels.

Bien que ceux-ci ne fussent pas centralisés et officiels, il faut spécifier qu'à cette date, le Président recourait déjà à des réseaux d'espionnage dont les chefs se rapportaient directement à lui et qui étaient seulement responsables envers ce dernier. En effet, le réseau Carter était alors opérationnel depuis février 1941. De plus, le réseau de Vincent Astor se livrait aussi à l'espionnage depuis le tout premier mandat de FDR pour le compte de ce dernier. Examinons maintenant ce dernier réseau.

Astor, un ami du Président, était membre d'un club secret formé en 1927 appelé « The Room »¹². Ce club sélect était composé de gentilshommes partageant un intérêt commun pour les affaires internationales ainsi que des idéaux semblables. Parmi ces membres figuraient des voyageurs mondiaux, des directeurs de banque et des directeurs d'importantes compagnies de communication. Plusieurs des membres du club avaient

¹¹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 79-80.

¹² Le lecteur désirant en connaître davantage sur le réseau d'Astor et la formation de The Room est invité à consulter l'article « The Roosevelt-Astor Espionage Ring » de Jeffrey Dowart. Au sein de *Roosevelt's Secret War*, de Joseph Persico, il est fait un résumé des activités du réseau Astor et il est aussi question des relations du réseau Astor avec les autres agences américaines du renseignement. Les notices complètes de ces ouvrages sont disponibles dans la section bibliographique.

accumulé une expérience au sujet du renseignement durant le premier conflit mondial. En ce sens, « The Room » pouvait rassembler à une agence du renseignement, mais celui-ci était plus informel, teinté par un certain romantisme et par l'amateurisme¹³.

C'est à partir de 1933 que le philanthrope et milliardaire Vincent Astor employa son réseau de renseignement pour les fins personnelles de FDR. Quoique jamais formellement attaché à « The Room », FDR était un ami intime de quatre de ses membres les plus influents soit, Vincent Astor, Kermit Roosevelt, le philanthrope William Rhinelandier Stewart et le juge Frederic Kernochan. Dès le début des échanges d'informations entre « The Room » et Roosevelt, c'est Astor qui assumait le rôle d'intermédiaire. La majorité du renseignement envoyé par Astor à l'intention de FDR pendant la période d'avant-guerre concernait les conditions dans les Caraïbes, la zone du canal de Panama ainsi que dans les îles du sud du Pacifique sous mandat japonais¹⁴. Par exemple, afin de procéder à l'inspection des îles sous mandat japonais, Astor et Kermit Roosevelt entreprirent un voyage au sein du *Nourmahal* (un luxueux yacht appartenant à Astor) sous prétexte d'un voyage d'études scientifiques où ceux-ci, à l'aide d'équipements radio les reliant à l'ONI, furent en mesure d'acquérir des renseignements de seconde importance, mais quand même utiles¹⁵. Avec le début de la guerre en Europe en 1939, FDR encouragea Astor à continuer son service d'espionnage. Après s'être renommés « The Club », les membres de « The Room » se livreront à plusieurs opérations clandestines pour le compte de FDR. Les nombreuses positions d'influence des membres permettront l'obtention de renseignements par le biais d'institutions importantes comme les banques (en épiant les transactions) et les entreprises de communication (en interceptant les télégrammes internationaux et en écoutant les

¹³ Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », p. 309-310.

¹⁴ *Ibid*, p. 309-312.

¹⁵ *Ibid*, p. 312-314.

transmissions des radios étrangères; un crime fédéral)¹⁶. Toutefois, l'organisation d'Astor n'était pas sans problème¹⁷.

Dès juin 1940, Astor fait connaître à FDR son intérêt de voir son organisation reconnue, notamment à cause de certaines difficultés à coopérer avec d'autres agences du renseignement telles l'ONI ou le FBI. Alors que la France venait de tomber et que la Grande-Bretagne s'apprêtait à affronter un péril possiblement mortel, Roosevelt, qui plus que jamais avait besoin des services d'Astor et de « The Club », rédigea un mémorandum à l'intention du Chef des opérations navales (l'amiral Harold R. Stark)¹⁸. Au sein de celui-ci, le Président informa qu'il avait demandé à Astor d'agir à titre de coordonnateur du renseignement pour la zone de New York et qu'il voulait qu'Astor reçoive toute l'assistance nécessaire. Toutefois, Astor en viendra à demander un accord encore plus formel¹⁹.

Au cours du mois de février 1941, lors d'une rencontre avec le secrétaire-adjoint d'État Adolf Berle, le successeur de George S. Messersmith, Astor fait connaître son ambition de devenir coordonnateur du renseignement et déplore l'amateurisme du réseau américain du renseignement. Le 8 mars 1941, lors d'une rencontre où FDR était présent, Astor est nommé contrôleur de secteur pour la zone de New York. Ironiquement, cette « promotion » sonnera le début du déclin d'Astor dans le monde du renseignement. À titre de représentant officiel, il se trouvera éventuellement confronté aux rivalités inter-agences (notamment celle du réseau Carter) et il ne sera donc plus en mesure de bénéficier de la même indépendance opérationnelle et d'une relation avec le Président qui n'était pas contrainte par une position officielle. Craignant que des critiques

¹⁶ *Ibid*, p. 314-315; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 15-16.

¹⁷ Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », p. 317.

¹⁸ *Ibid*, p. 317-318.

¹⁹ *Ibid*, p. 317-319.

isolationnistes²⁰ associent son administration avec les services d'espionnage d'Astor, Roosevelt se montrera progressivement moins disposé à recevoir son ami²¹. Il faut dire que dès février 1941, FDR disposait désormais d'un autre réseau personnel dont son chef, pour sa part, était en mesure de franchir les portes de la Maison-Blanche sans éveiller les soupçons. Celui-ci se nomme le réseau Carter.

Né en 1897 à Fall River au Massachusetts et fils d'un ministre épiscopalien, John Franklin Carter Jr. entrera à l'Université Yale en 1915 où il sera le compagnon de gens tel Archibald MacLeish et Henry Luce. Pendant la Première Guerre mondiale, Carter sera employé au sein du « Foreign Service » où il agira à titre d'attaché à Rome et ensuite à Constantinople pendant la période 1918-1919²². De 1920 à 1921, il exercera la fonction de secrétaire particulier pour l'ambassadeur américain à Rome. Après la perte de cet emploi à la suite de l'arrivée d'un nouvel ambassadeur, Carter deviendra correspondant à Rome pour le *London Daily Chronicle* durant l'an 1922 et, l'année suivante, il rejoindra le *Time* pendant un mois pour ensuite devenir reporter pour le *New York Times*²³.

²⁰ Les isolationnistes étaient opposés à une intervention américaine dans les guerres européennes. Ils s'opposaient aussi, afin d'assurer la souveraineté et la liberté d'action des États-Unis, à tout jeu d'alliances avec la Société des Nations. Ainsi, ils s'élevaient contre toutes préparations militaires visant une participation dans des guerres étrangères et, selon eux, les États-Unis pouvaient assurer eux-mêmes la défense de l'hémisphère occidental. Même si les isolationnistes restent influents après la chute de la France et le début de la bataille d'Angleterre en 1940, les actions de Roosevelt pour aider le Royaume-Uni seront approuvées par la majorité du public américain et du Congrès. Néanmoins, les isolationnistes représentaient toujours une menace pour la politique de Roosevelt puisqu'ils pouvaient toujours influencer les deux grands partis afin que ceux-ci adoptent des mesures non interventionnistes dans leur plateforme respective. Otis Jr. Graham et Meghan Robinson Wander, *Franklin D. Roosevelt: His Life and Times: An Encyclopedic View*, Boston, G.K. Hall, p. 211-213.

²¹ Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », p. 318-321.

²² Lettre, Edward A. Bowers à Roberts Chalmers, 22 juin 1920, boîte no. 2, dossier no. 3, John Franklin Carter Papers, American Heritage Center, University of Wyoming. Laramie, Wyoming (ci-après « JFCP »); Ernest B. Furgurson, « Back Channels », *The Washingtonian*, juin, 1996, p. 56.

²³ Lettre, JFC à sa mère et son père, 19 décembre 1920, boîte no. 2, dossier no. 3, JFCP; George J. A. O'Toole, *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*, New York, Facts on File, 1988, p. 90.

En 1928, Carter sera embauché au sein du département d'État à titre de *Drafting Officer* et, en 1930, il obtiendra le titre de conseiller économique principal (*Principal Economic Adviser*) où il produira des analyses sur la situation économique au Moyen-Orient²⁴. Pendant cette même période, parce qu'il considérait son salaire officiel annuel (3 800 \$) insuffisant pour supporter une famille comptant cinq membres, Carter s'affaira aussi à la rédaction de livres, de chroniques et d'articles de magazines sous divers noms de plume. Ce dernier écrira ultérieurement que le département lui avait donné la permission de publier si cela ne concernait pas la politique étrangère. Toujours selon Carter, le département d'État avait aussi une condition non dite: aucun de ses officiels ne devait connaître trop de succès et c'est cette règle non écrite qui incita ce dernier à écrire sous divers noms de plume. En effet, ce dernier écrira des histoires de mystères sous le pseudonyme « Diplomat »; une chronique hebdomadaire intitulée *Life in Washington*, au sein du *Life* et sous les initiales J.F., une longue série d'articles portant sur les affaires nationales au sein du *Vanity Fair* signée sous divers prête-noms tels Jay Franklin, Jefferson Chase et Dr Vladimir Potts²⁵.

En 1932, les occupations multiples de Carter commenceront à poser problème au sein du département d'État et lui vaudront des mises en garde de la part de ses supérieurs. En effet, le nom de Jay Franklin aurait été associé à un manifeste contre la réélection du président républicain Herbert Hoover. Parmi les autres écrits ayant été matière à conflit au sein du département d'État, il nous faut citer des profils de Hoover, de Roosevelt et d'Al Smith publiés au sein du magazine *Liberty*²⁶. Notamment à cause de fortes pressions départementales liées à ses publications personnelles, Carter démissionnera en 1932. Dans un article paru en 1937, Carter fera allusion à sa démission et avancera que celle-ci était liée à sa volonté d'organiser un *political search-party* nommé le « New National

²⁴ Note, Department of State, 19 octobre 1928, boîte no. 2, dossier no. 3; JFCP; Mémo, Department of State à JFC, 1er juillet, 1930, boîte no. 2, dossier no. 4, JFCP.

²⁵ John Franklin Carter, *Power and Persuasion*, New York, Duell, Sloan and Pearce, 1960, p. 63.

²⁶ Ces profils étaient tirés d'un livre à paraître de Carter (son quatrième en six ans).

Party ». Toujours selon Carter, cette organisation, établie avec la collaboration de Clare Boothe Brokaw (alors éditeur du *Vanity Fair*), aurait été encouragée (peut-être tacitement) par Franklin Delano Roosevelt, du temps où ce dernier était gouverneur de l'État de New York, ainsi que par d'autres personnalités libérales²⁷. Au sein d'une publication ultérieure où Carter traite de son expérience en tant que rédacteur de discours, il affirmera que le grand succès de certaines publications sous le nom d'emprunt de Jay Franklin l'aurait empêché de maintenir son identité secrète. Conséquemment, le département d'État lui aurait demandé de choisir entre donner sa démission ou abandonner l'écriture, offre à laquelle Carter préféra la première option²⁸.

À l'aide du « New National Party », Carter espérait pouvoir amener des *conscience-stricken conservatives* à adopter des politiques libérales. Avec l'élection de Roosevelt en novembre 1932, le « New National Party » disparaîtra et, selon Carter, ses idées seront absorbées au sein de l'idéologie du New Deal. Toutefois, pendant la campagne de 1932 et donc avant l'élection de FDR, le « New National Party » avait comme visée l'étude la situation européenne dans le but de : 1) évaluer les risques d'éclatement d'une guerre générale, d'une révolution sociale ou de l'économie d'ici les dix prochaines années et 2) savoir s'il existait de nouvelles techniques politiques en Europe qui seraient applicables dans des conditions américaines. Avec ces objectifs en tête (objectifs pouvant aller de pair avec une carrière liée à l'écriture), Carter voyagera en Europe afin d'interviewer divers acteurs d'importance de la scène politique européenne en se rendant notamment en à Paris, à Genève, à Rome, à Venise, à Budapest, à Berlin et à Munich²⁹.

C'est pendant ce séjour européen que Carter réalisera une entrevue avec Hermann Göring, alors président du Reichstag et bras droit d'Hitler, pour le compte du *New York*

²⁷ Lettre, JFC au rédacteur en chef de *The New Republic*, 1937, boîte no. 2, dossier no. 4, JFCP; Furgurson, « Back Channels », p. 56.

²⁸ Carter, *Power and Persuasion*, p. 63.

²⁹ Lettre, JFC au rédacteur en chef de *The New Republic*, 1937, boîte no. 2, dossier no. 4, JFCP; Furgurson, « Back Channels », p. 56.

*Times*³⁰. Malheureusement pour Carter, l'article qu'il rédigea pour ce magazine fut modifié et la version altérée laissait entendre que Carter avait réussi à obtenir une entrevue avec Göring, parce qu'en tant que représentant du New National Party, il avait été choisi pour amener l'hitlérisme aux États-Unis. Même si le *New York Times* allait éventuellement admettre son erreur, cette affaire causera préjudice à Carter pendant plusieurs années³¹. Toutefois, il semblerait que l'appréciation de FDR à l'endroit de Carter n'ait pas été affectée par cette affaire. En effet, tout juste avant l'élection de novembre 1932, FDR invita Carter à Hyde Park. Auparavant, soit en janvier 1932, les deux hommes s'étaient rencontrés afin que Carter puisse préparer un portrait du gouverneur pour le compte du magazine *Liberty*. Ce magazine était impliqué dans la promotion de la candidature de FDR pour la présidence. Au moment de la rencontre à Hyde Park (l'invitation de Carter aurait aussi été influencée par l'appréciation de FDR pour l'article dans le *Liberty*³²), Carter était toujours correspondant à Washington pour le *Liberty*. Durant cette rencontre, alors que FDR émergeait comme le candidat démocrate à la présidence, Carter affirma à FDR: « You're going to be elected President.³³ » Selon les souvenirs de Carter, le futur Président « ... wasn't quite sure as I was³⁴ ».

C'est aussi durant cette rencontre à Hyde Park qu'aurait été amorcée une collaboration informelle entre FDR et Carter. Roosevelt aurait alors demandé à Carter de veiller à l'organisation de liaison à propos de sa politique étrangère pendant les mois suivant l'élection tout en continuant son travail de journaliste. Pendant la même rencontre, le futur Président aurait aussi demandé à Carter de dévoiler ses idées par

³⁰ Cette rencontre avec Göring fut possible grâce à Ernst Hanfstaengl, alors chef de la presse étrangère pour Hitler. Comme nous le verrons plus ultérieurement, Hanfstaengl sera au centre d'un projet secret du réseau Carter durant la période 1942-1944.

³¹ Lettre, JFC au rédacteur en chef de The New Republic, 1937, boîte no. 2, dossier no. 4, JFCP; Furgurson, « Back Channels », p. 56.

³² Furgurson, « Back Channels », p. 56.

³³ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 56.

³⁴ *Ibid*, p. 56.

rapport à la réorganisation du département d'État³⁵. Il existe malheureusement peu de sources à propos des activités précises de Carter effectuées pour le compte de FDR durant cette période. Néanmoins, un message de Carter adressée à FDR, daté du 6 janvier 1934, nous permet de saisir la nature de ce type d'activité. Au sein de ce message dont l'objet est l'attitude de la presse britannique au sujet de l'administration de FDR et de son *New Deal*, nous pouvons lire :

« My dear Mr. President: In accordance with your suggestion, I made an opportunity to lunch with Sir Wilmott Lewis in order to explore his journalistic attitude towards the Administration and its various experiments. Naturally, it was an entirely casual and indirect discussion as between newspapermen, without any implication of official interest in the subject. »³⁶

Ainsi, nous pouvons conclure que ce type d'activités exercé par Carter pour le compte et à l'initiative du Président est en quelque sorte la genèse du réseau secret du renseignement que Carter opérera de 1941 à 1945. Jusqu'à cette période, Carter exercera aussi d'autres fonctions dans l'orbite de l'administration Roosevelt. En effet, de 1934 à 1937, Carter sera employé à titre de rédacteur de discours et de consultant (*idea man*) au sein du département de l'Agriculture dirigé par Henry Wallace³⁷. Pendant ce temps, il continua à publier des articles de magazines sous le pseudonyme de Jay Franklin. Il écrira aussi des ouvrages politiques sous divers pseudonymes et les mémoires de son enfance sous son nom authentique. Par exemple, *The New Dealers* (1934), écrit en collaboration avec le biographe de campagne de Roosevelt, Ernest K. Lindley du *New York Herald-Tribune*, est une collection de profils de membres du personnel de l'administration Roosevelt. Cette publication sera la première d'une série de trois à être signée sous le

³⁵ Furgurson, « Back Channels », p. 56.

³⁶ Lettre, JFC à FDR, 6 janvier 1934, 4 p., boîte no. 2, dossier no. 4, JFCP.

³⁷ L'entrée de Carter au sein du département de l'Agriculture aurait été influencée par la rencontre de Carter avec Rexford Tugwell qui deviendra sous-secrétaire de ce département en 1934. Carter, *Power and Persuasion*, p. 64.

nom d'*Unofficial Observer*³⁸. À propos des écrits de Carter, un lecteur les aurait qualifiés de « ... brilliant, cynical, occasionally cockeyed and always exciting³⁹ ».

Après avoir quitté le département de l'Agriculture en 1937, Carter tiendra une chronique intitulée « We the People » sous le pseudonyme de Jay Franklin et sera aussi commentateur radiophonique. Au cours de ces activités, Carter vulgarisera et vantera les mérites des politiques de l'administration Roosevelt. Au moment où le Président était toujours silencieux quant à ses intentions face à un non-orthodoxe troisième mandat, Carter fut impliqué dans l'organisation d'une campagne de publicité se déroulant dans les coulisses faisant la promotion d'un troisième terme pour Roosevelt. À ce sujet, il aurait déclaré sur les ondes de la « NBC Blue Network »: « Mr. Roosevelt must be reelected in 1940 if we are to escape national tragedy.⁴⁰ »

Après l'élection de FDR à la présidence en 1940, puisqu'il avait travaillé à la réélection de FDR, Carter croyait qu'il méritait d'être récompensé. C'est avec cette idée en tête qu'il aborda Sumner Welles, qui était sous-secrétaire d'État, afin de lui faire connaître ses ambitions reliées au monde du renseignement. À ce sujet, il déclara à son interlocuteur que les divers services du renseignement étaient « ... pretty well loused up and floundering around. There might be a use for a small and informal intelligence unit operating out of the White House without titles without any bullshit⁴¹ ». Welles passa subséquemment l'idée à FDR et ce dernier demanda à Carter de lui rendre visite à la Maison-Blanche. Après avoir entendu les idées de Carter, FDR se montra réceptif à celle de mettre sur pied un réseau secret et informel du renseignement pour le compte de la Maison-Blanche. À propos de son nouveau travail, Carter écrira subséquemment que le Président lui avait donné « ... a job beyond my wildest dreams, as organizer of his

³⁸ *Ibid*, p. 64.

³⁹ Furgurson, « Back Channels », p. 56.

⁴⁰ *Ibid*, p. 56.

⁴¹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 57.

special White House political war intelligence⁴² ». Aux yeux de Roosevelt, la proposition de Carter n'était sans doute pas sans rappeler l'organisation secrète qui opéra pour le compte de Wilson durant la Première Guerre mondiale: « The Inquiry »⁴³.

De par ses nombreuses relations, Carter se révélait être un bon candidat pour le type de réseau de renseignements qu'il proposait à FDR. En effet, il disposait de nombreux contacts au sein des instances officielles, auprès des diplomates, parmi les exécutifs corporatifs et il connaissait le corps entier de la presse domestique et étrangère. De plus, il avait accès au réseau mondial à ondes courtes de la « National Broadcasting Company ». De par sa profession journalistique, Carter bénéficiait d'une couverture idéale pour justifier de multiples allers-retours à la Maison-Blanche. De fait, le bureau de « Jay Franklin » était logé au sein du « National Press Building » qui se situait à quelques blocs de la Maison-Blanche. Grâce à ses qualités personnelles, Carter se révélait aussi être le type d'homme que FDR appréciait. En plus d'avoir le sens de l'humour, le chroniqueur était rapide, brillant, audacieux, passionné dans ses convictions, mais sa passion restait modérée par son pragmatisme⁴⁴.

Le 13 février 1941 le président Roosevelt autorisa la création d'une « ... small special intelligence and fact-finding Unit to aid in various phases of the defense and the war programs⁴⁵ ». Ce réseau, dirigé par Carter, fut financé à l'aide des fonds d'urgence présidentiels, fonds octroyés en vertu du « Military Appropriation Act ». De ce fond, FDR transféra 10 000 \$ au département d'État. Au sein de celui-ci, Adolf Berle devait agir à titre de banquier pour l'organisation de Carter. L'entente entre le département d'État et Carter prenait la forme d'une lettre d'accord soit un contrat légal entre les deux

⁴² Carter, *Power and Persuasion*, p. 122.

⁴³ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 57.

⁴⁴ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 57-58; Dowart, *Conflict of Duty*, p. 168.

⁴⁵ Rapport, JFC à Harry Truman, 24 avril 1945, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library. Independence, Mo. (ci-après « DJFC HSTL »).

partis spécifiant que Carter devait fournir des rapports spéciaux qui seraient achetés par le département.

Même si Berle agissait en tant que payeur du réseau Carter, il n'était pas pour autant familier avec la nature des activités du réseau. En effet, lors d'un entretien avec Sumner Welles daté du 20 février 1941, Berle rapporta que Carter lui aurait fait une demande d'avance de fonds. Après avoir annoncé qu'il avait accordé cette avance, Berle conclut: « I am not, of course, familiar with what the President has asked him to do, nor do I wish to be.⁴⁶ » Ainsi, le département d'État était limité à un rôle d'intermédiaire et faisait aussi office de couverture pour un réseau où l'échelon supérieur était le Président lui-même. Il n'y avait que Carter et le Président qui avaient pleinement connaissance des activités du réseau.

À ce sujet, Carter écrira subséquemment que la condition générale attachée à ce projet était que celui-ci devait rester entièrement secret et qu'il serait promptement désavoué s'il venait à être public. Néanmoins, FDR autorisera graduellement Carter à identifier ses relations spéciales avec le Président à certains membres de l'exécutif présidentiel, du département d'État ainsi qu'à certains officiels spécifiques. En avril 1945, cela comprendra la plupart des officiels du Cabinet et un nombre considérable de personnel des services militaires et des services du renseignement.⁴⁷

Avant de conclure ce chapitre, il convient de traiter brièvement du cas de l'agent présidentiel Cornelius Vanderbilt Jr. Dès lors, nous serons en mesure de constater des similitudes avec les réseaux non officiels (c.-à-d. le réseau Carter et Astor) en ce qui concerne leur *modus operandi*. Disons d'abord que Vanderbilt, membre de l'éminente famille du même nom et ami du président Roosevelt, agira à titre d'informateur privé pour Roosevelt de 1932 à 1945. À l'instar de Donovan, Astor et Carter, Vanderbilt était

⁴⁶ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 48.

⁴⁷ Rapport, JFC à Harry Truman, 24 avril 1945, DJFC HSTL.

un homme cosmopolite, intéressé par l'actualité nationale et internationale et il disposait de nombreux contacts.

Tout comme Carter, Vanderbilt travailla pour le magazine *Liberty* qui, pendant la campagne présidentielle de 1932, s'affairait à produire divers portraits de la famille Roosevelt. Tout en poursuivant ce travail journalistique, ce dernier allait participer à la campagne de Roosevelt, notamment en discourant favorablement au sujet de FDR, mais aussi en soumettant des évaluations politiques à propos de tendances d'opinions. Dans le cadre de son travail pour le *Liberty*, Vanderbilt allait être amené à voyager pour interviewer des personnalités telles Hitler, Mussolini, Chiang Kai-Shek et Hirohito et d'autres personnalités influentes comme Göring et Hanfstaengl. Ce type d'assignments allait rendre Vanderbilt utile aux yeux du Président qui demanda à Vanderbilt d'« évaluer » certains de ses sujets⁴⁸.

D'un commun accord, FDR et Vanderbilt décideront que Vanderbilt agirait à titre d'agent présidentiel (*presidential agent* (PA)). Selon Vanderbilt, ce poste ne comportait ni salaire, ni compte de dépense, et ce dernier serait désavoué si sa fonction secrète venait à être découverte⁴⁹. À l'instar des assignments qui seront confiées au réseau Carter, celles de Vanderbilt comprenaient diverses évaluations du personnel américain comme des militaires ou des politiciens. Lorsque les États-Unis entreront en guerre, l'agent présidentiel sera appelé à enquêter sur les risques de subversion interne tout en continuant de soumettre des évaluations de nature politique et sur l'opinion publique.

⁴⁸ Cornelius Jr. Vanderbilt, *Man of the World: My Life on Five Continents*, New York, Crown Publishers, 1959, p. VIII, 112-119.

⁴⁹ Bien que la date de nomination de Vanderbilt à titre de PA ne soit pas connue (probablement quelque part en 1934), Vanderbilt mentionne qu'il devenait alors le premier PA dans l'histoire des États-Unis. Même s'il est vrai que la dénomination PA ne semble pas avoir été utilisée pour référer à d'autres agents personnels de FDR, il est fort douteux que Vanderbilt ait été le premier agent à offrir de tels services à FDR. Par exemple, nous savons que « The Room, » le réseau Astor, fournissait des informations à Roosevelt depuis au moins 1933. Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », p.312; Vanderbilt, *Man of the World*, p. 112-119.

En somme, comme l'a écrit Vanderbilt, il était l'œil privé et l'oreille publique du Président. Nous pouvons certainement acquiescer à ces propos tout en précisant que Vanderbilt était l'un des multiples yeux privés et l'une des nombreuses oreilles publiques du Président. De fait, nous avons vu que le Président recourait à différents canaux d'informations. Bref, l'examen du cas Vanderbilt vient confirmer l'importance du renseignement secret par le biais d'émissaires privés et secrets dans l'exercice de la présidence par Roosevelt. De plus, de par ses nombreuses similitudes avec le réseau Carter, le travail fait par Vanderbilt n'est certainement pas sans avoir eu d'influence dans la mise sur pied du réseau Carter. Malgré ces similitudes, il nous faut insister sur le fait que contrairement à l'agent présidentiel Carter, l'agent Vanderbilt n'opérerait pas à l'aide d'un réseau d'agents et il n'était pas financé secrètement par des fonds gouvernementaux. Maintenant que nous sommes plus familiers avec les antécédents de Carter, le contexte de création de son réseau et l'état général du système du renseignement informel de FDR (c.-à-d. les agences et les émissaires qui n'étaient pas contrôlés par des institutions officielles au moment où le réseau Carter prit vie), nous pouvons entreprendre l'examen des principales assignations et de l'évolution organisationnelle de l'unité de Carter.

CHAPITRE II

LES PRINCIPAUX CHAMPS D'ACTIVITÉS DU RÉSEAU CARTER

Ce qui attire notre attention lors de l'examen des sources liées aux activités du réseau Carter, c'est l'extrême diversité des rapports réalisés pour le compte du Président. Il est possible de recenser environ 660 études menées par l'organisation durant ses presque cinq années d'existence et de constater que celles-ci avaient aussi chapeauté plusieurs projets spéciaux dont les plus importants sont sans aucun doute le Projet S et le Projet M. Au cours du présent chapitre, nous entamerons la revue des principaux domaines d'études couverts par Carter et ses agents ayant mené à la réalisation de rapports et de mémorandum, tout en traitant de l'évaluation organisationnelle du réseau. C'est au sein de ce chapitre que nous aborderons une des assignations les plus importantes du réseau Carter, soit l'enquête sur la loyauté des Japonais américains.

Même si son budget augmente progressivement au fil du temps, le réseau Carter restera une organisation au budget modeste durant ses quatre ans et neuf mois d'existence. Par exemple, lors de sa création en février 1941, le réseau Carter se voit doté d'un budget initial de 10 000 \$, et jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor, l'organisation de Carter disposera d'un budget ne dépassant pas les 50 000 \$¹. Après l'attaque surprise à Hawaïi, FDR acceptera de revoir le budget à la hausse à la suite d'une demande de Carter. Selon ce dernier, le budget total de l'organisation pour ses années de service

¹ À titre de comparaison, précisons que le COI de Donovan, qui puisait aussi dans les fonds secrets du Président, se voit doter d'un budget initial de 450 000 \$ lors de sa création en juillet 1941. Jusqu'à Pearl Harbor, son budget augmentera d'environ 12 M\$. Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic Books, 1983, p. 69.

s'élevait à environ 300 000 \$. Cela nous donne une moyenne mensuelle d'environ 5 000 \$. Règle générale, le budget de l'unité de Carter était revu aux six mois. Les années 1942 et 1943 furent les années d'apogée budgétaire de l'organisation. De fait, l'organisation continue à opérer en 1944 et en 1945, mais comme nous le verrons, elle était alors en perte de vitesse. Rappelons ici que le réseau Carter était financé à partir des fonds d'urgence du Président et le département d'État faisait office de couverture en exerçant la fonction de trésorier de l'agence Carter. Pour payer l'organisation Carter, des chèques du département du Trésor étaient adressés au chef de l'organisation, John Franklin Carter, et ils portaient une mention expliquant que ce dernier avait rendu service au département d'État en délivrant plusieurs « rapports spéciaux ». Ainsi, les livres de comptes liés à l'organisation Carter ne permettaient pas de déterminer la nature exacte des activités du réseau. Ils ne permettaient pas plus d'identifier les différents bureaux du réseau ainsi que les différents agents opérant sous la direction de Carter².

Durant la majeure partie de son existence, le réseau Carter utilisait trois bureaux réguliers dont deux de ceux-ci étaient localisés à Washington alors que l'autre était situé à New York³. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le bureau « *day job* » de Jay Franklin (un pseudonyme journalistique employé par Carter) était logé à quelques pâtés de maisons de la Maison-Blanche, soit au 1210 du « National Press Building ». Ce bureau officiellement attribué à Carter pour effectuer un travail journalistique était aussi le bureau de Carter comme chef du réseau. Le second espace utilisé par l'organisation était logé à la renommée Bibliothèque du Congrès (*Library of Congress*). De fait, cet espace était principalement utilisé par le bras droit de Carter : l'anthropologue Henry

² Correspondances, février 1941 à janvier 1945, bobines 1 à 4, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945, Part 5 : The John Franklin Carter Files on German Nazi Party Members*, Bethesda, Md: University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR »); correspondances WWII White House Intelligence, boîte no. 2, dossier no. 5; Politics-Political Intelligence Reports, refugees, boîte no. 21, dossier no. 3; John Franklin Carter Papers, American Heritage Center, University of Wyoming, Laramie, Wyoming (ci-après « JFCP »); Lettre, JFC à Harry Truman, 6 novembre 1945, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library. Independence, Mo. (ci-après « DJFC HSTL »).

³ Certaines assignations du réseau amèneront des agents à opérer dans d'autres locaux, mais ce fait constitue des cas d'exception. Par exemple, le Projet S sera associé à des « locaux » en Virginie.

Field⁴. Ce dernier occupait le « Study Room 115 » situé au sein de la « Library Annexe » qui était un imposant édifice de marbre blanc. Le « Study Room 115 » faisait partie d'un ensemble comprenant plus de 200 bureaux réservés à divers chercheurs. L'endroit, qui selon Field, constituait une des meilleures places au monde pour mener des recherches, offrait de nombreuses ressources utiles à la conduite de recherches tels un accès à la « Thomas Jefferson Reading Room » et un nombre presque infini de livres, de périodiques et de cartes de toutes sortes. L'accès à un tel bureau fut possible grâce au secours du poète-écrivain Archibald MacLeish qui occupait alors la fonction de bibliothécaire du Congrès (*Librarian of Congress*) (un titre octroyé par Roosevelt en 1939)⁵. Quant au bureau situé à New York, un mémo de Carter à l'attention du Président stipule que l'adresse du bureau new-yorkais de son unité est le 2 Park Avenue. Ainsi, à l'instar d'autres agences du renseignement tel le FBI, l'ONI et le MID, le réseau Carter

⁴ Ayant aussi collaboré avec l'ONI et Donovan (COI) à titre d'analyste, cet anthropologue expert du Moyen-Orient, attaché au « Field Museum of Chicago », constituait un membre important du réseau Carter. En plus d'agir en tant qu'assistant de Carter, il fut envoyé en Trinité et en Guyane britannique comme agent-observateur, il participa au Projet S, un projet lié à l'utilisation du prisonnier britannique Hanfstaengl afin de mieux comprendre le gouvernement nazi et à des fins de guerre psychologique, et s'occupa du Projet M, un projet d'étude des migrations des populations sur des bases eugéniques où le réseau Carter fut impliqué dès 1942. Mémo, Memorandum Concerning Dr. Henry Field, 3 octobre 1941, bobine 1, Microfilm FDR; Jeffery M. Dowart, *Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945*, Annapolis, Md., Naval Institute Press, 1983, p. 168, 212.

⁵ Durant la Deuxième Guerre mondiale, MacLeish sera impliqué dans l'univers du renseignement notamment en participant à des projets liés à la propagande. Il servira de directeur de l'« Office of Facts and Figures ». En tant que *Librarian of Congress* il participera à la mise sur pied d'un groupe de recherche situé au sein de la bibliothèque du Congrès. C'est avec son secours qu'il est établie la Division of Special Information, une division du COI de Donovan responsable du renseignement sur les centres géopolitiques d'intérêts. Lorsque l'OWI (« Office of War Information ») est créé en juin 1942 à la suite de la création de l'OSS, MacLeish transfère la OFF à l'OWI et devient assistant directeur de la « Policy Development Branch ». Ainsi, dès le 11 juillet 1941, date de création du COI, les espaces de recherche de la bibliothèque du Congrès deviendront des lieux d'échanges entre le réseau Carter et le COI (et puis éventuellement l'OSS et le COI). George J. A. O'Toole, *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*, New York, Facts on File, 1988, p. 336, 344-345; Clayton D. Laurie, *The Propaganda Warriors, America's Crusade Against Nazi Germany*, Lawrence, Kan., University Press of Kansas, 1996, p. 65; Allan M. Winkler, *The Politics of Propaganda: The Office of War Information, 1942-1945*, New Haven, Yale University Press, 1978, p. 23-24, 39-41.

disposait de facilités à New York et Washington : deux centres névralgiques du renseignement américain pendant le deuxième conflit mondial⁶.

Il n'y pas que le budget du réseau qui était modeste; les effectifs en personnels du réseau Carter l'étaient aussi. De fait, divers mémos (qui nous sont ici utiles pour effectuer des registres du personnel) ne font jamais état de plus d'une dizaine d'agents à temps plein. Par exemple, un mémo du 16 avril 1942 mentionne que le réseau possède 11 agents payés pour du travail à temps plein et trois agents payés pour du travail à temps partiel. Un autre mémo daté de 1945 laisse comprendre que le personnel de Washington constituait moins de dix employés. Toutefois, si l'on compte tous les collaborateurs ayant travaillé pour le réseau Carter (y compris ceux du projet M), soit gratuitement ou soit payé de façon ad hoc, nous pouvons en dénombrer plus d'une centaine. Par exemple, ceux-ci pouvaient être des sources confidentielles d'information ou bien des chercheurs sous contrat étudiant des questions d'intérêt pour l'organisation. Bien que non exhaustive, voici une liste comportant les principaux noms associés à l'organisation Carter. Parmi ceux ayant opéré à temps plein, citons : Henry Field (chercheur, agent), Curtis B. Munson (agent), George Walker (agent), Sydney Blatt (assistant administratif), Ray L. Murphy (assistant administratif), Earle F. Hiscock (agent), S.C. Badger (agent), Dorothy Threlkeld (secrétaire), Alexander Sturm (agent), Henry Pringle (agent), Warren Irwin (agent), Jim Gillan (agent) et Jack Denison (agent). Parmi ceux ayant opéré de façon ad hoc ou à temps partiel, nommons : Ernst Hanfstaengel (informateur), Frank Page (informateur), Robert Kempner (chercheur), Major Neumann (liaison avec l'Armée), Robert Strausz-Hupe (chercheur), Gerald Haxton (informateur), Anne Fuller (chercheuse), Ales Hrdlicka (superviseur-chercheur) et Isaiah Bowman (superviseur et prête-nom)⁷. Nous reviendrons sur certains d'entre eux de façon plus détaillée lorsque

⁶ Henry Field, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White House Years, 1941-45*, Floride, Miami, Banyan Books, 1982, p. 2-3; Mémo, Identification of George Walker, 19 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

⁷ Rapport, Tentative Budget for Operating this Unit and M Project, sans date, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP; Rapport, Report on New Budget for this Unit. 16 novembre 1942, bobine 2; Rapport, Report on Henry Pringle, 20 avril 1943, bobine 2; Mémo, Memorandum on Mexican Border Situation, 1er décembre

nous aborderons des assignations les concernant. Pour le moment, il convient d'examiner le contexte d'embauche de Henry Field, celui que Carter nommait son « *second in command*⁸ »

Puisque nous traiterons maintenant d'Henry Field, il convient de faire un court aparté à propos des mémoires de ce dernier au sujet des événements à l'étude. Après avoir travaillé pour le réseau Carter, Field publia deux ouvrages où celui-ci relate ses aventures d'anthropologue. Ces deux ouvrages où ce dernier expose diverses assignations menées pour le compte de la Maison-Blanche dont certaines étaient chapeautées par le réseau Carter, soit *The Track of Man: Adventures of an Anthropologist* (1953) et, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist, Volume 2: The White House Years, 1941-45* (1982), présentent un caractère dubitatif et sélectif. Or, au sein de ces mémoires, l'auteur ne fait pas mention de toutes les assignations qu'il mena pour le compte du réseau Carter. De plus, les assignations qui y sont exposées le sont de manière incomplète et cela tend à déformer la nature de ces affectations⁹. À ce propos, dans une entrevue orale, où il est principalement question du Projet M., Carter explique que Field prenait beaucoup de crédit pour lui-même et exagéra son lien avec Roosevelt en évacuant le fait que Carter constituait la liaison principale entre Roosevelt et les assignations menées sous l'auspice de celui-ci. À cet effet, au sein de son étude sur l'apport de l'anthropologie dans le domaine du renseignement, David H. Price cite l'extrait suivant de l'entrevue de Carter datée de 1966 :

1941, bobine 1, Microfilms FDR; Smith, *The Shadow Warriors*, p. 63; Joseph E. Persico, *Roosevelt's Secret War*, New York, Random House, 2001, p. 58.

⁸ Mémo, Memorandum for General Vaughan: Political Intelligence, sans date, boîte 21, dossier 3, JFCP.

⁹ Pour en venir à une telle conclusion, nous avons comparé l'explication des assignations donnée par Field dans ses mémoires aux nombreux rapports et mémorandums du réseau Carter (dont un bon nombre de ceux-ci furent rédigés par Field lui-même) et nous avons pu constater que de nombreux objectifs et motifs liés aux assignations des Caraïbes sont tout simplement ignorées dans les mémoires de Field.

« Field did a hell of good job [...] and he has taken a lot of credit for himself for it. I'm not going to argue against it because he is entitled to a great deal of credit for it. But by God, he was not ever employed by Roosevelt. He was employed by me with Roosevelt's knowledge and approval on a number of projects, (including the M Project) and including the S project. He was my second in command; he did a hell of a good job in many ways, and in some ways he fell flat on his face, but, who doesn't?¹⁰ »

Au cours de la même entrevue, en faisant référence à l'introduction que Field avait également écrit pour la publication en 1962 des études du Projet M soit "*M*" *Project for F.D.R., Studies on Migration and Settlement*, Carter affirma: « I am hesitant to trust anything that Henry Field would write along these lines because I think he cannot help himself.¹¹ »

Le 14 novembre 1941, l'implication grandissante du réseau Carter dans le domaine de la lutte antissubversive amènera Carter à demander au « Census Bureau » que celui-ci lui refile des données à propos de la répartition géographique et générationnelle de la population japonaise des États-Unis. À ce sujet, au sein de *White House Years*, Henry Field soutient que Grace Tully, la secrétaire du Président, lui aurait transmis une directive présidentielle voulant qu'il obtienne du « Census Bureau » une liste complète, compilée par district, des adresses des Japonais américains. À ce propos, Greg Robinson, dans *By Order of the President*, note que lorsque Field publia *The White House Years*, en 1981, le « Census Bureau » publia une déclaration démentant l'histoire de Field à propos de son utilisation des données en soutenant qu'un tel projet aurait été illégal et impossible à réaliser avec les moyens technologiques de l'époque. Il semblerait ici que Field ait succombé à la tentation d'augmenter son crédit dans cette affaire¹².

¹⁰ David H. Price, *Anthropological Intelligence: The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*, Durham, C.N., Duke University Press intelligence, 2008, p. 298-299 (notice 12).

¹¹ *Ibid*, p. 298-299 (notice 12).

¹² Cambridge, Mass., Londres, Harvard University Press, 2001, p. 70, 278-279 (notice 66); Field, *The White House Years*, p. 11-13.

En somme, les écrits post-événementiels de Field se doivent d'être utilisés avec précaution puisqu'ils ne concordent pas toujours avec les faits. Toutefois, étant donné que ces écrits offrent des informations provenant d'un haut membre de l'organisation, ils peuvent néanmoins être utiles pour enrichir la compréhension d'événements relatés dans les rapports et les mémorandums officiels. Afin de séparer le bon grain de l'ivraie, nous avons effectué de nombreuses comparaisons avec d'autres sources et études disponibles, dont principalement les sources relatives au réseau Carter. Cet aparté étant terminé, nous pouvons retourner à l'étude de notre sujet.

John Franklin Carter et Henry Field se sont rencontrés pour la première fois en 1922, en Italie, alors qu'Henry Field rendait visite à son grand-père avant que ce dernier ne quitte ses fonctions d'ambassadeur des États-Unis à Rome. À cette époque, Carter était un jeune attaché du personnel du grand-père de Field. Par la suite, notamment en raison d'un intérêt professionnel commun pour l'Asie du Sud-Ouest (c'est-à-dire la zone incluant le Moyen-Orient et le Proche-Orient), les deux hommes garderont contact. En fait, Field était un anthropologue spécialiste de cette région travaillant notamment au Field Museum de Chicago, et tel que mentionné précédemment, Carter fut conseiller économique (*Economic Adviser*), soit spécialiste économique du Moyen-Orient, au sein du département d'État durant le début des années 30. Leur collaboration pour le compte du Président allait débiter en février 1941, c'est-à-dire durant le premier mois de la création du réseau Carter. Ce mois-là, Field venait tout juste d'apprendre que sa demande de commission au sein de la Marine, où il envisageait de collaborer avec l'ONI, avait été approuvée. Toutefois, un appel de Carter allait informer Field que ses services étaient requis afin de servir directement le commandant en chef, soit Roosevelt lui-même. À la suite de cette nouvelle, l'anthropologue prit un arrangement avec le département de la Marine (*Navy Department*) afin d'être disposé à opérer pour Carter. Néanmoins, comme nous le verrons ultérieurement, certaines activités menées par Field pour le compte du réseau Carter se poursuivront en collaboration avec d'autres agences impliquées dans la

défense nationale telles le FBI, le COI (et éventuellement l'OSS et l'OWI), le MID et l'ONI¹³.

Une fois arrivé à son nouveau bureau situé au sein des « Study Rooms » de la bibliothèque du Congrès, Field reçut ses premières directives qui consistaient à se familiariser avec toutes sources d'informations, incluant le personnel clé à Washington, spécialisée dans la zone de l'Asie du Sud-Ouest. À cet effet, Field mentionne que la *Division of Orientalia* contenait la majorité des monographies et des périodiques sur le sujet et il souligne qu'il avait aussi accès à d'autres sources telles les sources non classifiées des départements d'État, de l'Agriculture et du Commerce. Le nouvel agent de Carter avait aussi reçu l'ordre de se familiariser avec au moins une personne dans chacun des départements gouvernementaux afin d'être en mesure de référer à la bonne personne ressource lorsqu'une question allait survenir. Comme nous le verrons sous peu, les premières directives de Field étaient liées aux premières assignations du réseau Carter pour le compte du Président. De fait, à l'aide de Field, le réseau Carter tissait progressivement sa toile de contacts qui allaient contribuer à la réalisation de certains des premiers « bulletins spéciaux » (*special reports*) de l'organisation¹⁴.

Les premiers bulletins spéciaux furent commandés le 19 février 1941 à la suite d'une directive du Président datant du 13 du même mois. Afin de justifier les fonds remis à Carter, une note du secrétaire-adjoint d'État Adolf Berle précise que Carter devra assister le département d'État dans certains travaux relatifs à la défense nationale et qu'un premier montant de 10 000 \$ est autorisé afin que ce dernier produise un rapport général sur les facteurs politiques et économiques de stabilité ou d'instabilité au sein des gouvernements d'Europe centrale suivants : l'Allemagne (incluant les territoires occupés et maintenant administrés par le Troisième Reich), la Hongrie, la Roumanie, la

¹³ Field, *The White House Years*, p.1-3; Mémo, Memorandum Concerning Dr. Henry Field, 3 octobre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

¹⁴ Field, *The White House Years*, p. 1-3.

Yougoslavie, la Bulgarie et l'Italie. Cette première directive demande aussi, si possible il y a, la production d'un rapport couvrant les gouvernements de la Turquie, la Perse, la Syrie, l'Irak et l'Arabie Saoudite. Il est aussi indiqué que Carter devait soumettre deux rapports intérimaires le 13 mars et le 13 avril et que le rapport final devait être remis pour le 13 mai 1941. Cette commande de rapports spéciaux à propos des conditions au sein de certains pays étrangers, principalement ceux de l'Axe, sera officiellement renouvelée à deux reprises, soit le 12 juin 1941 et le 12 septembre 1941 et elle prévoyait entre autres la livraison du dernier rapport pour le mois de juin 1942. Même si l'essentiel des rapports reliés à ce sujet est d'une date antérieure à juin 1942, les opérations de l'unité Carter ne cesseront pas complètement après cette date. De fait, au sein d'un mémo de Carter à l'intention du président Truman où sont décrites les activités de l'organisation sous FDR, il est indiqué que des entrevues avec des Américains en provenance de différentes zones de guerre ont été pratiquées jusqu'en juillet 1944. En somme, les directives à propos d'informations sur certains gouvernements permettent au réseau Carter de disposer de fonds initiaux pour opérer. Bien que le réseau Carter fournira des rapports comme il était prévu dans cette première directive, cette unité rapportera tout renseignement étranger susceptible d'intéresser le Président en incluant des mémos à propos de pays ne figurant pas dans le « bon de commande » du département d'État. En d'autres mots, l'unité de Carter ratissera plus large que son « mandat officiel » ne le laisse supposer¹⁵. Cela étant dit, penchons-nous maintenant sur cette première assignation du réseau Carter.

Le renseignement sur les gouvernements étrangers fut grandement appuyé grâce à l'entrevue d'Américains voyageant à l'extérieur du pays et celle d'étrangers arrivant aux États-Unis. En effet, Carter avait réussi à obtenir, par le biais de la « U.S. Passport Division », les noms des personnes ayant obtenu un visa pour voyager à l'étranger ainsi que ceux en visite en sol américain. À l'aide des listes de noms, les agents de Carter

¹⁵ Lettre, Cordell Hull à JFC, 19 février 1941; Lettre, Adolf A. Berle à JFC, 12 juin 1941, Lettre, Adolf A. Berle à JFC, 12 septembre 1941, boîte no. 2, dossier no. 5, JFCP; Lettre, JFC à Harry Truman, 6 novembre 1945, DJFC HSTL.

pouvaient identifier différents voyageurs susceptibles d'être disposés à agir à titre d'informateurs et ces derniers se voyaient instruits à propos de ce qu'il fallait observer une fois à l'étranger. Les agents de Carter questionnaient aussi les étrangers récemment arrivés aux États-Unis, tels que les réfugiés, afin d'obtenir diverses informations telles des descriptions de la situation militaire et industrielle chez certains gouvernements étrangers¹⁶.

Comme nous l'avons dit, la majorité des rapports du réseau Carter obtenus par entrevue datent d'avant juin 1942. De février 1941 à juin 1942, nous pouvons recenser au moins 80 rapports de ce type ayant été envoyés à Roosevelt. Bien qu'ils ne forment pas un groupe exclusif, la majorité des informateurs étaient des cadres d'entreprises américaines ayant des facilités à l'étranger. Par exemple, nous pouvons identifier des cadres qui étaient affiliées à des entreprises telles « General Motors », « International Telephone and Telegraph », « International Harvester » et « International Business Machines ». L'agent George Walker, attaché au bureau de New York, conduisait la majorité des entrevues liées à cette assignation. Néanmoins, d'autres agents tels Curtis Munson, Henry Field, et John Franklin Carter lui-même, étaient aussi impliqués dans certaines entrevues. Ces entrevues étaient utilisées dans l'élaboration des rapports intérimaires que Carter devait soumettre à des dates préétablies. Cela n'empêchait pas Carter d'envoyer nombre des entrevues réalisées de façon individuelle à Roosevelt. Règle générale, l'envoi de ces rapports à FDR n'aboutissait pas à des commentaires de la part de ce dernier. De rares mémos faisant références aux envois de Carter laissent tout de même présumer que le Président lisait ce que Carter lui envoyait à propos de la situation de certains pays étrangers. Par exemple, Carter fait parvenir le premier rapport lié au renseignement étranger le 1er mars 1941. Ce rapport contenait des informations à propos des ressources (*raw materials*) de la Belgique. Deux jours plus tard, FDR envoya un mémo à Carter lui demandant de faire part de ces données à l'Armée (*Army*), à la Marine (*Navy*), au département d'État ainsi qu'à l'ambassade britannique. En fait, les nombreux

¹⁶ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 58-59.

rapports envoyés à l'intention de Roosevelt pendant le printemps 1941 concernent principalement le moral des populations, des évaluations politiques et des estimations sur le potentiel économique et industriel de l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie et d'autres pays sous l'emprise de l'Allemagne. Cependant, Carter fait aussi parvenir des rapports à propos de pays neutres comme la Suisse et l'Espagne. Quelques rapports traitent aussi du Japon, de l'Afrique du Sud et de pays de l'Amérique du sud tel l'Argentine¹⁷.

Règle générale, ces rapports étaient fondés sur les impressions et l'expérience de témoins ayant occupé des postes d'importance. De nombreuses informations étaient difficilement vérifiables et quantifiables, mais la qualité de maints informateurs (en raison de leur position sociale ou professionnelle) pouvait certainement aider à ce que Carter et FDR portent attention à leurs dires. Par exemple, un cadre industriel était susceptible de pouvoir identifier les ressources en pénurie puisqu'il occupait une position où il pouvait être informé des restrictions sur divers produits et diverses ressources qui étaient imposées aux travailleurs et aux industries. Plusieurs de ces cadres pouvaient même comparer l'indice de production des pays occupés par l'Allemagne nazie avec les années précédant l'invasion afin de mesurer l'impact de l'occupation sur la capacité de production d'un pays. Ce type de données a une incidence certaine lorsqu'il s'agit d'évaluer la capacité d'un pays à soutenir l'effort de guerre¹⁸.

À l'occasion, les mémos de Carter rapportaient à FDR des opinions émises par ses informateurs à propos de moyens susceptibles de freiner l'Allemagne. Dans un mémorandum daté du 27 mars 1941, Carter mentionne au Président qu'E.W. Zdunek, un cadre de « General Motors » en Belgique, suggère que le seul moyen possible d'arrêter la

¹⁷ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 1, DJFC HSTL; Rapport, Raw Material Situation in Belgium, 1er mar 1941; Mémo, FDR à JFC, 3 mars 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

¹⁸ Rapport, Mémorandum of Conversation with E. W. Zdunek, 27 mars 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

guerre serait un « *crack-up within Germany* ». Ce dernier soutient qu'il faut premièrement que les Allemands connaissent un revers afin qu'ils réalisent qu'ils ne puissent pas tout posséder et, deuxièmement, que l'Allemagne subisse un bombardement de ses villes, particulièrement dans la région industrielle du Rhineland, pour qu'ils réalisent qu'ils ne peuvent pas gagner la guerre et dans le but d'initier une révolte au cours des années à venir. Au sein de mémos datés du 21 et 27 mai, un dénommé Rode, un cadre chez International Harvester ayant opéré à Lille et à Bruxelles, préconisait aussi une action semblable à celle proposée par Zdunek. De fait, celui-ci pensait que la force de l'air britannique (*Royal Air Force* (RAF)) pourrait annoncer un bombardement systématique des villes allemandes dans un certain ordre et commencer à progressivement rayer de la carte chaque ville allemande jusqu'à ce que la population allemande et les populations occupées se révoltent contre le parti nazi. En 1941, à une période où l'opinion américaine était majoritairement opposée à l'envoi de soldats à l'étranger et en 1942, à un moment où les Alliés ne disposaient pas encore de forces suffisantes pour traverser la Manche afin de prendre d'assaut la France sous occupation nazie, l'idée qu'une campagne de bombardement couplée à une campagne de propagande puisse amener la chute de l'Allemagne n'était certainement pas sans faire réfléchir Roosevelt. D'ailleurs, durant les années 1941 et 1942, le Président était convaincu que le régime nazi reposait sur des assises fragiles et il était anxieux d'encourager toute activité qui pourrait accentuer les problèmes internes de l'Allemagne et éviter aux États-Unis de s'engager dans des dépenses colossales en ressources humaines et matérielles¹⁹. Ainsi, les mémos de Zdunek et Rode envoyés par Carter à l'intention du Président permettaient

¹⁹ Comme nous le verrons dans l'examen du Projet S, le Président avait, pendant un certain temps, sérieusement envisagé la possibilité de favoriser un renversement interne du régime nazi. Comme l'explique Steven Casey, cette idée de FDR, antérieure à celle de la politique du « *unconditional surrender* » adoptée suite au rendez-vous à Casablanca, va à l'encontre de l'interprétation classique qui soutient que le Président avait toujours envisagé une victoire militaire totale comme unique moyen de vaincre l'Allemagne. « Franklin D. Roosevelt, Ernst 'Putzi' Hanfstaengl and the S-project, June 1942- June 1944 », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 3, 2000, p. 346-348.

d'informer celui-ci sur les moyens possibles pour favoriser des fissures internes au sein de l'Allemagne nazie, à un moment où ce dernier était sensible à ce type d'idée²⁰.

Pris seuls, bon nombre de rapports de l'organisation Carter pouvaient difficilement être considérés comme de l'information dont la véracité était hors de tout doute. Toutefois, les rapports de l'unité Carter pouvaient aider à valider ou invalider de l'information provenant d'autres services du renseignement. Par exemple, au début du mois de janvier 1941, le département d'État avait informé le président Roosevelt qu'il détenait un rapport en provenance de l'ambassade de Berlin qui décrivait ce que sera l'opération Barbarossa: le plan d'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne. Une enquête menée par le FBI confirmait que la source localisée en Allemagne paraissait authentique. Aussi, des informations du renseignement britannique, que ce service avait obtenu par l'interception de codes, suggéraient une invasion allemande de l'Union soviétique vers la fin du mois de juin. Le 16 mai, un rapport provenant de l'unité Carter pointait aussi dans la même direction. La source de ce rapport est identifiée comme étant un membre du Parlement suédois, qui selon ses propres estimés, s'était trouvé être juste à 60 % concernant les récents développements depuis Munich. Au sein de ce mémo, le parlementaire rapportait que des millions d'Allemands étaient mobilisés en bordure de la frontière soviétique et que des cartes de la Russie étaient imprimées en grande quantité. Toujours selon cet informateur, plusieurs observateurs évaluaient que le 1^{er} juin était une date probable pour l'invasion. Ce dernier notait aussi qu'on rapportait que les Allemands étaient convaincus de vaincre la Russie en l'espace d'un ou deux mois. Puisque le rapport soumis par Carter corroborait les informations obtenues par d'autres services de renseignements, nous pouvons présumer que celui-ci s'était révélé judicieux à FDR²¹.

²⁰ Mémo, Memorandum of Conversation with E. W. Zdunek, 27 mars 1941; Mémo, Memorandum on Conversation with Mr. Rode, 21 mai 1941; Mémo, Memorandum on Interviews with Business Men, 27 mai 1941, bobine 1, Microfilms FDR; Casey, « The S-project », p. 346-348.

²¹ Dès le début de 1941, les services de renseignement britannique et américain disposaient d'indices indiquant qu'Hitler planifiait attaquer l'Union soviétique. Après quelques hésitations, les États-Unis et le Royaume-Uni passèrent finalement l'information à Staline, mais ce dernier préféra se fier à ses propres renseignements qui invalidaient l'idée de l'imminence d'une attaque allemande. Warren F. Kimball, *The*

Toutefois, d'autres rapports à propos de l'Union soviétique soumis par le réseau Carter n'étaient pas de nature à éclairer le Président. Par exemple, deux rapports de Carter envoyés à FDR, respectivement le 18 juin et le 21 juin (le 21 juin s'avéra la date réelle de l'invasion), rapportaient que son informateur, un cadre chez « International Telephone and Telegraph » de retour de Roumanie nommé John Quin, ne pensait pas qu'il y aurait conflit entre la Russie et l'Allemagne. Qui plus est, ce dernier rapportait que l'invasion allemande avait été annulée à la suite d'une entente entre les nazis et les Soviétiques où ces derniers donnaient le contrôle complet de leur réseau communiste de sabotage et de propagande infiltré aux États-Unis, étant donné qu'Hitler considérait que son propre réseau aux États-Unis était mal organisé²².

Bien que ces derniers rapports se fondant sur les informations de John Quin soient difficilement indélogeables lorsqu'il s'agit de répertorier les pires rapports soumis au Président par l'organisation Carter, ils ne représentent pas le summum en termes de rapports infondés et mal avisés à propos de l'URSS. Au courant de la première moitié de l'année 1942, le réseau Carter avait fait parvenir des rapports à FDR frôlant à la fois le grotesque et le fantastique. De fait, dans une série de rapports datés du 7 et 13 janvier, du 19 février et du 10 juin, l'organisation Carter avait fait parvenir des mémorandums détaillant la composition d'un supposé conseil de stratégie secret opérant pour Staline. Selon ces rapports, dont la source provenait de Moscou, ce conseil avait à sa tête un dénommé maréchal Wartigan qui, en vérité, serait un Américain du nom de Kenneth Atwater: un diplômé du MIT. Les forces de l'air étaient dirigées par le général Bankinoff, qui serait en réalité un autre citoyen américain nommé Benjamin King. Celui-ci aurait combattu pour les Français lors de la Première Guerre mondiale. Aussi dirigée par un Américain, la défense antiaérienne serait sous le contrôle d'Earl Brown, de l'Indiana, et

Juggler: Franklin Roosevelt as Wartime Statesman, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1991, p. 23-24.

²² Mémo, Memorandum on Report from Stockholm, 16 mai 1941; Mémo, Memorandum on Munson's Interview with John Quin, 18 juin 1941; Mémo, Memorandum on Conversation with Mr. John Quin, 21 juin 1941, bobine 1, Microfilms FDR; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 98-101.

ce dernier répondrait au nom de général Bronstoi. Qui plus est, ce conseil secret opérant pour Staline serait aussi composé d'un Allemand, d'un Français et d'un Anglais. C'est seulement après ces nombreux noms qu'apparaissaient des noms historiquement plus crédibles tels que Rokossovsky, Budenny, Timoshenko, Voroshilov et Zhukov²³.

Toujours selon ces mêmes rapports, dont plus précisément celui du 13 janvier 1942, l'origine de ce conseil de stratégie s'expliquait par un accident de voiture près de Kiev ayant impliqué Atwater. Ce dernier aurait été secouru par trois sœurs infirmières qui l'auraient soigné à leur domicile. En guise de remerciement, Atwater les aurait invitées à Moscou et aurait payé pour leur éducation. Entre-temps, Atwater aurait été rejoint par Brown et King et chacun de ces trois hommes aurait par la suite épousé une des sœurs (toutes ferventes catholiques), maintenant devenues aviatrices hors pair ayant rendu de grands services au pays. Ensuite, les trois nouveaux couples auraient emménagé dans un appartement comprenant 32 pièces situé sur l'avenue Nevsky Prospekt²⁴. En somme, ces rapports erronés comportaient notamment des ordres de bataille et des inventaires d'effectifs soviétiques, et ils informaient même que le maréchal Wartigan (Atwater), préparait une offensive contre le Japon, et ce, à l'aide d'environ 8000 avions cachés dans un repère souterrain à Vladivostok. Le fait que de tels rapports du réseau Carter aient pu se retrouver sur le bureau du Président peut certainement avoir contribué à semer le doute à propos d'autres rapports de l'organisation, et ce, même lorsque ces autres rapports étaient fondés. À la défense du réseau Carter, il convient de souligner que Carter, même si la transmission de ces rapports à FDR prouve qu'il les considérait comme probablement véridiques, soulignait qu'il ne pouvait pas être certain de l'exactitude des informations soumises. Par exemple, dans son mémorandum du 13 janvier, il soulignait

²³ Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 6 janvier 1942; Rapport, Report on Stalin's Secret Board of Strategy, 7 janvier 1942; Rapport, Report on Confidential Soviet Intelligence System, 13 janvier 1942, Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 13 janvier 1942, p. 1-6; Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 19 février 1942, p. 1-3; Rapport, Report on Soviet Military Activities, 10 juin 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

²⁴ Comme le souligne Furgurson dans son article « Back Channels », Nevsky Prospekt était l'avenue principale de Leningrad et non pas de Moscou. Ne serait-ce que par ce fait, la validité de la source pouvait déjà être mise en doute. *The Washingtonian*, juin, 1996, p. 58.

que ledit rapport, préparé par Henry Field, est soit un conte de fées fantastique ou une source extrêmement secrète de renseignements sur la stratégie soviétique. Il indique aussi qu'Henry Field et lui-même connaissent les intermédiaires impliqués et que tous deux pensent qu'ils agissent de bonne foi même si Field et lui-même ne sont pas en position pour vérifier l'exactitude de ces informations. Carter propose aussi au Président de rencontrer Field afin que celui-ci explique les circonstances dans lesquelles ces informations ont été recueillies²⁵. De plus, lors de la soumission de son rapport du 10 juin 1942, Carter précise que les informations données proviennent toujours de la même source « fantastique » et que cette source est présentement en contact avec le colonel Guenter du renseignement de l'Armée afin que la valeur des informations puisse être proprement évaluée. Ainsi, nous pouvons constater que Carter a pris quelques précautions face à la véracité des informations qu'il présentait à l'attention du Président. Cela étant, les rapports sur le conseil secret de stratégie de Staline restent parmi les plus grotesques rapports jamais soumis au Président par l'unité Carter²⁶.

La plupart des rapports sur les gouvernements étrangers contenaient souvent ce que nous pouvons nommer des demi-vérités, c'est-à-dire qu'au sein des mêmes rapports, certaines informations exactes en côtoyaient d'autres de nature dubitative. Par exemple, dans un datant du 8 août 1941, l'informateur, un représentant spécial de l'USSECo dénommé Panchela, traite principalement de la situation de l'Iran face à l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Au sein de ce rapport, l'informateur prédit une chute du Japon dans environ cinq ou six mois et une défaite allemande en Russie d'ici 12 mois. Ici, nous pouvons constater que les prédictions étaient justes au sujet des vainqueurs et des vaincus, mais dans les deux cas, le laps de temps estimé était trop court. Autre

²⁵ Les Dossiers Carters ne mentionnent pas de rencontre entre FDR et Field à cet effet.

²⁶ Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 6 janvier 1942; Rapport, Report on Stalin's Secret Board of Strategy, 7 janvier 1942; Rapport, Report on Confidential Soviet Intelligence System, 13 janvier 1942, Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 13 janvier 1942, 6 p.; Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 19 février 1942, p. 1-3; Rapport, Report on Soviet Military Activities, 10 juin 1942; Mémo, Memorandum on U.S.S.R., 10 juin 1942, p. 1-2, bobine 1, Microfilms FDR; Furgurson, « Back Channels », p. 58.

prédiction intéressante, l'informateur augurait une halte de la tête de lance (*spearhead*) allemande en Ukraine bien avant l'hiver en soutenant que dès la fin du mois d'août, la pluie constante transformerait la région en terrain infranchissable (*quagmire*), ce qui causerait un ralentissement majeur des forces de panzers et des lignes de communication²⁷. De plus, cette situation rendrait les forces allemandes vulnérables aux attaques de guérillas des « ... fanatical Russians who will fire their guns until they are killed²⁸ ». Ainsi, bien que certaines prédictions fussent justes, celles-ci accompagnaient souvent des informations moins précises. Conséquemment, il pouvait être difficile d'évaluer la qualité et la fiabilité des divers rapports soumis au Président.

Après une tentative infructueuse d'établir contact avec le renseignement de la France libre opérant au Mexique durant l'hiver 1942²⁹, le réseau Carter obtint plus de succès avec le renseignement polonais. Comme l'explique Carter dans un rapport au Président, le renseignement polonais était composé de plusieurs réseaux rivaux, et le réseau qui informait Carter refusait de coopérer avec l'OSS. Les informations obtenues par Carter étaient donc uniques dans la mesure où cette source n'était pas utilisée par le département d'État et l'OSS³⁰. Dans un rapport daté du 28 mars 1944, Carter annonça au Président

²⁷ Mémo, Memorandum on Situation in Iran and U.S.S.R., 8 août 1941, p. 1-4, bobine 1, Microfilms FDR.

²⁸ *Ibid*, p. 3.

²⁹ Après en avoir discuté avec Roosevelt, Welles et Berle, Carter envoya un agent (Jack Denison) au Mexique avec la mission d'établir contact avec le renseignement de la France libre. Toutefois, les instructions de ce dernier stipulaient qu'il ne pouvait pas opérer sans avoir été préalablement identifié par l'ambassadeur Messersmith et il semblerait que le département d'État n'avait pas entrepris les démarches nécessaires afin que l'agent de Carter soit correctement identifié et que celui-ci puisse exécuter sa mission. Selon Carter, cette mission fut donc ruinée (« *wrecked* ») par le département d'État. Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 4, DJFC HSTL; Rapport, Progress Report on Free French Intelligence Service in Mexico, 27 janvier 1942; Rapport, Report on State Department vs. C.O.I. in Mexico, 12 mai 1942; Mémo, FDR au sous-secrétaire d'État, 19 mai 1942, bobine 1; Rapport, Report on Free French Intelligence, 21 août 1942, p. 1-2, bobine 2, Microfilms FDR.

³⁰ Durant les mois de décembre 1942 et janvier 1943, le renseignement polonais passa un accord avec le G-2 (le service du renseignement de l'Armée) et le réseau Carter permettant à ces derniers de recevoir des renseignements de haute importance à propos des opérations militaires allemandes. Nous savons que le réseau Carter recevait des informations provenant d'agent polonais depuis minimalement le 12 juin 1942. Smith, *The Shadow Warriors*, p. 186; Rapport, Report from the Reich, 21 mai 1942, p. 1-39; Mémo, FDR à

que son organisation était en mesure d'obtenir davantage d'informations du réseau polonais et que ces nouveaux renseignements n'étaient pas présentement accessibles au gouvernement américain, ils n'étaient pas non plus sujets à un contrôle ou une censure britannique. Pour ce faire, Carter indiquait qu'il avait besoin d'un moyen pour faire entrer les informations au pays tout en échappant au contrôle de l'OSS et du département d'État. Il semblerait que FDR n'hésita pas à contourner ses propres départements et qu'il voyait un intérêt dans cette proposition puisqu'il demanda à Grace Tully de contacter Carter et Field pour leur demander de prendre contact avec l'amiral Schurmans de l'ONI (soit l'individu suggéré par Carter dans le rapport) afin d'obtenir de l'information. Parmi les informations d'importance provenant de ce réseau (avant 1944), nous pouvons certainement compter celles traitant des camps de concentration nazis. De fait, à compter du 10 juillet 1942, Carter fit parvenir à Roosevelt des rapports en provenance de la Pologne et de la Lituanie qui détaillaient les conditions inhumaines au sein des camps nazis. Par exemple, un document faisait état de meurtres de Juifs par électrocution à Belzec et de tueries de masses de juifs à la mitraillette dans des villages de l'Est. Se remémorant la propagande de la Première Guerre mondiale associant les Allemands aux Huns et à la barbarie, Roosevelt fut, dans un premier temps, dubitatif à propos de tels rapports. Conséquemment, ce dernier ne fit pas de discours public à ce propos avant le 8 décembre 1942 (une date où il bénéficiait de preuves supplémentaires). Il faut dire que les mauvaises informations en provenance du réseau Carter ont certainement contribué au scepticisme du Président face aux autres rapports plus véridiques du réseau. De fait, rappelons-nous que durant les mois précédents, le réseau Carter avait notamment soumis ses rapports fantastiques sur le conseil stratégique de Staline. Comme nous l'avons récemment exprimé, il pouvait être difficile pour FDR d'évaluer la qualité et la fiabilité des divers rapports soumis puisque leur véracité et leur valeur variaient grandement³¹.

JFC, 15 juin 1942, bobine 1; Rapport, Reports on Poland and Lithuania, juillet 1942 à décembre 1942, 132 p., bobines 1-2; Rapport, Report from Polish Source, 23 mars 1944, 14 p.; Rapport, Polish Intelligence Reports, 28 mars 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

³¹ Furgurson, « Back Channels », p. 59; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 219.

Ainsi, la valeur des informations du réseau sur les camps de concentration fut amoindrie par des rapports antérieurs de qualité douteuse.

Néanmoins, d'autres rapports à propos de gouvernements étrangers ont certainement pu avoir influencé les politiques menées par Roosevelt. Par exemple, certaines informations fournies par le réseau Carter ont pu consolider la volonté de FDR de continuer à soutenir de la France vichyste³². De fait, un rapport daté du 10 juillet 1941, dont les informateurs étaient deux Américains travaillant à titre de cadre pour « Motor Truck and Industrial Equipment » en Afrique du Nord, rapportaient que les forces françaises positionnées en Afrique du Nord étaient numériquement fortes (même si elles manquaient de tanks et de munitions) et que la création de contacts avec des dirigeants français proaméricains était possible. Un autre rapport daté du 27 octobre 1941, dont la source était Armand Lowengard, un sujet français responsable de la « French-American Art collecting house of Duveen Bros » à New York (le neveu du célèbre Lord Duveen et un officier de l'armée française), soutenait que Weygand était antiallemand que celui-ci anticipait une victoire de la Grande-Bretagne, avec l'aide des États-Unis, sur l'Allemagne d'Hitler. En somme, ces informations basées sur les impressions de sa source ne contenaient pas de renseignements de première importance, mais elles pouvaient encourager le Président à croire au bien-fondé de son « *Vichy Gamble*³³ ».

Comme nous l'avons dit, les rapports sur les gouvernements étrangers ne se limitaient pas aux gouvernements initialement identifiés par la directive officielle venant du

³² Cette stratégie américaine, décidée après l'instauration du régime de Vichy, prévoyait notamment qu'advenant une collaboration de Vichy avec l'Allemagne qui outrepasserait les termes de l'Armistice, le général Weygand pourrait être encouragé à rompre avec le gouvernement français, à amener la flotte française en Afrique du Nord et à établir un gouvernement indépendant en ces lieux. Au début de 1941, le général Weygand hérite du commandement de l'Afrique du Nord. Les États-Unis assignent Robert Murphy, un diplomate de carrière, comme agent de liaison avec le général. André Fitzroy Baptiste, *War, Cooperation, and Conflict: The European Possessions in the Caribbean, 1939-1945*, New York, Greenwood Press, 1988, p. 70-71.

³³ Mémo, Memorandum on Interviews with International Harvester Officials, 10 juillet 1941; Rapport, entrevue avec Armand Lowengard, 24 octobre 1941; Mémo, Memorandum on Interview with Armand Lowengard, 27 octobre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

département d'État. Par exemple, le Japon fut le sujet de plusieurs rapports provenant d'interrogatoires de voyageurs revenant aux États-Unis. Des rapports sur les capacités industrielles de l'Empire du soleil levant, et plus précisément des rapports au sujet de potentielles cibles à des fins de bombardements aériens américains, intéressaient le président Roosevelt. Ainsi, en janvier 1942, après la réception d'un rapport fondé sur des informations provenant d'un représentant américain pour « General Electric » au Japon où cette source identifiait des cibles potentielles, FDR suggéra à John Franklin Carter d'envoyer ce rapport à l'ONI et au général Arnold (chef de l'Armée de l'air). Concluant que ce type de renseignements avait capté l'intérêt du Président, Carter demanda à son agent George Walker de retourner vérifier auprès de ses informateurs si ces derniers avaient d'autres suggestions de cibles potentielles. De cette initiative, il allait suivre plusieurs rapports identifiant davantage de cibles en territoire japonais. La plupart de ces rapports mentionnaient désormais qu'ils étaient conjointement envoyés à l'ONI, au général Arnold, et parfois, au département d'État. Bien que les dossiers Carter ne soient pas loquaces à propos de l'utilisation de ces informations par les services militaires, nous pouvons déduire qu'elles ont été minimalement utiles à ces derniers à des fins de comparaison avec leurs propres données. De fait, en réponse à un rapport identifiant des localisations pour de potentielles bases aériennes en Chine et d'autres cibles japonaises pour les forces aériennes, Lauchin Currie, en se basant sur des rapports de l'ONI et du G-2, apporte de nombreux correctifs aux informations contenues dans le rapport du réseau Carter. Aussi autorisé à consulter ce même rapport de Carter, le général Arnold mentionne que le rapport a été lu avec intérêt. Ainsi, en plus de nous informer sur l'intérêt que FDR portait à ces rapports, le fait que Roosevelt ait envoyé ces rapports permet de comprendre que ceux-ci pouvaient devenir un instrument de gestion puisqu'ils forçaient les services concernés à prendre position face à l'information reçue³⁴.

³⁴ Rapport, Report on Japanese Conditions, 8 janvier 1942; Mémo, FDR à JFC, 20 janvier 1942; Rapport, Report on Targets for Army and Navy Air Forces on the Japanese Islands, 28 janvier 1942; Rapport, Report on Military Objectives in Japan, 29 janvier 1942; Rapport, Report on Air-Targets in Japan, 2 février 1942; Rapport, Report on Interview with C. C. Smith Concerning Air-Targets in Japan, 6 février 1942; Rapport, Report on Additional Bomb Targets in Japan, 16 février 1942; Mémo, FDR à JFC, 17 février 1942; Rapport, Report on Potential Bomber Bases in China, 8 mars 1942; Mémo, FDR à Lauchlin Currie,

En somme, cet examen sommaire et non exhaustif de certains rapports sur les gouvernements étrangers réalisés à l'aide du système d'interrogation de voyageurs mis sur pied par le réseau Carter nous permet de constater que ce service de renseignements avait développé un système peu coûteux et capable de recueillir d'immenses sommes d'informations. Bien que les capacités de cueillette d'information étaient élevées, les capacités d'analyse de la crédibilité des diverses informations reçues étaient quant à elles beaucoup plus limitées. La difficulté à distinguer le bon grain de l'ivraie au sein des rapports a probablement nui à l'appréciation et l'utilisation des informations qui étaient justes. Malgré cette lacune évidente, Roosevelt, toujours avide de renseignements idiosyncrasiques (ou HUMINT), portait une certaine attention à ces rapports régulièrement soumis à son attention. Comme nous pouvons maintenant le constater, certains d'entre eux sont susceptibles d'avoir influencé la pensée du Président.

Le renseignement étranger obtenu par le réseau Carter n'était pas uniquement originaire du projet consistant à utiliser des informateurs revenant ou partant à l'étranger et des liens entretenus avec d'autres services du renseignement. Des recherches de nature plus académique venaient parfois enrichir divers rapports. Installé à la bibliothèque du Congrès, Henry Field, aidé de manière ponctuelle par d'autres chercheurs, était grandement impliqué dans ce type de recherches. Par exemple, avec l'assistance d'Anne Fuller, une employée à temps partiel du « Field Museum » de Chicago, Field allait réaliser plusieurs rapports sur le Proche et Moyen Orient³⁵. Pour ce faire, de nombreux ouvrages d'informations non classifiées étaient utilisés. De plus, Field avait aussi accès, par le biais de l'ambassade britannique et la collaboration du Ministère de l'Information, à de l'information sur l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient captée et surveillée par la BBC (« British Broadcasting Corporation »). De nombreux résumés étaient alors

11 mars 1942; Mémo, Lauchlin Currie à FDR, 13 mars 1942; Mémo, FDR à lieutenant général Arnold, 17 mars 1942; Mémo, lieutenant général Arnold à FDR, sans date, bobine 1, Microfilms FDR.

³⁵ Selon les mémoires de Field, Anne Fuller aurait elle-même offert ses services et Field aurait accepté qu'elle l'assiste de manière temporaire en tant que volontaire. Field, *The White House Years*, p. 4.

disséminés au sein de plusieurs agences gouvernementales tel le département de la Guerre. Certains de ces rapports étaient spécialement adressés à des individus tels que le colonel William J. Donovan (COI/OSS) et le capitaine Alan G. Kirk (ONI) soit deux personnes d'importance dans le système du renseignement américain. En ce qui concerne ces travaux sur le Proche-Orient et le Moyen Orient, la majorité de ceux-ci avaient été réalisés et disséminés avant l'automne 1941 soit à un moment où le COI, tout juste créé depuis le 11 juillet 1941, n'était pas encore en mesure de fournir ce type de renseignement³⁶.

Dans ses mémoires relatant certaines de ses assignations pour la Maison-Blanche, Field mentionne avoir suggéré à Fuller (qui avait déjà voyagé en Syrie dans le cadre de recherches pour sa thèse en sociologie pour l'University of Chicago) de compiler un guide pour les « GI's » et les civils américains qui iraient en Syrie, afin que ceux-ci soient en mesure de se familiariser avec les coutumes locales et les règles d'étiquette. Field poursuit en expliquant qu'au moment où il était question de la désirabilité de faire circuler un tel guide pour le personnel au Proche-Orient, un incident en Inde eut lieu et celui-ci impliquait un sergent américain qui avait abattu une vache sacrée après que celle-ci ait obstrué la voie de passage de son véhicule. Cet incident avait occasionné divers problèmes avec la population locale dont l'intervention de la police militaire pour s'assurer de la sécurité dudit sergent. Ainsi, la mauvaise compréhension culturelle aurait mené à la décision de produire une série de guides pour GI couvrant la majeure partie du monde, basée sur le guide Fuller-Field (par la suite, la conception de ce genre de guide tombera sous la responsabilité de l'OWI). Bien que les dossiers Carter ne contiennent pas de notes à propos d'une telle histoire, un mémorandum sur la Syrie, daté du 9 juin 1941 (soit avant le statut de belligérance américain), rédigé par Fuller avec l'aide de Field, peut certainement avoir fait office de guide pour GI. De fait, ladite étude contient des notes sur divers aspects comme le climat, l'histoire, la géographie, la démographie, les langues et

³⁶ Rapport, Report for June, 1941, 30 juin 1941, p. 7-8., boîte no. 21, dossier no. 3, JFCP; Field, *The White House Years*, p. 5-6.

les religions. Toutefois, il n'est pas clairement indiqué que ce mémorandum ait été utilisé comme référence dans la réalisation de guides. Pour sa part, Carter avait envoyé le mémorandum à FDR le 10 juin 1941 en mentionnant qu'il était fiable et qu'il contenait des informations générales utiles à la compréhension du *background* de l'endroit³⁷. Chose certaine, le réseau Carter avait recours aux recherches de type académique pour obtenir de l'information sur divers pays étrangers.

À quelques occasions, le réseau Carter envoya ses propres agents à l'étranger afin que ceux-ci, opérant sous diverses couvertures, recueillent des informations sur des gouvernements, ainsi que sur des officiels américains. Les principales missions de ce type réalisées par l'unité de Carter furent confiées à l'agent Curtis B. Munson ainsi qu'à l'agent Henry Field, et elles se déroulèrent dans la zone des Caraïbes. De fait, Munson fut envoyé en Martinique lors de l'été 1941, et pour sa part, Field fut envoyé en Trinité une première fois au printemps 1942, et une seconde fois durant l'été 1944. Ce dernier voyage de Field dans les Caraïbes comprenait aussi une visite en Guyane britannique. Comme nous le verrons lors du chapitre suivant, ces assignations furent appréciées par le président Roosevelt. Dans le cadre d'enquêtes étant liées à la sécurité intérieure, le réseau Carter envoya aussi des agents au Mexique (pour étudier les risques de subversion japonaise) et au Canada (qui était impliqué dans la défense de l'Alaska). De plus, en février 1944, l'organisation Carter envoya à l'étranger son premier agent dans le cadre d'un projet nommé et décrit comme étant de type *look see*. Ce projet visait à obtenir du renseignement politique en envoyant des observateurs privés qualifiés au sein de divers pays. Par exemple, le premier rapport à propos d'une mission *look see* mentionne qu'un dénommé Deac Lyman de la United Aircraft (qui fut aussi journaliste de l'aviation) a été envoyé en Grande-Bretagne afin d'obtenir des faits à propos de l'attitude du peuple britannique et de ses leaders envers les États-Unis et leurs élections. En 1945, à la suite du décès de Roosevelt, au moins deux autres missions de type *look see* seront menées par

³⁷ Mémo, Memorandum by Anne H. Fuller, 9 juin 1941, 19 p.; Mémo, Memorandum on Syria by Anne H. Fuller, 10 juin 1941, bobine 1, Microfilms FDR; Field, *The White House Years*, p. 5-6.

l'organisation Carter. De fait, Henry Field et S.C. Badger voyageront respectivement en URSS et en France dans le but de recueillir du renseignement de nature politique³⁸.

Bref, que ce soit par le biais de recherches de nature plus académique, par l'interrogation de voyageurs ou par l'envoi d'agents à l'étranger, le réseau Carter était impliqué dans le renseignement étranger dès sa création en 1941. Bien que l'essentiel de ce type de rapport se concentre durant les années d'opération de 1941 et 1942, nous avons vu que l'unité de Carter exerça ce type d'activité durant toutes ses années de service. La grande majorité des rapports découlait du renseignement provenant d'agents humains (HUMINT) et de sources ouvertes alors que la cueillette d'informations était effectuée de façon anonyme. Comme nous le verrons sous peu, dès l'année de sa création, l'agence de Carter était aussi engagée dans le renseignement domestique, et ce, de plusieurs façons.

Sachant que Roosevelt était sensible à l'opinion publique, ainsi qu'à celle de l'élite politique (dont une certaine partie le considérait comme un traître à sa classe), Carter allait, de 1941 à 1945, envoyer plusieurs rapports pouvant être considérés comme du renseignement politique domestique. La majorité d'entre eux se fondait sur des rumeurs et des impressions recueillies par Carter et ses agents qui bénéficiaient de contacts privilégiés dans les secteurs des affaires, de la politique et des médias. Par exemple, en août 1942, Carter rapporta à FDR qu'il n'y avait pas de problèmes en ce qui concernait le moral de la population de l'Arkansas, et ce, simplement en rapportant une conversation qu'il avait eue à cet effet avec un sénateur dudit État. La plupart des rapports fondés sur des rumeurs et des conversations concernaient New York, plus particulièrement les opinions des hommes d'affaires de Wall Street, ainsi que celles des opposants politiques de Roosevelt (qui étaient majoritairement au sein des républicains, mais il y avait aussi

³⁸ Rapport, Report on First Look-See in England, 23 février 1944; Rapport, Report on British Attitude Towards the United States, 25 juillet 1944, bobine 3, Microfilms FDR; Rapport, Report on Proposed Look-See Trip to the Soviet Union, 22 mai 1945; Rapport, A Final Report: French Elections, 10 octobre 1945; Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 1-3, DJFC HSTL.

des anti-*new dealers* appartenant au parti démocrate³⁹). Ces rapports contenaient fréquemment des citations de confidences faites aux agents du réseau ou des citations prises à l'insu des interlocuteurs. L'agent George Walker, du bureau new-yorkais de l'agence, fort de ses nombreux contacts, était, la plupart du temps, l'auteur des mémos au sujet des opinions provenant de la région new-yorkaise. Ces mémos relataient les réactions de divers groupes ou individus d'importance face à différentes activités politiques de l'administration Roosevelt, telle que l'annonce de l'invasion de l'Afrique du Nord en novembre 1942, en ajoutant à cela le discours du Président lors de la fête du Travail de 1942 (à propos de la nécessité de légiférer pour contrôler le prix des denrées produites par les fermiers), le discours de démission de Sumner Welles en octobre 1943, ou encore à propos du « War Labor Disputes Act » de juin 1943⁴⁰.

Certains rapports au sujet de l'opinion publique s'apparentaient davantage à un travail journalistique. De fait, le réseau Carter employait des journalistes à qui l'on demandait d'enquêter sur des sujets jugés dignes d'intérêt pour le Président. Par exemple, en juillet 1941, lors d'une assignation où celui-ci devait principalement enquêter sur l'organisation isolationniste « America First » à Chicago (nous reviendrons sur ce sujet très bientôt), un représentant du magazine *Fortune* profita de son assignation pour visiter plusieurs États (Maryland, Pennsylvanie, Ohio, Michigan, Indiana) et sonder l'opinion publique face à la guerre, notamment en demandant aux gens qu'il croisait, tels des

³⁹ Les anti-*new dealers* du parti démocrate étaient principalement des membres de l'aile droite du parti jugeant les mesures du « New Deal » trop libérales. Ces démocrates représentaient généralement des intérêts bancaires et commerciales et ils estimaient que le « New Deal » était teinté par le communisme et le socialisme. Certains d'entre eux furent membres de l'« American Liberty League ». En effet, cette organisation, formée en 1934, principalement dédiée à dénoncer les politiques du « New Deal », comportait des anti-*new dealers* des deux principaux partis américains au sein de ses rangs. Otis Jr. Graham et Meghan Robinson Wander, *Franklin D. Roosevelt: His Life and Times: An Encyclopedic View*, Boston, G.K. Hall, p. 6-7, 96-100.

⁴⁰ Rapport, Conversation with Brooks Hays in Passing Through Little Rock, Arkansas, 31 août 1942; Rapport, Report on Price Reactions, 8 septembre 1942; Rapport, Report on Change in Political Sentiment in New York, 12 novembre 1942; Rapport, Report on Conservative New York Reaction to the Anti-Strike Law, 14 juillet 1943; Rapport, Report on New York Reaction to Sumner Welles Speech, 20 octobre 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

pompistes, commis, portiers d'hôtels, hommes d'affaires, vendeurs itinérants, ou tenanciers de magasins, quelle était leur opinion face à la guerre. À l'aide de ces informations, Carter envoya un mémo à FDR indiquant que l'opinion publique du Midwest à propos de la guerre était « *fundamentally sound* » et que cela affaiblissait l'idée voulant la population soit indifférente à la situation internationale. En somme, les différents rapports contenant des sondages, des rumeurs et des impressions permettaient à FDR de prendre un « bain de foule d'opinions » à l'abri des regards⁴¹.

Le renseignement domestique fourni par l'unité de Carter permettait aussi à FDR de bénéficier d'informations potentiellement utiles face à ses adversaires politiques. Par exemple, dans un rapport daté du 9 juillet 1943, Carter informa FDR que s'il voulait bénéficier de quelques munitions de petits calibres (*small-arms ammunition*) à l'endroit du Congrès, il pouvait toujours jeter un coup d'œil à la section 309 du « Federal Corrupt Practices Act ». Les règlements de cette section établissaient les différentes limites de dépenses permises pour les campagnes électorales. À cet effet, Carter notait qu'Albert Hawkes du New Jersey, Curlis Brooks de l'Illinois et Homer Ferguson (*Republican reform candidate*) du Michigan avaient tous dépassé la limite permise par cette loi, et ce, simplement parce qu'ils avaient probablement oublié le « Corrupt Practices Act ». Selon Carter, ce type d'information pourrait devenir utile dans des périodes où Roosevelt devrait confronter ses adversaires politiques. Le réseau Carter allait envoyer plusieurs mémos à propos d'adversaires de l'administration Roosevelt tels les républicains Thomas Dewey et Wendell Willkie, Burton K. Wheeler, le syndicaliste John Lewis et l'isolationniste Charles Lindbergh. À l'instar de la majorité de l'information politique soumise par Carter, la plupart de ces mémos s'appuyaient sur des commentaires et impressions recueillis par ce dernier et ses agents. Par exemple, dans un mémo daté du 11 mars 1943 envoyé à FDR, Carter annonçait que la campagne républicaine de 1944 dirigée par Willkie serait menée en suivant une stratégie où on affirmerait que les

⁴¹ Mémo, Memorandum on the State of Public Opinion in the Mid-West Regarding the War, 22 juillet 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

démocrates (c.-à-d. Roosevelt) sont spécialistes des affaires européennes et principalement préoccupées par celles-ci, alors que les républicains (c.-à-d. Willkie) sont spécialistes des affaires asiatiques et pacifiques. Dès lors, puisqu'en 1944 la chute d'Hitler sera imminente, il paraîtra raisonné pour les républicains de remplacer une administration de guerre démocrate investie dans les affaires européennes par une administration de guerre républicaine intéressée par les affaires asiatiques. Néanmoins, cette prédiction se révélera doublement fausse. Premièrement, les républicains préféreront le gouverneur de New York Thomas Dewey comme candidat à la présidence⁴². Deuxièmement, la fin de l'année 1944 et le début de l'année 1945, avec la bataille des Ardennes, seront une période de combats intenses en Europe⁴³. Quoi qu'il en soit, certains individus, tels Lewis et Lindbergh, furent l'objet d'une surveillance plus attentive de la part de l'unité de Carter.

John L. Lewis était un syndicaliste à la tête de la « United Mine Workers ». Ce dernier avait appuyé le New Deal et endossé la candidature de FDR en 1936 pour finalement appuyer la candidature du candidat républicain Wendell Willkie en 1940 (notamment parce qu'il pensait qu'accorder un troisième mandat au Président allait mener à une participation américaine à la guerre). Les activités de Lewis furent principalement surveillées par un agent nommé Jim Gillan. Ce dernier, fils d'un ouvrier minier du Montana, était un ancien de la CIO et était favorable à son chef actuel, Philip Murray (un opposant de Lewis). Pouvant donc être considéré comme adéquat pour remplir cette tâche, Gillan suivit le développement de plusieurs conventions de la CIO et de la « United Mine Workers » en portant une attention particulière aux réactions face à John Lewis et ses idées, à l'identité des proches collaborateurs de ce dernier, aux rapports de force avec ses adversaires internes, ainsi qu'au support dont celui-ci bénéficiait. Cela

⁴² Wendell Willkie décède à la suite d'une crise cardiaque avant le jour de l'élection. David M. Kennedy, *Freedom from Fear: The American People in Depression and war, 1929-1945*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 788-789.

⁴³ Rapport, Report on Willkie-Republican Strategy, 11 mars 1943; Rapport, Report on the Illegality of Congress, 9 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

permettrait donc à FDR de disposer d'informations sur le déroulement des conventions à des moments cruciaux, comme durant l'année 1941 où de nombreuses grèves avaient lieu et où, pour le gouvernement, il était inadmissible de tolérer une baisse de la production industrielle puisque cela affecterait le réarmement mis en branle par FDR. C'est durant cette période critique que Lewis déclencha une grève nationale de la « United Mine Workers » (celle-ci allait se terminer le 7 décembre 1941). Des rapports à propos de différentes conventions de la CIO et de la United Mine Workers furent envoyés à Roosevelt dès le mois de novembre 1941. Par exemple, un rapport daté du 14 mai 1942 affirmait que Lewis ne représentait plus une menace comme il l'avait déjà été pour l'administration Roosevelt. En effet, même s'il est vrai que Lewis allait déclencher une autre grève en 1943, ce dernier fut vite vilipendé par les médias et considéré comme un traître menaçant l'effort de guerre. Toutefois, la surveillance des activités de Lewis allait aussi mener à des rapports déformants et exagérant les faits. Aussi, un rapport de Gillan datant probablement de 1941 ou 1942, envoyé à FDR par Carter, rapportait que Lewis voulait s'emparer du pouvoir suprême aux États-Unis à titre de Président ou de tyran. Dans le même ordre d'idées, un rapport encore plus paranoïaque, provenant d'informations de l'agent Walker à New York, fut envoyé au Président par Carter le 8 octobre 1942. Ledit rapport stipulait que le secrétaire général de la France libre à Washington, Adrien Tixier, était impliqué dans une manigance avec Lewis afin de renverser l'administration à l'aide d'une révolte ouvrière et de placer Lewis à la tête du gouvernement. Toujours selon ce rapport, le général Charles de Gaulle supportait ce coup. Il va sans dire que ce rapport troubla le Président puisque ce dernier fut parvenir un mémo à Carter demandant de faire part de l'affaire au FBI. De plus, nous pouvons ajouter que cela a pu contribuer à renforcer la méfiance que le Président éprouvait à l'endroit du généralissime français et à maintenir la décision de tenir le général de Gaulle à l'écart de l'opération Torch (c.-à-d. le débarquement américain en Afrique du Nord en novembre 1942)⁴⁴.

⁴⁴ Mémo, Memorandum on John L. Lewis and the Labor Situation, sans date; Rapport, Report on Developments at C.I.O. Convention, 17 novembre 1941; Mémo, Memorandum on C.I.O. Convention, 18

Charles Lindbergh, célèbre aviateur, ardent isolationniste et porte-étendard du mouvement « American First », éveilla les soupçons de FDR bien avant la création du réseau Carter. Lindbergh avait visité l'Allemagne à plusieurs reprises et il fut même décoré par ce gouvernement en 1938. Cet aviateur reconnu était depuis longtemps un adversaire de la politique de Roosevelt, notamment parce qu'il s'opposait à la révision du « Neutrality Act » de 1937. Selon Roosevelt, l'isolationnisme de Lindbergh était teinté par des sympathies nazies. En mai 1940, il déclara à son secrétaire du Trésor, Morgenthau : « I am absolutely convinced that Lindbergh is a Nazi.⁴⁵ » Peu de temps après la mise sur pied de l'unité de Carter, en avril 1941, Roosevelt fit savoir à son nouvel agent qu'il désirait un mémorandum sur les Copperheads de la guerre civile⁴⁶. Le 22 avril, Carter soumit un rapport intitulé « Memorandum on the Copperhead Government » au sein duquel il comparait le colonel Lindbergh au général nordiste George B. McClellan, puisque tout comme ce dernier, il donnait « ... the sanction of professional prestige to the doctrines of defeatism⁴⁷ ». Il est clair que ce rapport fut utile à FDR pour discréditer Lindbergh puisque trois jours après avoir reçu ce mémorandum, lors d'une conférence de presse, un journaliste demanda au Président pourquoi Lindbergh n'avait pas été assigné au service militaire actif. En guise de réponse, FDR compara le colonel Lindbergh à Clément L. Vollandigham, soit le chef des Copperheads durant la guerre civile. Le 28 avril, dans une lettre adressée au Président, Lindbergh annonça que puisque Roosevelt doutait de sa loyauté, il renonçait à sa commission au sein de l'« Army

novembre 1941; Rapport, Report on Lewis, 10 avril 1942; Rapport, Report on John L. Lewis, 14 mai 1942; Rapport, Tixier-Lewis, 7 octobre 1942; Rapport, Report on Alleged Intrigue between Free French and John Lewis, 8 octobre 1942; Mémo, FDR à JFC, 15 octobre 1942, bobine 1-2, Microfilms FDR; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 190; Smith, *The Shadow Warriors*, p.185-186.

⁴⁵ Kennedy, *Freedom From fear*, p. 433.

⁴⁶ Durant la guerre civile, « Copperhead » était une désignation faisant référence aux nordistes affichant des sympathies prosudistes et qui étaient critiques face à Abraham Lincoln et ses politiques. Wayne S. Cole, *Charles Lindbergh and the Battle against American Intervention in World War II*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1974, p. 130-131.

⁴⁷ Cole, *Charles Lindbergh*, p. 131.

Air Corps Reserve ». Malgré cette « victoire », le réseau Carter allait ultérieurement envoyer d'autres résultats d'enquêtes sur le célèbre aviateur⁴⁸.

De fait, le 22 juillet 1941, Carter fit parvenir un mémo au Président à propos d'informations recueillies par le représentant du magazine *Fortune* qui avait été mandaté d'enquêter sur l'« America First » basé à Chicago et l'état général de l'opinion publique aux fins de l'organisation Carter. Au sein de son rapport sur l'« American First », le représentant du *Fortune* mentionne que l'objectif principal de sa mission était d'établir s'il y avait un lien direct entre les nazis, l'« America First » et le colonel Lindbergh. À cet effet, l'auteur du rapport souligne qu'il n'avait point trouvé d'évidences factuelles prouvant que les nazis contribuaient à l'organisation isolationniste. Même s'il rapportait avoir identifié un membre de l'« America First » susceptible d'être pronazi, le représentant du magazine *Fortune* mentionnait que toutes les personnes responsables interviewées à Chicago s'entendaient pour dire que si un lien existait entre l'« America First » et les nazis, il serait probablement inconnu des principaux chefs de l'organisation. Malgré ces informations et une autre lettre de Lindbergh (le 16 juillet) à Roosevelt lui expliquant que celui-ci n'était pas lié à aucun gouvernement étranger, le Président, convaincu que Lindbergh était un ennemi de l'État, préféra ne pas intervenir davantage au sujet de l'aviateur et laisser ce dernier dans un état où il était coupable par association. Aux yeux de FDR, l'assignation du cas Lindbergh au réseau Carter était non due à une animosité personnelle envers Lindbergh, mais bien au fait qu'il considérait que l'aviateur était un traître à sa patrie⁴⁹.

Quelques mois plus tard, à l'automne 1941, le Président allait se tourner de nouveau vers le réseau Carter pour enquêter dans le domaine de la subversion interne. Cette fois-ci, le Président était préoccupé par les risques d'espionnage ou de subversion d'agents

⁴⁸ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 129; Cole, *Charles Lindbergh*, p. 130-131.

⁴⁹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, 129; Cole, *Charles Lindbergh*, p. 132-135; Mémo, Memorandum on the Chicago and the American First Set-Up, 22 juillet 1941; Rapport, Confidential Memorandum, sans date, 8 p., bobine 1, Microfilms FDR.

japonais et il se questionnait à savoir si les résidents des communautés japonaises américaines étaient disposés à collaborer avec lesdits agents et à savoir quelle serait la position de ces communautés advenant un conflit avec le Japon. Cette assignation est sans aucun doute l'une des plus importantes du réseau Carter. Afin de répondre à la demande présidentielle, Carter choisit Curtis B. Munson, un homme d'affaires républicain du Midwest, comme principal agent responsable d'enquêter au sein des États de la Californie, de l'Oregon et de Washington (avec l'ajout subséquent d'Hawaii). Munson représentait un choix logique puisqu'il revenait tout juste d'une assignation où il avait enquêté à propos de la situation politique et des risques de subversion nazie en Martinique et en Guadeloupe. Notamment, cette assignation (que nous verrons au sein du chapitre IV) avait valu à Munson une lettre de gratitude du Président. Dès lors, nous pouvons conclure que FDR estimait le choix de Carter. À titre de complément à cette enquête, Carter assigna subséquemment deux autres agents pour enquêter sur les populations d'origine japonaise longeant la frontière mexicaine et travailler de pair avec Munson dans l'élaboration de rapports. Le premier de ces agents, Warren Irwin, est décrit par Carter comme un journaliste expérimenté ayant auparavant travaillé pour l'ILO à Genève, la NBC à Berlin ainsi que pour la BBC à Londres durant le Blitz allemand. Ce dernier avait pour tâche d'enquêter sur la partie ouest de la frontière mexicano-américaine en se limitant exclusivement au côté américain (Irwin ira éventuellement poursuivre son enquête au Mexique). Le deuxième agent, lui aussi responsable d'enquêter du côté américain de la frontière avec le Mexique, devait se concentrer sur la partie est de la frontière. Cet agent, un dénommé Jack Denison, est décrit par son collègue Irwin comme suit: « ... a very quiet chap, but has a good head on his shoulders, and he is very thorough⁵⁰ ». ⁵¹

⁵⁰ Lettre, Warren Irwin à JFC, 16 novembre 1941, p. 2, boîte no. 2, dossier no. 5, JFCP.

⁵¹ Robinson, *By Order of the President*, p. 65; Lettre, Warren Irwin à JFC, 16 novembre 1941, 3 p., boîte no. 2, dossier no. 5, JFCP; Mémo, Supplementary Memo on Irwin's Report, 19 janvier 1942; Rapport, Report on Japanese Activities, 12 janvier 1942, p. 1, bobine 1, Microfilms FDR.

Pour mener à bien son assignation, Munson arriva sur la côte ouest au début du mois d'octobre 1941. Un rapport préliminaire de Munson à l'intention de Carter daté du 19 octobre mentionne qu'il avait visité les environs de Frisco et qu'il prévoyait se rendre à Seattle ainsi qu'à Los Angeles. Munson relate aussi qu'il était en contact avec le FBI et l'ONI et que ces organisations acceptaient de partager leur renseignement avec sa personne. Afin de valider la qualité des informations obtenues, l'agent explique qu'il avait procédé à son propre échantillonnage dans des districts urbains ou encore au sein de districts majoritairement composés de fermes ou voués aux activités de la pêche. De ses vérifications, il concluait que le portrait de la situation générale dressé par les agences du renseignement était adéquat. Alors qu'il était à Los Angeles et à San Francisco, Munson rencontra bon nombre de Japonais américains, de chefs locaux du FBI et aussi le lieutenant-commandant Ringle de l'ONI. Ce dernier avait été responsable du raid sur le consulat japonais lors du printemps précédent. S'exprimant très bien en japonais et familier avec la communauté japonaise américaine, cet officier du renseignement allait exercer une grande influence sur Munson⁵².

Toujours au sein de son premier rapport préliminaire, Munson, après avoir fait un exposé sur la psychologie « orientale » et l'inaptitude des Blancs à interpréter quoi que ce soit à propos des Japonais, affirme que la question japonaise sur la côte ouest est simple: « The Japanese, citizen or alien, will be quiet whether they sympathize with Japan or not. Undoubtedly by far the largest bulk - say 90% - like our way of life best. The Japs here, especially the citizen is straining every nerve to show their loyalty to U.S. The Japs here are in more danger from us than we are from them.⁵³ » En résumé, le rapport préliminaire de Munson soutenait que la population d'origine japonaise était majoritairement loyale et que celle-ci était plus à risque de subir de la violence de la part de la population blanche que de s'adonner à des actes de sabotage. En guise de

⁵² Robinson, *By Order of the President*, p. 65; Mémo, Memorandum Concerning Japanese Situation, 22 octobre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁵³ Lettre, Curtis Munson à JCF, 19 octobre 1941, 4 p., bobine 1, Microfilms FDR.

conclusion à son rapport, Munson souligna qu'il faudrait envoyer un agent à Honolulu pour compléter l'enquête, et ce, même s'il avait l'impression qu'il était en mesure de dresser lui-même le portrait général de la situation de son bureau en Californie à l'aide des informations recueillies sur place par le FBI et la Marine. À ce sujet, il souligna que 98 % des « *Japs* » d'Hawaii étaient probablement loyaux et que ceux qui représentaient un risque étaient déjà identifiés par la Marine et le FBI. Le 22 octobre, Carter envoya un mémo au Président (avec le rapport de Munson) expliquant que jusqu'à maintenant, Munson n'avait pas trouvé d'indices qui suggéreraient qu'il y aurait un danger d'activités antiaméricaines au sein de ce groupe de la population. Carter souligne aussi les appréhensions de Munson face aux risques de violence qui planaient sur la population américaine d'origine japonaise⁵⁴. Le 29 octobre, Carter fit parvenir un autre mémo à FDR stipulant que d'autres rapports de Munson confirmaient : « ... the general picture of non-alarmism reported to you⁵⁵ ».

Alors que Munson était à Hawaii afin de compléter son enquête, son rapport final à propos de la côte ouest, un document de 18 pages, parvint au Président le 7 novembre. Ce jour-là, Roosevelt consultait les membres de son Cabinet afin de déterminer si les États-Unis devaient s'opposer au Japon au cas où ce dernier envahissait les Indes néerlandaises⁵⁶. Au sein de son rapport final, Munson reprenait ses conclusions précédentes de façon plus détaillée. Il indiquait:

⁵⁴ Lettre, Curtis Munson à JCF, 19 octobre 1941, 4 p.; Mémo, Memorandum Concerning Japanese Situation, 22 octobre 1941; Mémo, Memorandum on Japanese Population, 29 octobre 1941, bobine 1, Microfilms FDR; Robinson, *By Order of the President*, p. 66.

⁵⁵ Mémo, Memorandum on Japanese Population, 29 octobre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁵⁶ Le 5 novembre, grâce à Magic, le Président apprenait que le Japon effectuait une dernière tentative diplomatique avant de se lancer en guerre. Souffrant de l'embargo américain sur le pétrole, Roosevelt craignait que le Japon attaque les Indes néerlandaises de l'Est afin de mettre la main sur ses réserves de pétrole. Robinson, *By Order of the President*, p. 66.

« The Issei or first generation is considerably weakened in their loyalty to Japan by the fact that they have chosen to make their home and have brought up their children here ... They are quite fearful of being put in a concentration camp. Many would take out American citizenship if allowed to do so. The weakest from a Japanese standpoint are the Nisei. They are universally estimated from 90 to 98% loyal to the United States if the Japanese educated element of the Kibei is excluded. They are pathetically eager to show this loyalty.⁵⁷ »⁵⁸

Dans son mémo qui accompagnait ce rapport de Munson, Carter indiquait au Président que le rapport valait qu'on le lise entièrement. Toutefois, Carter prépara aussi un résumé en cinq points qui, à son avis, constituait les principaux points saillants. Ces points saillants couvraient les quelques commentaires de Munson à propos des risques d'espionnage et de sabotage :

« 1-There are still Japanese in the United States who will tie dynamite around their waist and make a human bomb out of themselves...but today they are few.

2-There is no Japanese "problem on the coast." There will be no armed uprising of Japanese. There will undoubtedly be some sabotage financed by Japan and largely by imported agents. There will be the odd case of fanatical sabotage by some Japanese "crackpot".

3-The dangerous part of their espionage is that they would be very effective as far as movement of supplies, movement of troops and movement of ships ... is concerned.

4-For the most part the local Japanese are loyal to the United States or, at worst, hope that by remaining quiet they can avoid concentration camps or irresponsible mobs.

⁵⁷ Rapport, Japanese on the West Coast, 7 novembre 1941 dans Robinson, *By Order of the President*, p. 67.

⁵⁸ Le terme « Issei », ou première génération, réfère au Japonais vivant aux États-Unis dont le lieu de naissance est au Japon (dès lors, de par la loi américaine, ceux-ci étaient dans l'incapacité d'obtenir la citoyenneté américaine). Le terme « Nisei », ou deuxième génération, réfère aux Américains d'origine japonaise nés aux États-Unis possédant la citoyenneté américaine. Quant à lui, le terme « Kibei » réfère aux Niseis ayant été éduqués au Japon. Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America*, New York, Columbia University Press, 2009, p. 305(note 1).

5-Your reporter ... is horrified to note that dams, bridges, harbors, power stations, etc. are wholly unguarded everywhere. The harbor at san Pedro could be razed by fire completely by four men with grenades and little study in one night. Dams could be blown and half of lower California might actually die of thirst. One railway bridge at the exit from the mountains in some cases could tie up three or four main railroads.⁵⁹ »

Comme le fait remarquer Greg Robinson dans son ouvrage *By Order of the President: FDR and the Internment of Japanese American*, le résumé de Carter n'est pas fidèle à l'idée générale du rapport Munson et, en conséquence, il est possible d'attribuer à Carter une certaine responsabilité quant à l'anxiété de FDR au sujet des risques de subversion par la population japonaise américaine. Le Président avait commandé cette enquête au sujet de la communauté japonaise américaine pour des raisons de sécurité intérieure et malgré le contenu plutôt rassurant des rapports de Munson, Carter exacerba les points susceptibles d'attirer l'attention du Président même si cela risquait de fausser l'interprétation des jugements émis dans le rapport. Par ailleurs, le résumé de Carter ne mentionne pas que les possibilités de sabotage auxquelles Munson référait seraient menées par des agents japonais payés et non pas par les Japonais américains. Qui plus est, le résumé de Carter tend à minimiser le fait que Munson soutenait que les Japonais américains étaient loyaux. Par exemple, le point quatre du résumé stipulant que les Japonais sont loyaux et qu'au pis aller, ceux-ci se comporteront de manière à éviter les camps de concentration ne concernait que les Issei et non les bien plus nombreux Nisei qui, selon Munson, était à 98% loyaux et prêts à prouver leur attachement à l'Amérique. Le Président considéra le rapport Munson avec un intérêt certain puisqu'après avoir lu le mémo de Carter, il envoya le rapport complet au secrétaire de la Guerre Stimson en expliquant qu'il n'y avait rien de nouveau au sujet des quatre premiers points du résumé

⁵⁹ Robinson, *By Order of the President*, p. 67-68; Mémo, Memorandum on C.B. Munson's Report "Japanese on the West Coast", 7 novembre 194, JFCP.

de Carter, mais que le point cinq, celui sur la surveillance de points stratégiques, devait être examiné⁶⁰.

Durant les jours suivant la réception du rapport Munson, Roosevelt porta une attention particulière à l'identification de suspects et à prémunir la côte ouest face à des sabotages en cas de guerre. À cet effet, le 10 novembre, Carter envoya à FDR un complément au rapport général à propos de la côte ouest rédigé par Munson. Ce complément, résumé par Carter, insistait principalement sur des mesures pouvant être prises pour améliorer la sécurité, notamment en suggérant la nomination d'un coordinateur pour désigner des zones de défense, pour coordonner les mesures anti-sabotage et aussi en proposant que des arrangements soient pris afin d'arrêter 300 suspects dans chacun des districts navals de la côte ouest si le pays entrait en état de belligérance. De plus, Munson soutenait qu'il était important de déployer des efforts pour publiciser le fait que les Japonais américains étaient des citoyens loyaux puisqu'ils étaient vus d'un œil suspicieux par les Américains « blancs ». Pour ce faire, il fut proposé que les médias et des chefs politiques pro-administration soient encouragés à discourir de façon positive à propos des Niseis (à cet effet, Munson proposa le républicain et pro-interventionniste Wendell Willkie, mais Carter ne mentionne pas ce nom dans son résumé). En réponse à ce mémo, FDR suggéra à Carter de prendre divers arrangements avec Bill Donovan (*Coordinator of Information* et futur chef de l'OSS) et conjointement avec ce dernier, de contacter Edgar Hoover (FBI) au cas où il serait admissible de procéder à des arrestations immédiates. Enfin, à propos de la protection des ponts du Pacifique, Roosevelt suggéra à Carter de prendre contact avec l'Armée⁶¹. En ce qui concerne, la proposition d'appuis publics des Niseis, Roosevelt ne laissa pas de consignes particulières. Deux autres rapports subséquents allaient insister sur l'importance de modérer l'opinion publique face aux Japonais américains.

⁶⁰ *Ibid*, p. 67-69.

⁶¹ Lettre, Curtis Munson à JFC, 7 novembre 1941; Mémo, Memorandum on West Coast Japanese, 10 novembre 1941, National Archives and Records Administration, College Park, Md. (ci-après NARA).

Le 11 novembre 1941, Carter envoya un rapport de Warren Irwin à propos des risques d'agitations antijaponaises à Los Angeles. L'agent de Carter, qui avait collaboré au rapport final de Munson sur la situation sur la côte ouest, affirmait qu'en cas d'hostilité avec le Japon, les Japonais américains, spécialement à Los Angeles, risquaient d'être victimes des préjugés raciaux de la population. Dès lors, il suggéra de prendre une série de mesures telles des plaidoyers gouvernementaux soutenant que les Japonais américains étaient loyaux qu'ils ne risquaient pas de se retrouver en camp de concentration, et des restrictions informelles à l'égard de la publication d'articles sur le « péril jaune » (*yellow peril*) par les médias. De plus, le rapport avance que, surtout en raison des risques de sabotages par des agents italiens et allemands et non par des agents japonais, il est impératif d'assurer la protection de sites stratégiques contre ce genre de vandalisme. Roosevelt indiqua à Carter qu'il devait consulter Donovan et le secrétaire de la Guerre à ce sujet⁶².

Deux jours plus tard, Carter fit parvenir un rapport à FDR au sujet de la population d'origine japonaise de l'Utah et l'« Imperial Valley ». Préparé par Jack Denison (l'agent qui devait enquêter sur la portion est de la frontière avec le Mexique), Carter résume cette enquête au Président en précisant qu'elle confirme les précédentes au sujet de la loyauté de la population japonaise de la côte ouest. Il ajoute de même que son agent réitère que des dispositions devraient être prises afin de modérer le « péril jaune » dépeint dans certains quotidiens. À propos de ce rapport, le Président proposa à Carter de consulter Bill Donovan. Il n'est pas évident de déterminer à quel point le Président était préoccupé par la défense des Japonais américains dits loyaux. De ce fait, malgré les rapports de Munson et d'Irwin, demandant que le gouvernement mobilise la loyauté des Japonais américains par le biais de déclarations publiques des dirigeants politiques et en assurant que les Isseis et les Niseis ne seraient pas envoyés dans des camps de concentration en

⁶² Mémo, Memorandum on Possibility of Anti-Japanese Riots in Los Angeles, 11 novembre 1941; Mémo, FDR à JFC, 12 novembre 1941, NARA; Robinson, *A Tragedy of Democracy*, p. 55-56.

cas de guerre, Roosevelt ne fit pas d'apparition publique à ce sujet, pas plus qu'il autorisa un relâchement de la surveillance⁶³.

Durant les mois de novembre et décembre, période où l'administration Roosevelt était dans l'attente de nouvelles à propos des propositions finales de Tokyo, le réseau Carter n'était pas le seul à enquêter sur les Japonais américains de la côte ouest et Hawaï. De leur côté, le département de la Guerre, l'ONI et le FBI envoyaient eux aussi divers rapports identifiant divers risques de sabotage, d'espionnage et de subversion. À l'instar des résultats amenés par le réseau Carter, il était stipulé que de tels risques étaient réels, mais il n'y avait pas de liens directs avec les Japonais américains. En effet, les principaux suspects identifiés par ces agences officielles du renseignement étaient des agents secrets japonais opérant sous diverses couvertures, telles que membre de la marine japonaise ou linguiste. Comme le constate Robinson, les Nisei étaient loyaux par omission. Pendant cette période, notamment à la suite des directives de FDR, la collaboration entre le réseau Carter et les services réguliers du renseignement s'intensifia. Par exemple, le 18 novembre, Carter soumit un mémo à FDR expliquant les progrès résultant de ses conférences avec Bill Donovan, le département de la Guerre et J. Edgar Hoover. Au sujet de l'arrestation de suspects sur la côte ouest, il signalait que le FBI était maintenant responsable et que des agences similaires de la Marine et du département de la Guerre étaient prêtes à concerter leurs efforts s'ils étaient notifiés à cet effet. Le mémo annonçait aussi que Bill Donovan était maintenant responsable de la coordination du programme de publicité voué à assurer les Japonais américains loyaux et à enrayer la suspicion des Blancs à l'endroit de ces derniers. De plus, ce mémo informait que Donovan, le G-2, l'ONI, le FBI et le réseau Carter travaillaient maintenant de concert afin de mettre sur pied un programme pour endiguer le sabotage. Finalement, ces derniers planchaient ensemble afin de délimiter les champs de responsabilité associée à un poste de *Coordinator of West Coast Defense* et de recommander la désignation d'une personne

⁶³ Mémo, Memorandum on Japanese in Imperial Valley and Utah, 13 novembre 1941; Mémo, FDR à JFC, 14 novembre 1941, NARA; Robinson, *A Tragedy of Democracy*, p. 55-56.

vouée à cette tâche. Le 27 novembre, le Président signa un ordre exécutif établissant le « Los Angeles-Long Beach Harbor Naval Defensive Sea Area ». Au sein de cette zone, l'Armée pouvait exercer une surveillance accrue et restreindre les entrées et les sorties de la zone. Comme nous pouvons le constater, le réseau Carter a une paternité évidente dans l'établissement de cette mesure⁶⁴.

À la suite de l'attaque surprise des Japonais le 7 décembre à Pearl Harbor et de l'entrée subséquente des États-Unis dans la guerre, la situation des Japonais américains allait changer du tout au tout. Par exemple, une hystérie antijaponaise affligea la population, Hawaii passa sous la loi martiale, le département du Trésor gela les avoir des *Japanese Nationals* à titre d'*enemy aliens* et suspendit leur licence les autorisant à vendre des produits afin d'éviter l'empoisonnement des aliments. De plus, le Président signa une proclamation autorisant le FBI à procéder à des arrestations dans tout le pays qui se solda notamment par l'arrestation d'environ 2 000 Isseis de la côte ouest dont les noms apparaissaient sur la liste ABC du département de la Justice. La journée de l'entrée en guerre des États-Unis, soit le 8 décembre, Carter soumit le rapport final de Munson à propos de la situation à Hawaii, ainsi qu'un rapport d'Irwin à propos du secteur ouest de la frontière mexicaine américaine (du côté américain).

En ce qui concerne le rapport sur la situation à Hawaii celui-ci est, dans l'ensemble, rassurant. Pour réaliser son enquête, l'agent de Carter séjourna à Hawaii pendant neuf jours. Durant cette période, il reçut la pleine coopération du FBI et des services du renseignement militaire. Qui plus est, il entra aussi en contact avec le renseignement britannique situé à Singapour. Ces collaborations permettaient aussi à Munson de laisser des évaluations quant à la qualité de ces divers services de renseignements. À l'instar de son enquête sur la côte ouest, Munson compléta ses recherches en interviewant une variété de personnes telles des Isseis, des Niseis, des chefs de police, des enseignants, des

⁶⁴ Robinson, *By Order of the President*, p. 69-70; Rapport, Report on West Coast Japanese Situation, 18 novembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

hommes d'affaires, des contractants et divers chefs ruraux. En somme, dans son rapport, Munson soutenait que la majorité des habitants d'origine japonaise était loyale (selon la succursale locale du FBI, les Niseis sont estimés à 98 % loyaux). Selon les estimations de ce dernier, environ 1 500 individus étaient considérés comme déloyaux, mais seulement une infime proportion de ceux-ci représentait un danger. Ceux-ci étaient identifiés, et au besoin, ils pouvaient être arrêtés rapidement. Bien que la propagande japonaise fut considérée comme inexistante sur les îles, Munson rapporta que des opportunités significatives d'espionnage militaire par des agents du Japon sur l'île d'Oahu étaient à considérer. En conclusion, Munson avança que si un désastre naval devait survenir à Hawaii et que la flotte japonaise venait à apparaître, la grande majorité des habitants d'origine japonaise resterait loyale ou neutre. Néanmoins, Munson nota aussi qu'advenant une telle situation: « Doubtless great numbers of them would than forget their American loyalties and shoug (sic) "Banzai" from the shore.⁶⁵ » Peu de temps après, FDR passa le rapport de Munson au Capitaine Beardall (son aide naval) sans toutefois indiquer ses impressions sur la valeur du rapport. Cette omission laisse supposer que le Président accordait un certain poids au rapport de Munson. Cependant, il n'est pas certain que le Président ait lu le rapport, mais Carter rapporta ultérieurement qu'il avait résumé les conclusions du rapport Munson lors d'une rencontre avec le Président le 2 décembre 1941⁶⁶.

En ce qui a trait au rapport d'Irwin au sujet de la partie ouest de la frontière avec le Mexique, cette enquête, réalisée durant novembre 1941, couvrait la frontière de Sanderson au Texas jusqu'à Yuma en Arizona. Adoptant une méthode d'enquête similaire à celle de Munson, Irwin avait pour consigne de se concentrer uniquement sur le côté américain de la frontière. Son rapport insistait sur le besoin de distinguer deux problèmes japonais: celui des résidents japonais habitant aux États-Unis et celui des

⁶⁵ Rapport, Report on Hawaiian Islands, sans date, p. 16, bobine 1, Microfilms FDR.

⁶⁶ Rapport, Report on Hawaiian Islands, sans date, p. 1-17, bobine 1, Microfilms FDR; Robinson, *By Order of the President*, p. 71, 75-77.

résidents du côté mexicain. En ce qui concerne les résidents japonais aux États-Unis (soit l'objet d'enquête d'Irwin), l'agent de Carter soutenait que ce groupe, qui formait une population peu nombreuse, ne représentait pas une menace et que le peu d'individus considérés comme suspects pouvaient, au besoin, être appréhendés rapidement par le FBI. À propos des Japonais demeurant au Mexique, l'agent de Carter mentionnait que même s'il ne pouvait pas évaluer de façon précise l'intensité du danger qu'ils représentaient, il pensait que ceux-ci constituaient la plus grande menace pour les États américains longeant la frontière particulièrement parce qu'il entrevoyait la possibilité d'actes de sabotage en territoire américain lancés à partir de lieux secrets d'opération au Mexique. À cet effet, il notait que la plupart des sites susceptibles d'être touchés ne faisaient pas l'objet de surveillance par les autorités américaines. Ainsi, les recommandations émanant du rapport d'Irwin proposaient des mesures pour se prémunir contre des attentats perpétrés par des agents japonais en provenance du Mexique⁶⁷. Peu importe que l'agent ait eu raison ou tort à propos de la menace d'une cinquième colonne japonaise au Mexique, le mérite du rapport semble être sa capacité à différencier les citoyens d'origine japonaise vivant aux États-Unis des Japonais possiblement infiltrés au Mexique. Même si nous savons que Roosevelt avait reçu ce mémo, nous n'avons pas l'assurance que ce dernier l'ait lu avant de passer le rapport à son aide naval. Il est donc difficile de déterminer si ce rapport aurait pu augmenter l'anxiété du Président face au danger de subversion et de sabotage par des agents japonais tout comme il est ardu

⁶⁷ Irwin sera éventuellement autorisé à aller « observer » dans le nord du Mexique. Durant son voyage, qui se déroulera du 9 décembre 1941 au 8 janvier 1942, il se rendit principalement à Mazatlan, Guadalajara et Manzanillo et il visita la plupart des ports situés entre Guaymas et Manzanillo. Son rapport final fut envoyé par Carter au Président le 16 janvier 1942. Carter le résuma au Président en notant qu'il serait mal avisé et dangereux de penser être à l'abri d'une invasion de l'Axe lancée à partir de cette région et que les précautions à prendre face à une telle possibilité sont relativement simples et peu dispendieuses. Il semblerait que le Président choisit de ne pas émettre de commentaire à propos de ce mémo. Comme le résumé de Carter mentionnait que le rapport avait aussi été envoyé au FBI, à l'ONI, au MID et au COI, il est possible que FDR ait jugé qu'il valait mieux laisser les questions de défense de la côte ouest aux autorités concernées et que celles-ci figuraient justement dans la liste d'envoi de Carter. Lettre, Warren Irwin à JFC, 18 novembre 1941, boîte no. 2, dossier no. 5, JFCP; Rapport, Report on Japanese Activities Along the West Coast of Mexico, 12 janvier 1942; Mémo, Supplementary Memo on Irwin's Report, 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

d'établir si le rapport aurait pu aider le Président à ne pas considérer les habitants d'origine japonaise des États-Unis comme des étrangers⁶⁸.

À la suite d'une visite à Hawaii le 15 décembre, anxieux de détourner la responsabilité du désastre de Pearl Harbor des épaules de la Marine, le secrétaire de la Marine Frank Knox déclara publiquement que l'attaque de Pearl Harbor était attribuable à une cinquième colonne japonaise. Quatre jours plus tard, lors d'une réunion du Cabinet, il soutint à nouveau cette idée et proposa que le secrétaire de la Guerre se voit octroyé le pouvoir d'évacuer tous les *aliens* d'Hawaii vers une autre île. Toutefois, Hoover du FBI, un homme qui avait la confiance de FDR en matière de sécurité, manifesta son désaccord avec l'évaluation faite par Knox à propos d'une cinquième colonne. Pour sa part, Carter, à l'aide d'un mémo envoyé au Président le 16 décembre, soutenait lui aussi que l'idée d'une cinquième colonne était exagérée : « No substantial danger of fifth column activities by Japanese. Despite Secretary Knox's contrary statement, his report shows he was referring to close physical espionage at Honolulu directed by the Japanese Consulate General.⁶⁹ » Toutefois, Carter soutenait qu'il fallait arrêter tout suspect, et ce, sans égard à citoyenneté. De plus, il rappelait le danger de sabotage que risquaient certains points stratégiques non gardés. Le résumé de Carter réitérait aussi la proposition faite à maintes reprises au sujet de l'importance de réassurer publiquement les Japonais et Japonais américains loyaux (une demande qu'il reprendra encore au sein d'un mémorandum daté du 19 décembre)⁷⁰.

⁶⁸ Rapport, Report on Japanese Activities Along the West Coast of Mexico, 12 janvier 1942, parties 1,2 et 3, bobine 1, Microfilms FDR.

⁶⁹ Mémo, Memorandum on Summary of West Coast and Honolulu reports, 16 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁰ Robinson, *By Order of the President*, p. 77-78; *A Tragedy of Democracy*, p. 62-63; Mémo, Memorandum on Summary of West Coast and Honolulu reports, 16 décembre 1941 bobine 1, Microfilms FDR.

À propos de ce mémo de Carter daté du 19 décembre, il informait FDR que Munson travaillait à l'élaboration d'un plan, largement inspiré de celui du Commander Ringle de l'ONI, ayant pour but le maintien de la loyauté des Japonais américains et la promotion de bonnes relations interraciales. Ce programme s'appuyait sur la responsabilisation des Niseis face à leur communauté (c.-à-d. les Niseis et les Isseis) et l'intégration progressive de ceux-ci dans des secteurs sélectionnés telles la « Civilian Defense », la « Red Cross » ainsi que diverses organisations américaines. La nomination d'un *Alien Property Custodian* était proposée afin de superviser les Isseis et encourager ceux-ci à prendre en charge les propriétés des Isseis. Il était aussi proposé que les Niseis travaillent au sein de l'industrie de la défense après avoir fait l'objet d'enquêtes. En somme, Carter résumait le programme en notant: « Its essence is to utilize Japanese filial piety as hostage for good behavior.⁷¹ » Les spécificités détaillées de ce programme furent soumises à l'attention de Roosevelt le 22 décembre dans un rapport où Munson réaffirmait la validité de ses rapports antérieurs notamment en affirmant que deux sources majeures de ces rapports, le commandant Ringle et Robert Shivers du FBI à Honolulu, n'avaient pas changé d'idée à propos de la loyauté des Japonais américains. Conséquemment, Munson annonça que son plan à propos du « problème japonais » sur la côte ouest se fondait sur des rapports qui étaient considérés bons même après l'attaque du 7 décembre. Il semblerait que la réaction initiale de Roosevelt face à ce plan ait été positive puisque le 20 décembre, soit après avoir lu le résumé du programme fait par Carter le 19 décembre, le Président aurait demandé à sa secrétaire de téléphoner à Carter afin que ce dernier contacte Hoover et l'Attorney General Biddle à ce propos. Le 23 décembre, Carter rapporta qu'il avait rencontré Hoover et Biddle et que ceux-ci étaient enthousiastes, qu'ils avaient offert leur entière coopération et qu'ils étaient tous d'accord sur le fait que Munson doive retourner à Washington afin de coordonner un effort interdépartemental basé sur les recommandations du plan Munson. Suite à cela, rien ne laisse présumer que Carter et Roosevelt eurent une discussion au sujet de ce plan. De plus, malgré les demandes

⁷¹ Rapport, Summary of Report on Program for Loyal West Coast Japanese, 19 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

multiples de Carter pour que le Président affiche publiquement son soutien aux Japonais américains loyaux, ce dernier n'entreprit point d'action en ce sens, et ce, malgré le fait que le rapport Munson du 22 décembre rappelait que les Japonais américains de la côte ouest se trouvaient dans une situation d'urgence⁷².

Durant les semaines suivant le rapport du 22 décembre, Roosevelt allait être absorbé par les nombreuses conférences stratégiques occasionnées par la visite du premier ministre britannique Winston Churchill à la Maison-Blanche. Pendant ce temps, il apparaît que l'intérêt du Président quant à la situation des Japonais américains diminua alors que celle-ci devenait de plus en plus précaire. Le 13 janvier 1942, alors que Churchill s'appêtait à quitter Washington, Carter envoya un mémo faisant état du peu de progrès accompli par rapport au programme pour régler le problème japonais sur la côte ouest. Entre autres, il notait que malgré une volonté de coopérer de plusieurs départements, ceux-ci étaient sans véritable autorité et une solution administrative à ce problème était la création d'un comité interdépartemental avec des pouvoirs exécutifs puisque jusqu'alors, travailler avec un comité sans pouvoir décisionnel était inefficace: « Dealing with them is like trying to swim through cold molasses.⁷³ » Toujours selon Carter, les recommandations générales du rapport Munson ne pourraient pas être appliquées tant qu'un tel type d'administration ne serait pas mis sur pied. Ce dernier souligna aussi l'Armée qui avait soumis les recommandations au général Dewitt, le commandant de la zone de la côte ouest des États-Unis, et que celui-ci n'avait toujours pas donné de nouvelles ou entrepris quoi que ce soit à ce sujet⁷⁴. À ce rapport, Roosevelt

⁷² Robinson, *By Order of the President*, p. 78-80; Rapport, Summary of Report on Program for Loyal West Coast Japanese, 19 décembre 1941; Mémo, Grace Tully à JFC, 20 décembre 1941; Rapport, Report and Suggestions Regarding Handling Japanese Question on the West Coast, 20 décembre 1941; Rapport, Full Report on Program for Dealing with West Coast Japanese Problem, 22 décembre 1941; Rapport, Progress Report on West Coast Japanese Situation, 23 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷³ Rapport, Progress Report on West Coast Japanese Problem, 13 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁴ Dewitt refusa d'implanter le plan Munson-Ringle, et ce, malgré le fait que le président Roosevelt l'encouragea à aller de l'avant. Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy*, p. 68.

ne répondit point, pas plus qu'il ne contacta les départements concernés. À ce moment, le plan Munson-Ringle était clairement loin d'être une priorité pour le Président⁷⁵.

Un autre rapport de Carter à FDR envoyé le 28 janvier vient confirmer cette dernière constatation. Au sein de ce rapport, il est fait mention qu'aucune action n'eût été prise à propos des recommandations de Munson et il est aussi annoncé que le département de la Guerre semblait minimiser la gravité de la situation. Afin de souligner l'urgence de la situation, Carter cita des informations obtenues par un agent britannique opérant sur la côte ouest stipulant que les agitations antijaponaises prenaient de l'ampleur et que les risques de violence à l'endroit de la population d'origine japonaise augmentaient en conséquence. Pour remédier à ce problème, Carter suggéra de donner l'autorité en matière de contrôle des Japonais américains au commandant Ringle du renseignement naval. Encore une fois, à l'exception du fait qu'il envoya une copie de ce mémo au secrétaire de la Guerre, Roosevelt ne donna pas suites aux requêtes de Carter et le plan Munson-Ringle mourut pour cause de négligence puisque le Président, qui au départ supportait le projet, n'entreprit pas d'initiative pour permettre son application. Conséquemment, le silence de la Maison-Blanche à propos de la loyauté des Japonais américains, et ce spécialement au moment où Knox fit son apparition publique au sujet d'une cinquième colonne, joua un rôle d'importance dans la stigmatisation des Japonais américains dans l'opinion publique⁷⁶. Quelques semaines plus tard, soit le 19 février 1942, notamment à la suite de pressions de l'Armée, de pressions populaires et aussi parce qu'il considérait la population japonaise américaine comme étrangère, le Président signa l'ordre exécutif 9066 décrétant la délocalisation des Isseis et des Niseis de la côte ouest sans oublier leur incarcération au sein de camps gardés situés dans la zone intérieure du pays.

⁷⁵ Rapport, rapport de Munson, 12 janvier 1942; Rapport, Progress Report on West Coast Japanese Problem, 13 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR; Robinson, *By Order of the President*, p. 80-81.

⁷⁶ Robinson, *By Order of the President*, p. 81-82; *A Tragedy of Democracy*, p. 62-63; Rapport, Progress Report on West coast Japanese Problem, 28 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

L'échec de la mise en application du plan Munson-Ringle permet de cerner une grande vulnérabilité de l'organisation Carter : puisque celle-ci opérait en dehors du système bureaucratique officiel (quoique cela puisse aussi avoir ses avantages), elle dépendait du support actif de FDR pour implanter les mesures qu'elle promulguait. En un sens, cela pouvait être grandement à l'avantage du Président puisque ce réseau avait été créé pour servir personnellement ce dernier. Toute recommandation faite par le réseau pouvait rarement voir le jour sans l'approbation de celui-ci et la restriction d'autonomie permettait d'assurer Roosevelt que tout ce qui était implanté par cette organisation dépendait principalement de sa personne. Bien qu'il soit clair que FDR perdit son intérêt face au projet Munson-Ringle, cela ne doit pas être vu comme un désaveu du réseau Carter. En outre, il faut indiquer que durant le temps où le réseau Carter était impliqué dans l'enquête sur la loyauté des Américains d'origine japonaise, il effectuait aussi d'autres assignations pour le compte du Président telles la surveillance du réseau Astor et la préparation d'une mission en Trinité (deux assignations que nous aborderons sous peu). De plus, durant le mois de janvier 1942, FDR accepta d'augmenter le budget du réseau Carter⁷⁷.

Aussi, comme le fait remarquer Robinson, le plan Munson-Ringle présenté par le réseau Carter, bien que moins dure que l'ordre exécutif 9066, se fondait aussi sur la discrimination raciale puisqu'il prévoyait des mesures particulières visant la population Issei; des mesures que Munson et Carter décrièrent lorsqu'elles furent appliquées aux Niseis. Qui plus est, le plan Munson-Ringle laissait sous-entendre que peu importe la loyauté des Isseis et Niseis, ceux-ci devaient faire l'objet d'un contrôle gouvernemental. Il nous faut aussi souligner qu'après l'attaque à Pearl Harbor, l'hystérie au sujet de la présence d'une cinquième colonne affligea Munson et Carter (sans toutefois qu'ils associent les Niseis et les Isseis à cette cinquième colonne). Au moment où Munson proposait son plan pour contrôler les Japonais américains, il recommandait aussi que le « Los Angeles-Long Beach Harbor Naval Defensive Sea Area », une zone que le réseau

⁷⁷ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 173.

Carter avait contribué à créer, soit agrandi et fortifié tout en proposant que certains officiers soient autorisés à déménager tout étranger en dehors de ladite zone. Ensuite, dans une lettre de Munson datée du 9 janvier 1942 adressée à Carter, et qui sera soumise à l'attention du Président, l'agent de Carter soutenait que ses enquêtes sur la côte ouest et à Hawaii lui avaient permis d'étudier les données de tous les services du renseignement américain et aussi certaines données du renseignement britannique et qu'il considérait qu'il y avait : « ... a definite wealthy and well entrenched fifth column in this country⁷⁸ ». Cette cinquième colonne serait composée d'agents nazis ayant réussi à obtenir la naturalisation américaine afin d'échapper à toute surveillance. Conséquemment, Munson proposait la suspension de l'habeas corpus pendant toute la durée de la guerre⁷⁹.

Contrairement au mémo du 13 janvier 1942 faisant état de manque de progrès quant au « problème japonais », Roosevelt manifesta son intérêt face au mémo à propos d'une cinquième colonne nazie et proposa à Carter de consulter le procureur général Biddle, possiblement le commissaire à l'immigration et Hoover du FBI. Quelques jours plus tard, soit le 19 janvier, Carter envoya un mémo au Président lui expliquant que comme demandé, il avait consulté Biddle et que ce dernier l'avait informé que le Congrès s'apprêtait à adopter une législation simplifiant la naturalisation de ceux qui l'avaient été sous de fausses raisons afin de permettre à la justice de combattre l'espionnage. Carter annonçait aussi qu'il avait été informé du fait que le département de la Justice avait préparé une *Joint Resolution* et un *Executive Order* afin de permettre aux autorités de détenir des citoyens pendant 19 jours et que cela constituait une modification de l'habeas corpus, mais que Biddle n'était pas prêt à promouvoir une telle démarche. En plus de démontrer que Munson et Carter étaient persuadés qu'une cinquième colonne était

⁷⁸ Mémo, Curtis Munson à JFC, 9 janvier 1942, p. 1, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁹ Robinson, *By Order of the President*, p. 82-83; Rapport, Report on San Pedro Defense Area Proposals, 24 décembre 1941; Mémo, Curtis Munson à JFC, 9 janvier 1942, p.1-2; Rapport, Progress Report on Combatting Fifth Column, 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

solidement implantée aux États-Unis et que l'habeas corpus devait être suspendu, cette correspondance nous permet de constater qu'au moment où Carter informait le Président des problèmes des habitants d'origine japonaise de la côte ouest, FDR était bien plus préoccupé par les risques de subversions et toute autre activité susceptible de nuire à l'effort de guerre⁸⁰.

L'examen des activités du réseau Carter face à la question des personnes d'origine japonaise habitant aux États-Unis permet de constater que Roosevelt était moins intéressé à promouvoir la loyauté de cette population qu'à s'assurer que ceux-ci, soit à cause d'une présumée participation à une cinquième colonne ou des risques de violences interraciales, ne constituassent pas une entrave à l'effort de guerre. Pour le Président, les possibles injustices que subirait la population concernée représentaient un moindre mal face aux impératifs visant à soutenir l'effort de guerre. De plus, comme nous l'avons dit, même si la majeure partie des rapports soumis au Président expliquait que la population étudiée était majoritairement loyale, certains résumés de Carter, qui insistent davantage sur les quelques points alarmistes des rapports, ont pu contribuer à ce que le Président considère le patriotisme des habitants d'origine japonaise comme suspect⁸¹. Toutefois, dans l'ensemble, le réseau Carter a su évaluer la situation avec justesse en affirmant à plusieurs reprises que la population d'origine japonaise était essentiellement loyale et qu'elle ne représentait pas un danger pour la sécurité intérieure. À cet effet, nous sommes en accord avec l'historien du renseignement, Bradley F. Smith, lorsqu'il affirme: « But it must be emphasized that amid the fifth column paranoia, and despite the preparation of emergency prewar internment plans for a select group of Japanese-Americans by Donovan and Carter, their organizations kept much cooler heads on the issue than did most authorities in Washington or Sacramento.⁸² »

⁸⁰ Mémo, Curtis Munson à JFC, 9 janvier 1942, p.1-2; Rapport, rapport de Munson, 12 janvier 1942; Rapport, Progress Report on West Coast Japanese Problem, 13 janvier 1942; Rapport, Progress Report on Combatting Fifth Column, 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁸¹ Robinson, *By Order of the President*, p. 82, 109-110, 124.

⁸² Smith, *The Shadow Warriors*, p. 100.

Au niveau organisationnel, la fin de cette assignation amena quelques changements au sein des effectifs du réseau Carter. Premièrement, le 19 janvier 1942, Carter envoya un mémo au Président en indiquant que malgré le bon travail d'Irwin, il avait ses raisons de croire que son agent avait été identifié, et confondu avec Munson par les services de renseignements japonais. Toujours selon lui, son agent n'aurait point su se limiter à la technique d'observation non obstructive et il aurait permis qu'on l'identifie comme un agent semi-officiel du département d'État. Jugeant qu'Irwin pouvait tout de même rester utile, il recommanda son transfert à l'OFF, au « Censorship » ou au sein du CIO. Deuxièmement, il est à noter que dans un mémo datant du 7 novembre 1941, Munson souligna qu'il avait probablement été identifié par le renseignement japonais. Après avoir été employé par Carter pour enquêter sur les risques de subversion en Martinique et sur la côte ouest américaine, Munson ne sera pas appelé à enquêter de nouveau sur ce type d'activité, mais il n'est pas clair que sa possible identification par le renseignement japonais est à l'origine de ce fait. Quoi qu'il en soit, tôt en 1942, il allait être assigné à l'étude de l'« Alaska Highway » et des installations de défense des Aléoutiennes et de l'Alaska. Quant à l'évaluation que Carter fit de cette assignation, au sein d'un résumé post-événementiel des activités de son organisation à Truman, il expliqua que son unité avait mené avec succès une enquête sur la loyauté politique des Japonais américains, mais qu'à la suite de Pearl Harbor, celle-ci avait été en partie neutralisée en raison des décisions mal avisées de l'Armée⁸³. Même s'il est vrai que la plupart de ses recommandations ne furent point implantées avec succès, son évaluation de la situation générale peut être considérée comme juste.

L'examen des activités du réseau Carter que nous avons jusqu'ici couvertes permet de constater que l'organisation Carter entretenait des liens de coopération avec diverses

⁸³ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 1-3, DJFC HSTL; Lettre, Curtis Munson à JFC, 7 novembre 1941; Mémo, Memorandum on West Coast Japanese, 10 novembre 1941, NARA; Mémo, Supplementary Memo on Irwin's Report, 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

agences du renseignement. Nous avons aussi vu que certains rapports du réseau Carter pouvaient contenir des composantes évaluatives face aux autres organisations du renseignement. À cela, il nous faut ajouter que le réseau Carter élaborait des rapports dont l'accent principal était l'évaluation de diverses composantes des services de renseignements. En effet, FDR employait le réseau Carter pour espionner son propre système officiel du renseignement et cela lui permettait de bénéficier d'évaluation qui n'avait pas à passer par la bureaucratie officielle pour parvenir jusqu'à sa personne.

Un rapport de Carter pour FDR daté du 30 juillet 1941 au sujet du DNI (*Director of Naval Intelligence*) Alan Goodrich Kirk constitue une des premières manifestations du réseau Carter donnant lieu à un mémo spécialement dédié à l'évaluation d'un service américain du renseignement. De fait, à un moment où le renseignement naval faisait l'objet de querelles internes entre le DNI Kirk de l'ONI, Richmond Kelly Turner du « War Plans Division » et le *Director of Naval Communications*: l'amiral Leigh Noyes⁸⁴, le rapport de Carter précisait qu'une source fiable (qui est toujours inconnue jusqu'à ce jour) stipulait que le capitaine Kirk était extrêmement insatisfait et qu'il comptait démissionner, notamment parce qu'il n'était pas invité à la Maison-Blanche pour donner des informations sur des sujets stratégiques, parce qu'il n'était pas satisfait de son assistant et aussi car il éprouvait de la jalousie envers l'organisation de Bill Donovan (COI) (à ce sujet, précisons que ce dernier avait remplacé Kirk en tant que contact le plus près du renseignement naval britannique). En guise de conclusion à son court mémo, Carter ajouta: « Kirk is regarded as an able officer and a fine man by those who know him. I do not. No suggestion offered beyond these statements.⁸⁵ » En octobre 1941, Kirk

⁸⁴ Pour résumer, disons que le conflit entre Kirk de l'ONI et le *Director of Naval Communications* concernait la gestion des données recueillies par Magic, alors que celui entre Kirk et Turner s'explique par le fait qu'ils envisageaient tous deux la création d'un centre américain de planification navale servant les besoins opérationnels des commandants en mer et produisant des estimés stratégiques. Par ailleurs, Kirk pensait que l'ONI devait être le noyau (nucleus) d'un tel projet alors que pour Turner, cela devait tomber sous les prérogatives de la « War Plans Division ». Pour des explications plus détaillées, voir : Dowart, *Conflict of Duty*, p. 148-161.

⁸⁵ Mémo, Memorandum Concerning Chief of O.N.I. Kirke, 30 juillet 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

fit une demande pour être transféré à une assignation en mer. Le poste de DNI fut confié à Theodore Stark Wilkinson⁸⁶.

Peu de temps après l'affaire Kirk, au mois de décembre 1941, à la suite de plaintes provenant de l'ONI, du FBI et du MID, FDR chargea Carter d'enquêter sur les problèmes entre les diverses agences du renseignement à New York et plus particulièrement à propos de l'agent présidentiel Vincent Astor qui, depuis mars 1941, occupait aussi la position officielle de contrôleur de secteur pour la zone de New York⁸⁷. En effet, la nouvelle fonction d'Astor l'amena à être confronté à divers conflits avec les organisations du renseignement. Astor avait été hospitalisé au mois d'octobre dernier (en raison de maux d'estomac dont la cause est peut-être la surcharge de travail liée à ses fonctions). Cette hospitalisation laissait croire que le contrôleur de la région de New York ne serait plus tout à fait à jour à propos de la situation. Un rapport de Carter à FDR daté du 5 décembre 1941 fait état d'une rencontre, décrite comme cordiale, entre Astor et Carter et il est fait mention que les deux principaux intéressés s'étaient entendus pour travailler de concert: « We also agreed as to the future lines of Cooperation and I immediately arranged contact between him and the man who really heads my work in his area.⁸⁸ » Au sein du même mémo, Carter informa Roosevelt (avec la mention confidentielle) que son homme à New York est un vieil ami d'enfance ayant travaillé en étroite collaboration avec Frank Polk dans le domaine du renseignement politique

⁸⁶ Dowart, *Conflict of Duty*, p. 162-163; Mémo, Memorandum Concerning Chief of O.N.I. Kirke, 30 juillet 1941, bobine 1, Microfilms FDR

⁸⁷ Ainsi, en mars 1941, Astor exerçait une fonction double pour le compte de FDR : premièrement, il bénéficiait d'une directive présidentielle lui donnant autorité sur toutes les autres agences du renseignement opérant dans la zone de New York faisant ainsi office de coordinateur des différents services du renseignement. Deuxièmement, il continuait son travail secret d'agent personnel pour le compte du Président, notamment en poursuivant des activités illégales et secrètes telle l'ouverture du courrier diplomatique qui transigeait aux Bermudes et en Trinité. Dowart, *Conflict of Duty*, p. 167.

⁸⁸ Rapport, Report on Talk with Vincent Astor, 5 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

pendant la Première Guerre mondiale. Cet ami de Carter, dénommé T. R. Coward, était président du « Yale Club » et dirigeant de la maison d'édition Coward-McCann⁸⁹.

Quelques jours après Pearl Harbor, soit le 11 décembre, Carter téléphona à la Maison-Blanche afin d'informer FDR du fait qu'« Astor is still very confused and suspicious about the whole problem of investigation in the New York district.⁹⁰ » De plus, Carter ajouta qu'Astor disait ne pas savoir ce que Carter était censé faire et il rapportait que le FBI constatait « ... a great deal of duplication of effort and Astor says there is not⁹¹ ». Peu de temps après, FDR indiqua à sa secrétaire personnelle (Grace Tully) d'envoyer la directive suivante à Carter : « Tell him to keep his New York operations in a different sphere from that of Vincent Astor or F.D.I.⁹² » Les rapports subséquents de Carter à propos de la situation du renseignement à New York ne furent pas aussi critiques à l'égard d'Astor. À la fin du mois de décembre, après consultation avec les divers services (c.-à-d. l'ONI, le MID, le FBI et Astor), Carter conclut que ceux-ci apparaissent maintenant être en relation harmonieuse et prêts à faire des concessions au sujet des juridictions afin d'aider à ce que le travail soit effectué. Afin d'améliorer le renseignement du district de New York, Carter proposa à Roosevelt de nommer un responsable à Washington pour que celui-ci opère un lien entre les recommandations d'Astor (et aussi les autres organisations impliquées à New York) et les décisions exécutives prises à Washington. À cet effet, Carter proposa sa propre organisation pour occuper cette fonction en avançant que le COI de Donovan pouvait apparaître comme un choix tout aussi logique, mais que certaines raisons transitoires n'en feraient pas le canal le plus rapide. Tout compte fait, il est clair que Carter ambitionnait d'augmenter les prérogatives de son réseau dans le district de New York. À titre de réponses à propos de

⁸⁹ *Ibid*, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹⁰ Mémo, Grace Tully à FDR, 11 décembre 1941, bobine, Microfilms FDR.

⁹¹ *Ibid*, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹² *Ibid*, bobine 1, Microfilms FDR.

ces divers rapports sur les problèmes de la région de New York, le Président indiqua à Carter de consulter le FBI, l'Armée et la Marine. Dans un rapport daté du 31 décembre, Carter informa FDR que Donovan s'était montré peu réceptif à propos de l'idée que son organisation ait à partager ses informations avec un comité du renseignement new-yorkais et cela laissait présager que les autres services du renseignement se seraient pas plus coopératifs. Le projet de Carter de devenir le relais entre New York et Washington n'allait donc pas se concrétiser⁹³. Quant à Astor, son rôle dans le domaine du renseignement allait progressivement perdre de l'importance.

En janvier 1942, un article paru dans le *Journal American* faisait lumière sur certaines assignations d'Astor dans le domaine du renseignement. Astor informa Roosevelt du fait qu'il ignorait d'où pouvait provenir cette fuite et que l'article contenait assez de faits véridiques pour risquer de compromettre ses opérations. Fort de ses nombreux contacts et de sa grande influence, Astor réussit à faire publier un démenti dans l'édition suivante du journal. Toutefois, le mal était déjà fait et FDR recourra de moins en moins au service de son voisin et ami de longue date (la famille Astor, comme celle de Roosevelt, habitait Hyde Park dans l'État de New York). L'utilité d'Astor en tant qu'espion était pratiquement enrayée. Astor continua son travail de contrôleur de secteur jusqu'en 1944, mais ce poste consistait alors principalement à trouver des navires de pêche capables d'assister les convois dans l'Atlantique en agissant en tant que patrouille auxiliaire participant à la protection des convois et à la localisation de sous-marins ennemis. Au sein de *Roosevelt's Secret War*, Persico avance que John Franklin Carter (qui comme nous l'avons vu, ambitionnait de consolider son réseau dans le district de New York et se plaignait d'Astor) doit être considéré comme un suspect principal lorsqu'il s'agit de déterminer qui aurait dévoilé les activités d'Astor au *Journal American*. Bien qu'il nous soit impossible de prouver cette hypothèse, celle-ci nous

⁹³ Rapport, Summary of Preliminary Report on Intelligence Problems in New York Area, 18 décembre 1941; Mémo, FDR à JFC, 23 décembre 1941; Rapport, Progress report on Intelligence Problems in the New York Area, 27 décembre 1941; Mémo, FDR à JFC, 29 décembre 1941; Rapport, Second Progress Report on Intelligence Problems in the New York Area, 31 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

semble crédible. Peu importe l'instigateur du coup envers Astor, il est clair que cet épisode allait provoquer le déclin d'Astor et les doléances de Carter au sujet d'Astor n'ont sûrement pas encouragé FDR à utiliser davantage les services d'Astor⁹⁴.

Le réseau Carter pouvait aussi produire des rapports à propos de lacunes des services du renseignement afin de contribuer à une éventuelle évaluation desdits services. Par exemple, à la suite de l'offensive surprise allemande en janvier 1945 (la bataille des Ardennes débute dès la mi-décembre 1944), Carter envoya un court mémo à FDR à propos du G-2 et du général Bissel en indiquant certaines lacunes attribuables aux décisions de ce dernier et en indiquant que les informations transmises pourraient s'avérer utiles s'il était décidé de passer en revue les façons de procéder du renseignement de l'Armée puisque cette organisation était alors sujette à de nombreuses critiques en raison de son inhabilité à entrevoir l'attaque-surprise allemande⁹⁵. Si Roosevelt avait toujours été en vie après la guerre, ce type d'information aurait certainement pu être utile au Président dans ses décisions ultérieures quant aux modifications à apporter au système du renseignement d'après-guerre⁹⁶. Nous avons vu que le réseau Carter permettait au Président d'être régulièrement informé à propos des performances de diverses agences du système du renseignement. Cependant, la qualité des sources de Carter pouvait être difficilement évaluée. De plus, nous avons vu que certains rapports de Carter n'étaient sûrement pas toujours impartiaux dans la mesure où ce dernier cherchait à consolider son propre système. À ce sujet, nous verrons

⁹⁴ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 171-172; Jeffrey M. Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », *New York History*, vol. LXII, no. 3, juillet, 1981, p. 321-322.

⁹⁵ Rapport, Military Intelligence, G-2, U.S. Army, 27 décembre 1944, p. 1-2; Rapport, Report on Military Intelligence, G-2, U.S. Army, 2 janvier 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

⁹⁶ Il est aussi pertinent de noter que le réseau Carter n'était pas à l'abri de la compétition interservices. Par exemple, en janvier 1942, le FBI envoya un mémo au procureur général Biddle soutenant que Carter avait dépensé 350\$ de la poche des contribuables afin de payer des cocktails «for the upper crust in New York. » Kenneth O'Reilly, « A new Deal for the FBI: The Roosevelt Administration, Crime Control, and National Security », *The Journal of American History*, vol. 69, no.3, 1982, p. 653.

ultérieurement que Carter allait tenter à plusieurs reprises d'étendre les prérogatives de son réseau.

Les rapports que nous avons examinés jusqu'à maintenant permettent de donner une idée générale de toute l'étendue de la diversité des sujets d'enquête du réseau Carter. De fait, Carter pouvait enquêter sur tout ce qu'il considérait lié à l'effort de guerre et susceptible d'intéresser le Président. Cela pouvait par exemple concerner la loyauté des citoyens, la production industrielle et le transport, l'efficacité de divers départements ou encore, l'enseignement donné aux soldats. En d'autres mots, rien n'était à l'abri du regard curieux du réseau Carter. Cette diversité des sujets d'enquêtes avait certainement à voir avec le fait que l'une des forces du réseau Carter était que, n'étant pas identifiée officiellement avec les instances gouvernementales, l'organisation pouvait opérer sans être obstruée par des limites juridictionnelles. Toutefois, l'anonymat comportait aussi sa part d'inconvénients. Par exemple, une correspondance entre Carter et Vannevar Bush (conseiller scientifique de FDR et directeur de l'« Office of Scientific Research and Development ») laisse comprendre que Carter désirait obtenir des informations afin d'évaluer la faisabilité d'un moteur à combustion interne secrètement considéré par la Marine (nous examinerons l'implication du réseau Carter dans l'évaluation d'inventions au sein du chapitre VI). Vannevar Bush se refusa à communiquer des informations sans que Carter lui présente ses directives présidentielles à cet effet. Quelques jours avant, invoquant une directive présidentielle qui exigeait que le réseau Carter traite avec plusieurs départements, Carter fit une demande afin que le Président lui accorde une preuve quelconque de son autorité. Pour ce faire, Carter rédigea une lettre adressée à sa propre personne avec l'espoir que Roosevelt appose sa signature sur celle-ci. Cette lettre allait comme suit ⁹⁷:

⁹⁷ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 172-173; Mémo, Memorandum for Grace, 24 décembre 1941; Mémo, JFC à Grace Tully, 26 décembre 1941; Lettre, Vannevar Bush à JFC, 1 janvier 1942, bobine1, Microfilms FDR.

« Dear Jack, In order to facilitate the execution of your assigned duties and to assure to you and your representatives the friendly cooperation of the other Government services, you should establish personal contacts with the heads of Federal Bureaus, Departments and Agencies and with other Intelligence Services within your discretion as may seem necessary from time to time. For this purpose, you are authorized to communicate the contents of this letter to the individual officials involved and to supply the Department of State and the Federal Bureau of Investigation with a complete list of your operating personnel for purpose of identification. Yours, F.D.R.⁹⁸ »

Roosevelt n'accepta pas d'endosser cette proposition et la lettre de Carter resta sans réponse. Cela laisse comprendre que le Président jugeait plus avantageux que le réseau Carter opère sans identification même si cela pouvait occasionner des délais lorsque certaines autorités refusaient de coopérer. Pour le Président, un des avantages de bénéficier d'un réseau non officiel était que cela lui permettait de ne pas être associé à celui-ci, et dès lors, à garder ses mains propres. Comme le fait remarquer Persico, ce refus de FDR ne doit pas se traduire en signe d'insatisfaction envers le réseau Carter puisqu'au même moment que son refus, soit en janvier 1942, FDR accepta aussi d'augmenter le budget de Carter. De plus, peu de temps après, le Président autorisa le deuxième voyage d'un agent de Carter en direction des Caraïbes. Parfaitement conscient que le système du renseignement était en transformation, Carter tentera à nouveau d'augmenter les prérogatives de son agence, et ce, notamment en cherchant à s'impliquer dans la guerre psychologique et dans la refonte du système du renseignement américain⁹⁹. Avant d'examiner l'implication du réseau de Carter dans ce dernier domaine, nous proposons d'examiner les assignations du réseau Carter dans les Caraïbes. Puisque ces assignations ne furent jamais l'objet de recherche, nous avons choisi de traiter celles-ci dans un chapitre qui leur est entièrement consacré.

⁹⁸ Lettre, lettre d'autorisation par JFC, 26 décembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹⁹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 172-173.

CHAPITRE III

LES ASSIGNATIONS DANS LES CARAÏBES

Durant le deuxième conflit mondial, les possessions anglaises et françaises situées dans les Caraïbes vont s'avérer un intérêt stratégique certain pour les États-Unis. Pendant cette période, cette zone hautement stratégique en ce qui concerne la défense du continent américain fut le théâtre de missions de l'organisation Carter pour le compte personnel du président Roosevelt¹. Au cours de ce chapitre, nous étudierons les trois missions entreprises par le réseau Carter au sein de possessions caribéennes françaises et anglaises. La première de ces missions s'est déroulée en Martinique et en Guadeloupe alors que les deuxièmes et troisièmes missions se sont déroulées en Trinité (avec l'ajout de la Guyane Britannique pour la troisième mission). Nous allons voir que l'examen de ces assignations permet de comprendre leur nature, leur possible impact et d'évaluer leur valeur aux yeux du Président. Penchons-nous d'abord sur le cas de la mission en Martinique et en Guadeloupe qui s'est déroulée au mois d'août 1941.

Le 17 juin 1940, la France demande l'armistice à l'Allemagne. La chute précipitée de cette nation européenne altère la problématique de défense du continent américain pour la puissance états-unienne qui, à cette date, n'est toujours pas entrée en guerre. En effet, la France avait des possessions en Amérique et l'avenir de celles-ci devient incertain. Parmi

¹ Il nous faut noter que l'intérêt de FDR pour le renseignement à propos des Caraïbes était bien antérieur à la Deuxième Guerre mondiale. De fait, dès 1933, avec l'aide de Vincent Astor qui agissait à titre d'intermédiaire, Roosevelt bénéficiait d'informations recueillies par le réseau secret « The Room » à propos des conditions générales dans les Caraïbes et du canal de Panama. Continuant à opérer sous le nom « The Club » pendant la guerre, ce réseau procédera notamment à l'examen illégal du contenu des courriers diplomatiques acheminés par le biais des Bermudes pour le compte du Président. Jeffrey M. Dowart, « The Roosevelt-Astor Espionage Ring », *New York History*, vol. LXII, no. 3 juillet 1981, p. 312-316.

les possessions françaises au sein du nouveau monde, il faut compter les îles de Saint-Pierre et Miquelon près de la côte sud de Terre-Neuve, la Guyane française en Amérique du Sud ainsi que les îles de la Martinique et de la Guadeloupe dans les Caraïbes². Bien qu'ayant connaissance du durcissement de la politique pro-allemande de Vichy, Roosevelt considère que le maintien des relations diplomatiques avec la France permettra d'obtenir des garanties concernant la flotte et l'Empire français dont l'importance reste cruciale pour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Dès le début des hostilités en Europe, le Président estime que si la Grande-Bretagne peut vaincre l'Allemagne, les États-Unis seront épargnés d'une possibilité d'intervention dans le conflit³. Tant que la flotte anglaise n'est pas vaincue sur l'Atlantique, Roosevelt considère que les États-Unis auront peu à craindre pour la défense de l'hémisphère occidental.

Ainsi, l'objectif principal de la politique des États-Unis face à Vichy consiste à s'assurer que le régime respecte les termes de l'armistice afin que la flotte française ne tombe sous l'emprise de l'Axe. Au début du régime vichyste, une lutte de pouvoir se déroule entre une faction dirigée par Pierre Laval, qui se veut une collaboration plus étroite avec l'Allemagne, et une autre faction, qui est pour une stricte adhérence aux termes de l'armistice. Naturellement, les États-Unis vont tenter d'encourager cette deuxième faction. Un des chefs de cette faction est le ministre de la Défense nationale, le général Maxime Weygand. Pour l'administration Roosevelt, cet homme représente la clé de ce qui est aujourd'hui connu sous le nom de « Vichy Gamble ». Cette stratégie s'appuyait sur la prémisse qu'advenant une collaboration de Vichy avec l'Allemagne qui outrepasserait les termes de l'armistice, le général pourrait être encouragé à rompre avec

² Stetson Conn et Byron Fairchild, *The Framework of Hemisphere Defense*, by Stetson Conn and Byron Fairchild, Washington, Office of the Chief Military History, Dept. of the Army, 1960, p. 49.

³ À la suite du « Neutrality Act » du 4 novembre 1939, les États-Unis sont en mesure de marchander de l'armement avec les nations belligérantes en fonction du principe du principe *cash and carry*. David M. Kennedy, *Freedom from Fear: The American People in Depression and war, 1929-1945*, New York, Oxford University Press, 1999, p. 433-434.

le gouvernement, à amener la flotte française en Afrique du Nord et à établir un gouvernement indépendant en ces lieux⁴.

Outre les garanties à propos de la flotte française et le « Vichy Gamble », les possessions françaises de l'hémisphère occidental ont pour Roosevelt un intérêt stratégique qui l'incite au maintien des relations diplomatiques avec Vichy. D'un autre côté, il ne faudrait pas que les possessions françaises de l'hémisphère occidental aident le régime du Führer d'une manière ou d'une autre (renseignements météorologiques, ravitaillement des *U-boats* (des sous-marins allemands), utilisation des moyens de communication à des fins de propagandes, etc.)⁵.

Comme nous l'avons vu, les îles de Saint-Pierre et Miquelon près de la côte sud de Terre-Neuve, la Guyane française en Amérique du Sud ainsi que les îles de la Martinique et de la Guadeloupe dans les Caraïbes constituent les possessions de la France au sein de l'hémisphère occidental. L'administrateur de ces possessions, soit le chef du Théâtre de l'Atlantique-Ouest et haut-commissaire de la République aux Antilles et en Guyane française, est l'amiral Georges Robert, un amiral à la retraite admis à reprendre le service en raison des événements internationaux. Ce dernier arrive en Martinique le 14 septembre 1939 à bord du navire Jeanne d'Arc⁶.

À la suite de la débâcle française du printemps 1940, la Martinique devient la possession française la plus importante aux yeux des Américains quant aux questions de défense de l'Amérique. En plus d'être le plus important centre administratif et

⁴ Au début de 1941, le général Weygand hérite du commandement de l'Afrique du Nord. Les États-Unis assignent Robert Murphy, un diplomate de carrière, comme agent de liaison avec le général. L'amiral William Leahy, alors gouverneur à Porto Rico, devient ambassadeur à Vichy. Fitzroy André Baptise, *War, Cooperation, and Conflict: The European Possessions in the Caribbean, 1939-1945*, New York, Greenwood Press, 1988, p. 70-71.

⁵ Jean-Baptiste Duroselle, *Politique étrangère de la France: l'abîme: 1939-1944*, Paris, Éditions du Seuil, 1990, p. 328.

⁶ François Kersaudy, *De Gaulle et Roosevelt: le duel au sommet*, Paris, Perrin, 2004, p. 80-81.

économique des colonies françaises d'Amérique, cette colonie possède un port et abrite plusieurs navires de la flotte française. Parmi les navires présents après le 17 juin 1940 à Fort-de-France, la capitale, il faut citer un porte-avions, le Béarn, qui avec une charge d'une centaine d'avions de poursuite américains et un complément de 700 hommes devait prendre la route de la France, au moment où cette dernière n'avait pas encore conclu d'armistice avec l'Allemagne hitlérienne⁷. Aussi attaché à Fort-de-France, figurait le croiseur Émile Bertin; un navire plus rapide que tout ce que les États-Unis possédaient alors dans la zone des Caraïbes. En plus d'un équipage de 500 hommes, ce croiseur était arrivé en Martinique avec en son bord des réserves d'or du gouvernement français d'une valeur d'environ un quart de billion de dollars. Il faut aussi compter des navires marchands armés soit l'Esterel, le Barfleur et le Quercy. Chacun de ces navires comprenait environ 50 hommes. Quant au navire Jeanne d'Arc, navire qui avait conduit l'amiral Robert en Martinique, il avait jeté l'ancre en Guadeloupe avec un équipage de 700 hommes. Au total, les forces françaises dans les Caraïbes comprenaient environ 2 400 hommes, dont 1 800 en Martinique, 175 en Guadeloupe et 475 en Guyane française⁸.

Afin d'éviter que les avions, navires ainsi que l'or français tombent sous le contrôle allemand, les Britanniques imposent un blocus maritime à la Martinique et la Guadeloupe le 4 juillet 1940. Opposé à ce que les Britanniques ou la France libre prennent éventuellement le contrôle de la colonie française, et aussi pour y construire des bases militaires et navales, le président Roosevelt ordonne le 6 juillet à la Marine d'envoyer un croiseur et six contre-torpilleurs américains en patrouille dans les environs de la Martinique. Fait inusité, cela occasionne donc un double blocus de la possession française. Au mois d'août, alors que l'Armée et la Marine préparaient un plan d'occupation de la Martinique au cas où cela deviendrait nécessaire, le département d'État et la Marine réussissent à négocier une entente informelle pour rétablir la situation.

⁷ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 49-50.

⁸ Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 53-64.

Même si l'amiral Robert n'a jamais accepté de se défaire des avions, de l'or ou de joindre sa force à celle de la France libre, il en vient tout de même à accepter une entente informelle avec un représentant de la marine américaine: le contre-amiral John W. Greenslade⁹. Ce dernier, membre du Conseil supérieur de la marine des États-Unis et à la tête de la commission américaine sur les prêts de bases dans le cadre du « Destroyers-Bases Agreement », se rend en Martinique au début d'août¹⁰.

Selon les termes de cette entente, d'un côté, l'amiral Robert autorise le stationnement d'un observateur naval américain à Fort-de-France et l'établissement de consulats américains en Martinique, en Guyane française et à Saint-Pierre et Miquelon. De l'autre côté, l'amiral Greenslade promet que les États-Unis fourniront les possessions françaises dans leur besoin de pétrole et nourriture. Cette entente permet donc d'immobiliser la force française et aussi de calmer les Britanniques qui retireront leur blocus naval et leur demande d'annexion de la garnison française de la Martinique sous le commandement de la France libre. En somme, l'entente permet d'atteindre le statu quo en ce qui concerne les possessions françaises dans le Nouveau Monde¹¹. Cependant, comme le montrent certains événements subséquents, les doutes vis-à-vis du régime vichyste vont persister et un débarquement américain en Martinique reste une possibilité réelle.

À la fin du mois d'octobre 1940, inquiétés par l'entrevue de Montoire entre Pétain et Hitler, les États-Unis avisent le gouvernement de Vichy que la collaboration avec le régime nazi pourrait briser l'amitié traditionnelle entre les Français et les Américains et amener les États-Unis à occuper les possessions françaises de l'hémisphère occidental. Autant les États-Unis que la Grande-Bretagne sont préoccupés par la possibilité que le régime de Vichy permette à des unités de sa marine en provenance de Dakar et de la Martinique de participer à des opérations avec l'Axe contre la marine britannique. Dans

⁹ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 50.

¹⁰ Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 68-72.

¹¹ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 51.

l'attente d'assurances du gouvernement de Vichy, Roosevelt, qui préférerait tout de même le maintien du statu quo, demande à la Marine d'établir un plan d'urgence permettant d'occuper la Martinique et la Guadeloupe avec un préavis de trois jours. Malgré la mise en branle du plan, la « War Plans Division », le général Marshall ainsi que Stimson, secrétaire de la Guerre, craignent qu'une opération en Martinique soit impossible dû à un niveau d'entraînement insuffisant des troupes. Même si l'opération se révélait être réalisable, ils doutent aussi de la sagesse d'une telle entreprise. À cet effet, Stimson fait remarquer qu'une telle opération pourrait inciter l'Afrique française à rejoindre l'Allemagne¹².

Finalement, un déploiement américain est évité grâce à un nouveau *gentleman agreement* conclu le 3 novembre entre l'amiral Greenslade et l'amiral Robert. Ce dernier sait pertinemment qu'il fait face à un risque de bombardement et d'occupation. Toujours en échange de carburant et de nourriture, l'amiral Robert s'engage à ne pas déplacer la flotte française excepté pour des raisons d'entretiens ou de contacts administratifs avec les autres colonies du secteur des Caraïbes. Si de tels déplacements devaient avoir lieu, un préavis de deux jours serait envoyé au consulat américain et à l'observateur de la Marine situé à Fort-de-France. De plus, l'amiral Robert s'engage à clouer au sol ses avions et à garder les réserves d'or arrivées en juin en Martinique. L'amiral s'engage aussi à aviser les autorités américaines si le gouvernement de Vichy propose son remplacement. Une clause de l'entente autorise désormais les États-Unis à survoler une partie définie du territoire de la Martinique et de faire atterrir leur patrouille à Fort-de-France. Pour s'assurer du bon fonctionnement de l'entente, le commandant Ernest J. Blakenship est assigné à Fort-de-France à titre d'observateur naval. Une fois cette entente conclue, Roosevelt bénéficie d'une plus grande assurance quant à la neutralisation de la flotte française dans les Caraïbes. De plus, les États-Unis peuvent maintenant effectuer

¹² Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 84-86.

une surveillance aérienne « restreinte » de la Martinique¹³. En somme, la politique de FDR à l'endroit des colonies françaises en Amérique reste le maintien du statu quo tant et aussi longtemps que ces possessions ne sont pas utilisées au détriment des républiques d'Amérique¹⁴.

Roosevelt reste tout de même préoccupé par la situation en Martinique et en Guadeloupe¹⁵. Lorsque, le 15 mai 1941, le maréchal Pétain annonce la collaboration avec le régime nazi, Roosevelt et ses conseillers interprètent cette nouvelle comme un indice montrant que les Allemands projettent une avancée vers le sud de l'Atlantique, pour faire

¹³ Selon les mémoires de l'amiral Robert à propos de son rôle dans les Antilles, cette deuxième visite de Greenslade était motivée par un désir de recevoir des garanties supplémentaires à propos de l'or, ce qui fut fait, et aussi afin de proposer l'implantation d'une base américaine, ce qui aurait été refusé. Dans son article « Antilles 1940, simple récit d'un jour critique », Michel de Lombarès, un homme accueillant favorablement la justification de la politique choisie par l'amiral Robert au sein des mémoires de ce dernier, fait mention des implications du rôle joué par le major Harold Douglas Harris lors des négociations entre Greenslade et Robert. Harris aurait été choisi pour accompagner Greenslade afin d'obtenir des informations sur les rumeurs d'utilisation de la Martinique pour des sous-marins allemands (car celles-ci préoccupaient le Président) et parce qu'advenant un débarquement américain en Martinique et en Guadeloupe, ce dernier serait responsable du débarquement. Ayant été officier stagiaire à l'École supérieure de guerre française et étant capable de s'exprimer en français, il aurait su gagner la confiance de quelques officiers de l'armée de terre stationnés en Martinique et cela lui aurait permis de juger que ceux-ci étaient profondément hostiles à l'utilisation de la Martinique par des sous-marins allemands. Par la suite, Harris aurait grandement aidé à convaincre Greenslade qu'il fallait faire confiance aux autorités des Antilles françaises. À son retour à Washington, ce dernier rapportera cette idée à l'amiral King, et par lui, à la Maison-Blanche. Amiral Georges, *La France aux Antilles de 1939 à 1943*, Vaduz, Liechtenstein, Calivran, 1950, p. 85-86; Michel Lombarès, « Antilles 1940: simple récit d'un jour critique », *La France aux Antilles de 1939 à 1943*, Amiral George Robert, p. XV-XXI.

¹⁴ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 85-87.

¹⁵ En effet, peu de temps après avoir remporté l'élection de 1940, lors de voyage de repos dans les Caraïbes à bord de l'USS Tuscaloosa, Roosevelt se rend au large des côtes de Martinique et observe le porte-avion français Béarn qui est alors amarré au port de Fort-de-France. Dans ses mémoires, l'amiral Robert dit avoir été informé le 7 décembre 1940 que lors de son passage près de la Martinique, le Président désirait qu'un torpilleur de l'escorte américaine soit autorisé à pénétrer dans les eaux territoriales françaises afin d'y embarquer les deux représentants américains (le consul et l'observateur naval). Toujours selon les mémoires de l'amiral, ce dernier aurait donné son autorisation tout en chargeant les deux représentants américains de présenter ses respects au Président et de lui renouveler l'assurance de sa ferme volonté de s'en tenir aux accords précédemment établis avec le gouvernement des États-Unis. À leur retour, l'observateur naval et le consul auraient apporté les assurances de la haute considération personnelle et de la confiance du Président. Robert, *La France aux Antilles*, p. 99; David Stafford, *Roosevelt and Churchill, Men of Secrets*, Woodstock, New York, The Overlook Press, 1999, p. 46-47; William D. Leahy, *J'étais là, Amiral William D. Leahy*, Paris, Plon-Nourrit, 1951, p. 98.

suite à leurs récentes victoires dans l'est de la Méditerranée, et ce, dans le but de rendre la Grande-Bretagne définitivement hors combat. Le 16 mai 1941, alors que Churchill affirme que les États-Unis doivent occuper la Martinique, le lendemain, quatre démocrates, membres du « Senate Foreign Relations Committee », déclarent publiquement qu'ils sont en accord avec ce plan d'action. Le chef du G-2, le brigadier général Sherman Miles, prend aussi un ton alarmiste en informant le général Marshall, qui a demandé une évaluation des cas de la France et des Caraïbes, que Vichy a capitulé et qu'il faut s'attendre à ce que ce gouvernement fasse tout ce que l'Allemagne désire. Bien qu'il n'envisage pas de débarquement allemand dans l'hémisphère occidental dans un avenir rapproché, la possibilité que les Allemands mettent la main sur la flotte française à Dakar amène le général Marshall à considérer un examen du plan à propos de la Martinique ainsi qu'un renforcement militaire de la zone des Caraïbes¹⁶. À la suite du rapprochement entre la France et l'Allemagne et d'un rapport stipulant que le croiseur Émile Bertin aurait quitté la Martinique en direction de l'Afrique de l'Ouest, la patrouille américaine de la Martinique et la Guadeloupe devient un blocus effectif. De plus, et ce jusqu'en août 1941, les États-Unis vont intensifier les reconnaissances aériennes en ignorant les limitations prévues dans l'accord Greenslade-Robert¹⁷.

Au début de mois de juin, un rapport faisant état d'une situation inquiétante en Martinique fait son chemin jusqu'au bureau du président Roosevelt. Arrivé par l'entremise d'Harold Ickes, secrétaire de l'Intérieur, un mémorandum fait état d'une dégradation de la situation en Martinique. L'auteur du mémo y indique que la position américaine se détériore, notamment parce que les Blancs favorables aux États-Unis sont maintenant en prison et que la nourriture envoyée en Martinique est stockée afin d'être ultérieurement utilisée contre les Américains. De plus, on y stipule qu'il est urgent de prendre possession de la Martinique afin d'éviter que l'endroit ne devienne une future

¹⁶ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 113-114.

¹⁷ Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 176-178.

base de lancement des attaques allemandes: « If we don't take it soon, it will be an access for that part of the Western Hemisphere, and a jump-off place for parachute troops to the surrounding islands.¹⁸ » Il est raisonnable de penser que le Président a attribué une certaine crédibilité à ce rapport puisqu'il a envoyé le document à Carter à des fins de consultation. Chose certaine, l'accumulation d'indices faisant état d'une situation inquiétante a poussé le Président à investir ses ressources personnelles afin d'enquêter sur la situation¹⁹.

Pour ce faire, Roosevelt choisit d'utiliser le réseau Carter afin de bénéficier d'évaluations supplémentaires à propos de la situation. Un mémo datant du 10 juin 1941 laisse comprendre que Roosevelt en est venu à approuver une mission de collecte de renseignements par l'organisation de Carter au sujet de la situation en Martinique. Pourtant, comme le stipule une directive datée du 26 juin 1939 émise par le Président lui-même, tout cas d'espionnage, de contre-espionnage ou/et de sabotage devait être pris en charge par le FBI, le MID et l'ONI²⁰. Il est donc intéressant de noter qu'en choisissant d'utiliser l'organisation Carter pour la mission en Martinique, Roosevelt pousse le besoin de précaution et de confidentialité jusqu'au point d'utiliser des canaux informels pour contourner une organisation secrètement créée par le Président lui-même.

Toujours à propos des motifs ayant poussé FDR à confier cette assignation à Carter, il est pertinent de spécifier qu'au sein de son texte *Blinded Colossus* (datant de l'après-guerre), Carter explique que son organisation a hérité de la mission en Martinique parce

¹⁸ Mémo, Bergman à Harold L. Ickes, 2 juin 1941, bobine 1, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945, Part 5: The John Franklin Carter Files on German Nazi Party Members*, Bethesda, Md: University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR »).

¹⁹ Mémo, Bergman à Harold L. Ickes, 2 juin 1941; Mémo, Harold L. Ickes à FDR, 5 juin 1941; Mémo, FDR à JFC, 7 juin 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

²⁰ Leslie B. Rout et John F. Bratzel, *The Shadow War: German Espionage and United States Counterespionage in Latin American during World War II*, Leslie B. Rout, Jr., John F. Bratzel, Frederick, Md., University Publications of America, 1986, p. 33-34; Jeffery M. Dowart, *Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945*, Annapolis, Md., Naval Institute Press conflict, 1983, p. 115.

que les deux services militaires du renseignement proposaient des rapports conflictuels sur la situation. En effet, il rapporte que FDR a choisi d'envoyer un agent de Carter parce que l'Armée et le secrétaire de l'Intérieur Harold L. Hickey suspectaient l'île française d'abriter une base secrète nazie contenant des sous-marins alors que la Marine n'endossait pas cette idée²¹. En plus de permettre de contourner les agences responsables, l'utilisation du réseau Carter permettait à FDR d'évaluer une situation par ses propres moyens et de bénéficier d'un point de vue supplémentaire sur une situation donnée²².

En ce qui concerne les préparatifs de la mission du réseau Carter en Martinique, il est prévu d'envoyer un agent nommé Curtis B. Munson qui devra se présenter comme étant un représentant spécial du département de l'Agriculture dépêché afin d'étudier la situation alimentaire. Paul Appleby du département de l'Agriculture approuve l'utilisation de cette couverture alors qu'Adolph Berle (secrétaire-adjoint d'État) s'occupe de régler les détails pratiques et le financement du voyage. Ainsi, bien que Munson doive se présenter comme un envoyé du département de l'Agriculture, il répond officiellement de l'agence Carter qui se rapporte directement au Président²³.

Munson représente un candidat de choix pour une mission en Martinique. À ce propos, Carter indique que Munson a déjà visité la Martinique par le passé et qu'il a combattu au sein de l'armée française (l'aviation) pendant la Première Guerre mondiale. Toujours selon Carter, Munson est compétent : « a level-headed business man » et il n'est pas entaché par la politique et sans antécédents qui pourraient l'embarrasser²⁴. Après son

²¹ Texte, *The Blinded Colossus*, sans date, p. 7, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library. Independence, Mo. (ci-après « DJFC HSTL »).

²² Il faut dire que dès le mois de mai 1941, Carter avait manifesté un intérêt quant à l'étude des risques de subversion au sein de colonies puisqu'il avait envoyé une copie d'un article élaboré par un correspondant de presse au sujet des activités d'une cinquième colonne japonaise dans les Philippines. Quelques jours plus tard, Stephen Early, le secrétaire du Président, envoya une note à Carter pour l'informer que le Président lui avait demandé de remercier Carter pour avoir pensé de lui envoyer un rapport sur une situation qu'il jugeait importante. Mémo, Stephen Early à JFC, 19 mai 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

²³ Mémo, Memorandum on Food Mission to Martinique, 10 juin 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

²⁴ *Ibid*

assignation dans les Caraïbes, Munson (un citoyen canadien) va continuer son travail pour le réseau Carter et parcourir la côte ouest américaine et Hawaï pour évaluer les dangers de subversions possibles au sein de la population américaine d'origine japonaise²⁵.

Il est aussi pertinent de souligner que durant l'attente de son visa pour la Martinique, Munson envoie un mémo à Carter à propos des conditions en Martinique rapportées par un exilé français qui avait fait escale en Martinique avant d'atteindre les États-Unis et éventuellement New York. Présenté comme un ancien curateur du musée Trocadéro et un ancien employé du renseignement français, le réfugié Claude Lévi-Strauss, un juif, relate son expérience de détention en Martinique et y déclare les conditions difficiles des voyageurs qui sont d'abord incarcérés et ensuite assignés à des résidences sous surveillance. À l'intérieur de son récit, il indique que la marine française est pro-Hitler, extrêmement fasciste, anti-américaine et pro-Vichy. Bien que le réfugié admet ne pas avoir aperçu d'Allemands, il se dit convaincu que la Martinique abrite des agents nazis *undercover*. Par la suite, Carter résume ce mémo et le soumet au Président. Ce résumé est d'intérêt parce qu'il met l'emphasis sur le fait que la marine française est pronazie, mais qu'elle craint aussi de perdre son ravitaillement de nourriture en provenance des États-Unis. Le résumé transmet aussi l'idée du réfugié selon laquelle les « gens de couleur » ont été persuadés qu'une occupation américaine leur ferait perdre leur égalité avec les Blancs et qu'ils reviendraient à une position semblable à celle des Noirs dans le Sud américain²⁶. Aussi, ce mémo est significatif parce qu'il nous informe sur l'étendue et l'originalité des sources d'information du réseau Carter. Même si ce n'est qu'en 1954, avec la publication de *Tristes Tropiques*, qu'il deviendra connu du grand public, il est intéressant de noter que, par le biais du réseau Carter, Roosevelt reçut des informations provenant d'un intellectuel de renom. En effet, Claude Lévi-Strauss était un ethnologue

²⁵ Dowart, *Conflict of Duty*, p. 168.

²⁶ Mémo, Memorandum on Martinique, juin 1941; Rapport, Interview with Levis-Strauss, 9 juillet 1941; Mémo, Memorandum on Conditions in Martinique, 10 juillet 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

et un intellectuel français qui trouva refuge à New York en mai 1941²⁷. Qu'il soit fondé ou non, ce rapport de Lévi-Strauss va de pair avec les précédents rapports alarmistes et cela ne fait que confirmer la valeur et la nécessité d'une mission visant à évaluer la situation réelle en Martinique²⁸.

Même si l'accord Robert-Greenslade permettait la visite d'officiels américains en Martinique, l'accès à l'île n'est pas chose aisée. De fait, l'agent de Carter devait originellement s'envoler à destination finale de la Martinique le 18 juin, mais les délais provenant de l'administration française pour obtenir un visa français ont repoussé cette date, respectivement, au 25 juin, au 2 juillet et au 9 juillet. Le délai provenait apparemment de la difficulté à obtenir l'autorisation du commandant de la Martinique (c.-à-d. l'amiral Robert). Insatisfait, Carter va alors informer son supérieur (c.-à-d. le Président) en affirmant que la situation constituait une violation de la part des autorités françaises face aux accords à propos de visites d'officiels américains en Martinique. En guise de solution, Roosevelt suggère à Carter de contacter Sumner Welles (le sous-secrétaire d'État) afin que celui-ci accélère les choses. Finalement, Munson mettra pied à terre en Martinique au début du mois d'août 1941. Ce dernier épisode montre la difficulté éprouvée à envoyer des officiels en Martinique et sachant cela, nous pouvons donc déjà

²⁷ À la fin de l'année 1942, Lévi-Strauss collaborera aussi avec l'« Office of War Information » où il exercera la fonction de *speaker* qui consistait à lire des bulletins radiophoniques en français à destination de la France. À ce propos, Lévi-Strauss déclara : « On me confiait les discours de Roosevelt parce que, paraît-il, ma voix passait mieux les brouillages. » Denis Bertholet, *Claude Lévi-Strauss*, Paris, Plon, 2003, p. 145.

²⁸ Au sein de sa biographie de Lévi-Strauss, Denis Bertholet fait état du voyage de l'ethnologue en Martinique et relate l'incarcération temporaire des voyageurs et l'étroite surveillance dont ils furent la cible. Toutefois, il n'est pas question des doutes que Lévi-Strauss aurait eus au sujet de la présence d'agents nazis sur l'île. Puisque Lévi-Strauss s'affichera ultérieurement comme pro-gaulliste, et qu'en 1945, il soutiendra qu'il eut mieux valu tuer 50 000 collaborateurs que de subir les pesanteurs bureaucratiques du système judiciaire, il est permis de penser que le témoignage de Lévi-Strauss à propos du nazisme des officiels martiniquais était teinté par le mépris de l'ethnologue face aux « collaborateurs ». Bertholet, *Claude Lévi-Strauss*, p.131-132; Jeffrey Mehlman, *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan. 1940-1944*, Paris, Albin Michel, 2005, p. 223-224.

considérer la valeur de la présence de l'agent de Carter dans la possession française des Caraïbes ayant la plus grande valeur stratégique pour les États-Unis²⁹.

Arrivé à Fort-de-France le 2 août 1941, Munson va par la suite visiter Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe (le 11 août). Pour s'y rendre, il prend un avion effectuant un vol à basse altitude au dessus des îles françaises: Îles des Saintes et Marie Galante. Son retour à Fort-de-France, le 15 août, va aussi être une occasion de voler à basse altitude au dessus du territoire français. L'agent de Carter va finalement prendre le vol de retour pour Washington le 18 août 1941. Ainsi, sa mission aura duré 16 jours. Selon Munson, ses observations ont porté sur les aspects politiques, le niveau de restrictions des déplacements, les conditions des diverses classes de gens, les officiers médicaux, l'agriculture, l'économie et les impressions générales. Même s'il est assumé que ce sont les observateurs navals qui étudient les questions de défense comme les points d'invasion, les emplacements de mitrailleuses, les fortifications et la condition de la flotte française, Munson émet tout de même des observations sur des questions de défense. Par exemple, il mentionne que les vols à basse altitude au dessus des îles françaises lui ont permis de constater qu'il n'y avait pas de travaux de fortifications, de bases sous-marines ou de pistes d'aviation en construction³⁰. Il conclut qu'il n'y a pas de travaux militaires en cours suggérant des plans d'agressions, mais il note cependant que Fort-de-France est protégé au mieux de sa capacité³¹.

Selon Munson, le fait que la France tienne à respecter les termes de l'armistice entre l'Allemagne et la France n'est pas un signe d'animosité envers les États-Unis. Il indique donc que la situation en Martinique n'offre pas de menaces sérieuses aux États-Unis et que le maintien de la présente situation est recommandé. De plus, le rapport indique que

²⁹ Lettre, Curtis B. Munson à JFC, 9 juillet 1941; Mémo, Memorandum on Munson's Mission to Martinique, 10 juillet 1941, Mémo, FDR à JFC, 11 juillet 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

³⁰ Rapport, Report on Martinique and Guadeloupe, sans date, p. 1, 18-19, bobine 1, Microfilms FDR.

³¹ Rapport, Summary of Report on Martinique and Guadeloupe, sans date, bobine 1, Microfilms FDR.

les îles françaises ne sont pas économiquement désirables pour les États-Unis. Ayant une économie basée sur la monoculture, il en coûterait trop cher à une démocratie pour diversifier cette économie. La population native est, aux yeux de l'observateur, indésirable puisqu'elle comprend environ 500 000 Noirs touchés par la lassitude semi-tropicale et environ 64 % serait affectée par la syphilis. Il est aussi fait mention du haut taux de tuberculose et d'autres maladies telle la lèpre³².

Fort-de-France est identifié comme étant le point stratégique vital de la défense de l'île, mais du point de vue de l'observateur, la prise par la force de la Martinique n'est pas nécessaire. Selon ce dernier, la prise de l'île (et de Fort-de-France) serait sujette à un coût monétaire et à un coût en vie américaine et française. Qui plus est, Munson rappelle aussi qu'une invasion pourrait être perçue comme une manœuvre impérialiste par les autres Républiques américaines. De plus, une prise de possession de ces îles pourrait devenir un prétexte pour l'Allemagne, en invoquant les besoins de défense, pour occuper des territoires français ayant une plus grande valeur militaire. Finalement, imposer un blocus maritime sans tenir de négociations n'est pas plus désirable parce que cela pourrait causer des troubles internes et affaiblir le contrôle de la flotte française. Cela pourrait même générer une situation où les États-Unis devraient prendre la responsabilité de restaurer l'ordre. En somme, Munson rapporte que le meilleur moyen de sauvegarder les intérêts américains est par l'exercice de négociations amicales tout en faisant miroiter la possibilité d'un blocus³³.

Toujours selon notre observateur, ces négociations devraient notamment servir à s'assurer de la présence d'un nombre adéquat d'observateurs afin de surveiller la Martinique, mais aussi la Guadeloupe, Marie Galante et les Îles des Saintes. Dès lors, les observateurs pourraient être en mesure de résoudre toute suspicion américaine et capables de contrecarrer toute propagande provenant d'une cinquième colonne ou de journalistes

³² Rapport, Report on Martinique and Guadeloupe, sans date, p. 1-3, bobine 1, Microfilms FDR.

³³ *Ibid*, p. 1-3, 12.

américains irresponsables qui pourraient nuire aux bonnes relations entre les États-Unis et ces possessions françaises. Munson dit croire que l'amiral Robert se montrera enclin à accepter toute concession demandée par les États-Unis à l'exception de rendre la Martinique et la Guadeloupe aux Américains et à l'exception d'accorder des bases militaires, car cela entrerait en conflit avec les termes de l'armistice franco-allemand. En conséquence, il considère que toute résistance face à tout autre type de concessions demandées doit être considérée comme un *bluff* afin d'obtenir le meilleur accord possible. Selon l'observateur, les États-Unis devraient négocier l'autorisation d'inspecter tout ce qu'ils jugent nécessaire en Martinique, en Guadeloupe, à l'Îles des Saintes et à Marie Galante telle les navires de guerres, leur armement et leurs mouvements, le personnel militaire, les prisonniers d'Îles des Saintes et la réserve d'or. Pour ce faire, les États-Unis devraient réclamer la présence de plus d'observateurs et obtenir une entente officielle avec les autorités françaises. À ce sujet, rappelons que l'accord Robert-Greenslade est plutôt un accord entre « gentlemen » qu'un accord officiel. Cela dit, Munson reconnaît le travail d'observateur fait par le consul et l'observateur naval américain et la collaboration de l'Amiral Robert, mais il soutient qu'une entente officielle serait une mesure supplémentaire pour garantir le maintien du statu quo. Même s'il préconise le statu quo, l'agent de Carter soutient que des facteurs tels une dictature navale, une loyauté à Vichy et la propagande pourraient amener la Martinique à bouger dans n'importe quelle direction³⁴. En somme, le statu quo doit être associé à une étroite surveillance.

En ce qui concerne la « population colorée », Munson reconnaît qu'elle a été influencée par une propagande affirmant une perte de droits suivant une occupation américaine, mais il ajoute que cette population, au courant du traitement des Juifs en Allemagne, craint Hitler et qu'elle n'est donc pas pronazie. Il affirme aussi que la « serrure » (*keyhole*) pour gagner le soutien de la « population colorée » réside dans leur nombril. Selon lui, cette population ne manifeste pas de grandes idéologies ou un vrai

³⁴ *Ibid*, p. 1-3, 9-12.

patriotisme. Dès lors, la clé réside dans la nourriture et la sécurité sans trop de dictature parce que la dictature les effraie. Puisqu'ils sont une *easy going democracy*, Munson affirme que les États-Unis possèdent la clé adéquate pour faire face à la situation. Bien qu'il considère cette possibilité peu probable, l'agent de Carter mentionne qu'un soulèvement de cette population pourrait toujours prendre forme si cette dernière venait à être trop effrayée ou à manquer de nourriture. Quant à la minorité locale blanche de la Martinique et de la Guadeloupe, Munson évalue qu'elle, composée largement de négociants et d'hommes d'affaires, elle est majoritairement favorable aux États-Unis. Il souligne aussi qu'une bonne partie de cette population n'est pas loyale à Vichy³⁵.

À propos des gouvernements de la Martinique et de la Guadeloupe, Munson souligne qu'ils sont tous deux contrôlés par des autorités militaires loyales à Vichy. En Guadeloupe, le gouverneur est un homme de l'armée française. Celui-ci est décrit comme jeune, ambitieux, expérimenté et favorable à Pétain et bénéficie de la présence du navire de guerre Jeanne d'Arc à Pointe-à-Pitre. Quant à la Martinique, comme nous l'avons vu plus haut, elle est contrôlée par l'Amiral Robert qui est aussi haut-commissaire de toutes les possessions françaises dans l'hémisphère américain. L'amiral Robert est décrit comme un homme honorable entouré d'officiers compétents. L'agent de Carter note que sous la dictature de Robert, Fort-de-France est aussi sécuritaire qu'une église. Il note aussi que la marine française exerce un contrôle physique et politique de l'île. Au sujet du moral des marins, il estime que celui-ci est bon, même très bon si l'on tient compte des circonstances. Munson souligne cependant que l'ennui représente un risque: les marins sont loin de leur famille et la majorité des femmes noires peuplant l'île sont atteintes de la syphilis. Notre observateur souligne aussi que plusieurs marins sont politiquement instables, et ce, en dépit de la guidance et de l'assistance des officiels. À ses yeux, ces derniers facteurs pourraient favoriser l'éclosion d'une mutinerie même s'il admet la difficulté à évaluer le risque d'occurrence d'un tel incident. Afin d'aider au maintien du moral des marins, Munson suggère l'envoi de films et de dessins américains.

³⁵ *Ibid*, p. 4-6.

Il est suggéré d'envoyer des films montrant des Américains heureux au travail, des marins industriels, des jolies femmes et des paysages pittoresques du pays des États-Unis. À cet effet, Munson suggère de contacter la section de l'ONI (« Office of Naval Intelligence ») traitant de la France³⁶

En ce qui concerne l'influence nazie au sein de la marine française, Munson écrit ne jamais avoir entendu de bonnes paroles à propos des Allemands. À ce sujet, il émet l'hypothèse que si un nazi arrivait en Martinique, il serait immédiatement jeté en prison. Toujours selon Munson, les rumeurs d'une présence nazie en Martinique sont alimentées par des journalistes irresponsables et cela est préjudiciable à la réputation de l'amirauté française. L'agent de Carter aborde brièvement le cas du traitement des prisonniers, dont ceux d'ordre politique, et identifie Îles des Saintes comme étant l'endroit où sont hébergés les prisonniers. À l'aide d'une argumentation dubitative, Munson émet l'opinion que les Îles des Saintes apparaissent comme une place saine pour les prisonniers. De fait, cette conclusion est obtenue à l'aide de récits de plaisanciers ayant fréquenté les îles et rien ne laisse présumer que Munson ait visité la prison en question. Rappelons toutefois que Munson souligne aussi le besoin d'inspecter les prisonniers au sein de son rapport³⁷.

Munson avance aussi que si la Martinique devait être attaquée, la marine entend combattre, peu importe l'identité de l'agresseur et les chances de remporter la victoire³⁸. Toutefois, l'amiral Robert n'effectue pas de nouveaux aménagements militaires au sein de ses possessions. Comme nous l'avons déjà indiqué, les nombreux déplacements de Munson à bord d'un avion volant à basse altitude lui ont permis d'observer attentivement les environs. À cet effet, il note que les vols se faisaient à une altitude si basse qu'il était possible d'apercevoir les petits carreaux de vitres des habitations. L'agent de Carter

³⁶ *Ibid*, p. 8-12, 21.

³⁷ *Ibid*, p. 6-17, 19-23.

³⁸ *Ibid*, p. 4-5, 8, 16.

mentionne aussi qu'il a effectué des visites en taxi qui lui ont permis de visiter pratiquement toute la Martinique. De plus, après avoir décidé lui-même de l'itinéraire, il dit avoir parcouru la majorité de Basse-Terre en Guadeloupe en compagnie du ministre de la Forêt, des mines et de l'Agriculture et du Président de la chambre de commerce. Que ce soit par ses voyages en voiture ou en avion, il dit ne jamais avoir identifié de travaux de construction qui seraient militaires. Par exemple, rien n'indique la présence d'une future piste d'atterrissage ou d'une base sous-marine. Toujours au sujet de possibles bases militaires, Munson indique que lors de sa rencontre avec le gouverneur de la Guadeloupe, il a exprimé son désir, en tant qu'émissaire du département de l'Agriculture, de mettre fin aux ragots à ce propos. À cela, Munson indique que le gouverneur aurait donné sa parole d'homme militaire et de Français sur le fait qu'aucune construction militaire n'a été entreprise à Marie Galante et aux Îles des Saintes³⁹.

Il est aussi fait mention que les militaires sont peu favorables à la Grande-Bretagne depuis l'attaque de la flotte française à Mers-el-Kébir⁴⁰. En ce qui concerne la perception des États-Unis, le rapport indique que pour les habitants de ces possessions françaises, un sentiment de désespoir est aussi perceptible puisque la peur que les États-Unis occupent l'île est présente. À ce sujet, leur seul espoir réside dans les bonnes intentions des États-Unis et jusqu'à maintenant, une certaine gratitude silencieuse est palpable en raison du fait que la possession française est toujours maîtresse chez elle. En somme, Munson note que le sentiment général de la population envers les Américains est tout de même favorable⁴¹.

³⁹ *Ibid*, p. 18-19.

⁴⁰ Le 3 juillet 1940, à la suite de l'armistice franco-allemand, la marine britannique arriva à la base navale française de Mers-el-Kébir et demanda au commandant français de rendre ou de saborder sa flotte. Après le refus de ce dernier, la marine britannique ouvrit le feu, coula plusieurs navires français et tua 1 297 marins français. Kennedy, *Freedom from Fear*, p. 452.

⁴¹ Rapport, Report on Martinique and Guadeloupe, sans date, p. 9-11, 16-17, bobine 1, Microfilms FDR.

L'envoyé secret pour le compte du Président dresse aussi un portrait général de la situation économique. Il explique que l'économie de la Martinique repose principalement sur la culture de la canne à sucre et que la situation actuelle de la France confronte l'économie de l'île à de grands périls. À cet effet, il soumet une évaluation de la capacité de la Martinique de passer à une économie d'autosuffisance où il affirme que sous les présentes conditions, soit un contexte où l'approvisionnement d'équipements de toute sorte est limité, un tel changement peut difficilement être effectué. De plus, Munson dresse un inventaire des marchandises maintenant difficilement accessibles comme des médicaments et des outils réfrigérants pour le domaine des pêches. À propos de l'industrie vitale de la canne à sucre, il souligne les risques de pertes liées à l'accumulation de stock et l'impossibilité d'écouler toute la marchandise. En raison de telles conditions, il est suggéré d'offrir certaines formes d'aide des médicaments afin de gagner la sympathie des habitants de la Martinique et de la Guadeloupe⁴².

Le rapport Munson fournit aussi des renseignements sur les représentants américains. Il décrit certaines de leurs tâches, comment ceux-ci sont perçus par la population locale, par leurs homologues, ou encore, par Munson lui-même. Le rapport renferme donc une certaine composante évaluative à propos du rendement d'officiels américains. À propos du consul Malige, l'agent de Carter le décrit comme inspirant la crainte chez la population en raison de ses origines françaises. Toutefois, il est aussi perçu avec espoir parce qu'il a une réputation de consul compétent au sein du service consulaire américain. Selon Munson, il est certainement un homme capable. Il mentionne aussi que le vice-consul est populaire, un bon employé et quelqu'un de très couru dans les soirées mondaines. À propos de l'observateur naval permanent, le commandant Blankenslip, Munson le décrit comme un vieux renard qui tâche de se faire voir comme un vieillard cruellement envoyé pour travailler dans une région chaude. Il est aimé de tous et même adulé par la « population colorée ». Munson note que peu de personnes suspectent le niveau d'efficacité réel de cet homme. À cet effet, l'amiral Robert est un de ceux qui se

⁴² *Ibid*, p. 4-6, 14-16, 20-21.

doutent de la grande compétence du commandant. L'agent de Carter souligne aussi le bon travail de l'observateur naval temporaire : le marin adjudant Muncie⁴³.

Quant à la perception de sa propre personne, Munson écrit que pendant trois jours, les Français l'ont considéré avec suspicion, mais qu'ensuite, il a été perçu comme un émissaire de bonne volonté et qu'il a été presque « tué » par les repas d'affaires et les échantillons de rhum pour éventuellement être « sauvé » d'une destruction gastrique par les invitations de l'amirauté et des officiers navals. De cet autoportrait, nous pouvons présumer que l'agent de Carter avait réussi à créer des relations cordiales avec les instances françaises. Toujours au sujet des représentants américains en Martinique, Munson assure qu'aucun de ceux-ci ne s'est vu restreindre son déplacement sur l'île. Il précise que l'observateur naval a inspecté les avions et que ce dernier a pu constater que les ailes des engins avaient été retirées et entreposées. Si l'on voulait faire voler ces avions à nouveau, il fallait les réassembler et les faire décoller du porte-avions le Béarn. Ce protocole ne pourrait pas être effectué sans que cela soit remarqué par les observateurs américains. À ce propos, Munson mentionne qu'à sa connaissance, aucun Américain n'a pu voir l'or français et que celui-ci serait dans des boîtes dont l'ouverture ne serait pas aisée. En somme, le bilan que Munson dresse à propos des envoyés américains est positif dans la mesure où ceux-ci sont décrits comme effectuant un excellent travail et entretenant de bonnes relations avec les autorités françaises⁴⁴.

Maintenant que nous avons examiné l'essentiel du rapport Munson, il est pertinent d'évaluer la valeur de celui-ci aux yeux de son principal destinataire: le président Roosevelt. À ce sujet, les sources révèlent que, le 26 août 1941, FDR a reçu Munson pour une rencontre en personne. Les sources ne sont pas explicites quant au contenu de leurs échanges, mais la seule existence de cette rencontre laisse penser que FDR accordait une valeur considérable au témoignage de Munson. Aussi, le lendemain de cette rencontre,

⁴³ *Ibid*, p. 17-18.

⁴⁴ *Ibid*, p. 17-18.

Carter soumet un correctif rédigé par Munson à FDR. Ce correctif, à propos du rapport verbal, laisse comprendre que le Président avait posé des questions sur l'état de la flotte française et sur les avions, mais les réponses de Munson proposent principalement de référer au département de la Marine. Le correctif informe donc davantage sur certains intérêts de nature stratégique et militaire du Président que sur la valeur des observations de Munson⁴⁵.

Néanmoins, le 12 septembre 1941, FDR soumet une note personnelle à Munson à propos de son rapport écrit dans lequel il est dit : « I want to send you this little personal note to tell you how very grateful I am for that fine report on Martinique and Guadeloupe. I am delighted to have it and appreciate all the trouble you taken preparing it.⁴⁶ » Il n'y a donc aucun doute à propos du fait que le Président ait apprécié ce rapport. De plus, dans un résumé des missions de son organisation envoyé au président Truman, Carter résume la mission en Martinique de la façon suivante: « Early in 1941, apprehensions as to the situation in Martinique were settled to the satisfaction of the President by a mission to Martinique undertaken by this Unit. Precipitate action was prevented and the facts were as represented by this Unit.⁴⁷ » Il est difficile d'évaluer le poids précis du rapport de Munson sur les choix de FDR quant aux relations avec la Martinique. Toutefois, puisque nous savons que FDR estimait le rapport, sa politique subséquente à l'endroit de la Martinique et Vichy laisse penser que la mission de l'organisation Carter a pu contribuer à ce que le Président ne choisisse pas d'entreprendre une action précipitée (comme une invasion des possessions françaises en 1941) et pour assurer que les États-Unis pouvaient tirer des avantages en négociant avec l'amiral Robert.

⁴⁵ Mémo, Memorandum Concerning Munson's Report on Martinique, 27 août 1941; Mémo, Martinique – Correction, 27 août 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁴⁶ Mémo, FDR à Curtis B. Munson, 12 septembre 1941, bobine 1, Microfilms FDR.

⁴⁷ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, DJFC HSTL.

Comme nous l'avons vu, le rapport Munson suggère que le statu quo avec la Martinique était possible et recommandable. Dès lors, le rapport a certainement pu donner des assurances au président Roosevelt à propos de sa politique envers Vichy et il a ainsi pu contribuer à conforter FDR face à son « Vichy Gamble ». Cela étant, le « Vichy Gamble » de FDR va cependant subir un sérieux contrecoup au mois de novembre 1941. De fait, le 18 novembre, à la suite de pressions de Darlan, et en arrière de lui, des Allemands, le maréchal Pétain retire le commandement de l'Afrique du Nord au général Weygand. La pierre d'assise du « pari » de FDR est donc fortement ébranlée. Qui plus est, le mois suivant, les États-Unis se retrouvent formellement engagés dans la guerre contre les forces de l'Axe.

Malgré ce changement de donne, et la persistance d'un certain scepticisme à l'égard de l'amiral Robert, le Président voyait toujours des avantages au maintien des relations diplomatiques avec la France et la Martinique. Par exemple, après l'entrée en guerre des États-Unis, le gouvernement français et les États-Unis arrivent à une entente où l'amiral Robert est autorisé à renouveler par écrit l'accord informel maintenant le statu quo que celui-ci avait conclu avec l'amiral Greenslade en novembre 1940. Le 17 décembre 1941, le contre-amiral Frederick J. Horne reçoit un accord signé par l'amiral Robert à cet effet. Ici, il nous faut rappeler que le rapport Munson suggérait l'officialisation de l'entente entre Greenslade et Robert. Cette entente évite le lancement d'une opération américaine visant l'occupation de la Martinique en revue au moment où l'accord Robert-Horne n'était pas encore signé. Alors que l'Armée aurait préféré lancer l'opération d'occupation, notamment parce que le G-2 n'avait pas confiance en l'amiral Robert, le département d'État ainsi que l'Armée auraient accepté la promesse écrite de l'amiral Robert de bonne foi⁴⁸. Le rapport de Munson a fort probablement contribué à ce que le Président soit incliné à continuer à négocier avec l'amiral Robert. De fait, il nous faut souligner que les États-Unis allaient maintenir leur lien diplomatique avec l'amiral Robert jusqu'au 30 avril 1943, soit une date où l'importance stratégique de la Martinique

⁴⁸ Conn, *The Framework of Hemisphere Defense*, p. 162-163.

avait grandement diminuée puisqu'une attaque allemande utilisant la Martinique comme rampe de lancement des opérations était devenue improbable⁴⁹. Cela étant, même si nous soutenons que le rapport Munson a fort probablement influencé Roosevelt à poursuivre ses relations diplomatiques avec l'amiral Robert pendant un certain temps, il est des plus ardues de déterminer la durée de cette influence puisque l'entrée en guerre des États-Unis amena un lot de facteurs que Munson ne pouvait pas avoir pris en compte lors de sa mission.

En somme, nous pouvons maintenant mieux comprendre comment il n'est pas aisé d'évaluer l'influence exacte du rapport de Munson sur les décisions du Président. Néanmoins, bien que le présent examen ne nous permet pas d'établir un lien causal hors de tout doute, l'appréciation de FDR pour le rapport Munson, les corrélations entre les suggestions et observations dudit rapport et la politique subséquente choisie par Roosevelt laissent croire que la mission de Munson dans les Caraïbes a exercé une influence sur les choix du Président, et ce, en avançant que les intérêts américains seraient bien servis par la négociation avec l'amiral Robert.

Cela étant, nous pensons tout de même que le rapport eût ses limites et ses lacunes. De fait, il nous faut rappeler que la mission de Munson a duré 16 jours et qu'à ce moment, les États-Unis n'étaient toujours pas en état officiel de belligérance avec les forces de l'Axe. Aussi, puisque l'agent de Carter semble bien avoir été accueilli par le régime Robert (le rapport fait mention de soirées bien arrosées), il se peut que Munson ait développé une certaine sympathie face à son sujet d'étude. Indubitablement, certains préjugés de l'observateur ont pu l'amener à de fausse représentation à propos de la population colorée. Par exemple, nous avons que selon lui, cette population ne manifestait pas de grandes idéologies ou un vrai patriotisme. Pourtant lorsque les mouvements de résistance à Vichy commenceront à prendre de l'importance vers la fin

⁴⁹ Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 207-210; Stetson Conn, Rose C. Engelman et Byron Fairchild, *Guarding the United States and Its Outposts*, by Stetson Conn, Rose C. Engelman and Byron Fairchild, Washington, Office of the Chief Military History, Dept. of the Army, 1964, p. 439.

de l'année 1942, les événements vont démontrer que pour les masses et la classe politique colorée, c'est le nom du général de Gaulle qui est synonyme d'opposition au régime de Vichy⁵⁰.

Toutefois, nous avons vu que, malgré ces bémols, le rapport de Munson a été utile au Président pour évaluer les implications de négociations avec le régime de Robert, et celui de Vichy à un moment où une invasion des possessions était envisagée et à un moment où on suspectait la Martinique d'abriter des agents nazis. De fait, le rapport Munson a le mérite de faire la distinction entre une allégeance pronazie et une loyauté indéfectible à Vichy. Qui plus est, la mission de l'agent de Carter a aussi permis à FDR de contourner son propre réseau officiel afin de bénéficier d'une source d'évaluation externe et aussi afin d'obtenir diverses évaluations à propos du rendement et de l'appréciation des divers Américains impliqués dans l'affaire. En ce sens, le réseau était bel et bien un outil unique disposition du Président et cet outil pouvait venir supporter un réseau de renseignements encore à ses balbutiements.

Comme nous l'avons annoncé, l'organisation de Carter n'a pas seulement mené une mission à propos des possessions françaises dans le théâtre des Caraïbes. En effet, le réseau Carter a aussi mené deux missions au sujet des possessions britanniques de cette région du globe. Pour être plus précis, la première mission est effectuée en Trinité en mars 1942 et la deuxième, prenant lieu en janvier 1944, a aussi concerné la Trinité, mais avec l'addition de la Guyane britannique. Pour le moment, il sera question de la première de celles-ci. Avant d'examiner ces détails, il convient de dresser un portrait général de l'intérêt géopolitique des Caraïbes anglaises pour les États-Unis.

L'accord « Destroyers-for-Bases » du 2 septembre 1940 devient une opportunité pour les États-Unis d'étendre leurs intérêts dans la région des Caraïbes⁵¹. Même si le président

⁵⁰ Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 198.

Roosevelt ne manifeste pas d'intentions colonisatrices, ce dernier, le sous-secrétaire d'État Sumner Welles ainsi que d'autres membres clés de l'Administration étaient fort conscients des implications géopolitiques et économiques d'un renforcement de la présence américaine dans la région. Dès lors, une mission sous la direction du principal conseiller de FDR en matière d'affaires caribéennes, Charles Taussig, fut mise sur pied afin d'enquêter sur le potentiel économique, sur l'attitude générale envers les États-Unis, sur les probabilités de révoltes et d'activités subversives risquant d'avoir un impact direct ou indirect sur les États-Unis ou l'Amérique latine, sur les tendances sociales en rapport avec les nouvelles politiques américaines à propos de la région, sur les possibilités d'échange d'informations entre gouvernements ainsi que sur tout facteur militaire, social ou économique qui pourrait se révéler important dans l'éventualité d'une défaite de la Grande-Bretagne⁵².

En tant que démocrate de l'État de New York, Taussig est familier avec la diaspora caribéenne installée à Harlem. Il a aussi des contacts avec des académiciens et des militants impliqués dans les questions relatives aux Caraïbes. Publié au début de 1941, le rapport de Taussig soutient que les agitations de travailleurs qui ont lieu depuis les dernières années au sein des possessions anglaises des Caraïbes ont laissé la région dans une instabilité politique dont les conséquences sur les nouveaux arrangements entre les États-Unis et la Grande-Bretagne (c.-à-d., l'accord « Destroyers-for-Bases ») restent inconnues⁵³. Les inspections de Taussig ont convaincu ce dernier, maintenant que les

⁵¹ L'accord Destroyers-for-Bases est un accord ayant permis aux États-Unis de venir en aide à la Grande-Bretagne en donnant des *Destroyers* américains en échange de quoi l'Angleterre s'engageait à donner des bases situées à Terre-Neuve et aux Bermudes ainsi qu'un accès à des bases dans les Indes occidentales britanniques pour une période de 99 ans. Kennedy, *Freedom from Fear*, p. 460

⁵² John Knape, « British Policy in the Caribbean Basin, 1938-1945: Oil, Nationalism and Relations with the United States », *Journal of Latin American Studies*, vol. 19, No. 2, novembre, 1987, p. 280; Rapport, Report of U.S. Commission to Study Social and Economic Conditions in the British West Indies, février 1941, p. 1-3, bobine 1, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945, Part 3 : Departmental Correspondence File*, Bethesda, Md: University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR Partie III »).

⁵³ Durant les années 30, de longues et intenses crises sociales vont prendre forme au sein des colonies anglaises de la région des Caraïbes. La région des Indes occidentales va sentir les effets de la Grande

États-Unis ont pris en charge la sécurité extérieure des possessions antillaises anglaises, que Washington doit aussi s'assurer des questions de sécurité intérieure puisque les États-Unis risquent maintenant d'être la cible des prochaines agitations sociales des Indes occidentales ⁽⁵⁴⁾⁵⁵.

Après avoir interviewé un large éventail de Caribéens, Taussig conclut que ceux-ci reconnaissent que l'influence grandissante des États-Unis peut leur apporter des réformes favorables, mais d'un autre côté, ils restent méfiants envers les possibles machinations de dominations impérialistes des États-Unis. Taussig soutient aussi que ce nouveau triangle politique entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et les colonies anglaises des Caraïbes peut être exploité par divers groupes des Caraïbes anglaises tels des nationalistes ou des activistes afin de faire avancer leur propre agenda. Selon lui, les Caribéens pourraient tenter de jouer les États-Unis et la Grande-Bretagne l'un contre l'autre, à l'aide de la carte anticolonisatrice par exemple, afin d'atteindre des objectifs qui leur sont propres telles des réformes sociales ou l'obtention du statut de dominion par rapport à l'Angleterre. Ainsi, pour Taussig, les divers activistes voient le rôle des États-Unis comme instrumental, et conséquemment, les sentiments pros ou antiaméricains fluctueront en fonction de leurs objectifs. Comme le note Taussig, la diaspora caribéenne noire établie aux États-Unis (principalement à New York) rend les Indes occidentales

Dépression de façon particulièrement brutale. À partir de 1934, des agitations ouvrières violentes vont avoir lieu, et ce, ce avec une fréquence quasi annuelle. En 1939, de pareilles révoltes auront eu lieu dans à peu près toutes les parties des Caraïbes britanniques laissant derrière elles une trainée de sang et de destructions allant des champs pétroliers de la Trinité aux champs de cannes à sucre jamaïcains. Ces nombreuses agitations ont pris forme en raison des conditions précaires de travail, et plus généralement, à cause de la misère quotidienne caractéristique de la vie de la population des Indes occidentales. La séquence de ces agitations va comme suit : 1934 : Guyane britannique, Honduras britannique, Trinité; 1935 : Jamaïque, St. Kitts, Trinité, Guyane britannique, St-Vincent, St-Lucia; 1936 : Guyane britannique; 1937 : Trinité, les Bahamas, les Barbade; 1938 : Jamaïque; 1939 : Antigua, Guyane britannique. Jason Parker, « Diaspora Against Empire; Apprehension, Expectation, and West Indian Anti-Americanism, 1937-1945 », *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, sous la dir. d'Alan McPherson, New York, Berghahn Books, 2006, p. 167-170, 183.

⁵⁴ Le terme « Indes occidentales » est la traduction du terme anglais « *West Indies* ». Cette dénomination est utilisée pour référer à la région des Caraïbes.

⁵⁵ Parker « Diaspora Against Empire », p. 172-173.

favorables aux États-Unis dans la mesure où les liens entre la diaspora américaine et les Caraïbéens pourront aider à obtenir des réformes dans les Caraïbes anglaises⁵⁶. De plus, l'ajout de bases américaines dans les Caraïbes anglaises peut amener des perspectives de travail pour la population locale et cela est favorable à aux sentiments pro-américains. Toutefois, les Indes occidentales craignent aussi une hégémonie américaine et plus particulièrement l'introduction des lois Jim Crow (par le biais des bases américaines) au sein de la région des Caraïbes⁵⁷. En somme, les États-Unis jugent primordial pour leurs intérêts d'établir de bonnes relations avec les gouvernements et la population des caraïbes anglaises.

Autre élément d'importance, le rapport Taussig soutient qu'il existe des possibilités d'espionnage et d'activités subversives ennemies au sein des îles des Caraïbes. Malgré les patrouilles navales anglaises et américaines, il est possible que de petites embarcations puissent naviguer d'île en île sans être détectées. À cet égard, Taussig affirme que l'ensemble des Caraïbes est ouvert parce que les patrouilles américaines et anglaises sont certainement en mesure de détecter tout mouvement ennemi d'envergure, mais qu'elles sont toutefois moins aptes à repérer les petites embarcations voyageant d'île en île, et ce, particulièrement durant la nuit. Taussig note aussi que les communications entre îles sont déficientes et que des communications ennemies pourraient passer inaperçues pendant des jours, voire des mois. En somme, le rapport évalue qu'il serait possible que des activités pro-allemandes de petite envergure

⁵⁶ À propos des groupes activistes basés à New York, on peut citer le West Indies National Council (WINC), le Jamaican Progressive League (JPL) ou encore, la présence de membres de la diaspora des Caraïbes anglaises au sein de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Parker, « Diaspora Against Empire », p. 170-175; Rapport, Report of U.S. Commission to Study Social and Economic Conditions in the British West Indies, février 1941, p. 80-85, bobine 1, Microfilms FDR Partie III.

⁵⁷ Parker, « Diaspora Against Empire », p. 166-182; Rapport, Report of U.S. Commission to Study Social and Economic Conditions in the British West Indies, février 1941, p. 84-85, bobine 1, Microfilms FDR Partie III.

échappent à la vigilance des autorités⁵⁸. Comme nous le verrons sous peu, les objectifs des missions du réseau Carter en Trinité et en Guyane britannique se rapportent aux éléments mentionnés dans le rapport Taussig tels l'importance des bonnes relations entre, d'un côté, les États-Unis et de l'autre, les autorités et la population des Caraïbes anglaises, les risques de soulèvement de la population, les risques d'activités subversives ennemies ainsi que les conditions socio-économiques de la région.

Les enquêtes de Taussig dans les Caraïbes vont sensibiliser ce dernier à propos du besoin d'efforts combinés entre les États-Unis et la Grande-Bretagne afin d'améliorer les conditions de la région qui, quant à elles, étaient directement associées aux questions de sécurité. C'est notamment de cette conviction (traduite en recommandation dans son rapport) que va naître, en mars 1942, l'« Anglo-American Caribbean Commission » (AACC). À cet effet, rappelons que la première mission du réseau Carter en Trinité va se dérouler avant la création de cette commission. Le président Roosevelt ainsi que le gouvernement de Sa Majesté vont reconnaître le besoin d'une commission vouée au développement socio-économique de la région afin de diminuer les risques d'agitation sociale. En somme, l'accord « Destroyers-for-Bases », les investigations de Taussig ainsi que l'AACC démontrent l'influence grandissante des États-Unis et celle déclinante de la Grande-Bretagne au sein des Caraïbes. Conséquemment, ce sont dorénavant les intérêts stratégiques américains qui priment dans la région⁵⁹. Cela étant, afin de mieux comprendre le contexte des missions du réseau Carter au sein des possessions anglaises, examinons la situation politique entre la Trinité et les États-Unis.

Bien qu'une entente à propos d'un comité de coordination entre les autorités américaines et britanniques ait été approuvée par Roosevelt le 12 décembre 1941, des

⁵⁸ Rapport, Report of U.S. Commission to Study Social and Economic Conditions in the British West Indies, février 1941, p. 85-90, bobine 1, Microfilms FDR Partie III.

⁵⁹ Knape, « British Policy in the Caribbean Basin », p. 280-281; Parker, « Diaspora Against Empire », p. 170-173; Rapport, Report of U.S. Commission to Study Social and Economic Conditions in the British West Indies, février 1941, p. 91-96, bobine 1, Microfilms FDR Partie III.

problèmes de coopération entre les autorités britanniques et américaines ayant eu lieu en Trinité avant l'entrée en guerre des États-Unis pouvaient laisser présager des problèmes futurs dans l'organisation de la défense de l'île⁶⁰. De fait, avant cette date, des pourparlers entre le général américain John M. Talbot de l'Armée de l'air et le gouverneur Sir Hubert Young, menés par le biais d'entremetteurs, avaient conduit à une impasse et aucun plan formel de coordination de défense n'avait été accepté avant que les États-Unis participent officiellement à la guerre. En effet, le gouverneur Young voulait amener les discussions à l'intérieur d'un comité de défense où figurerait un représentant de l'armée américaine et dans lequel il aurait, en tant que gouverneur, la responsabilité finale de la défense de la colonie. Estimant que cela en revenait à céder une partie de son autorité, le général Talbot refusa cette proposition⁶¹.

De plus, à la suite d'une affaire où un militaire américain avait abattu un civil trinitadien à Arima le 17 octobre 1941, une zone en dehors des bases américaines, une querelle de juridiction au sujet du procès fut aussi une source de frictions entre le gouverneur Young et le général Talbot. Finalement jugé par un tribunal militaire américain, le soldat américain fut acquitté en fin novembre. Ce jugement et divers incidents n'aidèrent pas à détendre l'atmosphère entre les deux protagonistes. De ces épisodes, il est possible de comprendre que la coopération britannique américaine en Trinité comportait quelques problèmes pour ce qui est de la période avant l'entrée en guerre des États-Unis⁶². Comme le cas de l'Américain ayant abattu un Trinidadien le laisse penser, les frictions entre la Trinité et les États-Unis ne se limitaient pas au cercle des autorités officielles. Le mélange des soldats cantonnés en recherche de récréations

⁶⁰ L'entente entre les États-Unis et la Grande-Bretagne prévoyait que la coordination serait menée par le biais d'un comité, le « Local Combined Defense Committee », constitué du Gouverneur colonial agissant à titre de *chairman*, des officiers seniors des forces militaires et navales américaines et britanniques, et selon les besoins, de toutes autres autorités locales. Conn, *Guarding the United States and Its Outposts*, p. 417.

⁶¹ *Ibid*, p. 417.

⁶² *Ibid*, p. 404-406.

avec la population locale pouvait créer des bagarres et d'autres types de disputes qui rendaient les Trinidiens hostiles à la présence américaine⁶³.

Toujours à propos des frictions entre la population locale et les ressortissants américains en Trinité, il convient de mentionner que l'emploi de natifs pour la construction des sites américains avait généré des grèves qui ont elles aussi contribué à augmenter les tensions. Par exemple, durant l'année 1941, une grève éclate parce que les autorités américaines qui employaient de la main-d'œuvre locale pour la construction de bases refusent de négocier avec les représentants syndicaux. La grève se termine rapidement et les représentants syndicaux sont en mesure de participer à une entente locale pour les travailleurs⁶⁴. Bien que la grève ait été de courte durée, elle contribua à exacerber les tensions et démontre qu'un risque de trouble interne était présent sur l'île. À ce sujet, pour le cas trinidien, la main-d'œuvre locale employée pour la construction des bases n'était pas logée dans des habitats temporaires. Les autorités américaines avaient décidé qu'il serait plus pratique d'offrir un service de transport jusqu'à Port d'Espagne, la capitale de l'île. De cette décision, il en résultait une surpopulation de la capitale qui contribua à alimenter les frictions entre Trinidiens et Américains. Une des conséquences de ce problème fut une nouvelle grève, qui fut cependant de courte durée, menée par les Trinidiens employés à la construction des bases américaines⁶⁵.

Selon les autorités militaires américaines en Trinité, les récentes agitations des travailleurs s'expliquaient par la présence d'une cinquième colonne nazie. Par exemple, le commandant général du secteur de la Trinité rapportait la présence de « ... a large number of Nazi sympathizers and Fifth Columnists in the Guianas⁶⁶ » qui pourrait avoir

⁶³ *Ibid*, p. 403-406.

⁶⁴ *Ibid*, p. 381-382.

⁶⁵ *Ibid*, p. 381-382.

⁶⁶ *Ibid*, p. 382.

« ... inspired and incited these ignorant laborers to strike⁶⁷ ». Toujours selon lui, les agents nazis devenaient plus actifs et l'« ... incitation of local labor to strikes, violence, and serious sabotage must be anticipated with constantly increasing frequency⁶⁸ ». Quelques semaines plus tard, à la fin du mois d'août 1941, il souligna sa « ... growing conviction that radical and antagonistic agents and influence are increasing in energy and boldness and are making an increasing effort to incite the native population to acts of violence and sabotage⁶⁹ ». Pour le commandant, ces dangers démontraient la pertinence de renforcer immédiatement la garnison en Trinité. Même si d'ici la fin de la Deuxième Guerre mondiale, aucun indice ne permit de conclure que les agitations des travailleurs étaient le résultat d'influences nazies, il est clair que, durant la période précédant et suivant l'entrée en guerre des États-Unis, les rumeurs à ce sujet pouvaient inquiéter les autorités américaines⁷⁰.

Suivant l'entrée en guerre des États-Unis, le plan Rainbow 5 fut mis en branle. L'objectif général de ce plan était de concentrer l'effort de guerre à l'élimination de la puissance ennemie la plus forte, soit l'Allemagne. L'idée était de mener une guerre offensive du côté de l'Atlantique et une guerre défensive du côté du Pacifique. Par conséquent, l'Atlantique et l'Europe allaient devenir des zones où l'effort principal sera déployé. Pour le secteur des Caraïbes, la priorité demeure la protection du canal de Panama et le contrôle maritime de la région à l'aide des bases navales et aériennes du secteur. De plus, comme il a été vu vers la mi-décembre 1941, il existe une possibilité d'intervention américaine en Martinique. Que ce soit, pour le déploiement de troupes ou ses bases navales et aériennes, la Trinité était appelée à jouer un rôle vital dans l'atteinte des objectifs pour le secteur des Caraïbes. Il était donc crucial que le niveau de

⁶⁷ *Ibid*,

⁶⁸ *Ibid*,

⁶⁹ *Ibid*, p. 382-383.

⁷⁰ *Ibid*,

coopération entre Britanniques et Américains soit adéquat tout comme il était nécessaire d'éviter que des soulèvements populaires, que ce soit dû aux risques de subversion de la part de l'Axe ou à des revendications politiques et sociales internes, viennent mettre en péril le périmètre de sécurité américain⁷¹. Tel qu'abordé plus haut, ces considérations étaient clairement explicitées au sein du rapport Taussig et l'envoi d'un agent du réseau Carter par le Président laisse présumer que ce dernier était sensible aux évaluations de ce rapport.

Qui plus est, le fait que FDR ait choisi d'envoyer un agent de l'organisation Carter, et donc de passer par un canal non officiel, démontre que le Président portait un intérêt personnel à la situation en Trinité et qu'il considérait celle-ci comme étant délicate et d'importance. En effet, une note datée du 31 janvier 1942 de Grace Tully destinée au Président, indique que ce dernier et Carter avaient eu un entretien à propos de la Trinité. Ce mémo précise aussi que FDR aurait suggéré à Carter de consulter Edgar Hoover à ce sujet, mais que le directeur du FBI se serait déclaré trop occupé pour recevoir Carter. À ce sujet, rappelons que les questions de politique étrangère n'étaient pas vraiment le travail de Hoover et que durant cette période, son agence était occupée avec les répercussions de l'attaque de Pearl Harbor (rappelons aussi qu'à cette date, l'« Office of Strategic Service » (OSS) n'existe toujours pas). À la suite du refus d'Hoover, Carter cherche à obtenir l'approbation du Président pour une rencontre avec l'assistant de Hoover; Tamm⁷². Bien que les *Carter files* ne soient pas loquaces à propos des échanges entre le FBI et l'organisation de Carter au sujet de Trinité, ces sources permettent de constater que le Président approuve finalement une mission en Trinité devant être menée par l'organisation Carter.

En effet, le 13 janvier 1942, le Président envoie un mémo à son directeur du Budget, Harold Smith, afin que celui-ci libère une somme de 2 000 \$ pour couvrir les frais de

⁷¹ *Ibid*, p. 414.

⁷² Mémo, Grace Tully à FDR, 31 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

voyage en Trinité d'Henri Field, l'anthropologue du réseau Carter⁷³. Dans de ses mémoires, Field explique que ses qualifications pour cette mission étaient uniques parce que même s'il n'avait jamais mis pied dans les Caraïbes, il disposait d'atouts qui pourraient l'aider à créer une bonne entente entre le gouverneur Sir Hubert Young et lui-même. En effet, à l'instar de Young, Field était un ancien élève d'Eton (un collège britannique). De plus, Young avait combattu les Turcs aux côtés de T. E. Lawrence (surtout connu sous le nom de « Lawrence of Arabia ») pendant la Première Guerre mondiale et ensuite écrit *The Arab at Home*. Comme Field avait déjà rencontré Lawrence et qu'il disait bien connaître les Arabes, il pensait que ces points communs avec Young permettraient d'offrir une introduction favorable⁷⁴.

Dans ses mémoires d'anthropologue, Field précise que Roosevelt voulait un rapport de première main du point de vue britannique à propos des tensions sur l'île. À propos de la situation en Trinité justifiant sa mission, Field mentionne que les soldats cantonnés sur l'île étaient source de problèmes et que cela amenait Young à protester contre une « invasion américaine ». Il mentionne aussi que Washington recevait alors des rapports faisant état d'agitations. Au sujet de la valeur stratégique de l'endroit, Field explique que l'île représentait un maillon essentiel de la chaîne de production de bauxite parce qu'elle constituait un lieu de transit de ce minerai entre les vaisseaux en provenance de la Guyane britannique et les navires *deep-draft* voyageant à destination des ports américains. Ce minerai, à partir duquel est produit l'aluminium, était prisé par l'industrie aéronautique américaine⁷⁵.

De cette mission menée au mois de mars 1942, il proviendra plusieurs rapports sur la situation de l'île dont certains seront envoyés à l'O.N.I., au F.B.I., au M.I.D., au F.C.C.

⁷³ Mémo, FDR à Harold Smith, 13 février 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁴ Henry Field, *The Track of Man: Adventures of an Anthropologist*, Garden City, N. Y., Doubleday, 1953, p. 323.

⁷⁵ *Ibid*, p. 323.

(« Federal Communications Commission ») et au département d'État⁷⁶. Dans un premier temps, il convient d'examiner la nature de cette mission, c'est-à-dire ses objectifs, ses façons d'opérer et ses recommandations. Dans un deuxième temps, il sera question de l'influence de ses rapports sur le Président et de l'appréciation de ceux-ci par ce dernier et par Carter.

Daté du 20 avril 1942, le principal rapport de Field soumis au Président par Carter indique clairement les objectifs principaux de sa mission. Le premier objectif était de déterminer et d'examiner les causes de frictions anglo-américaines, et ce, particulièrement à l'égard des troupes américaines et des civils. Le deuxième objectif était d'obtenir des critiques de la part des Britanniques et des locaux vivant en Trinité à propos de « l'invasion américaine ». Le troisième objectif était de rapporter les problèmes de sécurité internes nécessitant l'étude des groupes raciaux et leur loyauté. Le quatrième et dernier objectif consistait à établir des sources d'informations fiables et rapides qui tenteront de rapporter les troubles potentiels avant que ceux-ci se manifestent⁷⁷.

Afin de mener son assignation à terme, l'envoyé de Carter aura recours à l'entrevue, à la collecte et à l'analyse d'informations ainsi qu'à des visites d'endroits stratégiques. De fait, le rapport préliminaire de Field envoyé à Carter en mars 1942 contient une évaluation du gouverneur Young qui permet de comprendre la situation entre les autorités anglaises et américaines lors de l'arrivée de Field. Lors de sa première rencontre avec l'agent de Carter, le gouverneur de Trinité affirmera que les difficultés antérieures ont presque immédiatement cessé depuis le départ du général Talbot (qui fut transféré). Toutefois, malgré une évaluation favorable du gouverneur, celui-ci étant décrit comme un exécutif capable et loyal au gouvernement britannique, Field dit aisément comprendre pourquoi quelqu'un ayant tel tempérament peut éprouver des difficultés à établir de

⁷⁶ Rapport, Report on Trinidad from Henry Field, 20 avril 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁷ Rapport, Memorandum on Trinidad, 20 avril 1942, p. 3, bobine 1, Microfilms FDR.

bonnes relations avec les autorités américaines. À cet effet, Field nota que, chez les militaires américaines, l'opposition au gouverneur semblait venir davantage du commandement naval que du commandement de l'Armée⁷⁸.

Durant cette même entrevue, le gouverneur annonça qu'il avait été relevé de sa position par Londres, mais qu'il était toujours en négociation au sujet des raisons publiques qui seront invoquées pour justifier son départ dans un moment aussi critique. À ce propos, le gouverneur aurait affirmé qu'il voulait une participation plus active à l'effort de guerre alors que Londres proposait d'invoquer des affections liées à la santé comme justification⁷⁹. Dans le rapport de Field daté du 2 avril, date où la démission du gouverneur était connue publiquement, il est dit que les gens appartenant à la classe dirigeante anglaise se montrent dubitatifs à propos du fait que le gouverneur ait quitté pour des raisons de santé, mais aucun de ceux-ci semble se douter que le départ de gouverneur est lié à une requête américaine. Malgré l'annonce du départ du gouverneur, les prérogatives de la mission de Field incluaient que celui-ci devait recueillir les doléances du gouverneur à propos des frictions entre Anglais et Américains⁸⁰.

⁷⁸ Rapport, Report no. 1, 10 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad from Henry Field, 19 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad, 2 avril 1942, p. 1-3, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷⁹ Il nous faut noter ici qu'au sein de *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White House Years, 1941-45*, Field relate un récit différent à propos des circonstances de la perte du poste du gouverneur Young. Au sein de ce récit, Field mentionne avoir appris la nouvelle du changement de gouverneur une dizaine de jours après son arrivée alors que les « Carter's Files » indiquent clairement que Field eut connaissance de cette affaire le lendemain de son arrivée en Trinité. De plus, la version ultérieure de Field soutient que ce dernier aurait participé à la mise en scène du départ du Gouverneur Young pour des raisons de santé. Dans cette version, Field semble aussi vouloir démontrer qu'il était en mesure d'influencer le sort du gouverneur puisqu'il relate que le gouverneur lui aurait demandé s'il était à l'origine d'une demande du Président afin que Young soit relevé de ses fonctions. Bref, cette version douteuse est conflictuelle avec les sources de l'organisation Carter écrites par Field lui-même. Voir : Henry Field, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist, Volume 2: The White House Years, 1941-45*, Floride, Miami, Banyan Books, volume 2, 1982, p.55-56, 86-87; Rapport, Report no. 1, 10 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad from Henry Field, 19 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad, 2 avril 1942, p. 1-3, bobine 1, Microfilms FDR.

⁸⁰ Rapport, Report no. 1, 10 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad from Henry Field, 19 mars 1942; Rapport, Preliminary Report on Trinidad, 2 avril 1942, p. 1-3, bobine 1, Microfilms FDR.

Lors de sa rencontre avec le gouverneur Young, Field aurait expliqué que son mandat consiste à recueillir le point de vue du gouverneur sur les frictions anglo-américaines au sein de la colonie et de rapporter ceux-ci au Président. L'agent de Carter mentionne aussi que si le gouverneur le permet, il devra évaluer l'attitude de la population à propos des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Inde. Field ajoute que les États-Unis ont connaissance du fait que les quais nécessitent des protections supplémentaires et il invite le gouverneur à fournir une liste d'équipements anti-incendie qu'il rapportera à Washington tout en spécifiant qu'il ne dispose pas du pouvoir de faire des promesses au nom du gouvernement américain⁸¹.

En réponse à ces invitations, Sir Hubert Young cita les comportements répréhensibles du personnel américain comme des accidents routier reliés à l'imprudence de soldats américains, l'achat de services sexuelles à des filles de la population native pour le prix de deux cigarettes ou plus, ou bien le cas où un Américain avait abattu un natif près de Docksite (un pub près des quais). En somme, le gouverneur déplorait un manque général de respect pour son autorité au sein de la colonie qu'il traduisit comme une insulte au représentant de Sa Majesté⁸². Autre doléance du gouverneur; celui-ci fit connaître son mécontentement face à la proposition d'agrandissement d'une base navale américaine afin d'y inclure un nouvel hôpital⁸³. À ce propos, le projet entier, nommé le « Maracas Bay Project », était source de tensions avec la population locale. De fait, ce projet était la construction d'une base pour l'Armée à l'aide de territoires réquisitionnés au nord-ouest

⁸¹ Field, *The White House Years*, p. 45.

⁸² Dans *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White House Years, 1941-45*, Field relate qu'au cours de cet entretien, le gouverneur Young l'aurait invité à consulter une partie de sa correspondance privée, et classifiée secrète, avec le premier ministre Churchill. C'est ainsi qu'Henry Field aurait pu lire que Churchill aurait demandé que le gouverneur coopère avec les autorités américaines dans les plus grandes limites du possible tout en respectant le sens commun et en prenant en considération que l'« invasion américaine » était temporaire. Après avoir dévoilé le contenu de sa correspondance avec Churchill, le gouverneur aurait fait part de ses griefs à l'agent. Cet événement, peut-être véridique, n'est toutefois pas mentionné par Field dans ses multiples rapports à Carter. Field, *The Track of Man*, p. 325; Field, *The White House Years*, p. 46.

⁸³ Field, *The Track of Man*, p. 325; Field, *The White House Years*, p. 47.

de Trinité qui limitaient l'accès aux Trinidiens qui désiraient utiliser la zone à des fins de plaisance ou de pêche⁸⁴.

Au cours de son investigation en Trinité, Field constata que les Américains présents sur l'île occupaient parfois le rôle de l'agressé et non de l'agresseur. En effet, sa visite à Port of Spain ainsi que les entrevues qu'il mènera dans cette ville portuaire permettront à Field de constater que certains Américains sont victimes de vols et d'assauts. À ce sujet, l'agent de Carter explique qu'avant la guerre, Port d'Espagne faisait état de peu de crimes, mais que l'afflux de troupes britanniques et étrangères et de marins marchands avait rendu l'endroit dangereux, et ce, particulièrement en période d'obscurité. En ces temps de guerre où les marins étaient les premières victimes de la guerre dans les Caraïbes, nombreux étaient les hommes qui cherchaient à se divertir. Au cours de ses visites de pubs et autres endroits similaires où Field put constater le phénomène de la prostitution, on apprend qu'environ 400 de ces femmes qui offraient leur service pour le prix de cinq cigarettes appartiennent à un proxénète indien de l'est nommé Boisie Singh. Ce dernier opérerait plusieurs maisons de jeux et de prostitution où de nombreux hommes en uniforme auraient été drogués, volés et parfois même battus pour ensuite être abandonnés dans une ruelle environnante.

Jugeant que cet état des choses correspondait aux conditions sur lesquelles il devait enquêter pour le compte du Président, Field prit des arrangements pour rencontrer ce proxénète dont la description donnée par Field nous indique que l'homme avait l'apparence d'un pirate des Caraïbes, d'un apache et d'un gangster raffiné de Chicago. Au sujet de l'entretien entre les deux hommes, Field rapporte avoir annoncé qu'il était un anthropologue envoyé par Washington afin d'enquêter sur les relations anglo-américaines en Trinité. Par la suite, l'anthropologue aurait demandé à Boisie de lui exposer la nature de ses problèmes avec les marins et les soldats américains ainsi qu'avec les marins marchands. À cette question, le proxénète aurait répondu que les *Yankees* étaient des

⁸⁴ Field, *The White House Years*, p. 64.

clients disposant d'argent pour boire, jouer et pour acheter des services sexuels, mais que ceux-ci étaient portés à la bagarre entraînant pour lui des complications avec les autorités locales qui menaçaient de fermer ses établissements⁸⁵.

Afin que l'envoyé de Washington soit en mesure de bien comprendre la situation, Boisie aurait par la suite offert une visite guidée de ses établissements de jeux et de ses maisons closes. À la suite de cela, Field rapporte avoir fait la demande au tenancier d'aider à ce que les hommes enrôlés soient en mesure de « survivre » à une de ces nuits de célébration à Port d'Espagne. De sa propre initiative, Boisie aurait promis d'ordonner à ses hommes de main de traiter les citoyens américains de façon moins brutale et d'infliger une peine corporelle à n'importe quel de ses employés qui se risqueraient à pratiquer l'art du vol à la tire sur des clients américains non aigris et égayés. Pour sa part, l'anthropologue aurait suggéré que du café et des sandwichs soient vendus dans les aires de jeux. Selon ce dernier, ce type de vente ne serait certainement pas aussi profitable que la vente d'alcool, mais elle aurait pour effet de diminuer le nombre de querelles susceptibles d'attirer l'attention des forces de l'ordre sur la nature des activités se déroulant à l'abri des regards. Field rapporte que le proxénète aurait promis de tester cette suggestion tout en ajoutant (puisque'il venait d'apprendre que Field était de Chicago) qu'il aimerait bien rencontrer Al Capone afin d'apprendre une chose ou deux de la part du « *Big Man* »⁸⁶⁽⁸⁷⁾.

⁸⁵ Field, *The Track of Man*, p. 327; Rapport, Memorandum on Trinidad, 20 avril 1942, p. 23-24, bobine 1, Microfilms FDR.

⁸⁶ Field, *The Track of Man*, p. 327-328; Field, *The White House Years*, p. 48-50; Rapport, Memorandum on Trinidad, 20 avril 1942, p. 24, bobine 1, Microfilms FDR.

⁸⁷ Au sein du dubitatif *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White Years, 1941-45*, Field souligne que lors de son deuxième voyage en Trinité au printemps 1944, il aurait rencontré à nouveau Boisie et ce dernier lui aurait affirmé avoir écouté ses conseils et que le nombre d'altercations avec le personnel militaire américain aurait grandement diminué. Ces détails ne sont pas mentionnés dans les rapports de l'organisation Carter, mais un rapport de Field destiné à Carter et daté du 11 août fait mention que les bagarres qui auparavant éclataient presque toutes les nuits au bar Docksite Canteen avaient grandement diminué. Bien que ce fait ne prouve pas les mérites de Field dans cette affaire, nous pouvons constater que les altercations violentes étaient alors plus rares. Field, *The White House Years*, p. 63; Rapport, Report on Trinidad, 11 août 1942, p. 2, bobine 2, Microfilms FDR.

Les autres tâches entreprises par Field lors de cette mission suivent des lignes beaucoup plus conventionnelles (du moins pour un agent et anthropologue). En plus de ces entretiens avec les instances officielles anglaises et trinitadiennes, Field s'est entretenu avec bon nombre de militaires américains. C'est d'ailleurs en compagnie de l'un d'eux (soit le lieutenant Middleton Train de l'« Office of Naval Intelligence » (ONI) que l'agent de Carter parcourra l'île pendant deux jours afin d'interroger des Noirs, des Indiens de l'Est⁸⁸, des hindous et des marchands chinois où les connaissances linguistiques et générales de l'anthropologue vont s'avérer utiles. Les différentes données recueillies serviront à établir des profils sociaux économiques des différentes ethnies ou des différents groupes d'intérêts. Par exemple, l'étude sur la population d'Indiens de l'Est comprenait des données démographiques, sociologiques et politiques afin d'évaluer si cette population représentait un risque pour la sécurité interne⁸⁹. Les différentes visites de Field mèneront ce dernier à l'exploration de l'île de Tobago. Au cours de cette expédition, il sera accompagné par la femme du gouverneur, Lady Young, et il s'intéressera à des objets liés sa profession anthropologique. Dans certaines activités de Field, nous pouvons constater une similitude avec le travail des attachés militaires. En effet, à l'instar de ceux-ci, Field devait agir en gentleman et travailler à l'acquisition d'informations ouvertes⁹⁰.

Finalement, les visites permettaient d'évaluer la situation sur le terrain et de relever des troubles qui n'auraient pas été mentionnés, ni identifiés. Comme il le souligne dans *The Track of Man*, Field prenait des notes à propos de tout ce qui serait susceptible d'intéresser le Président⁹¹, et les rapports officiels semblent corroborer ce fait. C'est ainsi

⁸⁸ La dénomination « Indien de l'Est » réfère à la population originaire de l'Inde qui était alors une colonie britannique. Field évalue la population d'Indiens de l'Est en Trinité à 180 000 (sur une population totale de 473 450). Rapport, Report on Trinidad, 20 avril 1942, p. 9-13, bobine 1, Microfilms FDR.

⁸⁹ Rapport, Report on Trinidad, 20 avril 1942, p. 17-24, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹⁰ Field, *The White House Years*, p. 51-54.

⁹¹ Field, *The Track of Man*, p. 328.

que lors d'une visite d'une raffinerie de pétrole à Point-à-Pierre, Field remarque que la sécurité aux entrées était adéquate, mais que la centaine de réservoirs à pétrole du site offraient une cible facile puisqu'ils ne pouvaient pas être protégés d'une éventuelle attaque aérienne⁹². En somme, à l'instar de la mission de Munson en Martinique, Field procède à des inspections, des entrevues et réalise des études de nature sociologique. Par la suite, les rapports sont envoyés aux individus concernés. Comme la plupart des mémos de l'organisation de Carter présentés à FDR par Carter, ceux-ci sont commentés et évalués par ce dernier avant d'être soumis à l'attention du Président. Dans le cas de cette assignation, les mémos de Carter insistent sur l'état des relations entre les autorités britanniques et américaines et particulièrement sur l'évaluation de membres ou d'organisations américaines. Par exemple, Carter mentionne que l'opposition au gouverneur semble venir du commandant naval. Autre exemple, Carter souligne que le mauvais renseignement naval est attribuable au fait que des agents de l'ONI sont assignés à des tâches qui ne sont pas liées au renseignement⁹³. Ce type de remarque permet de conclure que le réseau Carter était une aide utile à Roosevelt pour mesurer son appréciation et le rendement de diverses instances américaines.

En somme, au cours de son enquête, Field relève plusieurs causes de frictions anglo-américaines. Parmi celles-ci, il convient de citer celles permettant de saisir le portrait général de la situation dressée par Field. Selon son rapport principal, le choix du général Talbot et de sa femme comme premiers représentants militaires des États-Unis, les altercations entre la population locale et les soldats américains, le jugement de non-culpabilité du GI dans le meurtre d'un Trinidadien, le ressentiment du gouvernement local face aux autorités américaines, ainsi que le contrôle américain de certaines zones adjacentes à leurs bases, étaient les principales causes de tensions anglo-américaines.

⁹² Rapport, Report on Trinidad, 20 avril 1942, p. 30, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹³ Rapport, Preliminary Report on Trinidad from Henry Field, 19 mars 1942; Rapport, Report on Trinidad from Henry Field, 20 avril 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

Toutefois, le rapport mentionne que le gouvernement local devenait progressivement moins restrictif envers les requêtes des États-Unis⁹⁴.

L'enquête sur les groupes ethniques et leur loyauté concernait principalement les Noirs et les Indiens de l'Est. Ceux-ci constituaient la majorité des habitants de l'île et la majorité de la force de travail. Comme nous l'avons vu, les risques d'agitation populaire représentaient une menace à la sécurité et aux bonnes relations avec les États-Unis. À ce sujet, Field note que des frictions existent à cause des conditions de travail sur les bases américaines, mais que la majorité des travailleurs préfère tout de même travailler sur les bases américaines puisque les conditions restaient meilleures qu'ailleurs. En effet, Field constate qu'au moment de sa visite, les ouvriers sont maintenant plus satisfaits. Le rapport de Field indique que ce dernier n'entrevoyait pas d'agitation de la part des travailleurs durant les six prochains mois à moins qu'il y ait pénurie de nourriture⁹⁵.

Cette dernière conclusion contraste grandement avec celle des autorités militaires américaines qui, quelques mois auparavant, affirmaient que les agitations ouvrières étaient causées par une cinquième colonne nazie⁹⁶. Non seulement le rapport de l'agent de Carter laisse comprendre que les troubles passés étaient attribuables à des revendications concernant les conditions de travail, il avançait aussi que le plus grand risque de troubles à venir était lié aux conditions alimentaires et, de plus, il ne mentionnait aucunement la présence subversive nazie. À ce propos, le compte rendu de l'agent Field soulignait que la présence d'un sentiment antibritannique considérable et, dans une moindre mesure d'un sentiment antiaméricain chez la population trinitadienne, ne doit pas être confondue avec le désir de voir une victoire de l'Axe⁹⁷.

⁹⁴ Rapport, Memorandum on Trinidad, 20 avril 1942, p. 3-7, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹⁵ *Ibid*, p. 4-10, 17-25, 28.

⁹⁶ Conn, *Guarding the United States and Its Outposts*, p. 382-383.

⁹⁷ Rapport, Memorandum on Trinidad, 20 avril 1942, p. 25, bobine 1, Microfilms FDR.

Toutefois, dans ses remarques sur la sécurité interne, Field mentionne que certains de ses contacts sur l'île l'ont informé à propos de trois personnes, détentrices de passeports français, dont les agissements suspects laissent présager qu'elles travaillent contre les Alliés et qu'il existe donc des risques de sabotage⁹⁸. À l'instar des soupçons des autorités militaires, le rapport affirme que ces risques sont bel et bien présents, mais dans les rapports de Field, il n'est pas question de « corruption » de la population locale ou à la classe des travailleurs par des adeptes nazis de la subversion. En effet, le rapport fait la différence entre les risques liés à une influence nazie et ceux liés à une lutte pour des réformes sociales.

Un fait important et non mentionné dans les mémoires de Field est que l'évaluation de la sécurité interne amène nécessairement à juger non seulement la qualité du travail des officiels britanniques, mais aussi celles des autorités américaines. C'est ainsi que le rapport contient plusieurs évaluations sur des officiers américains. Parmi le personnel évalué, il est pertinent de mentionner qu'y figurent des membres de l'O.N.I et du G2, des organisations qui sont des composantes du système officiel du renseignement américain. Par exemple, Field note que le renseignement naval en Trinité n'est pas adéquat parce que les commandants navals ont assigné les officiers responsables du renseignement à d'autres tâches. À ce sujet, il mentionne que les autorités concernées ont été informées de la situation⁹⁹. Toujours à propos du renseignement, Field recommande que les chefs (MID, ONI et ceux de la « British Security ») soient du même grade, car autrement les discussions libres sont impossibles¹⁰⁰. Il note aussi que l'utilisation d'agents « anonymes » (*plain-clothes men operatives*) par le G2 crée du ressentiment de la part des Britanniques¹⁰¹. Nous pouvons donc constater que le réseau Carter était un outil

⁹⁸ *Ibid*, p. 27.

⁹⁹ *Ibid*, p. 32.

¹⁰⁰ *Ibid*, p. 8.

¹⁰¹ *Ibid*, p. 32.

permettant notamment au Président d'évaluer le fonctionnement et les performances du réseau de renseignements auquel ce dernier était l'ultime bénéficiaire.

En ce qui concerne la sécurité de l'île, même si le rapport révèle quelques failles dans la sécurité des installations, l'appréciation générale est positive et constate que des progrès sont en voie de réalisation. Le constat final est donc que les mesures pour assurer la sécurité interne vont de l'avant et que les principales menaces à cette sécurité sont : *a)* la possibilité d'une pénurie de nourriture, *b)* les incendies accidentels (principalement sur les quais de Port d'Espagne), *c)* le manque de matériels médicaux, et *d)* les sabotages¹⁰².

Tel que décrit auparavant, la mission avait aussi comme objectif d'établir un réseau d'information fiable qui serait en mesure d'aviser à propos de tout problème potentiel de nature politique ou économique. La courte description donnée à propos des informateurs permet de constater le large éventail de profils politiques et sociaux représenté et cela n'est pas un hasard. En effet, Field a établi des contacts diversifiés afin d'être en mesure d'avoir des informateurs capables d'aviser au sujet de tout trouble possible. Par exemple, sur cette liste figure un conseiller personnel du gouverneur de l'île, un membre des forces de l'ordre, un agitateur prônant des doctrines communistes ainsi qu'un auteur non sympathique aux politiques coloniales. Avec l'accord du sous-secrétaire d'État Welles, un arrangement avait été pris afin de recevoir les correspondances des informateurs par le biais du consulat américain pour ensuite être redirigé vers Fletcher Warren du département d'État. Quant à Field, il pouvait toujours envoyer ses messages à ses informateurs par le procédé inverse¹⁰³. Avec l'aide de ce réseau, l'organisation de Carter se voit en mesure de fournir des rapports au Président sur la progression des relations anglo-américaines et des évaluations de personnels, même lorsque Field a quitté la Trinité. En effet, plusieurs mémos provenant de ce réseau et détaillant l'état des relations anglo-américaines seront envoyés au Président. Par exemple, un mémo de Field à

¹⁰² *Ibid*, p. 7, 27-32.

¹⁰³ *Ibid*, p. 14-15.

l'intention de Carter daté du 29 juillet 1942 explique qu'un informateur de Field qualifie les relations anglo-américaines d'extrêmement cordiales et mentionne que le général Pratt (le remplaceant du General Talbot) et son personnel effectuent de l'excellent travail¹⁰⁴.

Dans un mémorandum envoyé au Président le 16 décembre 1942, Carter indique que le dernier rapport d'Henry Field (joint au sien) annonce que la plupart des problèmes en Trinité ont été réglés et que la mission de Field se justifie par ses résultats. En résumé, le mémo souligne que les relations entre les autorités britanniques et américaines continuent de s'améliorer et que la sécurité est plus adéquate à Port d'Espagne. Selon des informations « *off-the-record* » provenant du nouveau gouverneur Sir Bed Clifford, questionné par Field, les risques de soulèvement de la part d'ouvriers étaient faibles, les mesures de sécurité des installations portuaires de Port d'Espagne étaient relativement adéquates et la relation entre le gouverneur et les hautes autorités militaires américaines, en l'occurrence le général Pratt et l'amiral Ohlendorf, allait extrêmement bien¹⁰⁵.

Dans son mémo annonçant ces nouvelles provenant du rapport, Carter amorce celui-ci à l'aide de la phrase suivante: « Pleasant news that does not call for any action may sometimes be attractive in these times.¹⁰⁶ » Le fait que ces nouvelles informations ne demandaient pas à FDR d'entreprendre une action particulière contribue certainement à augmenter la difficulté d'évaluation de l'influence de cette mission sur le Président, mais à l'instar de ceux de la mission en Martinique, les rapports de l'organisation Carter constituent des outils qui ont pu être utiles à FDR pour éviter de prendre des décisions précipitées et mal éclairées.

¹⁰⁴ Rapport, Memorandum on Trinidad, 29 juillet 1942; Rapport, Report on Conditions in Trinidad, 30 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

¹⁰⁵ Rapport, Report on Trinidad, 9 décembre 1942, p. 1-2; Rapport, Report on Trinidad, 16 décembre 1942, bobine 2, Microfilms FDR.

¹⁰⁶ Rapport, Report on Trinidad, 16 décembre 1942, bobine 2, Microfilms FDR.

Des rapports faisant des mises à jour vont parvenir au Président minimalement jusqu'au 11 août 1943. Le dernier rapport, celui du 11 août 1943, fait l'évaluation de l'état des relations anglo-américaines, encore décrites comme très bonnes, et contient principalement une évaluation des différentes autorités militaires américaines provenant d'une source britannique non identifiée du réseau d'informateurs de Field. Bien que la majorité des évaluations soit positive, il est aussi souligné qu'un certain aide-militaire de l'amiral Robinson est mal perçu tant par les Américains que les Britanniques. À la suite de la réception de ce mémo, soit le 16 août 1943, le Président enverra une copie à l'intention du « Chief of Bureau of Personnel » du département de la Marine et au chef de l'ONI¹⁰⁷. Le fait que le Président ait envoyé une copie du mémo donne une idée de la confiance qu'il portait au réseau et permet de conclure que FDR consultait et utilisait ces rapports en provenance du réseau Carter. Ceux-ci étaient donc utiles au Président à des fins de gestion.

La mission de Field est donc un exemple supplémentaire pour renforcer l'idée que FDR favorisait l'emploi de réseaux informels afin de contourner et d'évaluer son propre système. De plus, il n'y a pas que le caractère informel de l'organisation qui instruit sur les méthodes affectionnées par FDR. En effet, en plus de permettre au Président d'évaluer une situation sans totalement dépendre des agences officiellement responsables, l'organisation de Carter soumettait des évaluations qui permettaient au Président de bénéficier d'un point de vue supplémentaire au sujet des performances des agences officielles. En d'autres mots, ceci lui permettait d'avoir un regard plus indépendant tout en ayant une évaluation du rendement de ses agences officielles. Au besoin, Roosevelt pouvait aussi utiliser ces rapports évaluatifs en les soumettant aux organisations concernées afin de jauger leur réaction, ou bien afin d'inciter informellement à des changements ou à des explications. Ces rapports pouvaient donc devenir un outil pour une gestion indirecte.

¹⁰⁷ Rapport, Report on Trinidad, 11 août 1943, p. 1-4; Mémo, FDR au chef de l'ONI, 16 août 1943; Mémo, Randall Jacobs à FDR, 17 août 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

Bien que les Caraïbes aient été un théâtre d'importance secondaire pendant la guerre, l'emploi du réseau Carter par le Président pour enquêter sur le cas de l'île de Trinité démontre que FDR saisissait l'importance stratégique de la région. Par exemple, c'est le 16 février 1942, lorsqu'un *U-boat* allemand coula cinq navires (quatre britanniques et un vénézuélien) à Aruba, que s'amorce la bataille des Caraïbes¹⁰⁸. Alors que les renforts américains devenaient plus nombreux dans ce secteur, la coopération anglo-américaine en Trinité était nécessaire à un moment où les Caraïbes faisaient face à un danger réel. L'approbation et l'envoi d'une mission du réseau Carter sur cette île démontrent que FDR mesurait bien l'importance de la coopération pour le succès de la bataille des Caraïbes. Qui plus est, comme nous l'avons vu, aux yeux des Américains, le printemps 1942 est une période critique en ce qui concerne les probabilités d'utilisation de la Martinique par l'Axe puisque Washington suspecte Vichy de s'aligner avec l'Axe.

Le danger de subversion interne était toutefois moins alarmant que les autorités militaires l'avaient jugé en 1941. Avec le recul, il faut reconnaître que l'organisation de Carter avait vu juste lorsqu'elle a associé les agitations des travailleurs locaux sur les bases américaines, non pas à la subversion nazie comme l'affirmaient les autorités militaires, mais à une tentative de la part des ouvriers afin d'améliorer leur condition de travail, et par extension, leur condition de vie. À ce sujet, l'historien militaire Stetson Conn conclut : « By the time World War II had ended, no evidence could be discerned that the labour troubles were anything more than attempts by the workers to better their lot by methods not entirely foreign to the United States.¹⁰⁹ » Les rapports de Field, datant de 1942, viennent consolider et corroborer cette conclusion.

L'approbation par FDR d'une seconde mission en Trinité (jumelée avec une mission en Guyane britannique) vient aussi renforcer l'idée que le Président était satisfait du travail de l'organisation de Carter, et de celui de l'agent Field. Le 28 décembre 1943,

¹⁰⁸ Conn, *Guarding the United States and Its Outposts*, p. 423.

¹⁰⁹ *Ibid*, p. 383.

Carter écrit une note au Président, avec la mention « urgent », pour lui demander son approbation afin d'envoyer Field « ... on a short and quiet trip » en Trinité et en Guyane britannique. Carter explique au Président que Charles Taussig, *chairman* de la « Anglo-American Caribbean Commission of the Department of State »¹¹⁰, et Adolph Berle, secrétaire-adjoint d'État, étaient embêtés par des rapports récents à propos du moral de la population au sein des deux possessions britanniques. Avant de soumettre ce problème devant l'« Anglo-American Caribbean Commission » et devant le « Colonial Office », Taussig préférerait vérifier l'état de la situation et aurait proposé d'envoyer Henry Field. Carter indique que selon Taussig, cette mission se justifiait parce que le moral au sein de la population civile était mauvais et même dangereux parmi la tranche de population que formaient les Indiens de l'Est puisque ces derniers étaient agités en réaction à la famine qui touchait l'Inde. Taussig pensait que les autorités britanniques allaient tout simplement adopter une attitude « *wait and see* », et au besoin, utiliser les mitrailleuses si des complications voyaient le jour. Étant d'accord avec Taussig sur la gravité de la situation, Carter fait savoir au Président qu'Henry Field est en mesure de s'absenter pour quelques semaines sans que son projet du moment (Projet M) en souffre¹¹¹. Il estime que

¹¹⁰ À la suite de la création de l'AACC en mars 1942, Roosevelt désigne Taussig à titre de co-président représentant les États-Unis alors que le gouvernement de Sa Majesté désigne Sir Frank Stockdale comme co-président représentant la Grande-Bretagne. Les deux hommes ont été indispensables dans la création de la commission. Baptise, *War, Cooperation, and Conflict*, p. 152-153.

¹¹¹ Dans *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White Years, 1941-45*, Field relate que les objectifs de sa deuxième mission, en janvier 1942, consistaient à enquêter sur la situation sociale en Trinité et à découvrir pourquoi les États-Unis ne pouvaient pas s'approvisionner en bauxite à partir de la Guyane britannique. Bien qu'il soit vrai que des rapports traitent de l'approvisionnement de minerais en Guyane britannique, les sources indiquent que ces rapports ont été envoyés en octobre 1944 soit après les deux missions de Field dans les Caraïbes (mars 1942 et janvier 1944). L'essentiel du rapport principal de Field rédigé en février 1944 contient une évaluation des tensions sociales pouvant provenir de plusieurs secteurs comme celui du travail, de la politique et de la santé. Bien que ces deux objectifs ne soient pas mutuellement exclusifs, les mémos datés de février 1944 ne laissent pas supposer que l'objectif principal de Field en Guyane britannique consiste spécialement à expliquer la situation de l'industrie minière. Bref, le rapport focalise principalement sur les risques d'agitation sociale alors que ceux concernant explicitement l'industrie minière seront ultérieurs au deuxième voyage de Field dans les Caraïbes. De fait, les rapports à propos de la bauxite datent d'octobre 1944. Un de ces rapports indique que c'est le major Art Williams qui est à l'origine des informations sur la bauxite. Ce dernier a été un compagnon de voyage de Field pendant sa mission de janvier 1944. Nous pouvons donc présumer que les deux individus ont gardé contact après leur excursion commune et que Williams a transmis les informations à Field. De plus, dans ses mémoires, ce dernier mentionne que sa deuxième assignation dans les Caraïbes, celle de janvier 1944, lui

l'opération devrait coûter environ 2.000 \$¹¹². Après avoir reçu l'accord de « Pappy », un pseudonyme souvent employé par Carter dans ses notes personnelles pour référer à FDR (qui aimait d'ailleurs se désigner ainsi), Carter prévoit le départ de son agent le 7 janvier 1944 pour une durée de trois semaines. L'alibi de Field consistera à expliquer que celui-ci est envoyé pour établir un rapport préliminaire au sujet de la liquidation du matériel militaire¹¹³.

En provenance de Miami, Field atteindra Port d'Espagne par l'entremise d'un hydravion de type Sikorsky. À l'instar de sa première visite en Trinité, Field effectuera des inspections à propos de la sécurité d'installations tout en procédant à des entrevues et des études à caractère sociologique. Le gouverneur Sir Clifford Bede, le remplaçant de Young, accompagnera Field dans plusieurs de ses visites. L'agent de Carter en viendra à constater les nombreuses améliorations liées à la sécurité et aux relations anglo-américaines. Après avoir effectué ces tâches d'inspection, qui à certains égards, étaient similaires à celles d'un attaché militaire, l'agent anthropologue montera à nouveau à bord d'un hydravion, mais cette fois-ci, à destination de Georgetown en Guyane britannique¹¹⁴.

Arrivé à destination, Field rencontrera des officiels, dont le gouverneur de l'endroit: Gordon Lethem. Après avoir rencontré plusieurs chefs associés au monde du travail, où

aurait été envoyée directement des mains du Président par l'entremise de Grace Tully alors que, comme nous venons de voir, les sources des *Carter files* indiquent plutôt que l'origine de la mission s'explique par les inquiétudes de Berle et Taussig. En somme, les objectifs et l'origine de la deuxième mission de Field dans les Caraïbes anglaises semblent erronés dans son compte rendu personnel. Field, *The White House Years*, p. 59; Rapport, Report on Sending Henry Field to Trinidad and British Guinea, 28 décembre 1943, bobine 2; Rapport, Report on Trinidad and British Guinea, 14 février 1944, p. 1-6, bobine 3, Microfilms FDR.

¹¹² Rapport, Report on Sending Henry Field to Trinidad and British Guinea, 28 décembre 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

¹¹³ Journal intime, 3 janvier 1944, *The Year of crisis, 1943* (Diary). Boîte no. 17, dossier no. 1, John Franklin Carter Papers, American Heritage Center, University of Wyoming. Laramie, Wyoming (ci-après « JFCP »).

¹¹⁴ Field, *The White House Years*, p. 59-70.

Field eut certainement l'occasion d'apprendre sur les causes de tensions entre l'administration et divers groupements politiques ou du monde du travail, l'agent de Carter entreprendra une expédition au caractère résolument anthropologique¹¹⁵. En effet, bénéficiant des services de transport d'un militaire de l'USAF, le major Art Williams, l'anthropologue Field visitera les Rupununi Savannahs pendant une période de trois jours. Durant cette période, il entrera en contact avec des indigènes (des *Macusi Indians*) et étudiera leur environnement. Cette expérience mènera notamment à la production d'une étude pour le Projet M fondée sur de nouvelles données épidémiologiques, agraires et météorologiques¹¹⁶. Ainsi, à l'instar des méthodes des missions précédemment étudiées, celle utilisée par l'agent de Carter est un mélange d'enquêtes sur le terrain, d'entrevues et d'études sociales et scientifiques. De plus, la mission offre aussi l'opportunité de poursuivre son enquête anthropologique secrète, le Projet M, qu'il menait pour le compte de Roosevelt et qui était aussi chapeauté par l'unité de Carter.

Un résumé du compte rendu de Field sur l'état de la situation sera transmis, par le biais de Carter, au Président le 15 février 1944. Au sein du document, Field conclut que malgré une amélioration des relations anglo-américaines et des mesures de sécurité, l'atmosphère générale est effectivement propice à des agitations de la part des travailleurs au sein des deux colonies. Field identifie trois causes principales de tension. Premièrement, il invoque les politiques coloniales britanniques ainsi que son administration combinée avec les remous occasionnés par la présence américaine. Deuxièmement, il avance que des agitateurs ont réussi à généraliser l'idée chez les travailleurs que s'ils n'obtiennent pas de gains avant la fin de la guerre, ils n'en obtiendront jamais. Et troisièmement, il explique que des tensions raciales croissent

¹¹⁵ Dans ses mémoires, Field dit avoir eu connaissance que sa chambre fut quotidiennement fouillée en secret pendant la période où ce dernier rencontrait des officiels et des chefs d'associations de travailleurs. Il ajoute que c'est l'entraînement lié à la sécurité qu'il a reçu de l'OSS qui lui permet de signaler ce fait. Ces détails ne figurent toutefois pas dans les rapports de Field ou de Carter durant les années de guerre. Field, *The White House Years*, p. 75.

¹¹⁶ Rapport, Report on Trinidad and British Guiana, 14 février 1944, p. 6, bobine 3, Microfilms FDR.

depuis que les Noirs ont réalisé que les Indiens de l'Est ont augmenté leur pouvoir, leur prestige et leur prédominance¹¹⁷.

Cela dit, Field évalue tout de même que la situation en Trinité est sous contrôle que les autorités sont en mesure de faire face à la situation. Toutefois, il précise qu'une partie du mécontentement des travailleurs provient du fait que le nombre d'employés locaux affectés à la construction des bases américaines est passé de 30 000 à 10 000 personnes. En conséquence, il suggère de surveiller les organisations politiques militant pour les droits des travailleurs locaux. Toujours selon Field, la situation est plus précaire en Guyane britannique, mais le danger que cette colonie représente est de moindre importance. En effet, le rapport mentionne que le risque d'une grève comprenant plusieurs associations syndicales, comme celles des marins et du transport, soit déclenchée est élevé (probablement en avril 1944), mais il indique que la police et la milice pensent être en mesure de contrôler la situation. Cependant, Field note un risque que les affrontements entre les autorités et les travailleurs soient exploités à des fins propagandistes par l'Axe¹¹⁸.

À propos de la mission de Field et de la question des risques de subversion, le résumé de l'enquête envoyé à FDR par Carter en février 1944 mentionne que l'enquête complète de Field est utilisée dans l'élaboration d'un volumineux dossier en collaboration avec le FBI et Taussig¹¹⁹. De fait, dans son rapport, Field explique que les données qu'il a recueillies au sujet des *leaders* au sein des travailleurs, des agitateurs et du WIN Party (« West Indian Nationalist Party ») seront associées à d'autres études sous la direction de Taussig, Berle et Tamn (du FBI) afin de préparer un rapport spécial sur les activités

¹¹⁷ *Ibid*, p. 1.

¹¹⁸ *Ibid*, p. 4-5.

¹¹⁹ Rapport, Report on Sending Henry Field to Trinidad and British Guinea, 28 décembre 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

subversives liant Harlem, les Indes occidentales et la Guyane britannique¹²⁰. Comme nous l'avons vu, Taussig avait antérieurement identifié New York comme un important lieu d'organisation de la diaspora des Indes occidentales impliqué dans plusieurs groupes activistes réclamant diverses réformes dans les Caraïbes anglaises¹²¹. Ceux-ci représentaient un risque d'agitation sociale et, dès lors, un risque pour la sécurité de la région, et par extension, pour celle des États-Unis¹²².

Aussi, un des points intéressants de cette mission est qu'elle a été commandée par méfiance envers les méthodes de gestion coloniale de l'allié britannique. En effet, il est éclairant de constater que le Président ait approuvé une mission de renseignements dont le but était d'amasser des informations sur l'instabilité possible des colonies anglaises, et ce, avant de soumettre le problème de façon officielle devant l'« Anglo-American Caribbean Commission » et le Colonial Office. Cela constitue un exemple supplémentaire pour démontrer que la « relation spéciale » entre les États-Unis et la Grande-Bretagne n'était pas exempte de soupçons mutuels. Un agenda différent quant au sort des colonies ainsi que désaccord dans la gestion de ces colonies a peut-être amené FDR à vouloir se fier sur ses propres témoins¹²³.

¹²⁰ Field indique que le « Win Party » a été créé en décembre 1942 et qu'il vise l'union des Noirs contre les Indiens de l'Est et les « non-noirs ». Rapport, Report on Trinidad and British Guiana, 14 février 1944, p. 1-2, bobine 3, Microfilms FDR.

¹²¹ À propos des liens entre les Caraïbes anglaises et les différents groupes activistes regroupés aux États-Unis (principalement à New York), voir: Jason Parker, « Diaspora Against Empire; Apprehension, Expectation, and West Indian Anti-Americanism, 1937-1945 », *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, sous la dir. d'Alan McPherson, New York, Berghahn Books, 2006, p. 165-187.

¹²² À propos des risques de soulèvement des populations des Indes occidentales, Field, dans un rapport écrit en décembre 1944 pour le compte de l'AACC, soutient: « ... revolt against the imperial system is evident everywhere ». Qui plus est, Field note aussi que l'intelligentsia des Indes occidentales est « consistently anti-Britain, anti-imperialist, and frequently anti-American because of race discrimination in the US ». Parker « Diaspora against Empire », p. 180-181.

¹²³ Dans *The Juggler, Franklin Roosevelt as Wartime Statesman*, Warren Kimball traite notamment de la « relation spéciale » entre Anglais et Américain par rapport à l'hémisphère occidental. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1991, p. 107-125.

Il demeure assez difficile de connaître l'appréciation exacte de FDR pour le rapport qu'il reçoit à propos de cette mission en Trinité et en Guyane britannique. À la suite d'une rencontre entre FDR et Carter, où ce dernier présente un résumé du rapport de Field au Président, Carter note dans son journal personnel que « Pappy » a exprimé l'espoir que les travailleurs de la colonie britannique voient leur salaire augmenté. À ce propos, Carter aurait mentionné à Field, qui devait rencontrer le Président, de rappeler à Roosevelt que les services de renseignements auront toujours tendance à exagérer le degré de responsabilité de l'Axe et des communistes pour expliquer des requêtes tout à fait légitimes¹²⁴. Il est donc possible de penser que le rapport ait permis au Président de disposer d'informations utiles lui permettant de se faire une idée plus juste sur les risques de subversion et de révolte de certaines tranches de la population des Caraïbes. Aussi, nous pouvons présumer que le Président accordait une certaine crédibilité aux informations contenues dans le rapport de Field, puisque deux jours suivant sa réception, soit le 17 février 1944, Roosevelt transmet le document à Eleanor Roosevelt (qui devait se rendre aux Caraïbes peu après) pour des fins de consultation¹²⁵. Cette dernière avait un grand intérêt pour la défense des droits civiques, et ce, notamment pour les droits des Noirs¹²⁶. De fait, la Première Dame avait déjà visité la région avec l'appui du « National Association for the Advancement of Colored People » (NAACP).

¹²⁴ Journal intime, 10 février 1944, Boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

¹²⁵ Mémo, FDR à Eleanor Roosevelt, 17 février 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

¹²⁶ Réformiste dévouée et grande humaniste, Eleanor Roosevelt tenait particulièrement aux droits des Noirs. Elle fut la première personnalité démocrate logeant à la Maison-Blanche à adopter une position sans compromis par rapport aux Noirs et aux droits civiques. Par exemple, en 1934, elle supporte Walter White du NAACP dans ses efforts afin que le Président appuie une législation anti-lynchage (bien qu'il se dit favorable aux droits des Noirs, ce dernier refuse de donner son appui de peur de perdre le vote des sudistes blancs). Aussi, la Première Dame fut instrumentale dans le ralliement des Noirs afin qu'ils supportent le « New Deal ». Durant la Deuxième Guerre mondiale, une de ses grandes préoccupations est que les droits des travailleurs ne soient pas compromis au nom de la défense nationale. À cet effet, elle réussit, par des interventions auprès du Président et des négociations avec les chefs du NAACP, à promouvoir l'adoption d'une loi interdisant la discrimination fondée sur la couleur, la race ou l'origine nationale dans les industries détenant des contrats gouvernementaux liés à la production de guerre. Le 25 juin 1941, un décret présidentiel officialise la création du « President's Committee on Fair Employment Practices ». Otis Graham Jr. et Meghan Robinson Wander, *Franklin D. Roosevelt: His Life and Times: An Encyclopedic View*, Boston, G.K. Hall, p. 360-367.

Quant à l'appréciation de Carter à l'égard de cette mission, lorsque ce dernier résume celle-ci au président Truman en 1945, il explique que cette assignation de Field fut menée à la requête de l'« Anglo-American Caribbean Commission » afin d'enquêter sur les agitations de la population locale et que la mission fut un succès. Il ajoute que le « British Colonial Office » a subséquemment utilisé cette affectation pour réduire l'autorité de l'« Anglo-American Caribbean Commission » et que cela pouvait servir d'avertissement quant aux politiques coloniales britanniques d'après-guerre en Asie du Sud-Est face à la politique de « *trusteeship* »¹²⁷. Son commentaire laisse penser qu'il considérait la mission comme un présage des désaccords à venir avec l'Angleterre à propos de la situation coloniale d'après-guerre.

À l'instar de la première mission de Field en Trinité, la deuxième mission de ce dernier ne prit pas fin avec le retour de l'anthropologue aux États-Unis. En effet, l'agent de Carter continue, par le biais de ses informateurs, à être informé des événements susceptibles d'intéresser le Président. Par exemple, le 2 octobre 1944, Field soumet un rapport où celui-ci annonce que le major Art Williams lui a rapporté qu'un gisement de niobium, le premier du genre dans l'hémisphère ouest, a été trouvé en Guyane britannique. Très demandé, notamment pour la fabrication de bombardiers B29, ce minerai n'était alors disponible pour les États-Unis que par le biais de l'Afrique et ces lointains gisements seraient de moindre envergure que celui découvert en Guyane britannique. Ajoutant à ces considérations que le niveau des stocks américains de ce minerai n'était pas critique, mais que les besoins futurs demandaient une évaluation attentive des possibilités et des moyens de se procurer un accès à ce minerai en Amérique, le réseau Carter (appuyé par la « Foreign Economic Administration » (FEA)) suggère à FDR l'acquisition de niobium en Guyane britannique. Néanmoins, ce projet n'aboutit pas à la suite de l'opposition du « War Production Board » (WPB) qui tenait à

¹²⁷ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 3, DJFC HSTL.

ce que l'acquisition de métaux rares et stratégiques soit une prérogative de l'industrie privée¹²⁸.

Malgré que cette dernière recommandation du réseau Carter ne fût pas entérinée, il nous est possible de constater que le réseau Carter pouvait amener de nouvelles informations pouvant affecter des choix stratégiques directement sous les yeux du Président. Il nous est aussi possible de démontrer que les assignations pourtant courtes de Field dans les Caraïbes ont permis la réception continue d'informations qui ont pu enrichir les connaissances sur un nombre de facteurs étrangers susceptibles d'influencer des décisions reliées à l'effort de guerre.

En somme, lors de l'examen des trois assignations du réseau Carter dans les Caraïbes, il a été vu que FDR, par le biais du réseau Carter, portait une attention spéciale au cas des possessions européennes dans les Caraïbes. Les risques de subversion nazie que couraient ces colonies, ainsi que le danger que ces possessions deviennent des rampes de lancement pour des opérations nazies, étaient évalués par le réseau Carter. En ce qui concerne les dangers liés à la présence d'une cinquième colonne, les rapports des agents de Carter n'ont pas fait de constats alarmants et n'ont pas pour autant ignoré le danger potentiel que ce type d'infiltration pouvait représenter. De plus, le réseau Carter a su différencier les révoltes potentielles dues à des facteurs internes à celles qui pourraient surgir à la suite d'actes de subversion de l'Axe. Par exemple, il a été vu qu'un antiaméricanisme ou un anti-impérialisme anglais n'était pas nécessairement synonyme de sympathies pour l'Axe.

Dans *Conflict of Duty* de Jeffrey M. Dowart, où il est question de l'ONI, il est montré que l'emploi de plusieurs agences de renseignements aux tâches mal définies crée des

¹²⁸ Rapport, Report on Columbium Ore in British Guiana, 2 octobre 1944; Rapport, Report on Columbium Ore in British Guiana, 3 octobre 1944; Mémo, Grace G. Tully à JFC, 11 octobre 1944; Rapport, Columbium Deposit in British Guiana, 28 décembre 1944, p. 1-3; Rapport, Report on Columbium Deposits in British Guiana, 28 décembre 1944, Rapport, Colombium Deposit in British Guiana, 16 janvier 1945; Rapport, Final Report on Columbium in British Guiana, 18 janvier 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

duplications des rôles et fonctions des agences et une compétition interagence qui peuvent devenir néfastes au rendement d'une organisation. Par exemple, il relève qu'à Port d'Espagne (en Trinité), les agents de l'ONI devaient rivaliser avec les agents britanniques, les agents du FBI, ceux du Colonel Donovan et même ceux du Président. À propos de ceux-ci, l'auteur fait référence à Henry Field en mentionnant que celui-ci était alors en mauvais termes avec l'ONI¹²⁹.

Même si nous sommes d'accord avec cette idée selon laquelle la duplication avait certainement des effets néfastes sur le renseignement, il faut dire qu'un avantage de celle-ci réside dans le fait qu'elle permettait au Président de disposer de plusieurs évaluations sur un même cas. Ainsi, en ce qui concerne les risques liés à la présence d'une cinquième colonne, les rapports du réseau Carter en Trinité et en Guyane britannique ont établi des constats des différentes situations beaucoup moins alarmistes que ceux de l'ONI, du FBI et du G2. Comme les rapports du réseau Carter ne recommandaient pas d'actions drastiques, il est plus difficile d'évaluer l'influence de ceux-ci sur la politique de FDR, sauf dans la mesure où il a effectivement évité d'agir sur les commentaires hystériques des autres, mais sachant que le Président manifestait un intérêt certain pour ces rapports, il est possible de penser que ceux-ci aient pu aider ce dernier à éviter des décisions trop drastiques et en discordance avec les exigences des différentes situations. La même conclusion s'impose lorsqu'il est question de l'influence des rapports de Munson sur la situation politique en Martinique. Il est effectivement difficile de mesurer l'influence précise de cette mission sur les décisions de FDR, mais couplée à d'autres facteurs, telle l'entente Greenslade-Robert, on a vu qu'elle a permis d'informer le Président que les négociations avec l'amiral Robert représentaient une option bénéfique aux intérêts américains. Par exemple, le maintien des négociations avec l'amiral Robert à un moment où des actions plus risquées étaient envisagées par Washington a permis à FDR de favoriser la poursuite de son « Vichy Gamble ».

¹²⁹ Dowart, *Conflict of Duty*, p. 211-212.

Même s'il est vrai que durant son existence, le réseau Carter a produit son lot de rapports alarmistes et exagérés, pour ce qui est du cas spécifique des missions des Caraïbes, l'agence a su faire preuve de discernement, notamment lorsqu'il était question de faire la distinction entre des activités subversives nazies et des agitations liées au contexte social et politique¹³⁰.

De plus, la duplication causée par l'utilisation du réseau Carter permettait à FDR de bénéficier de rapports évaluatifs directement adressés à sa personne au sujet des autres agences de renseignements. À l'instar de sa direction des autres organisations gouvernementales, la compétition entre les agences donnait à FDR le pouvoir d'agir en ultime arbitre. Pour Roosevelt, l'utilisation du réseau Carter était donc un outil très cher pour ébranler la bureaucratie. Aussi la duplication des fonctions et des rôles permettait à FDR d'être le seul possesseur de toutes les cartes du jeu. Ainsi, l'examen des missions aux Caraïbes vient renforcer l'idée déjà existante à propos du style de gestion indirecte et compétitive du Président.

Tout en permettant de jeter la lumière sur des épisodes moins connus du renseignement américain, la présentation des assignations du réseau Carter dans les Caraïbes a aussi permis de montrer comment les relations entre Britanniques et Américains ont pu, à certains moments, être teintées de doutes et mésestimes, et par d'autres moments, être marquées par une collaboration marquée par le sceau d'une confiance mutuelle.

Les missions du réseau Carter effectuées dans les Caraïbes françaises et anglaises démontrent toute l'importance que Roosevelt accordait aux Caraïbes dans la stratégie américaine pendant la Deuxième Guerre mondiale. Comme nous l'avons vu, la sécurité

¹³⁰ Par exemple, les ouvrages *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush* de Christopher Andrew et *Roosevelt's Secret War* de Joseph Persico font mention de certains rapports non fondés de l'organisation Carter qui furent soumis au Président.

de la région passe progressivement sous contrôle américain et ce transfert de responsabilité n'est pas sans embûches. Les missions du réseau Carter auront permis à FDR de rester personnellement informé sur l'état de cette transition et même d'évaluer de nombreux éléments liés à son bon déroulement. Au prochain chapitre, nous verrons comment le réseau Carter permit à Roosevelt de conduire des assignations hors de l'ordinaire.

CHAPITRE IV

LE PROJET S, LE PROJET M ET L'IMPLICATION DANS LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE ET LA PROPAGANDE

Lors du chapitre II, nous avons esquissé un portrait des principaux champs d'activités du réseau Carter. Au sein du présent chapitre, nous poursuivons l'étude de l'évolution organisationnelle du réseau en examinant deux projets spéciaux chapeautés par l'organisation Carter, soit le Projet S et le Projet M. Nous montrerons comment Carter entendait réorienter son agence vers des fonctions liées à la guerre psychologique et à la propagande. Carter, conscient du fait que les impératifs de la guerre demandaient à ce que le système du renseignement soit adapté à cette réalité, cherchait par la mise sur pied de ces projets jumeaux à influencer la refonte d'un système du renseignement alors en transformation.

Le 9 janvier 1942, Carter envoya un rapport au Président avec ses recommandations à propos d'un plan qui préconisait le développement d'une agence américaine de renseignements opérant à l'échelle mondiale. Développé par le COI, ce plan aurait d'abord été exposé à Carter par David Bruce, le bras droit de William Donovan. Carter qualifia le plan d'utile et affirma que ce dernier pouvait effectivement servir de modèle pour le développement d'une organisation centrale du renseignement, mais l'agent personnel du Président proposa aussi quelques modifications. Selon Carter, le plan de la COI était flou à propos des opérations et il se fondait principalement sur les méthodes d'organisations allemandes et britanniques qui étaient, pour leur part, le résultat de l'expérience particulière de ces nations et de leur caractère national respectif. Dès lors, Carter suggéra le développement d'un mode d'opération beaucoup plus simple, plus

« *happy-go-lucky* » qui utiliserait l'ignorance comme méthode de confidentialité. Pour ce faire, l'agent présidentiel préconisait l'utilisation de petites équipes d'agents ne connaissant que l'identité de ses propres membres et qui seraient organisées et dirigées à partir de multiples centres de commandement distincts. Cette façon de faire permettrait aux États-Unis de développer une organisation selon son expérience et son caractère national. Finalement, Carter ajouta qu'il était très ambitieux d'être autorisé à expérimenter quelque chose du genre à une échelle modeste et qu'il aimerait bien exposer ses plans plus concrets pour les opérations lorsque le Président aurait quelques minutes à lui consacrer après une conférence de presse¹.

La correspondance disponible ne permet pas de présumer que FDR a subséquentement officiellement autorisé Carter. Nous pouvons penser que la proposition de Carter constituait une demande pour assurer que son réseau qui, rappelons-le, peu de temps auparavant avait fait état des difficultés à opérer sans identification, puisse être impliqué dans un projet qui l'amènerait à prendre de l'expansion. De fait, au cours du même mois, Carter rapporta à FDR que certains officiels connaissant la nature de ses activités faisaient allusion au fait qu'il serait temps que son organisation passe sous la « protection » d'un département puissant. De plus, il faut aussi souligner qu'une croissance possible du COI pouvait être perçue comme une menace à la survie du réseau Carter dans la mesure où tout comme Carter, Donovan opérait alors à l'aide des fonds d'urgence présidentielle². Ainsi, même si ces deux agences étaient capables de

¹ Rapport, Report on the Organization or Development of a World-Wide Intelligence, 9 janvier 1942, bobine 1, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945*, Part 5: *The John Franklin Carter Files on German Nazi Party Members*, Bethesda, Md: University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR »).

² Il nous faut aussi souligner que par son soutien à certaines propositions du COI, le réseau Carter pouvait aussi tenter d'augmenter ses propres prérogatives. Par exemple, des rapports datés de la fin du mois de décembre 1941 et du mois de janvier 1942 indiquent que Carter supportait une proposition de Donovan visant à établir des comités de vigilance dans les industries de guerre afin de prévenir les risques de sabotage. À cet effet, Carter demanda à FDR l'autorisation d'utiliser son réseau en tant que point informel de liaison pour organiser la force de travail et l'amener à contribuer au renseignement. Carter fut autorisé à discuter avec Frances Perkins (secrétaire du Travail) et Sidney Hillman (directeur de l'« Office of Production Management » et chef du « War Labor Board » en 1942) au sujet de la possibilité de recourir à une main-d'œuvre syndiquée afin de prévenir le sabotage, mais ce projet ne progressa point en raison d'un

coopération (comme dans l'enquête à propos des Japonais américains), celles-ci pouvaient rivaliser lorsqu'il était question du développement du renseignement³.

À partir du printemps 1942, Carter manifesta un intérêt grandissant face aux renseignements liés à la propagande et la guerre psychologique. Dès lors, il tenta progressivement d'impliquer son organisation dans ce champ d'activité. Le 19 mars 1942, Carter contacta le Président en lui faisant parvenir un rapport au sujet d'un plan d'Harold Hoskins du département d'État. Le plan d'Hoskins prévoyait la mobilisation de 38 000 citoyens américains nés à l'étranger dans le but de les utiliser à des fins de guerre psychologique en soutien aux forces conventionnelles. La tâche principale des mobilisés serait de participer à une série de déclarations publiques les associant à leur groupe ethnique d'origine afin de contredire la propagande allemande (par exemple, le rapport stipule qu'Hitler soutenait que parce que les États-Unis n'étaient pas composés d'une seule « race », cette nation se diviserait selon des appartenances religieuses et « raciales » si elle venait à être attaquée). Selon Hoskins, cette forme de propagande américaine pourrait même aller jusqu'à inciter les populations européennes des territoires occupés ainsi que la population italienne et allemande à se soulever contre la domination dictatoriale, et dès lors, une reconquête physique du territoire européen par des forces américaines pourrait être évitée⁴.

Comme nous l'avons vu au chapitre II, à cette époque, Roosevelt aurait été particulièrement sensible à l'idée de favoriser une révolte interne en Allemagne afin d'éviter un débarquement américain en Europe. Toutefois, les sources restent muettes

conflit, que Carter qualifia d'« irréconciliable », entre les autorités compétentes concernées. Rapport, Confidential Report on Organized Labor and the War, 31 décembre 1941, p. 1-2; Rapport, Progress Report on Labor Cooperation in Combatting Sabotage, 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

³ Lettre, JFC à Grace Tully, 26 décembre 1941; Rapport, Progress Report on Identification for Members of this Unit, 9 janvier 1942; Rapport, report on Intelligence Services as Against the C.O.I., 19 janvier 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁴ Mémo, Memorandum, 7 janvier 1942, p. 1-7; Rapport, Report on Plan to Mobilize Foreign-Born Citizens for Psychological Warfare Against the Axis, 19 mars 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

quant à la réaction du Président face à ce mémo de Carter. Nous pouvons tout de même souligner qu'au sein de ce rapport, Carter proposa de nommer Hoskins comme *chairman* d'un comité composé de Bob Sherwood du COI et d'Ulric Bell de l'OFF (« Office of Facts and Figures ») où ceux-ci auraient le pouvoir de mettre en exécution des projets similaires à celui proposé par Hoskins. Cette dernière proposition n'était pas sans faire écho à ce qui deviendra l'OWI (« Office of War Information »), une organisation qui sera mise sur pied à la suite d'un ordre exécutif signé le 13 juin 1942. À cet effet, il est aussi pertinent d'indiquer que le 9 avril 1942, Carter envoya un rapport au Président où il présentait un plan conçu par son agent George Walker à propos de l'organisation des relations publiques gouvernementales. Dans ce rapport, Carter mentionna que ses préférences personnelles, quant au choix d'un directeur pour une telle organisation, allaient vers un candidat connaissant l'Amérique, le monde, la signification des *Four Freedoms* et possédant l'habileté requise pour présenter ses connaissances au public; quelqu'un comme Elmer Davis (à cette date, Roosevelt avait déjà arrêté son choix sur Davis pour diriger ce qui sera qui la future OWI), mais il n'avait toujours par signé d'ordre exécutif à cet effet). Nous n'avons pas l'assurance que FDR ait bien lu ce rapport, mais il se peut que les propositions de Carter quant à la création d'une agence gouvernementale de relations publiques et le choix de son directeur aient constitué un facteur supplémentaire pour inciter le Président (qui cherchait à faire cesser les critiques constantes et croissantes envers les divers services d'information) à finalement opter pour une consolidation des services d'information sous une agence dirigée par Elmer Davis⁵.

Peu de temps après avoir manifesté son soutien pour le projet de guerre psychologique d'Hoskins, soit le 21 mai 1942, Carter soumit à Roosevelt une autre idée liée au domaine de la guerre psychologique. Après une rencontre avec Harvey Davis, directeur du « Stevens Institute of Technology », au « Century Club » de New York, l'agent présidentiel rapporta à FDR une idée qui consistait à bombarder les cratères de

⁵ Allan M. Winkler, *The Politics of Propaganda: The Office of War Information, 1942-1945*, New Haven, Yale University Press, 1978, p. 31-37.

quelques-uns des 900 volcans semi-actifs du Japon enfin d'engendrer des éruptions volcaniques. Carter indiqua que Davis l'avait informé du fait que les volcanologues et les sismologues pensaient qu'une explosion au cœur d'un volcan semi-actif causerait des éruptions de lave d'envergure. Indiquant avoir été d'abord sceptique: « My reaction, of course, was that this was moonshine, but Davis assured me [Carter] the contrary⁶ », Carter indiqua que le bombardement de volcans pourrait être associé à une tentative de convaincre la population japonaise que ces éruptions étaient causées par la colère divine parce que leur Dieu était fâché contre eux. Nous pouvons penser que Roosevelt fut tout d'abord intéressé par cette idée non orthodoxe puisqu'il envoya le rapport de Carter au général Arnold de l'« Army Air Forces », avec la seule mention : « For your information ». Le 11 juin 1942, Arnold répondit au Président que la suggestion de Carter ne pouvait pas être écartée sans considération sérieuse puisque les résultats obtenus lors d'expériences de contrôles des flots de lave à Hawaii donnaient du poids à cette idée. Toutefois, il considérait que puisque les opportunités pour bombarder le Japon étaient limitées, il valait mieux accorder la priorité aux objectifs militaires étant donné leur nombre et leur importance⁷. Même si la proposition de Carter ne donna pas lieu à un projet concret, ce dernier continua de manifester son intérêt pour la guerre psychologique et la propagande auprès de Roosevelt.

Le 22 juillet 1942, soit quelques semaines après la dissolution du COI et la création de l'OWI et l'OSS, Carter envoya un rapport à Roosevelt où il proposait les services de son réseau pour coordonner les activités reliées à la guerre psychologique. Dans ce rapport, Carter indiquait que son unité et lui-même étaient avides d'être d'une utilité plus grande à l'effort de guerre. Selon Carter, les assignations présentes du réseau se déroulaient bien et il était disposé à entreprendre d'autres assignations. À cet effet, Carter

⁶ Rapport, Report on Suggestion for Bombing Japanese Volcanoes, 21 mai 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷ Rapport, Report on Suggestion for Bombing Japanese Volcanoes, 21 mai 1942; Mémo, général Arnold à FDR, 11 juin 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

demandait à être autorisé, tout en conservant la présente forme d'organisation, à coordonner les activités de guerres psychologiques, et ce, sous l'autorité de l'amiral Leahy (le nouveau *Chief of Staff*). Carter mentionnait qu'il bénéficiait du soutien du sous-secrétaire d'État Sumner Welles, qu'il était en excellents termes avec Elmer Davis et Bill Donovan et qu'il s'entendait très bien avec Nelson Rockefeller (coordinateur d'affaires interaméricaines au département d'État), ce qui l'amenait à penser qu'il n'y aurait pas de frictions dans ce champ. Carter justifia aussi sa candidature en soulignant le besoin de maintenir des liens entre les diverses organisations impliquées dans la guerre psychologique et aussi l'importance de maintenir des liens entre ces organisations et la Maison-Blanche. Il avançait aussi que Donovan, en tant que président du « Psychological Warfare Board of the Joint Chiefs of Staff », était surtout concerné par la guérilla et les activités subversives dans les pays étrangers, que le département d'État était davantage préoccupé par la forme et la continuité des différentes activités de guerre psychologique, que l'OWI était principalement intéressé par la propagande à l'étranger, et que Nelson Rockefeller limitait son champ d'action à l'Amérique latine⁸.

La réponse du Président ne se fit pas attendre. Le jour suivant, Roosevelt demanda à Grace Tully d'informer Carter que l'amiral Leahy « ... would have little to do with psychological warfare and the time is not just right⁹ ». Cette réponse du Président nous permet de comprendre que ce dernier était peu enthousiaste à confier la coordination de toutes les activités liées à la guerre psychologique sous contrôle militaire (les militaires étaient eux-mêmes peu enclins à chapeauter la propagande au sein du JCS¹⁰). De plus, il est vrai que le moment choisi par Carter n'était pas propice puisque l'OSS et l'OWI étaient alors à leurs premiers balbutiements¹¹. Il était donc prématuré de juger de l'état

⁸ Rapport, Report on Psychological Warfare Set-Up, 22 juin 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁹ Mémo, File Memo, 23 juin 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

¹⁰ Joseph E. Persico, *Roosevelt's Secret War*, New York, Random House, 2001, p. 187.

¹¹ Au sujet de la création de l'OSS, voir *The Shadow Warriors* de Smith et *Donovan and the CIA* de Troy. Au sujet de la création de l'OWI, voir *The Politics of Propaganda* de Winker.

des relations entre les deux organisations au sujet de la propagande et de la guerre psychologique¹². Qui plus est, la dissolution du COI et la réorganisation qui avait donné lieu à la création de ces deux nouvelles entités pouvaient notamment s'expliquer par le fait que le Président ne voulait pas que toutes les activités liées à la propagande et la guerre psychologique tombent sous le contrôle militaire¹³. En ce sens, la proposition de Carter ne pouvait que déplaire au Président. Malgré cet échec, Carter avait tout de même réussi à faire un pas dans le domaine de la guerre psychologique lorsqu'environ un mois auparavant, Roosevelt l'appuya dans ses démarches pour faire venir aux États-Unis un homme ayant fréquenté le cercle intime d'Hitler.

Cet homme de grande taille, Ernst Franz Sedgwick Hanfstaengl, aussi surnommé Putzi¹⁴, était fils d'un riche Munichois opérant une entreprise de reproduction d'art et d'une Américaine de la Nouvelle-Angleterre : Catherine Sedgwick. Né à Munich, il habita les États-Unis de 1905 à 1921 et, peu de temps après son retour en Allemagne, il fit la connaissance d'Adolf Hitler lors d'un événement où le futur *Führer* prenait la parole à titre de chef du « Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei ». S'étant rapidement lié d'amitié avec Hitler, Hanfstaengl apporta son soutien financier au journal du parti d'Hitler: le *Völkischer Beobachter*. Après le *putsch* manqué de 1923, Hitler trouva refuge dans une maison de campagne appartenant à Hanfstaengl située à Uffing¹⁵. Lorsqu'Hitler parvint au pouvoir en 1933, son ami Putzi, un homme aux talents

¹² Éventuellement, un conflit éclatera entre l'OSS et l'OWI à propos des prérogatives de chaque organisation à ce sujet. Le flou des directives présidentielles quant à la définition de la guerre psychologique et la propagande fut un facteur considérable dans la difficulté à définir et délimiter ces types d'activités entre les diverses agences. À ce propos, voir *The Shadow Warriors*, de Bradley Smith, *The Politics of Propaganda*, de Winkler, ainsi que *Propaganda Warriors*, de Clayton Laurie. Cette dernière étude est particulièrement intéressante dans la mesure où elle s'attarde à la description des trois principales écoles de pensée à ce sujet, soit celle de l'OWI (elle-même divisée en deux clans), celle de l'OSS et celle de l'Armée.

¹³ Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York. Basic Books, 1983, p. 442 (note 41).

¹⁴ Putzi, qui signifie « petit être » en dialecte bavarois, est un surnom qui lui fut donné par une paysanne travaillant pour sa famille alors qu'il était jeune. Ce surnom le suivit toute sa vie, et ce malgré le fait qu'il mesurait plus de six pieds. Peter Conradi, *Hitler's Piano Player: The Rise and Fall of Ernst Hanfstaengl, Confidant of Hitler, Ally of FDR*, New York, Carroll & Graf ed., 2004, p. 14.

linguistiques de haut calibre, hérita du poste de chef de la presse étrangère du Reich. Hanfstaengl n'était pas tout à fait inconnu de FDR puisque cet Allemand, qui fit des études à Harvard en 1905, avait fréquenté des personnages tels Walter Lippmann, Theodore Roosevelt Jr. et John Reed. Étant un pianiste talentueux, Hanfstaengl fut invité à jouer à la Maison-Blanche pour la famille de Theodore Roosevelt. Quelques années plus tard, c'était Hitler qui appréciait désormais ses talents de musicien. De fait, ce dernier pratiquait souvent pour le compte personnel d'Hitler en lui jouant notamment des compositions de Wagner (ainsi que des marches de l'équipe de football d'Harvard) lors de soirées réunissant l'entourage d'Hitler. Les multiples talents d'Hanfstaengl ainsi que son attitude hautaine et condescendante suscitèrent rapidement la jalousie et la rivalité d'autres proches d'Hitler, notamment celle du « ministre de la propagande », Goebbels. Selon ses rivaux, Hanfstaengl était trop cosmopolite et trop sensible à l'influence étrangère. Avec le temps, le *Führer* devint plus réceptif envers ces critiques et Hanfstaengl se mit à craindre pour sa vie. Vers la mi-1937, il décida de s'enfuir en Grande-Bretagne. Avec le début de la guerre en 1939, les autorités britanniques allaient l'interner puisqu'après maintes interrogations, on a déterminé qu'il était un étranger potentiellement dangereux pour la sécurité nationale¹⁶. C'est en fonction du même motif qu'en juin 1940, il fut envoyé à Fort Henry au Canada¹⁷.

Lors du chapitre I, nous avons vu que durant les années 30, Carter s'était rendu en Allemagne et avait réussi à obtenir une entrevue avec Göring (une entrevue qui lui causa par la suite des problèmes avec la presse américaine). Nous n'avons cependant pas souligné que cette entrevue a été rendue possible grâce à une rencontre de Carter avec Hanfstaengl. De fait, Carter connut Hanfstaengl au moment où celui-ci occupait le poste

¹⁶ Pour un compte rendu détaillé des antécédents d'Hanfstaengl, voir *The Missing Years*, d'Ernst Hanfstaengl (une autobiographie), et *Hitler's Piano Player*, de Peter Conradi. Voir la bibliographie pour les notices complètes.

¹⁷ Steven Casey, « Franklin D. Roosevelt, Ernst "Putzi" Hanfstaengl and the S-project, June 1942- June 1944 », *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 3, 2000, p. 340-341; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 191-192.

de chef de la presse étrangère du Reich. Carter tentait alors d'obtenir une entrevue avec Hitler, mais comme ce dernier désirait ne voir personne en ce temps, Hanfstaengl n'arrangea qu'une entrevue avec Hermann Göring. En février 1942, Carter apprit que Hanfstaengl se trouvait à Fort Henry et qu'il avait écrit une lettre au secrétaire d'État américain Cordell Hull et lui offrant ses services pour participer à la guerre psychologique auprès des Alliés. Après avoir pris connaissance de cette nouvelle, l'agent présidentiel approcha son chef afin de le convaincre que Putzi pourrait être utile aux États-Unis puisque ce dernier: « ... actually knows all these people in the Nazi government; he might be able to tell you what makes them tick¹⁸ ». Malgré l'opposition du FBI, du département d'État et des Britanniques, Roosevelt se montra intéressé par l'idée de Carter. Cela peut notamment s'expliquer par le fait que FDR affectionnait tout particulièrement le renseignement provenant d'agents humains (HUMINT) et aussi par le style bureaucratique de Roosevelt. Appliqué au domaine du renseignement, ce style de gestion l'amenait à favoriser l'utilisation de plusieurs canaux d'informations et à ne pas se limiter aux canaux dits officiels qui, aux yeux de Roosevelt, étaient limités par leur fonctionnement bureaucratisé. Ainsi, Hanfstaengl serait une source d'information supplémentaire parmi un réseau aux ramifications multiples dont l'ultime bénéficiaire était le Président lui-même. De plus, Carter avait fait valoir à Roosevelt que l'utilité de Putzi ne se limiterait pas à de l'information sur les antécédents de plusieurs haut placés nazis, puisque l'informateur allemand pourrait aussi jouer un rôle proactif dans la propagande des Alliés¹⁹.

L'opposition britannique à l'utilisation de Hanfstaengl s'explique par le fait que les Britanniques étaient suspicieux des idées politiques de l'Allemand. De plus, ceux-ci soutenaient que ses motifs pour aider les Alliés n'étaient pas désintéressés et qu'il était un homme excentrique à qui on ne pouvait pas faire confiance. Toutefois, ces derniers

¹⁸ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 261.

¹⁹ Casey, « S-project » p. 343-344; Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 260-266.

allaient finalement céder suite aux pressions de Roosevelt et de Sumner Welles, à la condition que le pianiste d'Hitler soit placé sous une surveillance constante et que le projet soit gardé secret. Carter donna l'instruction de se référer à Hanfstaengl par le nom de Sedgwick (le nom de fille de la mère de Putzi) et ainsi, cette assignation prit le nom de « Project S » (le « S » faisant référence à Sedgwick). Le 30 juin 1942, Hanfstaengl arriva à Washington et logea dans une base militaire du nom de Fort Belvoir. Pour mener à bien son projet, Carter prévoyait des dépenses d'environ 10 000 \$²⁰. Même si Carter était responsable du projet, c'est Henry Field qui s'occupait du suivi quotidien du nouvel informateur du Président. Field devait s'assurer que Putzi dispose de ressources suffisantes pour vaquer à ses tâches et il devait aussi disséminer l'information obtenue par ce dernier à la Maison-Blanche, au département d'État et à l'ambassade britannique (et éventuellement à l'OSS). Les directives générales d'Hanfstaengl consistaient à écouter les principales stations de radio allemandes et à écrire des mémorandums à propos des diffusions propagandistes allemandes en indiquant leurs forces et leurs faiblesses. Par la suite, ces mémorandums étaient lus par des experts de la guerre psychologique et il pouvait arriver que ceux-ci envoient des questions pour Hanfstaengl. Field, qui n'appréciait pas le tempérament de Putzi, nota que ce dernier était absorbé par sa tâche et qu'il travaillait ardemment²¹.

En septembre 1942, à la suite de tensions entre Hanfstaengl et les autorités militaires, et aussi à la suite de craintes émises par ces dernières à propos des risques de rebellions des autres détenus nazis à Belvoir, il fut décidé de transférer Hanstaengl dans une maison de campagne isolée située à Bush Hill (à environ 25 milles de Washington) au cas où ces détenus venaient à apprendre la présence d'un ancien nazi qui collaborerait avec les États-Unis. Field resta donc responsable du suivi quotidien, puis deux aides ménagers et

²⁰ Les coûts du Projet S augmentèrent rapidement. Un rapport du département d'État daté du 24 juin 1944 permet de comprendre que le Projet opérait désormais avec un budget mensuel de 5 000 \$. Mémo, Funds for John Franklin Carter, 24 juin 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

²¹ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 265-273; Casey, « S-project », p. 343-344.

trois gardes militaires furent assignés à la nouvelle résidence de Putzi²². Quant à Carter, il s'intéressait de près à ce projet et visitait fréquemment Bush Hill afin de poser ses propres questions ou celles du Président à l'informateur allemand²³. Les questions du Président à l'intention de Putzi permettent de constater que Roosevelt manifestait un intérêt certain envers le Projet S. Par exemple, au début du mois de décembre 1942, Carter envoya un mémo intitulé « Report on "Sedgwick" Answer to Your Question », dans lequel Putzi donne une suggestion en réponse à une question de Roosevelt qui consistait à déterminer quel serait le meilleur moyen pour l'Amérique de rejoindre directement la population allemande tout en passant au dessus de la « tête » du régime nazi. À cette question, Hanfstaengl proposa d'attendre jusqu'à la victoire des Alliés en Afrique du Nord et, par la suite, de choisir un militaire de haut rang, tel Eisenhower ou Marshall, afin que celui-ci s'adresse aux militaires et aux familles allemandes pour leur

²² Parmi les gardes assignés à la surveillance de Putzi, il faut souligner la présence du militaire Egon Hanfstaengl, le fils de Putzi. Celui-ci était né aux États-Unis et il s'était enrôlé dans l'Armée peu de temps avant le déclenchement des hostilités avec l'Allemagne. En plus de « garder » son père, Egon ajouta sa propre contribution au Projet S. Dans un premier temps, puisqu'il était familier tant avec le Berchtesgaden et qu'avec Hitler lui-même, il proposa que les États-Unis l'envoient en Allemagne afin d'assassiner Hitler. Carter passa la proposition à FDR, mais ce dernier fit connaître son opposition. Peu de temps après, le Président allait cependant autoriser, non sans débat au sein du Cabinet, Egon à rédiger un livre relatant son expérience dans la jeunesse hitlérienne afin que celui-ci soit utilisé dans l'effort propagandiste antinazi. Après avoir été inspectée par l'« Army Intelligence », une partie du récit d'Egon fut finalement anonymement publiée au sein du *Reader's Digest*. Selon Carter, le récit d'Egon était du « *first-rate stuff* », mais durant l'après-guerre, Egon dira regretter d'avoir été trop jeune et trop faible pour résister à la tentation d'écrire exactement ce que les autorités américaines et le public américain voulaient entendre. Toutefois, tout comme Carter, le Président suivit les progrès du récit d'Egon avec intérêt (il s'était dit intéressé à lire le manuscrit). Nous pouvons donc présumer que celui-ci attribuait une certaine valeur à cette idée provenant du Projet S. Lorsqu'Egon eut terminé son récit, le Président l'aida à poursuivre son service militaire de façon plus active et on le transféra dans le sud-ouest du Pacifique. Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 290-295. Mémo, Walter C. Langer à Henry Field et colonel Donovan, 20 février 1943; Mémo, JFC à Sumner Welles, 22 février 1943; Journal intime, 17 février 1943; Journal intime, 10 mars 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, John Franklin Carter Papers, American Heritage Center, University of Wyoming, Laramie, Wyoming (ci-après « JFCP »); Rapport, Report on Talk with General Strong Regarding Sergeant Hanfstaengl, 17 février 1943; Lettre, Henry Stimson à FDR, 20 février 1943, p. 1-2; Rapport, Report on General Strong and the Case of Young Hanfstaengl, 22 février 1943; Mémo, FDR à JFC, 24 février 1943; Rapport, Report on Present Status of Young Hanfstaengl, 8 mars 1943; Rapport, Report on Talk with General Strong re Young Hanfstaengl, 16 mars 1943; Report on Sgt. Hanfstaengl's Manuscript on the Hitler Youth, 8 juin 1943, p. 1-2; Mémo, FDR à JFC, 10 juin 1943, bobine 3, Microfilms FDR.

²³ Au début de l'année 1944, la surveillance de Bush Hill sera une responsabilité du « Counter Intelligence Corps » (CIC) de l'« Army ». Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 304-305.

faire réaliser que leur sacrifice a été vain. Selon Putzi, il existait une possibilité réelle que l'armée allemande se retourne contre le régime nazi et chasse Hitler du pouvoir. Comme nous le verrons bientôt, l'idée du Projet S qui pouvait contribuer à favoriser une révolte des Allemands contre le régime nazi est fondamentale dans l'appréciation que Roosevelt ait pu avoir du Projet S²⁴.

Même si Roosevelt affichait un intérêt certain à propos de rapports décrivant le fonctionnement des rouages internes du parti nazi, de nombreuses prédictions erronées de Putzi sur des questions stratégiques ne pouvaient que laisser Roosevelt ambivalent face à la valeur du Projet S. Par exemple, durant l'hiver 1942-1943, Putzi soutint qu'Hitler s'apprêtait à envahir la Suède et l'Espagne alors que durant l'été 1943, il prédit qu'une révolution allait éclater d'ici trois mois en Allemagne. Toutefois, l'importance que FDR accordait aux informations sur les membres du parti nazi est évidente lors de l'examen du cas du rapport sur la personnalité d'Hitler. À l'aide d'une liste de questions préparées par des psychologues du gouvernement américain, Putzi prépara un rapport détaillé à propos de la personnalité d'Hitler en décrivant ses forces, ses faiblesses, ses phobies, ses anomalies et ses attitudes envers un nombre varié de sujets tels la musique, l'art, la religion et les femmes. La version définitive fut complétée le 3 décembre 1942. Fasciné par ce type d'information, Roosevelt surnomma ces rapports les « Hitler's Bedtime Story » et il distribua des copies à de proches collaborateurs comme Harry Hopkins, Sumner Welles et Harold Ickes²⁵. Néanmoins, comme nous l'avons récemment laissé entendre, la raison principale de l'intérêt de Roosevelt face au Projet S était l'aspect lié à la guerre psychologique et, plus précisément, à la possibilité de favoriser une révolte interne en Allemagne²⁶.

²⁴ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p.273-276; Rapport, Report on "Sedgwick's" Answer to Your Question, 1er décembre 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

²⁵ Casey, « S-project », p. 344-345; Rapport, Report on Hanfstaengl Observations on F.C.C. Radio-Intelligence, 14 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

²⁶ À propos de la volonté de FDR de favoriser une implosion du régime nazi, voir l'article de Steven Casey, « Franklin D. Roosevelt, Ernst "Putzi" Hanfstaengl and the S-project, June 1942- June 1944 », qui

De fait, Carter avait fait savoir à Roosevelt qu'il entendait confier un rôle proactif à Hanfstaengl en impliquant celui-ci dans la propagande des Alliés. Pour ce faire, Putzi était encouragé à donner son avis sur toute information susceptible d'affecter le peuple allemand tout comme il était encouragé à écrire ses propres scripts. Comme Carter l'expliqua: « He [Putzi] was a guide to what might have been done to win the German people away from Hitler and break him up and get the political peace rather than a military obliteration.²⁷ » Il faut rappeler qu'en 1942, la possibilité d'une victoire militaire rapide contre l'Allemagne semblait bien mince. Hitler possédait désormais la majorité de l'Europe et, pour Roosevelt, l'invasion de l'Europe requerrait le support de la population pour une entreprise qui allait avoir un prix élevé en capitale monétaire et en vie humaine. L'idée que les populations de l'Europe occupée, y compris la population allemande, pouvaient être incitées à se soulever et à disloquer le régime nazi était alors une option attirante pour Roosevelt. Un tel soulèvement permettrait d'enrayer le régime nazi tout en évitant les coûts d'envergure en vie et en ressources associés à une conquête militaire. Dès lors, toute activité de guerre psychologique capable d'identifier et d'exploiter les faiblesses du système nazi était pertinente. Lorsque cette propagande s'adressait aux Allemands, il était important de faire la distinction entre le peuple et les chefs. C'est dans cette optique que les services d'Hanfstaengl étaient jugés aptes à contribuer à la guerre psychologique : il pouvait aider à ce que la propagande des Alliés soit efficace dans son message blâmant Hitler et ses proches collaborateurs et, non la population allemande entière, pour les actes de violence commis au nom de l'Allemagne²⁸.

soutient avec brio que pendant 1941 et 1942, le Président, convaincu que l'Allemagne reposait sur des assises fragiles, envisagea la guerre psychologique comme étant susceptible de provoquer une dislocation interne du régime nazi.

²⁷ Casey, « S-project », p. 345.

²⁸ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 266; Casey, « S-project », p. 345-353.

L'idée d'une propagande favorisant une révolution interne en Allemagne était loin de plaire au gouvernement de Sa Majesté²⁹. En effet, les autorités britanniques voyaient le régime nazi comme un phénomène dérivant du militarisme prussien et non comme quelque chose d'étranger imposé au peuple allemand. Dès lors, l'idée de faire une distinction entre le peuple allemand et les dirigeants nazis leur paraissait inappropriée. Selon eux, il valait mieux que la propagande des Alliés n'opère pas de distinction marquée entre les dirigeants et le peuple, puisque ce dernier s'aliénait progressivement le droit à un statut de victime en tolérant un régime commettant des atrocités. Suivant cette logique, une révolution interne en Allemagne ne représentait pas une solution adéquate puisqu'elle mènerait au pouvoir des gens impliqués dans les crimes passés du régime nazi³⁰. Conséquemment, les autorités britanniques ne pouvaient que s'opposer au Projet S puisqu'Hanfstaengl préconisait une révolution interne s'appuyant notamment sur l'armée. De plus, le gouvernement de Sa Majesté craignait que les idées avancées par Hanfstaengl servent à l'établissement d'une politique américaine qui se montrerait disposée à conclure un accord avec des Allemands opposés au régime nazi. Pour contrer cette possibilité, les autorités britanniques tentèrent à plusieurs reprises de dérouter le Projet S. À ce propos, durant l'hiver de 1942-1943, Carter informa FDR que les Britanniques avaient dévoilé l'existence du Projet S au magazine *Cosmopolitan*. Pour Roosevelt, alors en proie à des critiques médiatiques en raison de l'affaire du « Darlan Deal », il était important que la présence d'Hanfstaengl ne soit pas utilisée pour accuser à nouveau le Président de prendre des arrangements politiques avec des éléments fascistes, et ce, en avançant que Putzi serait utilisé dans un futur gouvernement allemand (chose qui ne faisait pas partie des plans du Président). Fort de ses nombreux contacts avec les médias, Carter parvint à un arrangement avec la revue *Cosmopolitan* (qui consistait à retarder d'un mois la date de la publication dudit article) et la crise fut désamorcée à l'aide d'une déclaration gouvernementale annonçant la présence d'Hanfstaengl et un

²⁹ À propos des conceptions britanniques face à la guerre psychologique et l'Allemagne, voir à nouveau l'article de Steven Casey, « S-project », p. 349-353.

³⁰ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 267.

lobbying de Carter insistant auprès des médias sur le fait que Putzi était « ... devoid of political or diplomatic significance in terms of German political life³¹ ». Lorsque la nouvelle parut, elle fut occultée par des nouvelles à propos de la conférence de Casablanca et des succès russes à Stalingrad³².

Les Britanniques allaient toutefois maintenir leurs pressions afin de terminer le Projet S, mais Roosevelt allait continuer à approuver le Projet S jusqu'en juin 1944. Néanmoins, il apparaît que dès le début de 1943, l'intérêt du Président envers le Projet S allait en diminuant. Les informations de Putzi à l'égard des antécédents de certains nazis vinrent à s'épuiser et ses rapports sur l'actualité (en plus d'être souvent erronés) allaient graduellement entrer en conflit avec les idées politiques du Président lui-même. Par exemple, le 27 octobre 1943, après une rencontre avec Roosevelt où il était notamment question de savoir s'il fallait satisfaire une requête britannique demandant le retour de Putzi au Royaume-Uni, Carter nota que « Pappy thought perhaps he had exhausted his usefulness.³³ » Chose certaine, le changement de stratégie de Roosevelt annoncé à la suite de la conférence de Casablanca n'est pas étranger à la perte d'intérêt du Président envers le Projet S. De fait, avec la déclaration d'*unconditional surrender* de janvier 1943, Roosevelt indiquait clairement qu'il n'était pas question de faire des compromis avec l'Allemagne. Découlant du fait qu'une victoire militaire semblait désormais possible, cette annonce visait à rassurer les alliés des États-Unis (particulièrement l'Union soviétique qui demandait toujours l'ouverture d'un second front) et à se prémunir contre d'autres accusations de « darlanisme » provenant de l'intérieur du pays. Malgré ce

³¹ Casey, « S-project », p. 353; Rapport, Report on Proposed News-Release Relating to Dr. Hanfstaengl, 4 janvier 1943; Mémo, Memorandum on the Hanfstaengl Case, Janvier 31 1945. p. 1-8; Rapport, Report on the British Government's Request for the Return of Dr. Hanfstaengl, 31 janvier 1943, p. 1-2; Rapport, Report on Public Relations: Lessons of the Hanfstaengl Case, 1er février 1943; Rapport, Report on Public-Relations Technique in the Hanfstaengl News-Release, 1er février 1943, p. 1-3; Mémo, JFC à Grace Tully, 2 février 1943, bobine 2, Microfilms FDR. Lettre, R. J. Campbell à JFC, 28 janvier 1943; annonce de Jay franklin, 28 février 1943, p. 1-4; Lettre, JFC à R. J. Campbell, 30 janvier 1943; Mémo, A. F. Newmann à JFC, 2 février 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

³² Casey, « S-project », p. 352-355.

³³ Journal intime, 27 octobre 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

changement de politique, les rapports d'Hanfstaengl continuaient de préconiser une révolte interne. Qui plus est, certains de ses rapports allaient clairement à l'encontre des politiques américaines. Par exemple, Putzi critiqua durement l'idée de l'*unconditional surrender* en affirmant qu'elle constituait « ... a very serious political mistake³⁴ », alors que Roosevelt la considérait comme la pierre angulaire de sa politique.

De plus, certains rapports d'Hanfstaengl étaient clairement méfiants envers les Soviétiques alors que la politique de Roosevelt s'efforçait de convaincre Staline que leur alliance était digne de confiance. À cet égard, même des rapports véridiques de Putzi pouvaient contenir des informations susceptibles de jouer contre les intérêts américains face à l'Union soviétique. Par exemple, durant le printemps et l'été 1943, Hanfstaengl produisit des mémorandums où il soutenait (avec raison) que la propagande allemande au sujet du massacre de Katyn était fondée sur un fait véridique et que les Soviétiques étaient bel et bien responsables du massacre d'environ 4 000 officiers polonais dans une forêt près de Smolensk. D'ailleurs, l'exécution de milliers de Polonais fut une opération montée par le NKVD (la police secrète soviétique) qui avait été approuvé par Staline en 1940 sous prétexte que les prisonniers polonais (composés d'officiers militaires, d'officiels du gouvernement et d'intellectuels) tentaient de continuer leurs activités contre-révolutionnaires et de mener des agitations antisoviétiques³⁵. Le 12 avril 1943, avec l'intention d'ébranler la coopération entre les Alliés et l'Union soviétique, l'Allemagne, par le biais de sa radio, annonça avoir fait la découverte de 4 143 corps d'officier polonais et affirma que la responsabilité d'un tel massacre incombait aux Soviétiques. L'affaire fut promptement démentie par Staline et il accusa à son tour le régime nazi, mais l'insistance du gouvernement polonais en exil à Londres à demander des comptes à l'Union soviétique amena Staline à rompre ses relations avec le gouvernement exilé. Comme le montre cette rupture diplomatique, les relations entre les

³⁴ Casey, « S-project », p. 357.

³⁵ Le nombre de victimes de l'affaire Katyn est aujourd'hui évalué comme se situant entre 9 000 et 15 000. Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 263.

Alliées et l'Union soviétique n'étaient pas à toute épreuve. Pour FDR et Churchill, qui avaient tous deux impérativement besoin du soutien de Staline dans leur guerre contre Hitler, il n'était pas question de condamner le partenaire soviétique et ceux-ci préférèrent taire l'affaire, et ce, malgré un accès à des sources secrètes indiquant que les Soviétiques étaient responsables du massacre³⁶. En effet, en plus des rapports d'Hanfstaengl (dont on pouvait légitimement douter de la validité puisque d'autres rapports antérieurs s'étaient révélés erronés), d'autres rapports envoyés durant l'été 1943 provenant du renseignement britannique et du renseignement américain (plus précisément de Magic dans le cas de ce dernier) vinrent indiquer que l'Union soviétique était responsable du massacre de Katyn³⁷. En somme, certains rapports d'Hanfstaengl, que ce soit par leur anticommunisme, leur critique de l'*unconditional surrender* ou leur insistance sur un compromis avec l'Allemagne, allaient dans un sens opposé aux politiques menées par Roosevelt.

Le changement de politique (illustré par l'*unconditional surrender*), associé à la crainte que Putzi occupe à nouveau les manchettes, amena Roosevelt à redoubler de prudence à l'égard du Projet S. Par exemple, en janvier 1944, FDR fit connaître son refus à Carter qui avait demandé à ce que Putzi soit déménagé à Washington. En novembre 1943, il refusa à Carter la permission d'utiliser Hanfstaengl pour témoigner secrètement dans un procès de sédition³⁸. Durant la même année, il refusa aussi un projet de rencontre entre Rudolf Hess (détenu par les Britanniques) et Hanfstaengl. Deux projets de propagande provenant de Hanfstaengl allaient aussi devenir caducs. La première proposition, envoyée à FDR en juillet 1943, était accompagnée d'un pamphlet réalisé par Putzi et le réseau Carter qui, selon les explications, utilisait la personnalité de Putzi et sa

³⁶ Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 288-289; Rapport, Report on Putzi's Comments on the German Katyn-Incident Propaganda, 18 mai 1943; Rapport, Part XXVII, 18 mai 1943, p. 1-6; Rapport, Report on Hanfstaengl Observations on F.C.C. Radio-Intelligence, 14 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

³⁷ Pour un aperçu plus détaillé de l'affaire Katyn et du renseignement à la disposition de Churchill et FDR, voir: Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 261-265.

³⁸ Casey, « S-project », p. 355.

connaissance de la psychologie allemande « ... in the interest of preventing the Goebbels-Hitler plan to stage a "Gambetta resistance" as the war goes against the Axis³⁹ ». La proposition de Putzi visait donc à larguer des copies dudit pamphlet sur l'Allemagne dans le but de décourager l'émergence d'une résistance face à une future occupation des Alliés dans les territoires de l'Axe. À ce sujet, Casey avance que Roosevelt n'était pas intéressé par ce projet puisqu'il soumit la proposition, dans le but de la faire dérouter, à Donovan (OSS), à Sherwood (OWI) et à Cordell Hull (département d'État). Ceux-ci étaient tous sceptiques quant à la valeur du Projet S⁴⁰. Bien que la position exacte de FDR sur le sujet soit difficile à déterminer avec certitude, Carter tira une conclusion similaire lorsqu'il apprit qu'il devait référer sa proposition à Donovan, Sherwood et Hull: « He [FDR] sent it back with an order to work out a complete plan with Bill D, Bob S. and old frozenface's Boss – which involves driving a three-horse chariot in three different directions at once.⁴¹ » De plus, dans ses archives personnelles où figurait la note de FDR invitant à consulter Donovan, Sherwood et Hull, Carter écrivit ultérieurement sur celle-ci la mention suivante: « Turned down by State Dept.⁴² » Que Roosevelt ait été intéressé ou non dans ce projet, il n'en résulta rien de concret.

Quant à elle, la deuxième proposition d'Hanfstaengl, envoyée à l'intention du Président par Carter en mai 1944, consistait à diffuser aux Allemands un faux discours d'Hitler qui serait produit en imitant la voix du *Führer*. L'idée principale consistait à faire dire à Hitler que l'Allemagne et les Alliés étaient parvenus à un accord pour mener une opération conjointe afin de chasser les « Jewish hordes of asiatic Bolsheviks » de

³⁹ Ici, il est fort probable que le terme « Gambetta » renvoyait à Léon Gambetta; un politicien français républicain qui participa à l'instauration et l'administration d'un gouvernement provisoire et à la direction des opérations militaires en s'entourant d'un état-major après la défaite de Napoléon III à Sedan en 1870. Il incarna la résistance face à l'occupation prussienne. Rapport, Report on Hanfstaengl Suggestion for Propaganda Leaflet for Germany, 21 juillet 1943; Mémo, FDR à JFC, 23 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR; Pierre Antonmattei, *Léon Gambetta héraut de la République*, Paris, Michalon, 1999, p. 13-17.

⁴⁰ Casey, « S-project », p. 356.

⁴¹ Journal intime, 27 juillet 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

⁴² Mémo, FDR à JFC, 23 juillet 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

l'Europe. Ce message serait lancé tout juste avant une offensive des Alliés en Allemagne et amènerait les forces allemandes à accueillir les forces d'invasions alliées à bras ouvert. Selon Carter, ce plan permettrait de sauver du temps et des vies. Même en admettant que FDR ait pu être intéressé par cette proposition lors qu'il l'envoya à l'OSS, à l'OWI et au département d'État, leurs réponses ont probablement convaincu Roosevelt que cette proposition ne devait pas être considérée sérieusement dans la mesure où toutes deux soulignaient le risque que le plan d'Hanfstaengl représentait par rapport aux relations entre les Alliés et les Soviétiques⁴³.

En plus du fait que certains rapports de Putzi devenaient de plus en plus erratiques et controversés vis-à-vis des politiques des Alliés, deux autres raisons expliquent la fin du Projet S. Premièrement, avec l'ouverture réussie d'un second front en Europe au mois de juin 1944, il est clair que FDR ne favorisait plus une implosion de l'Allemagne et qu'il cherchait plutôt à s'assurer d'une victoire militaire complète sur ce pays. Deuxièmement, le Président savait que les Britanniques menaçaient de ramener publiquement le sujet du Projet S pendant la campagne présidentielle de 1944. Pour FDR, il n'était pas question de donner des munitions aux républicains. Ainsi, le 28 juin, Carter fut avisé que le Projet S allait se terminer le 1er juillet. Ce dernier protesta, mais ce fut en vain. Quant à Putzi, puisqu'il apprit la nouvelle ultérieurement, il continua à rédiger des rapports durant l'été 1944. Hanfstaengl fut retourné au Royaume-Uni le 24 septembre 1944, où il resta en détention jusqu'en 1946⁴⁴. En guise de constat face au Projet S et à sa terminaison, Putzi déclara : « ... my reinternment seems a rather mediocre finale to a noble beginning⁴⁵ ».

⁴³ Rapport, Report on Suggested Fake Speech by Hitler to Aid Invasion, 15 mai 1944; Mémo, FDR à Elmer Davis, 18 mai 1944; Mémo, Elmer Davis à FDR, 24 mai 1944, Mémo, JFC à Grace Tully, 26 mai 1944; Mémo, FDR à Edward Stettinius, 3 juin 1944; Mémo, FDR à Edward Buxton, 3 juin 1944; Mémo, Edward Buxton à Grace Tully, 7 juin 1944, Mémo, Edward Stettinius à FDR, 7 juin 1944, Mémo, JFC à Grace Tully, bobine 3, Microfilms FDR.

⁴⁴ Casey, « S-project », p. 357-358.

⁴⁵ Lettre, Ernst Hanfstaengl à JFC, 26 octobre 1944, p. 2, bobine 3, Microfilms FDR.

De fait, l'établissement du Projet S fut accompagné d'aspirations, qui, en fin de compte, ne se concrétisèrent point.

L'examen du Projet S nous a permis de constater que, pendant un certain temps, Roosevelt fut manifestement intéressé par le Projet S, et ce, principalement parce qu'il pensait qu'Hanfstaengl était susceptible de contribuer à l'implosion de l'Allemagne. Il est toutefois moins aisé d'évaluer la contribution du Projet S à l'effort de guerre puisque la majeure partie de l'information apportée par Putzi n'a pas été d'une grande utilité opérationnelle. À ce sujet, nous savons tout de même que certaines suggestions émises par Putzi à propos de comment répliquer aux attaques propagandistes allemandes furent utilisées par le département d'État et l'OSS dans l'élaboration de messages radio destinés à contre-attaquer. Cependant, il est très difficile de mesurer l'impact de tels messages radiophoniques⁴⁶. Hanfstaengl participa aussi à la mise sur pied d'un registre, sous l'auspice de l'OSS et du réseau Carter, identifiant des centaines de dirigeants nazis. À ce sujet, Persico souligne que ce registre fut un outil utile dans les efforts de dénazification de l'Allemagne lors de l'après-guerre⁴⁷. Qui plus est, malgré certains rapports erronés sur les intentions d'Hitler, force est de constater que de nombreux rapports de Putzi offraient une vision privilégiée de l'Allemagne nazie. Toujours à propos de la valeur du Projet S, il nous faut aussi citer Sumner Welles qui affirma: « ... the transcripts made available to me by Carter inclined me very definitely to the President's own conclusion that the project initiated by John Carter had proved itself to be worth while⁴⁸ ».

En ce qui concerne l'appréciation de Carter envers le Projet S, il faut dire que même si ce dernier s'efforça de faire perdurer le projet, il en connaissait aussi ses limites. Par exemple, dans un rapport du 31 janvier 1943 où il expliquait à Roosevelt le maintien de

⁴⁶ Casey, « S-project », p. 348.

⁴⁷ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 445.

⁴⁸ Jay Franklin, *The Catoctin Conversation*, by Jay Franklin with an Introduction by Sumner Welles, New York, C. Scribner's sons The Catoctin Conversation, 1947, p. XII.

son opposition à ce qu'Hanfstaengl soit rapatrié au Royaume-Uni, l'agent présidentiel soutint que: « In my own judgment, Putzi's reports are useful rather than important.⁴⁹ » Cela dit, Carter valorisait le travail effectué par Putzi. Par exemple, il mentionna que le travail de son informateur « ... has improved and his usefulness should increase, particularly when the Reich begins to crack⁵⁰ ». Dans un mémo subséquent expliquant la nature du Projet S au Président Truman, Carter commenta la valeur d'Hanfstaengl de la manière suivante: « His advice, in my judgment, was valuable but when he warned that the Germans would not surrender but would stage a last-ditch stand, he was abruptly sent back to England. If his advice had been properly evaluated by the Army, many American lives might have been saved.⁵¹ » Ainsi, il convient d'être dubitatif lorsqu'ultérieurement, Carter qualifia le Projet S de « ... picturesque and wildly funny, worth writing up from the point of view of the humor of it⁵² ». En effet, ces derniers commentaires semblent plutôt découler de la déception de Carter quant à la terminaison du Projet S puisque ce dernier pensait que ledit projet aurait pu contribuer de manière plus significative à l'effort de guerre.

À ce propos, il nous faut souligner qu'en 1947, Carter publia *The Catootin Conversation*, sous le nom de plume de Jay Franklin. Au sein de cet ouvrage inspiré du Projet S et d'une demande véridique de Hanfstaengl visant à rencontrer Churchill et Roosevelt (Churchill refusa de participer à une telle rencontre), Carter imagina une conversation fictive entre Roosevelt, Churchill, Hanfstaengl et d'autres proches conseillers de FDR (Harry Hopkins et Bernard M. Baruch), où chacun parle librement d'une variété de sujets tels les conditions en Allemagne, la psychologie et les ambitions de Hitler et ses associés, la philosophie de la gouvernance, l'avenir des relations anglo-

⁴⁹ Mémo, Memorandum on the Hanfstaengl Case, 31 janvier 1943, p. 4, bobine 2, Microfilms FDR.

⁵⁰ *Ibid*, p. 4.

⁵¹ Rapport, Report on Ernst Hanfstaengl (S Project), 14 mai 1945, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library, Independence, Mo. (ci-après « DJFC HSTL »).

⁵² Conradi, *Hitler's Piano Player*, p. 312.

américaines, les politiques d'après-guerre, et plus généralement, de politique et d'économie. Durant cet entretien fictif, Hanfstaengl est présenté comme étant spécialement utile pour expliquer le mythe entourant Hitler et pour aider à identifier ses points forts afin que les Alliés soient en mesure de les attaquer. En fait, Hanfstaengl, parce qu'il constitue un informateur aux connaissances et à l'expérience unique, symbolise la clé de voute nécessaire à la compréhension d'un régime afin d'exercer des choix appropriés à son égard. Ses vues sur de nombreux sujets amènent Roosevelt et Churchill à de nouvelles réflexions et constatations. Qui plus est, John Franklin Carter, qui s'inclut lui-même comme un personnage du roman, s'expose comme l'homme étant responsable de l'opération combinée (c.-à-d. la rencontre entre Churchill, Roosevelt et Hanfstaengl) et aussi comme quelqu'un auquel Roosevelt fait appel afin de connaître son opinion et de stimuler la réflexion à propos des questions traitées⁵³. En somme, cette conversation fictive démontre la valeur que Carter attribuait à Hanfstaengl, au Projet S et à son réseau. De fait, il est avancé que le réseau Carter, principalement par le biais de son informateur allemand, aurait pu jouer un rôle plus grand que celui qu'il joua en réalité, et ce, en constituant un *brain trust* aux composantes uniques.

Comme nous l'avons vu, même avant le lancement du Projet S, Carter, par le biais de propositions, avait manifesté son intérêt pour une participation dans le domaine de la guerre psychologique. Pendant que le Projet S était en branle, l'agent présidentiel cherchait toujours à s'impliquer davantage. Par exemple, durant l'automne 1942, Carter soumit un plan qui visait à étudier la possibilité de créer des bataillons de soldats de nationalité allemande afin de combattre les Japonais et des bataillons de soldats de nationalité italienne afin de combattre les Allemands. Selon Carter, les États-Unis abritaient de 50 000 à 60 000 Allemands et Italiens en âge de combattre et leur utilisation permettrait de gagner certains avantages politiques. Carter avait élaboré cette proposition à la suite d'une rencontre avec FDR où ce dernier lui confia qu'il pourrait être utile de mettre sur pied diverses petites unités de combat composées de résidents étrangers (ces

⁵³ Franklin, *The Catootin Conversation*, p. XIII, 5.

unités incluraient des unités allemandes et italiennes). Néanmoins, Stimson (secrétaire de la Guerre) refusa d'envisager la création de bataillons allemands, italiens ou japonais dans l'armée américaine. En apprenant les vues de Stimson par le biais de Carter, Roosevelt mentionna qu'il était d'accord avec son secrétaire de la Guerre et qu'il ne devrait pas y avoir d'unités allemandes ou italiennes⁵⁴. Par la suite, FDR recommanda à Carter d'oublier l'idée de former de tels bataillons et il l'avisa du fait qu'il avait demandé à Stimson « ... to go ahead with organization of small units of non citizens from Poland, Czechoslovakia, Yugoslavia, Greece, the Netherlands, Belgium and Norway⁵⁵ ». Pour Roosevelt, l'utilisation de telles unités lui conférerait des avantages politiques.

Quant à Carter, il affirma ultérieurement que sa proposition refusée était à l'origine de ce qui mena à l'organisation d'un bataillon de Nisei au sein de l'armée américaine. Par le fait même, sur le mémo du Président l'informant d'oublier de former des unités allemandes et italiennes, Carter écrivit ultérieurement : « This led to the Nisei Jap. Battalion in Italy.⁵⁶ » Dans ses mémoires, Henry Field soutient aussi que l'origine d'un bataillon japonais-américain est attribuable à une proposition de Carter faite durant l'automne 1942. Cependant, Carter et Field semblent ici accorder trop d'importance à la proposition de Carter. En effet, le 2 octobre 1942, Elmer Davis et Milton Eisenhower (le frère de Dwight David Eisenhower) de l'OWI avaient écrit à FDR à propos de problèmes liés à l'internement des Japonais américains et ils avaient notamment suggéré que le Président autorise, après avoir passé des tests individuels, les citoyens loyaux d'origine japonaise à s'enrôler au sein de l'Armée et de la Marine. De plus, dès juillet 1942,

⁵⁴ Rapport, Report on Plan to Organize German and Italian Nationals for Armed Service, 19 octobre 1942; Lettre, Henry Stimson à JFC, 4 novembre 1942; Lettre, JFC à Henry Stimson, 6 novembre 1942; Rapport, Report on Secretary Stimson's Attitude on Recruiting Italian and German Nationals, 6 novembre 1942; Mémo, FDR à JFC, 9 novembre 1942, bobine 2, Microfilms FDR. Greg Robinson, *By Order of the President, FDR and the Internment of Japanese Americans*, Cambridge, Mass., Londres, Harvard University Press, 2001, p. 167-168; Greg Robinson, *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America*, New York, Columbia University Press, 2009, p. 205-207.

⁵⁵ Mémo, FDR à JFC, 9 novembre 1942, boîte no. 2, dossier no. 5, JFCP.

⁵⁶ *Ibid.*

l'« Army General Staff » avait entamé une étude sur la désirabilité d'utiliser les Nisei à des fins militaires. Même si le verdict de cette étude préconisait l'exclusion des Niseis des services militaires, le secrétaire de la Guerre assistant John McCloy (l'architecte principal de l'internement) renversa la décision et affirma que les Niseis feraient de bons soldats et que leur utilisation aurait aussi une valeur au niveau de la propagande. Peu de temps après, Stimson (avec l'appui du général Marshall) envoya à FDR une recommandation pour l'enrôlement des Niseis, qui selon lui, feraient d'excellents combattants, gonfleraient les effectifs et serviraient à la propagande⁵⁷. En somme, sans être tout à fait nulle, l'influence de Carter à propos de la création d'une unité de Niseis, et les avantages qu'une telle unité aurait sur la propagande, ne paraît pas déterminante ni primordiale. L'examen de son projet d'organiser des unités de résidents de nationalités étrangères nous montre toutefois toute l'importance que FDR accordait à la valeur propagandiste de l'utilisation de telles unités et aide à comprendre les raisons qui ont amené le Président à approuver l'enrôlement de Niseis au sein des services militaires⁵⁸.

Même après la terminaison du Projet S, Carter garda un intérêt marqué pour la guerre psychologique. Par exemple, en septembre 1944, Carter envoya à Grace Tully, la secrétaire de FDR, une copie d'un mémo qu'il avait reçue de l'OSS où l'agent présidentiel était félicité pour son aide à la guerre psychologique. Carter indiqua à Grace Tully que le Président serait peut-être « intéressé » à récolter des preuves concrètes de l'utilité mineure de ses activités. Le mémo stipulait que les suggestions de Carter étaient inestimables et qu'on espérait que Carter continue à soumettre ses avis. Bien que les *Carter files* soient peu explicites à ce sujet, il semblerait que Carter continua à coopérer avec l'OSS. De même, dans un mémo daté de décembre 1945 envoyé au président

⁵⁷ Henry Field, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist, Volume 2: The White House Years, 1941-45*, Floride, Miami, Banyan Books, 1982, p.13; Robinson, *By Order of the President*, p. 162-173.

⁵⁸ Pour un récit plus détaillé au sujet de la formation d'une unité de Niseis au sein de l'Armée, et à propos de la vision de FDR quant à leur utilité, voir: Robinson, *By Order of the President*, p. 162-173.

Truman, Carter soutint que durant 1944 et 1945, son réseau coopéra régulièrement avec l'OSS dans le domaine de la guerre psychologique face à l'Allemagne⁵⁹.

Qui plus est, il est clair que Carter aspirait à plus qu'une participation mineure dans le domaine de la guerre psychologique. Comme nous l'avons vu, en juillet 1942, ce dernier s'était proposé pour coordonner ce type d'activités. À ce propos, soulignons que même après ce refus, Carter envisageait toujours d'orienter son unité dans le renseignement lié à la guerre psychologique. De fait, des notes datant de février 1943 tirées du journal personnel de Carter laissent comprendre que l'agent présidentiel jugeait que l'OSS et le G-2 n'étaient pas des organisations aptes à diriger un tel domaine et qu'il désirait toujours réorienter son unité dans le domaine de la guerre psychologique. Au sein de ses notes, Carter, qui détaille un conflit entre le General George Strong du G-2 et lui-même à propos du Projet S, évalue que le G-2 est un intrus dans ce domaine et qu'il pourrait utiliser le manque de connaissance de Strong dans ledit domaine afin d'aider à la mise en place d'une vraie unité dédiée à la guerre psychologique: « Nevertheless, I doubt that is worth humiliating the Chief of Military Intelligence in so small a matter, except as it may imply his lack of knowledge in a field in which G-2 is an intruder. The best way to play it is to utilize it to set up a real psychological warfare unit under the State Department and to push Donovan and his gang into their real field of commando-work.⁶⁰ » Carter n'atteignit toutefois pas ses objectifs quant à la participation de son unité dans la guerre psychologique. Le Projet S constitue la participation la plus importante du réseau Carter au sein du domaine de la guerre psychologique.

Lors du chapitre suivant, nous verrons que Carter tenta aussi de réorienter son organisation vers d'autres domaines, et plus particulièrement vers un domaine que nous pouvons qualifier de technique. Toutefois, avant d'aborder un nouveau chapitre, il

⁵⁹ Ce même mémo mentionne aussi que cette collaboration cessa lorsque Donovan apprit que Carter était opposé à la proposition de Donovan à propos d'un « *post-war super-spy system* ». Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 6, DJFC HSTL.

⁶⁰ Journal intime, 18 février 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

convient de faire un détour afin de traiter du Projet M. Unique en son genre, le Projet M n'est pas associé vraiment au domaine de guerre psychologique (soit le thème central du présent chapitre), mais à l'instar du Projet S, il concerne le domaine du renseignement et constitue un des projets les plus originaux qui furent chapeautés par le réseau Carter. Nous jugeons donc qu'il est pertinent de traiter ici de ce projet « inclassable »; un projet qui débuta durant la même année que le Projet S. Nous verrons comment le réseau Carter fut impliqué dans ce projet, nous examinerons l'appréciation de FDR pour celui-ci et, finalement, nous évaluerons la valeur dudit projet.

Comme l'explique Greg Robinson dans « Le Projet M de Franklin D. Roosevelt: construire un monde meilleur grâce à la science... des races », la mise sur pied du Projet M était étroitement liée à la volonté de Roosevelt et de certains de ses conseillers de réduire autant que possible les facteurs de tensions de l'après-guerre en favorisant la migration, planifiée en fonction de théories darwiniennes fondées sur la « race⁶¹ », de millions d'Européens et d'Asiatiques vers des zones sous-peuplées afin de promouvoir la paix internationale et la croissance économique par le biais de mélanges « raciaux ». En effet, Roosevelt était convaincu que la concentration de groupes minoritaires à l'intérieur des nations établies et que la surpopulation étaient toutes deux sources de misère et de conflits. C'est donc dans le but de remédier à ce problème que Roosevelt, au bout d'une série d'interventions dans ce sens, favorisa la mise sur pied d'une équipe de chercheurs qui devront étudier secrètement où se situeraient les meilleurs endroits pour accueillir des immigrants et quelles seraient les « races » les plus susceptibles de s'intégrer à leur nouvel environnement et de se métisser avec les populations locales⁶².

⁶¹ Le terme « race », dont l'utilisation est aujourd'hui fortement contestée et remise en cause lorsqu'il est appliqué à l'espèce humaine, renvoie à un groupe qui se différencie des autres par un ensemble de critères biologiques. Pierre Bonté (dir. publ.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991, p. 611-612.

⁶² Greg Robinson, « Le Projet M de Franklin D. Roosevelt : construire un monde meilleur grâce à la science... des races », *Critique internationale*, no. 27, avril-juin, 2005, p. 65-66. À propos des origines des idées de FDR sur la démographie et la migration et de ses conceptions raciales, voir l'article en entier.

La volonté de FDR de traiter de la question des réfugiés juifs est d'une grande incidence lorsqu'il s'agit de déterminer les origines du Projet M. Après avoir convoqué une conférence internationale sur la question des réfugiés en 1938 à Évian, il incite la Commission intergouvernementale ainsi créée à explorer diverses possibilités d'installation de réfugiés dans des pays tels le Kenya, les Philippines, la République dominicaine et la Guyane britannique puisque selon lui, ces pays pourraient accueillir des réfugiés en nombre pratiquement illimité. Parallèlement à cet effort, FDR constitue un comité consultatif confidentiel à son propre usage et, en décembre 1938, il demande à Isaiah Bowman (président de « Johns Hopkins University » et ancien conseiller du président Wilson) d'étudier la possibilité de disperser en petits groupes les juifs d'Europe dans des endroits comme en Afrique et en Amérique latine. Toutefois, ce projet n'aboutit sur aucun programme concret, et ce, notamment parce que Bowman n'était pas favorable à un transfert d'immigrants en Amérique latine sous l'égide des États-Unis⁶³. Cependant, après l'entrée en guerre des États-Unis, FDR retourna aux idées étudiées par le comité consultatif dirigé par Bowman lorsqu'il apprit les atrocités commises à l'endroit des juifs et d'autres populations européennes. Cet état des choses fait comprendre à FDR que le problème ne concerne pas uniquement les Juifs, mais aussi toutes les populations déplacées pendant la guerre et que puisqu'à la fin de la guerre, il y aura des millions de réfugiés, il valait mieux chercher des réponses à ce problème dès maintenant (surtout pour les États-Unis qui, selon Roosevelt, devraient alors occuper le rang de chef mondial)⁶⁴.

Comme nous l'avons noté, l'intérêt du Président face aux réfugiés était lié à sa préoccupation concernant la surpopulation. Selon lui, la surpopulation provoquait des conflits pour les ressources et cela engendrait des tensions ethniques, religieuses et nationales responsables des guerres. Cela étant, il était souhaitable de déplacer non

⁶³ À propos de la carrière d'Isaiah Bowman et de sa collaboration avec FDR, voir: Neil Smith, *American Empire: Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*.

⁶⁴ Robinson, « Le Projet M », p. 68-70.

seulement les réfugiés, mais aussi les populations excédentaires et les groupes d'instabilité géopolitique vers des régions peu habitées afin d'atténuer les risques de conflits. Pour FDR, accueillir ces immigrants aux États-Unis était politiquement impossible et socialement dangereux. Il jugeait cependant que l'Amérique latine, qu'il tenait pour politiquement et économiquement sous-développée, constituait la meilleure terre d'accueil possible. Afin de mener à bien son plan, Roosevelt croyait avoir besoin d'experts scientifiques capables de formuler des avis sur la façon d'organiser les implantations et de minimiser le choc et les frictions que l'arrivée d'immigrants risquait de provoquer. Pour ce faire, au printemps 1942, il entra en contact avec le Dr. Ales Hrdlicka, chef des études d'anthropologie à la « Smithsonian Institution »; un spécialiste des mesures crâniennes partisan des idées sur le mélange racial afin d'assimiler les « races » placées en infériorité dans l'échelle de l'humanité et de corriger leurs traits défavorables imputables à leur évolution limitée. Intéressé par les idées sur le mélange racial, FDR invita Hrdlicka à venir discuter avec lui des problèmes de migration de l'après-guerre⁶⁵.

Dans une lettre du 27 mai 1942 adressée à Roosevelt, Hrdlicka proposa plusieurs initiatives afin d'organiser les migrations de l'après-guerre selon les principes scientifiques des mouvements démographiques et des mélanges raciaux. Le Président se montra intéressé par une proposition visant la formation d'un comité consultatif d'experts ayant pour tâche d'analyser la planification des déplacements de populations d'un point de vue anthropologique, médical et économique. Roosevelt décida alors de créer un *Institute of Population* et demanda à deux de ses collaborateurs d'assister Hrdlicka dans ce projet. Le premier de ces collaborateurs, Bowman, se déclara trop occupé pour assumer une charge supplémentaire, mais il accepta de prêter son nom au projet. Le deuxième collaborateur était l'agent présidentiel John Franklin Carter et celui-ci accepta de jouer le rôle d'organisateur et de trésorier. Ce dernier possédait un accès au fonds d'urgence présidentiel qui permettrait de financer secrètement le projet. Loin d'être un

⁶⁵ *Ibid*, p.70-72.

expert en anthropologie, Carter explique son choix notamment par le fait que son réseau lui permet de chapeauter un projet qui devait rester secret. Il faut aussi souligner que le réseau Carter disposait d'un anthropologue en la personne de Henry Field et ce dernier fut choisi par Carter afin de s'occuper de l'aspect intellectuel du projet⁶⁶.

À la fin de juillet 1942, le Président donna tout d'abord l'instruction de former « ... a small, informal committee of leading anthropologists from the United States, Mexico and Canada, who shall be invited to come to Washington and conduct exploratory discussions of the ethnological problems anticipated in post-war movements⁶⁷ », et ce, principalement à propos des problèmes reliés aux mélanges raciaux. Toutefois, au début de mois d'août, en répondant aux demandes de Carter, il se ravisa et décida que le comité devrait être plus petit et plus informel que ce qu'il avait originellement proposé. Il désirait maintenant que Bowman, Field et Hrdlicka soient les seuls membres du comité, mais il autorisa tout de même le comité à utiliser des consultants provenant non seulement des États-Unis, mais aussi de pays étrangers tels le Canada et le Mexique. Le comité avait le mandat de répondre à deux questions principales: 1) « Where are the vacant places of the earth suitable for post-war settlement?⁶⁸ » À cet effet, Roosevelt ajouta qu'il était particulièrement intéressé par l'Amérique du Sud et l'Afrique. 2) « What type of people could live in those places?⁶⁹ » Le Président fit aussi savoir que ces problèmes devaient être considérés en tenant compte du fait politique que les nations sud-américaines risquaient d'insister pour mélanger environ de 30 à 40 % de leur propre « *stock* » racial pour former le *melting pot* et que ledit « *stock* » serait probablement composé de sang indien. Dès lors, le Président voulait savoir ce qui arriverait aux

⁶⁶ Robinson, « Le Projet M », p.73-74; Lettre, Ales Hrdlicka à FDR, 27 mai 1942, p. 1-3, bobine 1, Microfilms FDR.

⁶⁷ Rapport, Report on Interview with Dr. Ales Hrdlicka, 30 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁶⁸ Mémo, Memorandum for Dr. Ales Hrdlicka: Presidential directives, 7 août 1942, bobine 2, Microfilms FDR.

⁶⁹ *Ibid*,

différentes populations européennes qui seraient mélangées avec le *stock* sud-américain⁷⁰.

Dès le début des rencontres des trois membres du comité, des frictions se firent sentir. À cet effet, il faut souligner que dès son entretien du 30 juillet avec Hrdlicka (lorsqu'il était alors question de former un comité incluant plus de trois membres), Carter avisa Roosevelt de ses réticences face à l'anthropologue. Par exemple, il expliqua au Président qu'Hrdlicka était charmant, amical, gentleman, mais aussi entêté, érudit, arrogant, autoritaire, difficile, et qu'il risquait de tenter d'imposer ses convictions dogmatiques anthropologiques sur la politique nationale, et ce, en ignorant les vues divergentes et en excluant des anthropologues de renom. Entrant dans le jeu d'esprit de Carter, FDR répondit à cette mise en garde en indiquant à Carter qu'il avait raison, mais ordonna tout de même la continuation du projet: « I think you are completely right. I think that you and Henry Field can carry out this project unofficially, exploratorially, ethnologically, racially, admixturally, miscegenationally, confidentially and, above all, budgetarily.⁷¹ » À cela, il ajouta une remarque nous indiquant que FDR avait connaissance des dangers politiques associés à ce projet: « Any person connected herewith whose name appears in the public print will suffer guillotinnally.⁷² » Au milieu de l'automne 1942, Hrdlicka se retira complètement du projet. Le projet fut rebaptisé « Bowman-Field Committee on Migration and Settlement » (ou M Project où la lettre *M* signifie « migration ») et prit officiellement naissance en novembre. Bowman agit à titre de conseiller et exigea de recevoir toute la documentation reliée au projet. Ce fut donc Henry Field qui assumait la responsabilité concrète du projet⁷³.

⁷⁰ Robinson, « Le Projet M », p. 74-76.

⁷¹ Mémo, FDR à JFC, 30 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

⁷² *Ibid*,

⁷³ Robinson, « Le Projet M », p. 74-76; Rapport, Report on Interview with Dr. Ales Hrdlicka, 30 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

Ayant comme objectif de compiler des études sur les régions du monde contenant des populations excédentaires et d'examiner la composition raciale et religieuse, ainsi que les aptitudes particulières de ces populations dans un contexte d'immigration, les recherches du Projet M débutent en décembre 1942. Grâce à la collaboration d'Archibald MacLeish, le directeur de la Bibliothèque du Congrès, l'équipe de recherche disposait de trois bureaux adjacents à celui de Field. L'équipe de recherche était composée de 17 membres réguliers et d'environ 28 chercheurs associés⁷⁴. Les principaux chercheurs étaient des réfugiés d'Europe centrale (souvent d'origine juive). Comme ils étaient exemptés du service militaire, le Projet M leur donnait l'occasion de participer à l'effort de guerre. Parmi ces chercheurs associés au projet, il en figurait deux que Field considérait comme *two top-flight colleagues*, soit le Dr. Sergei Yakobson de la Bibliothèque du Congrès et le Dr. Robert Strausz-Hupé de l'« University of Pennsylvania ». Aux alentours du milieu de l'année 1943, le Projet M produisait des études à un rythme quasi journalier. Un nombre considérable de ces études était régulièrement envoyé par Carter à l'intention du Président. En fait, 30 copies de chacune des études étaient distribuées au Président, à l'OWI, à l'OSS et à d'autres agences gouvernementales. Les sujets de ces études étaient nombreux et variés. Par exemple, des études concernaient des analyses d'expériences passées de colonisation et des lois régissant l'immigration dans les éventuels pays d'accueil, la culture du maïs en Sibérie, l'élevage et l'industrie du papier en Guyane britannique, alors que d'autres consistaient plutôt en des résumés, des traductions et des mémorandums⁷⁵. L'équipe de chercheurs finit par désigner l'Argentine, le Brésil, la Bolivie, le Venezuela, le Canada et l'Alaska comme lieux les plus prometteurs pour l'implantation d'immigrants européens. Dans ses mémoires relatant ses activités au service de la Maison-Blanche, Field précise que le nombre de réfugiés pendant la période de l'après-guerre se situerait entre 3 et 20 millions. En réalité, ils étaient près de 50

⁷⁴ Henry Field, *"M" Project for F.D.R., Studies on Migration and Settlement*, Ann Arbor, Mich., Edwards Brothers, 1962, p. 347.

⁷⁵ Pour une évaluation de la valeur anthropologique du Projet M, voir le chapitre six de l'ouvrage de David H. Price: *Anthropological Intelligence: The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*, Durham, C.N., Duke University Press, 2008, p. 117-142.

millions. Comme le souligne Robinson, il est difficile de déterminer dans quelle mesure les questions de cohabitations harmonieuses des races et de la maximisation du matériel humain, qui à l'origine étaient au cœur des préoccupations du Président, ont continué à être un objet de préoccupation pour les chercheurs. Toutefois, ce type de questionnement reste implicitement présent dans les études détaillées sur la composition raciale et religieuse des zones potentielles d'implantation⁷⁶.

Puisque Roosevelt décéda avant la fin de la guerre, il n'eut pas l'opportunité d'utiliser les recherches qu'il avait commandées afin de régler des problèmes de l'après-guerre. De plus, rien ne laisse présager qu'il aurait pu s'assurer de la coopération des nations d'Amérique latine au sujet de ses projets de migration de populations. Truman, le successeur de Roosevelt, maintint le Projet M pendant quelques mois, mais considérant que ce projet comportait des aspects dangereux, il décida de le terminer en octobre 1945. À ce moment, le Projet M, qui fut financé à la hauteur de 180 000 \$, avait réalisé 665 études réunies dans 96 volumes contenant 20 989 pages. Cela étant, il faut noter que Carter était plutôt fier du travail accompli par son réseau. Dans un rapport daté du mois de novembre 1945 envoyé à Truman, Carter vanta les mérites de son organisation face au Projet M en écrivant: « At a small fraction of the cost of similar operations inside government agencies, it produced more and better work.⁷⁷ » Même si aucun des dessins initiaux ne fut réalisé, il nous est toutefois possible d'identifier des instances où le Projet M a pu contribuer de façon mineure⁷⁸.

⁷⁶ Robinson, « Le Projet M », p. 76-78; Henry Field, *The Track of Man: Adventures of an Anthropologist*, Garden City, N. Y., Doubleday, 1953, p. 340-342; Field, *The White House Years*, p. VII; Price, *Anthropological Intelligence*, p. 125-127.

⁷⁷ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 2-3, DJFC HSTL.

⁷⁸ Robinson, « Le Projet M », p. 79; Field, *The White House Years*, p. VII; Ladislav Farago, « Refugees: The Solution As F.D.R. Saw it » dans Henry Field, *M. Project for FDR: Studies on Migration and Settlement*, Ann Arbor, 1962, p. 374 (Document en la possession de l'auteur).

Premièrement, Field affirmera plus tard que peu de temps avant sa rencontre à Téhéran avec Staline, Roosevelt commanda des synthèses sur les mouvements des populations de Juifs et la politique d'immigration de l'Union soviétique afin de bénéficier de munitions au cas où Staline chercherait à marquer des points contre les États-Unis en soulevant le problème des Noirs. Dans la même veine d'idées, Field mentionne aussi qu'en août 1943, lors de la conférence de Québec, Roosevelt aurait envoyé un officier en provenance de Québec à Washington afin que le militaire recueille des données sur le nombre et la distribution des Allemands à l'est de l'Oder pour d'éventuelles discussions sur la frontière polonaise. Deuxièmement, l'étude de nombreuses zones géographiques aurait amené l'équipe du Projet M à soumettre des suggestions de cibles pour des bombardements. Qui plus est, une de ces suggestions mena au bombardement d'un des endroits suggérés. En 1943, Field et son équipe réalisèrent que l'île de Nauru, dans le sud du Pacifique, contenait un large gisement de phosphate et que cette ressource était stratégiquement importante pour le Japon. Dès lors, Field aurait passé l'information à Donovan (OSS) qui, à son tour, l'aurait passé à la Marine qui, pour sa part, aurait subséquemment bombardé l'île⁷⁹. Troisièmement, Truman, après les avoir laissé dormir pendant les premières années de l'après-guerre, finira par manifester un certain intérêt pour les rapports du Projet M lorsqu'il désirera rationaliser les dépenses associées au Point IV de son programme de politique étrangère présenté lors de l'« Inaugural Address » du 20 janvier 1949. Le Point IV était associé à l'aide économique et technique au développement de certaines régions du tiers-monde⁸⁰. En 1949, le Président

⁷⁹ Dans *The White House Years*, Field mentionne que Nauru fut la seule occasion où un membre du projet M avait *pinpointed* une cible pour un bombardement alors que dans son rapport annuel de 1942, il est mentionné que des cibles en Allemagne avaient aussi été recommandées. Field, *The White House Years*, p. 9; Rapport, Annual Report of the "M" project for the year of 1943, 4 janvier 1944, p. 14, bobine 3, Microfilms FDR.

⁸⁰ Vaguement défini, le Point IV fera l'objet de critiques de la part de la communauté des affaires. De fait, celle-ci reprochera au gouvernement Truman de trop s'ingérer dans les affaires des pays peu développés et demandera à l'Administration Truman de négocier des ententes équitables favorisant l'investissement privé dans lesdits pays. En raison de cela, le Président sera incapable d'obtenir une législation pour son Point IV pendant environ un an et demi. Durant l'été de 1950, le Congrès débloquera finalement la somme de 27 millions de dollars afin d'entreprendre un programme d'aide « technique »

demandera à ce que chaque directeur régional reçoive les documents correspondant à leur zone d'autorité. Toutefois, le Point IV était un programme modeste et l'information contenue dans les études du Projet M était souvent obsolète. Ainsi, la contribution du Projet M fut, pour l'essentiel, indirecte et minime⁸¹.

L'examen du Projet M nous a montré que Roosevelt croyait sincèrement que le transfert de populations non désirées vers des régions moins habitées pouvait réduire les tensions ethniques et promouvoir la paix et la croissance économique. Robinson rappelle toutefois que le Projet M contenait des idées dangereuses à l'égard de l'identité ethnique et de l'appartenance aux groupes communautaires. Le projet se fondait aussi sur des idées liées au déterminisme biologique, qui même à l'époque, comptait ses contestataires parmi les anthropologues (nous pouvons par exemple nommer Franz Boas, Ashley Montagu et Ruth Benedict). L'examen du Projet M nous montre donc que l'humanisme de Roosevelt était teinté d'un certain racisme. De plus, rien n'indique que les territoires considérés par Roosevelt et l'équipe du Projet M étaient réellement disponibles et qu'il existait une volonté des dirigeants de ces territoires pour accueillir de nouveaux arrivants. Comme le souligne David Price, si les recommandations du Projet M avaient été mises en branle, cela aurait peut-être créé des conflits de souveraineté similaires à ceux à propos de la légitimité de l'État d'Israël et du fait que la Palestine constituait une terre disponible. Dans un même ordre d'idées, Price fait aussi valoir que, du point de vue scientifique, l'un des défauts inhérents du Projet M fut son statut secret. Selon lui, le fait de mener un tel projet secrètement dégageait toutes recherches scientifiques qui y étaient menées du processus scientifique académique qui, par ses critiques et suggestions, aidait à ce que les études restent rigoureuses et à ce qu'elles ne reposent pas sur une logique fallacieuse. À ce propos, il ajoute: « The dynamics of "groupthink" combined with institutional secrecy

conjointement avec Nations Unies. Walter LaFeber, *America, Russia, and the Cold War*. New York: McGraw-Hill, 1997, p. 408.

⁸¹ Field, *The White House Years*, p. VI, VIII; Robinson, « Le Projet M », p.77-78, 80; Price, *Anthropological Intelligence*, p. 141.

to keep critical eyes from focusing on the flaws embedded in the inner workings of this project.⁸² »⁸³

Ainsi, la possibilité d'opérer secrètement (une condition essentielle aux yeux de Roosevelt) apportée par l'implication du réseau Carter avait le défaut de limiter la qualité des travaux scientifiques menés sous son auspice. Au sein du chapitre suivant, nous verrons que ce problème, souvent présent chez les agences ayant le pouvoir de mener des recherches dans le secret, intéressait le réseau Carter puisque celui-ci fut impliqué dans la surveillance des activités d'agences gouvernementales menant des recherches sur le développement de technologie reliées à l'effort de guerre.

⁸² Price, *Anthropological Intelligence*, p. 141.

⁸³ Robinson, « Le Projet M », p. 81-82; Price, *Anthropological intelligence*, p. 126, 141-142.

CHAPITRE V

LES ACTIVITÉS DU RÉSEAU CARTER DANS LE DOMAINE TECHNIQUE ET SES RAPPORTS AVEC LE PRÉSIDENT TRUMAN

Tout en poursuivant l'examen de l'évolution organisationnelle du réseau Carter et de ses diverses propositions de réforme, le présent chapitre traitera aussi de l'implication du réseau dans le domaine technique. Par domaine technique, nous entendons l'ensemble des procédés et des méthodes touchant la logistique, la production, la formation et la recherche pouvant, aux yeux du réseau, avoir une incidence sur l'effort de guerre. Dans la majorité des cas, le réseau Carter n'était pas directement impliqué dans ces activités; celui-ci exerçait plutôt une surveillance et une évaluation du déroulement de divers projets, programmes et instances pour le compte personnel du Président. La plupart du temps, l'Armée et la Marine étaient concernées par les vérifications du réseau Carter. Cela dit, d'autres instances, telles le « War Production Board », l'« Office of Research and Development » et la « Coast Guard » pouvaient aussi être la cible de l'attention du réseau Carter. Après l'examen de l'implication du réseau dans le domaine technique, nous aborderons la relation entre le réseau Carter et Harry Truman à partir du moment où ce dernier remplaça Roosevelt à la présidence.

C'est notamment avec le projet *Seamobile* que le réseau Carter fit ses premiers pas dans le domaine technique. De fait, durant l'été 1941, Carter fut mandaté par le Président pour le tenir informé à propos de tests au sujet d'un nouveau type de navire de transport en développement depuis le printemps 1941. D'après les premiers rapports de l'agent présidentiel, ce nouveau type de navire, dont les prototypes portaient le nom de « *Sea Otter* », était prometteur parce qu'il laissait envisager des gains au niveau de la

performance du navire et des frais d'exploitation et de production. À la suite de l'accord de Knox, secrétaire de la Marine, et de Stettinius, ce dernier étant alors *Lend-Lease Administrator*, le projet « Sea Otter », qui devint le projet *Seamobile*, fut dirigé par un comité (« Ships Inc. ») sélectionné par l'« Office of the Secretary of the Navy » et le président du « War Production Board » et il fut financé à l'aide du programme prêt-bail. Afin d'éviter que le projet soit compromis par des auditions devant le « Senate Subcommittee on Naval Affairs », ou encore, par un scandale médiatique, Carter avisa Roosevelt qu'il était parvenu à un accord avec le sénateur démocrate de l'Iowa Guy Gillette et que celui-ci avait accepté de retarder les auditions devant le comité. De plus, au début juillet 1942, Carter, sous le pseudonyme Jay Franklin, publia un article dans lequel il vanta les mérites du dernier prototype de *Seamobile*; un modèle qu'il décrivait comme étant révolutionnaire et susceptible de déranger les intérêts de l'industrie maritime. Jay Franklin annonçait aussi au public son intention de l'informer à propos de ce qui sera fait pour produire ce navire; un navire qui serait produit non en fonction de considérations personnelles ou politiques, mais en fonction de l'intérêt de la patrie. Il est fort possible que cet article du Carter ait pu servir d'avertissement à l'industrie maritime si celle-ci venait à s'opposer au nouveau *Seamobile* (comme il en avait été le cas avec les versions antérieures; les *Sea Otters*). En somme, l'agent du Président influença la mise sur pied et dans la promotion du projet *Seamobile*¹. Pour ce faire, il utilisa même sa profession de journaliste et son pseudonyme Jay Franklin afin de promouvoir un projet que le Président et lui-même avaient à cœur.

Malgré la volonté de Carter et de Roosevelt de voir le projet *Seamobile* se dérouler dans les temps voulus, le projet ne cessa pas de prendre du retard. Durant le mois

¹ Mémo, Memorandum on "Little Ships", 16 juillet 1941; Rapport, Report on Conversation with Mr. J. B. Weaver, 23 janvier 1942; Rapport, Report on Commander Bryan and the "Sea Otter", 15 avril 1942; Mémo, FDR à JFC, 21 avril 1942; Lettre, JFC à Grace Tully, 29 avril 1942; Mémo, FDR à JFC, 4 mai 1942; bobine 1, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945, Part 5: The John Franklin Carter Files on German Nazi Party Members*, Bethesda, Md, University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR »); Jay Franklin, « We, The People », *The Zanesville Signal* (Zanesville, Ohio), 6 juillet 1942, p. 4.

d'octobre 1943, à la suite d'une suggestion de Carter, FDR prit les arrangements nécessaires afin que son agent, le capitaine Loring Swazey, et le commandant Hamilton Bryan soient autorisés à sonder et examiner les performances du *Seamobile* pour permettre à Carter et Swazey de rendre un rapport informel au Président détaillant les conclusions principales du « Trial Board ». Le 21 janvier 1944, Carter envoya un mémorandum au Président qui informait que le projet *Seamobile* « *has been murdered* ». Carter expliqua que le rapport du « Trial Board » s'était montré favorable à l'utilisation de moteurs multiples, mais qu'il avait ignoré le précepte selon lequel il devait aussi y avoir un test sur le fonctionnement du *Falk vertical drive*. Dès lors, il conclut qu'il était légitime de croire que l'hostilité au *Seamobile* n'était pas due à son design non conventionnel, mais à ses faibles frais d'exploitation et de construction comparativement aux autres navires. À ce sujet, Carter soutint qu'il disposait de deux sources différentes, arguant que l'industrie de construction de navires ne laisserait jamais un programme comme celui du *Seamobile* voir le jour. Celui-ci représentait une menace pour la compétition². Trois jours plus tard, Roosevelt envoya un mémo à son agent dans lequel il expliquait:

« I frankly do not think we will ever get this trough, for the very reason that there are going to be many hundreds of landing craft to be sold at the end of the war which can very easily be converted for local traffic and operated nearly as cheaply as a *Seamobile*. However, I should like to see the report of the Board when it comes in.³ »

Le 26 janvier 1944, Carter indiqua au Président que le rapport du « Trial Board » était maintenant à la Maison-Blanche depuis trois mois. Cela contribue à démontrer qu'à partir du mois de janvier 1944, la volonté du Président à produire des *Seamobiles* avait

² Rapport, Report on Delays in the *Seamobile* Program, 15 juillet 1942; Mémo, FDR à JFC, 20 juillet 1942; Mémo, Grace Tully à FDR, 22 juillet 1942; Mémo, fichier Grace Tully, 23 juillet 1942, bobine 1; Rapport, Report on Progress on *Seamobile* Program, 3 septembre 1942; Rapport, Report on British Attitude Toward the "Seamobile", 7 octobre 1942, bobine 2; Rapport, Report on *Seamobile*, 21 janvier 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

³ Mémo, FDR à JFC, 24 janvier 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

diminué. Ce dernier conserva tout de même un intérêt pour le navire *Seamobile* et il continua à lire les divers rapports que Carter lui envoya, jusqu'en mars 1945, à propos des tests subséquents du *Seamobile*. Après tout, certaines spécifications du navire venaient de son propre cru. À partir de février 1944, Carter fit parvenir des mémorandums qui indiquaient que les rapports opérationnels du *Seamobile* concluaient que le prototype permettait de surpasser les performances des navires orthodoxes. Une note du journal intime de Carter datée du 8 mars 1944 indique que FDR aurait demandé à la Marine de construire des *Seamobiles* et qu'il entendait nommer Carter pour diriger le progrès. Toutefois, rien ne fut entrepris en ce sens. Quelques jours plus tard, soit le 13 mars, FDR envoya un mémo à Lew Douglas (*Deputy Administrator* au sein de la « War Shipping Administration »), auquel un rapport du *Seamobile* était joint et où le Président indiquait: « I am not wedded to this type but I am wedded to the size and draft.⁴ » Ainsi, le Président, même s'il ne tenait pas précisément à ce que le *Seamobile* soit produit, voyait ce projet comme un vecteur pour tenter de mettre de l'avant les caractéristiques qu'il désirait voir sur les nouveaux cargos. En mars 1945, Carter envoya un autre mémo à propos des opérations du *Seamobile* dans l'Atlantique Nord. Dans ce mémo, l'agent présidentiel soutenait qu'il avait été justifié de soutenir le développement du *Seamobile*, et ce, du point de vue des performances et du point de vue économique. De plus, il fit savoir qu'il était toujours d'opinion qu'une cinquantaine ou une centaine de *Seamobiles* devait être produit afin d'opérer sur les côtes, dans le Pacifique et dans les Caraïbes. Après réception de ce mémo, le Président indiqua à Carter de consulter à cet effet le sous-secrétaire de la Marine Ralph Austin Bard. Lorsque le Président s'éteignit quelques semaines plus tard, toujours rien n'avait été entrepris à propos de la production de *Seamobiles*⁵.

⁴ Mémo, FDR à Lew Douglas, 13 mars 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

⁵ Rapport, Report on the "Seamobile" Situation, 26 janvier 1944; Rapport, Progress Report on Seamobile, 18 février 1944; Rapport, Report on "Seamobile" Data, 18 février 1944; Rapport, The Seamobile Type Ship, 18 février 1944, p. 1-5; Rapport, Progress Report on "Seamobile", 25 février 1944; Rapport, Interim Report on "Seamobile", 3 juin 1944; Rapport, Report on Operation of "Seamobile", 1 mars 1945; Mémo, Fichier Grace Tully, 2 mars 1945; bobine 3, Microfilms FDR. Journal intime, 8 mars 1944, boîte no.

Le projet n'était certainement pas une priorité pour le Président, mais il semble que son intérêt pour les navires l'ait incité à rester informé à propos des développements du projet, et ce, même lorsqu'il ne pensait plus que celui-ci verrait le jour. Les multiples consultations et le suivi qui fut fait par Roosevelt montrent que ce dernier voyait un certain potentiel dans le projet *Seamobile*. Quant à Carter, celui-ci estima que le projet fut tué par l'obstruction provenant du personnel gouvernemental favorable aux intérêts de l'industrie de la construction de navires. Dans le cadre de notre bilan des assignations du réseau Carter, le projet *Seamobile* est significatif puisqu'il représente le premier pas du réseau dans le domaine technique et il montre comment Carter pouvait utiliser sa fonction de journaliste pour favoriser un projet surveillé par son unité. Néanmoins, même si le modèle *Seamobile* fut innovateur et prometteur, son implantation fut un échec⁶.

Durant l'été 1942, à un moment où le projet *Seamobile* était constamment retardé, le réseau Carter allait tout de même réaliser un bon coup dans le domaine technique. De fait, le réseau Carter mit à jour une faille dans la sécurité des communications extérieures des États-Unis. Le 10 juin 1942, Carter envoya un rapport à FDR dans lequel il annonçait qu'une de ses sources, qui disait avoir déjà été d'une certaine utilité pour son unité, soit Gerald Haxton (qui était le secrétaire et l'amant de l'auteur Somerset Maugham⁷), rapportait qu'il était possible de lancer un appel de New York vers la Suisse (par la suite, l'appel pouvait être redirigé vers l'Espagne, la Suède, le Portugal et la France de Vichy).

17, dossier no. 1, John Franklin Carter Papers, American Heritage Center, University of Wyoming. Laramie, Wyoming (ci-après « JFCP »).

⁶ Rapport, Report on American Maritime Policy, 11 mai 1945; Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 1-2, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library. Independence, Mo. (ci-après « DJFC HSTL »); Jay Franklin, « We, The People », *The Zanesville Signal* (Zanesville, Ohio), 6 juillet 1942, p. 4.

⁷ William Somerset Maugham, 1874-1965, était un écrivain anglais. Pendant la Première Guerre mondiale, il fut agent de renseignements pour le « British Secret Intelligence Service » et collabora aussi avec le département d'État. Au cours du conflit, Maugham fut envoyé en mission en Russie par le renseignement britannique. Maugham devait se présenter comme un envoyé du département d'État américain. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il résida majoritairement aux États-Unis. George J. A. O'Toole, *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*, New York, Facts on File, 1988, p. 290, 499.

L'utilisateur se faisait alors demander quelle langue il désirait utiliser et il était avisé de ne pas entretenir de conversations à propos de la température ou de la guerre. Carter avança que cela donnait aux nazis l'habileté d'informer leurs commandants de sous-marins à propos des mouvements des navires partant des ports américains. Découverte à un moment où la bataille de l'Atlantique faisait rage (par exemple, en mars 1942, 108 navires alliés furent coulés), cette faille dans les communications américaines était une information d'importance. Frappé par l'urgence de la situation, Roosevelt proposa à Carter de terminer toutes les conversations transatlantiques avec la Suède, Vichy, l'Espagne et le Portugal. De plus, en invoquant que cela constituerait un exercice du pouvoir de guerre, il préconisa d'interdire toute communication aux diplomates de ces nations. Il proposa aussi que toutes les conversations téléphoniques des gouvernements soient limitées à certains officiels et que celles-ci soient écoutées. Toutefois, FDR indiquait à Carter que toutes ces propositions devaient évidemment être considérées par le département d'État⁸.

Le 2 juillet 1942, Carter envoya un rapport au Président pour l'informer qu'il avait rencontré Sumner Welles à ce sujet et que ce dernier était d'accord avec la nécessité d'agir, mais que les propositions du Président risquaient d'engendrer des contrecoups avec les appels téléphoniques provenant des États-Unis vers les pays cités plus haut. Welles proposait plutôt que tous les appels privés soient suspendus et que les appels diplomatiques soient confinés aux dirigeants des missions diplomatiques impliquées, et ce, seulement à partir de Washington et après avoir passé par un processus d'identification. De plus, ces appels seraient sans aucun doute écoutés. Quant aux appels des diplomatiques américains, ils seraient tenus au minimum et aussi sur écoute. La première réaction du Président à ces propositions fut de proposer de suspendre tous les

⁸ Rapport, Report on Telephone Conversations with Switzerland, 10 juin 1942; Mémo, FDR à JFC, 13 juin 1942; Rapport, Report on Telephone Conversations with Axis Europe, 13 juin 1942; Mémo, FDR à JFC, 24 juin 1942; Rapport, Report on Telephone Communications with Axis-Dominated Europe, 2 juillet 1942; Mémo, FDR à Sumner Welles et James Lawrence Fly, 6 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR, Joseph E. Persico, *Roosevelt's Secret War*, New York, Random House, 2001, p. 191.

appels à l'extérieur de l'hémisphère, mais il se ravisa bientôt et adopta finalement les propositions de son conseiller Welles⁹. Ainsi, le réseau Carter fut à l'origine d'une mesure de sécurité utile à l'effort de guerre et susceptible d'avoir sauvé des vies humaines et d'avoir épargné des pertes matérielles.

À partir de mai 1943, le réseau Carter bénéficia d'un nouvel agent nommé Henry Pringle. Après avoir consulté Welles à ce sujet en avril 1943, Carter invita Pringle, un historien gagnant du prix Pulitzer, à se joindre à son réseau lorsqu'il apprit que ce dernier venait de démissionner de l'OWI¹⁰. Dans un mémorandum expliquant cette situation à Roosevelt, Carter fit savoir qu'il connaissait Pringle depuis dix ans et qu'il éprouvait un grand respect pour son habileté, son objectivité et son patriotisme. Toujours selon Carter, Pringle était « ... a level-headed man, well-balanced man, who knows the world and does not carry the torch for any particular ism or ideology¹¹ ». À propos de ce qu'il allait accomplir au sein du réseau, Carter expliqua au Président que Pringle « ... would simply share my office, do free-lance magazine work, and utilize his many acquaintances in and out of the government to continue a useful personal relationship to the prosecution of the war¹² ». À la fin du mois d'avril, FDR donna son « O.K. On Henry Pringle.¹³ »

Certaines des assignations confiées à Pringle peuvent être associées à ce que nous avons nommé le domaine technique. Par exemple, le 8 novembre 1943, Carter informa FDR qu'après une conférence de presse où ce dernier avait abordé un nombre de situations où les membres de l'« American Military Government » en Sicile avaient faits

⁹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 191; Mémo, FDR à Sumner Welles et James Lawrence Fly, 6 juillet 1942, bobine 1, Microfilms FDR.

¹⁰ Avant son implication au sein l'OWI, Pringle travailla pour l'OFF (« Office of Facts and Figures »). Allan M. Winkler, *The Politics of Propaganda: The Office of War Information, 1942-1945*, New Haven, Yale University Press, 1978, p. 24.

¹¹ Rapport, Report on Henry Pringle, 20 avril 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

¹² *Ibid*,

¹³ Rapport, Memorandum on Henry Pringle, 26 avril 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

des idiots d'eux-mêmes, il avait eu l'idée d'envoyer Henry Pringle à Charlottesville en Virginie afin que celui-ci évalue les méthodes de sélection et d'endoctrinement à la « School for Military Government ». Autre exemple; quelques jours auparavant, Carter rapporta à FDR que Pringle avait des rapports authentifiés provenant des cantonnements et des *Officers Candidate School* qui indiquaient une tendance de certains officiers responsables de la formation à invoquer une guerre probable avec la Russie une fois que le présent conflit se terminerait. Pringle suggéra que les officiers instructeurs se voient rappeler que la Russie est une alliée et qu'il n'y avait pas de preuves indiquant que la Russie ait des plans d'après-guerre qui prendraient en compte un différend avec les États-Unis. De plus, Pringle mentionna que les « sentiments antirusse » de la part des officiers américains avaient sans aucun doute déjà atteint des sources russes et que la Russie aura de bonnes justifications pour maintenir sa politique actuelle consistant à refuser des renseignements militaires aux États-Unis si les officiers américains continuent à agir de la sorte. Ce dernier rapport intéressa évidemment le Président (alors préoccupé par le maintien de bonnes relations avec son allié russe qui doutait de la volonté des Alliés à ouvrir un second front) puisqu'il en envoya une copie au général Marshall. Deux jours plus tard, le Président fut averti que le général McNair allait procéder à une vérification à cet effet lors de son inspection régulière¹⁴.

Principalement par le biais de l'agent Henry Field, le réseau Carter fut aussi impliqué dans la mise sur pied d'un programme connu sous le nom d'« Emergency Rescue Equipment » (ERE). Selon les écrits postévénementiels de Field, l'origine d'un tel programme est attribuable à une idée commune de ce dernier et du major Harold Coolidge de l'OSS (un zoologiste d'Harvard) à propos de la possibilité de développer un *shark repellent* (c.-à-d. un produit pour repousser les requins)¹⁵. Intéressé par l'idée, le

¹⁴ Rapport, Report on Alleged Anti-Russian Propaganda in Army Cantonments and Officer's Schools, 20 septembre 1943; Rapport, Anti-Russian Propaganda, sans date; Mémo, FDR au général Marshall, 27 septembre 1943; Mémo, général Marshall à FDR, 29 septembre 1943, bobine 2, Microfilms FDR.

¹⁵ Field rapporta que son idée d'un développer un *shark repellent* lui vint lors de son vol retour de sa mission (que nous avons précédemment examinée) de l'été 1942 (celle-ci eut lieu en mars 1942 donc au printemps) dans les Caraïbes. Ce dernier raconta que lors de son vol, il aperçut des requins à la surface de

Président aurait tout d'abord indiqué de consulter le capitaine Ralph Davidson (*Acting Chief of the Bureau of Aeronautics* sous les directives de l'amiral Tower). Ce dernier se serait montré intéressé par le projet. Par la suite, Coolidge et Field firent parvenir un plan d'action au Président et ce dernier donna l'instruction d'étendre le champ de recherche à la survie en mer (Field soutient que c'est le Président lui-même qui aurait choisi le nom pour le projet (ERE)). Le Président demanda à ce que le « Joint Chiefs of Staff » (JCS) soit consulté au sujet de l'ERE et celui-ci donna son accord au projet. Le plan de l'ERE fut aussi élaboré avec l'aide de l'amiral Waesche de la « Coast Guard » avant d'être réacheminé à la Maison-Blanche et au JCS pour des corrections et l'approbation finale. Le financement du projet allait être disponible à partir du service médical de la Marine. Après avoir assemblé une équipe de chercheurs professionnels, les recherches débutèrent durant l'été 1942. Ces recherches concernaient tout ce qui faisait référence à l'équipement et aux procédures pour la survie et les opérations de sauvetage, tels les radeaux de sauvetage, les instruments émettant des signaux et des guides de survie en mer¹⁶.

Le réseau Carter n'était pas impliqué directement dans l'ERE. Toutefois, puisque Field était engagé dans le projet, le réseau Carter bénéficiait d'un informateur interne. L'agent Field participa à l'organisation et la promotion de plusieurs projets de l'ERE. Par exemple, une entrée datée du 14 janvier 1943 du journal intime de Carter mentionne: « HF [Henry Field] came in. The Joint Chiefs of Staff have approved the plan for an exhibition of live-saving etc. equipment, with high praise. He has also won his fight for

l'eau au même moment où un des moteurs de l'avion éprouva des problèmes (qui s'avèrent bénins). Field aurait par la suite manifesté son intérêt à Coolidge, qui pour sa part, avait récemment lu un rapport mentionnant qu'un aviateur américain avait été tué par un requin alors qu'il se trouvait en mer à la suite de l'écrasement de son appareil. Field et Coolidge conclurent donc que le besoin d'une protection antirequins était manifeste. Henry Field, *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist, Volume 2: The White House Years, 1941-45*, Floride, Miami, Banyan Books, 1982, p. 21-22.

¹⁶ Field, *The White House Years*, p. 21-28; Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 4-5, DJFC HSTL; Rapport, Report on Shark-Control Project, 9 décembre 1942; Rapport, Report on Emergency Rescue Equipment, 30 juillet 1943; Rapport, Emergency Rescue Equipment, 28 juillet 1943, p. 1-15, bobine 2; Rapport, Report on Lightweight Exposure Suits, 1er mai 1944, p. 11-12, bobine 3, Microfilms FDR.

Coast Guard control of publicity about the new life-raft equipment. Congratulated him on both accounts.¹⁷ »

Il convient de mentionner que le projet du *shark repellent* élaboré par Coolidge et Field s'avéra concluant. De fait, en février 1943, Carter envoya un rapport de Field à Roosevelt dans lequel l'agent de Carter expliquait que l'équipe de recherche assignée au *shark repellent* avait trouvé une substance peu coûteuse et abondante capable de repousser les requins et qui promettait aussi d'être efficace contre les barracudas. Un rapport du mois de décembre 1944 envoyé à Grace Tully (secrétaire) indiquant que la Marine était toujours récalcitrante à promouvoir l'usage du *shark repellent* laisse comprendre que l'Armée de l'air avait alors commandé 135 000 *shark chaser units* et qu'elle avait distribué 14 000 de ces unités¹⁸. En somme, le projet de l'agent de Carter mena à des mesures concrètes susceptibles d'améliorer la sécurité des Américains impliqués dans l'effort de guerre.

Comme le réseau Carter n'était pas directement impliqué dans l'ERE, Carter vaquait principalement à tenir informé le Président au sujet du développement des projets en cours. Carter passait à FDR toute information à propos des essais de l'ERE enclins à capter son intérêt. Les rapports de Carter pouvaient être utiles dans la mesure où le Président pouvait les utiliser pour demander des comptes-rendus et inciter à l'action. Par exemple, Carter tint le Président informé au sujet des développements d'un nouveau type de combinaison conçu pour la survie en mer (un projet qui débuta sous l'égide de l'ERE). À la suite d'un rapport que Carter lui avait remis à ce sujet en mai 1944, Roosevelt envoya un mémorandum à Carter dans lequel il affirma: « It is believed that the inquiry we have made will hasten research and that we may hope for results

¹⁷ Journal intime, 14 janvier 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

¹⁸ Rapport, Report on Problem of Providing Protection against Predatory Fish, 20 février 1943, p. 1-2; Rapport, Third Report on Shark Repellent, 22 février 1943; Rapport, Report on Development of Anti-Shark Device, 23 février 1943, bobine 2; Rapport, Service Procurement of "Shark Chaser", 5 décembre 1944; Mémo, JFC à Grace Tully, 12 décembre 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

shortly.¹⁹ » Ainsi, le Président pouvait utiliser les rapports de Carter dans l'espoir d'accélérer et de stimuler la recherche.

En en juger par le compte rendu que Carter fit au Président Truman à propos de l'implication de son unité dans l'ERE, il est clair que l'agent présidentiel considérait que son unité avait sa part de mérite dans l'établissement de l'ERE et que les travaux de celle-ci avaient stimulé la « Coast Guard », l'Armée de l'air et la Marine à agir dans le domaine de la survie et du sauvetage. À cet effet, Carter avança que l'ERE avait mené l'Armée de l'air, en 1943, à se pourvoir d'une division responsable de l'entraînement et de l'équipement de survie et de sauvetage et qu'en 1944, la Marine suivit le pas en établissant l'« Air-Sea Rescue Service » (un service coordonné par la Marine, l'Armée de l'air et la « Coast Guard »)²⁰.

Même s'il est difficile de mesurer l'effet de la « surveillance » du réseau Carter sur les performances de l'ERE, il est raisonnable de considérer que les différents travaux l'ERE aient effectivement pu amener les différents services concernés à se réformer. À titre d'exemple, nous pouvons rappeler le projet de Field à propos du *shark repellent* pour appuyer ce point. De plus, une note du journal intime de Carter, datée du 18 avril 1943, indique que: « The Navy is about to take over Field's life-saving set-up, which worries him but can only be expected.²¹ » L'expression « *Field's life-saving set-up* » laisse comprendre que l'implication de l'agent de Carter au sein de l'ERE était assez considérable. Qui plus est, la Marine prit réellement l'ERE sous son aile en 1943 (Carter continua tout de même à surveiller les recherches liées à l'ERE et à envoyer des rapports au Président)²². En somme, il semble juste de soutenir que le réseau Carter contribua (que

¹⁹ Mémo, FDR à JFC, 13 juin 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

²⁰ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 4-5, DJFC HSTL

²¹ Journal intime, 18 avril 1943, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

²² Rapport, Report on Lightweight Exposure Suits, 1er mai 1944, p. 11-12, bobine 3, Microfilms FDR.

ce soit par la présence de son agent ou les comptes-rendus de Carter pour le Président) dans le développement et la promotion d'équipements et de formations liés à la survie et au sauvetage.

L'intérêt du réseau Carter face aux inventions ne s'arrêtait pas aux inventions liées au sauvetage et à la sécurité. Le réseau Carter surveillait toute recherche jugée comme étant susceptible d'aider à l'effort de guerre tels le développement d'un moteur à combustion interne, l'utilisation du lait en poudre, les tests au sujet d'un prototype de véhicule antichar, le développement d'abris antiroquette (*anti-rocket pillbox*), l'utilisation de bombes incendiaires, les défauts de conception de la carabine M1 et de l'explosive plastique C-2, les recherches sur de l'oxygène liquide pour une utilisation médicale et dans le développement de l'armement, la qualité des chaussures militaires, la distillation à basse température, le développement d'une couverture chauffante fonctionnant à l'électricité, les propriétés de munitions et mines à gaz afin de neutraliser les moteurs des véhicules ennemis et l'utilisation de matériaux lumineux pour l'identification des troupes américaines lors d'opérations nocturnes²³. Bien que le réseau de Carter ait été impliqué dans ce domaine depuis 1941, son implication dans ce champ allait s'intensifier en 1944 et 1945 parce que Carter tenta de réorienter l'effort principal de son unité.

Effectivement, le 7 juillet 1944, soit quelques jours après avoir appris que Roosevelt désirait terminer le Projet S, Carter envoya un rapport au Président où il demandait de nouvelles directives pour son unité:

²³ Rapport, Luminous Material, 6 octobre 1944, p. 1-4; Rapport, Engine Destruction by Gas or Smoke, 6 octobre 1944, Rapport, Casualty Blanket, 7 octobre 1944; Mémo, JFC à Grace Tully, 10 octobre 1944; Rapport, Liquid Oxygen, 13 novembre 1944, p. 1-4; Mémo, JFC à Grace Tully, 14 novembre 1944; Rapport, Shoes for the Army and the Navy, 1^{er} décembre 1944, p. 1-4, bobine 3, Microfilms FDR.

« After three years and half years of successful and secret operations, this Unit should now be given a new directive. Its usefulness in the field of intelligence operations to which it was originally assigned seems to be sharply limited as a result of the vastly improved coverage of this field by regular services agencies.²⁴ »

Au sein de ce même rapport, Carter identifia un champ où son réseau pouvait apporter encore une contribution: « This is the field of technical and financial policy.²⁵ » L'agent du Président expliqua que son unité, de par ses directives générales, opérait déjà dans ce domaine et que cela l'amenait à croire qu'il était évident que ce domaine nécessitait « ... some yardstick investigations²⁶ ». Pour soutenir cette idée, Carter fit référence aux recherches dans le domaine de la sécurité et du sauvetage où les rivalités entre techniciens et l'inertie des services armés avaient retardé le développement du service « Air-Sea Rescue ». À propos du domaine financier, Carter indiqua que l'enquête restreinte que son unité avait commencée sous l'auspice du « Smaller War Plants Corporation » (SWPC) montrait que les pratiques financières contenaient un énorme potentiel pour un désastre politique et une confusion sociale. Dès lors, Carter recommanda que son unité continue à opérer pour les six prochains mois en ayant l'autorité d'employer Earle Hiscock (un diplômé du MIT et un ancien lieutenant-commandant qui fut notamment impliqué dans l'ERE) afin que ce dernier organise un service de renseignements techniques pour cette unité. Carter recommanda aussi que son unité soit autorisée à continuer à employer Shreve Cowles Badger (qui était alors un employé temporaire) afin qu'il puisse diriger le renseignement financier de cette unité. L'approbation de nouveau budget du réseau Carter nous indique que Roosevelt était sûrement en accord avec cette nouvelle réorientation des activités du réseau²⁷. Le 23 août 1944, Carter informa Grace Tully et annonça que tous les rapports du domaine technique

²⁴ Rapport, Report on Revised Operations of this Unit, 7 juillet 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

²⁵ *Ibid*,

²⁶ *Ibid*,

²⁷ *Ibid*,

allaient désormais être classifiés sous l'appellation « T Project Reports » et que le « T » référait à « *technical* »²⁸.

Au mois de novembre 1944, Carter envoya un rapport au Président dans lequel il exposait son *motus operandi* par rapport au Projet T. Comme il n'était pas lui-même un expert du domaine technique, Carter employait les services d'Hiscok. Ce dernier, en plus de posséder une expertise technique, bénéficiait d'une connaissance des méthodes de procurement militaire. Carter envoyait les rapports d'Hiscok seulement lorsqu'il jugeait qu'un problème important devait être réglé, et ce, dans un court délai. Une fois le rapport envoyé, Carter pouvait par la suite être autorisé par le Président à soumettre le rapport technique à l'agence concernée et à entrer en contact avec le dirigeant responsable afin de discuter du sujet de manière informelle. Si l'entretien laissait entendre que le rapport avait un mérite substantiel, l'étape suivante était d'envoyer une copie dudit rapport à l'agence ou au département par le canal de communication officiel avec l'instruction d'étudier le rapport et de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation. Selon Carter, cette procédure comportait les nombreux avantages suivants: 1) l'envoi de rapports par les canaux formels après une discussion préalable qui permettait au dirigeant concerné d'agir sans compliquer sa routine et sans alourdir sa paperasserie; 2) elle protégeait le réseau et le Président de toute confusion qui pourrait survenir telle une action officielle entreprise sans s'assurer que le problème technique présenté avait ses mérites et qu'il pouvait être résolu; 3) elle protégeait l'organisation Carter du danger d'erreurs provenant de l'ignorance de son chef (c.-à-d. Carter) dans le domaine technique²⁹.

Par le biais des rapports de la série T, Carter pouvait aussi soumettre ses propres suggestions quant aux orientations de la recherche faite pour appuyer l'effort de guerre.

²⁸ Rapport, "T" Project Report, 23 août 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

²⁹ Rapport, Report on Method of Handling Technical Reports, 22 décembre 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

Par exemple, au sein de rapports envoyés durant le mois de juillet 1944 à propos des missiles allemands à longue portée (mieux connus sous le nom de « bombe volante V-1 » et « missile V-2 »), Carter suggéra que des recherches sur ce type de missiles devraient être entreprises non seulement dans le but de surpasser les Allemands dans ce domaine, mais aussi afin de développer des contre-mesures efficaces face à ce type d'arme. À ce sujet, il signala qu'en mars 1942, l'OSRD avait décidé de ne pas s'intéresser au développement de ces armes sous prétexte que les Alliés ne bénéficiaient pas d'opportunités tactiques pour employer cet armement. Puisqu'une semaine après le jour J, les premières bombes allemandes V-1 frappèrent Londres, les rapports du mois de juillet à propos des missiles à longue portée étaient certainement d'actualité. Un des rapports soumis à FDR contenait aussi un plan intitulé « Preliminary Plan for Coordination of Development of Rocket and Jet-Propelled Devices » au sein duquel il était proposé différentes mesures pour favoriser la recherche à propos de missiles et d'engins à propulsion³⁰.

Même si une technologie permettant une défense efficace contre les missiles à longue portée ne fut pas développée pendant la guerre comme Carter l'aurait souhaité, Roosevelt n'écarta pas l'idée de son agent sans d'abord s'informer auprès de conseillers militaires. De fait, il demanda au général Marshall de trouver un responsable pour évaluer la question des missiles à longue portée et ordonna que cette évaluation lui soit envoyée. Le 9 septembre 1944, soit le lendemain de la première attaque de missiles V-2 contre Londres, le Président indiqua à Carter de s'entretenir avec le *Chief of Ordnance* au sujet de ces propositions de recherches³¹. Il est vrai que la proposition de Carter encourageant la recherche afin de concevoir un système de contre-mesures pour se prémunir d'attaques de missiles à longue portée pouvait sembler avoir des visées farfelues et irréalisables.

³⁰ Rapport, Report on Long-Range Missiles, 7 juillet 1944; Rapport, Plan for Coordination of Development of Rocket and Jet-Propelled Devices, 28 juillet, 1944, p. 1-3; Rapport, Report on Rocket-Type Projectiles, 29 juillet 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

³¹ Mémo, Grace Tully à JFC, 9 septembre 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

Toutefois, qu'un système de contre-mesures antimissiles fut réalisable ou non, cette idée avait le mérite d'indiquer que les Alliés ne disposaient pas de moyens de défense avancés face à une attaque de missiles allemands et qu'il serait raisonnable de considérer la mise au point de moyens de défense adéquats contre une telle attaque. Au moment où les rapports de Carter furent soumis au Président, les services militaires étaient dubitatifs quant aux chances qu'une attaque du genre puisse atteindre le sol américain, et effectivement, aucune de celle-ci n'eut lieu contre les États-Unis pendant la guerre³².

Pour mener à bien sa surveillance dans le domaine technique, nous savons que le réseau Carter bénéficiait d'au moins un informateur au sein de l'Armée. En effet, dans un rapport daté de 1944 à propos de déficiences au sein du « U.S. Ordnance », Carter explique que sa source était un officier de l'Armée qui serait sûrement sujet à des réprimandes du Pentagone si un lien entre cet officier et les rapports de Carter venait à être établi. Dans un autre rapport, celui-ci daté du 23 mars 1945, où Carter défend la validité de sa source face à des critiques de l'Armée à propos d'un de ses rapports, l'agent présidentiel mentionne que sa source était: « Ralph Butland, now and for some years past employed as a technologist in the Procurement Division, Research and Development Branch of the Quartermaster Corps. Mr Butland is further reported to act in a general advisory capacity on Quartermaster problems of a wide scope involving

³² Toutefois, comme le mentionne Persico, la possibilité que l'Allemagne frappe les États-Unis à l'aide de missiles n'était pas seulement du domaine théorique puisque pendant la guerre, des chercheurs allemands travaillaient à la mise au point d'un missile qu'ils nommèrent « New York Bomber » ou « American Rocket » capable d'atteindre l'Amérique. Qui plus est, un site de lancement de missile pointant sur New York fut trouvé lorsque les Alliés libérèrent Wizernes en France. Persico indique aussi que des ingénieurs allemands menaient des tests afin de lancer des missiles à partir de sous-marins capables d'approcher les côtes américaines. En somme, la proposition de Carter identifiait une lacune défensive et avisait le Président au sujet d'une vulnérabilité potentielle. Ainsi, lorsque Roosevelt fut informé (par un espion extérieur au réseau Carter) que les Allemands s'apprêtaient à lancer un nouveau type de missile (le V-3) contre la côte américaine, le Président avisa l'amiral Leahy qu'il s'agissait probablement d'une rumeur, mais que toute précaution devait être prise. Conséquemment, le 7 décembre 1944, Leahy, qui demeura sceptique, mit la côte américaine sous alerte à la suite des instructions du Président. Le lendemain, le Président confia à un proche qu'il était préoccupé par les lacunes dans le système américain de défense. Six mois auparavant, Carter avait clairement indiqué au Président que les États-Unis ne disposaient pas de contre-mesures efficaces contre le type d'arme qui le préoccupait maintenant. *Roosevelt's Secret War*, p. 382-385.

procurement and supply.³³ » Ainsi, le réseau Carter possédait un moyen pour s'informer secrètement au sujet de certaines activités militaires liées au domaine technique³⁴.

Comme nous venons de le laisser entendre, les rapports de Carter soumis aux autorités concernées pouvaient être jugés comme étant sans fondement ou erronés. Par exemple, une lettre adressée au Président provenant du *Chief of Staff* mentionne qu'à plus d'une reprise, le département de la Guerre avait reçu de l'information de Carter qui s'était avérée incorrecte. Conséquemment, il fut recommandé à Roosevelt que les rapports de Carter soient soumis au département de la Guerre avant d'être présentés aux yeux du Président. Aucune action ne fut prise en ce sens de la part de Président. Que les rapports de Carter soient véridiques ou faux, ceux-ci permettaient au Président de demander des comptes aux différentes instances concernées³⁵. Qui plus est, nous pouvons penser que le Président estimait certains des rapports de la série T. De fait, en juillet 1944, FDR envoya un mémorandum de la série T à l'intention du général Marshall avec la mention suivante: « An occasional correspondent, who sometimes make sense, sends me the enclosed. He is an engineer of some experience.³⁶ » En plus de démontrer que FDR utilisait effectivement les rapports de Carter pour demander des « comptes », cette mention nous permet de déduire que pour le Président, Carter soumettait des rapports qui étaient parfois pertinents (« who sometimes makes sense »). Qui plus est, cette courte mention nous montre aussi comment Roosevelt pouvait manipuler l'information pour ses propres fins puisqu'il réfère à Carter comme étant un ingénieur d'expérience.

³³ Mémo, Memorandum Re War Department Comment on Technical Series Report No 27, 23 mars 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

³⁴ Rapport, Report on Deficiencies Alleged in U.S. ordnance, 7 juillet 1944; Mémo, JFC à Grace Tully, 23 mars 1945; Mémo, Memorandum Re War Department Comment on Technical Series Report No 27, 23 mars 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

³⁵ Mémo, *Chief of Staff* à FDR, 23 février 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

³⁶ Mémo, FDR au général Marshall, 17 juillet 1944; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 333.

Dans le résumé des activités de son réseau sous FDR qu'il envoya à Truman lorsque ce dernier assumait la présidence, Carter présenta le Projet T en soutenant que les rapports y étant associés permirent à Roosevelt de connaître d'avance les faits à propos de sujets qui animaient de sérieuses discussions dans les médias et qui avaient des répercussions politiques significatives (par exemple, en mars 1944, le journaliste Drew Pearson révéla aux médias l'existence de problèmes de conception des parachutes utilisés par les militaires américains. Les recherches pour un nouveau type de parachute figuraient alors parmi les nombreux rapports techniques envoyés au Président par le réseau Carter. Pour faire la lumière dans cette affaire et demander des comptes aux officiels concernés, le Président bénéficiait donc des rapports de son agent à propos de l'état des recherches et des individus à blâmer pour la situation. Toujours selon le mémo de Carter pour Truman, un haut pourcentage des rapports de la série T fut exact. Ainsi, pour Carter, le projet T ne fut pas mené en vain³⁷. Par ailleurs, il n'en fut pas ainsi à propos du renseignement financier dirigé par Badger (parfois nommé « F Project », le « F » étant pour « *finance* »).

En effet, au sein du rapport envoyé à Truman où il décrit les activités de son réseau sous Roosevelt, Carter explique que son unité, de juin 1943 à juillet 1945, en travaillant par l'intermédiaire du département du Commerce, du « Smaller War Plants Corporation » et de la Maison-Blanche, tenta d'établir une méthode de financement plus flexible et moins onéreuse pour les petites entreprises en besoin d'un capital de travail. Carter indiqua que tous les efforts déployés par son unité pour parvenir à cette fin furent neutralisés par l'obstruction du « Budget Bureau » et par des employés d'autres agences gouvernementales favorables aux intérêts des banques. La lecture de la correspondance de Badger nous permet de comprendre que l'activité principale du Projet F était de mener une étude afin d'identifier les problèmes financiers devant être appréhendés lorsque le

³⁷ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 6-7, DJFC HSTL; Mémo, amiral Leahy à FDR, 23 mars 1944, p. 1-2; Rapport, "T" Project Report no. 1, 23 août 1944, p. 1-7; Mémo, Fred Dean à JFC, 17 septembre 1944; Mémo, Grace Tully à JFC, 22 septembre 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

moment sera venu de reconvertir l'industrie de guerre en industrie d'après-guerre. Dans une lettre envoyée à Carter, Badger souligne que l'idée d'une telle étude provenait de sa propre personne et que Carter aurait par la suite soumis cette idée à la Maison-Blanche qui, à son tour, l'aurait approuvée. Par après, Badger fut embauché par le département du Commerce pour mener cette enquête en coopération avec le « Census Bureau » et le « Bureau of Foreign and Domestic Commerce ». Ceux-ci dirigèrent l'élaboration d'un questionnaire afin d'apporter des réponses à l'objet d'étude. Les choses se compliquèrent lorsque vint le temps d'acquiescer l'approbation du Bureau of Budget³⁸.

De fait, l'approbation dudit questionnaire fut bloquée par un comité qui n'arriva pas à s'entendre à ce sujet. Aux yeux de Badger: « The net result was the project was killed by a group of academic theorists without consultation with any executives or bankers.³⁹ » Dès lors, Badger conclut que le pays ferait face à la période de reconversion sans expertise à propos de la condition financière de l'industrie, et sans savoir quand le programme gouvernemental d'achat se terminerait. Par la suite, d'autres rapports laissent comprendre que le Président autorisa Carter à entreprendre des discussions informelles avec des officiels concernés (dont le directeur du budget). Par exemple, un mémo daté du 5 février montre que Carter fut autorisé à s'entretenir avec M. Bell du département du Trésor (et avant cela avec le directeur du budget) au sujet des problèmes concernant le besoin de capital à long terme des industries américaines. Néanmoins, aucune mesure concrète ne vit le jour à la suite de ces rencontres⁴⁰.

En somme, nous devons ici spécifier que nous sommes dans l'impossibilité de donner raison ou tort à Carter et à Badger quant à la nature des motifs expliquant l'échec du Projet F. Toutefois, cette question semble de moindre importance dans la mesure où

³⁸ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 7, DJFC HSTL; Lettre, Shreve Cowles Badger à JFC, 26 septembre 1944, p. 1-2, bobine 3, Microfilms FDR.

³⁹ *Ibid*, p. 1.

⁴⁰ Mémo, Grace Tully à JFC, 28 septembre 1944; Rapport, Investigation on Long Term Capital for Industry, 5 février 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

même les deux principaux intéressés (c.-à-d. Carter et Badger) laissent comprendre que tous les efforts du Projet F furent neutralisés⁴¹. Nous pouvons cependant noter que l'attention que porta le Président envers les rapports du Projet F indique que ce dernier jugeait qu'il y avait un certain manquement dans les connaissances permettant un retour réussi de l'industrie dans une période d'après-guerre. De plus, ce projet permit à FDR de disposer d'un aperçu minimal des diverses positions de certaines instances impliquées dans la reconversion de l'industrie de guerre. Néanmoins, comme sa mort arriva avant la fin de la guerre, Roosevelt n'eut pas l'opportunité de mener ce dossier à terme. Il nous semble important de noter que le Projet F aurait pu, s'il avait été un succès, encourager la participation du réseau à la reconversion en une économie d'après-guerre. Ainsi, il aurait pu contribuer à assurer le maintien des activités du réseau après la guerre. Toutefois, la tentative de réorientation du réseau Carter dans le domaine du renseignement financier fut un échec. Comme nous le verrons sous peu, Carter tentera d'assurer la survie de son réseau en proposant une réforme du système du renseignement.

Carter envoya une première proposition visant à réformer le renseignement technique par le biais de l'OSS. Le 17 août 1944, celui-ci transmet un rapport à FDR expliquant que Donald B. Keyes du WPB (« War Production Board ») proposait que le JCS ordonne à l'OSS de diriger toutes les opérations de renseignements industriels dans les pays de l'Axe (l'OSS exerçait alors une fonction similaire, mais son mandat concernait principalement l'équipement et l'armement militaire). Carter indiqua à FDR que l'OPRD (« Office of Production Research and Development ») du WPB était disposé à aider à la mise sur pied d'une telle organisation, et ce, principalement en recommandant et fournissant des experts techniques qui pourraient se joindre à cette nouvelle branche de l'OSS dans le but de recueillir et d'évaluer les données. Selon Keyes, il était urgent d'entreprendre une action dans ce sens afin que les États-Unis soient en mesure

⁴¹ Lettre, Shreve Cowles Badger à JFC, 26 septembre 1944, p. 1-2; Rapport, Report on Survey of Pratical Capital Needs of American Industry, sans date; Mémo, JFC à Grace Tully, 21 décembre 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

d'envoyer des centaines d'agents en territoire occupé lorsque l'armistice avec l'Allemagne sera conclu. L'objectif de ces agents sera alors de récolter tout ce qui était susceptible d'être bénéfique à l'industrie américaine afin d'aider à ce que le pays soit en position de négocier avec l'Union soviétique et le Royaume-Uni⁴².

Intéressé par l'idée, le Président envoya les rapports de Carter et Keyes à l'amiral Leahy afin de connaître son avis. Ce dernier l'informa qu'un comité (le « Combined Intelligence Objectives Subcommittee ») planchait déjà sur un tel plan et que celui-ci comprenait des représentants des départements concernés (dont l'OSS.). Leahy ne voyait donc pas la nécessité de confier le renseignement industriel sous la seule tutelle de l'OSS. Il invita toutefois l'OPRD à mettre sur pied un plan détaillant les besoins en matière de renseignement industriel et à le présenter au département d'État afin que ce dernier le transmette au « Combined Intelligence Objectives Subcommittee ». L'OPRD accepta de travailler à la conception d'un tel plan. Toutefois, un mémo de Carter à Roosevelt daté du 2 janvier 1945 l'informa que Keyes affirmait que le plan pour le développement du renseignement industriel dans les territoires de l'Axe progressait bien, mais qu'il recommandait toujours que l'OSS se voit donner l'autorité centrale dans ce domaine, et ce, parce que cette agence pourrait effectuer une gestion plus efficace que celle faite par un comité interdépartemental. Carter recommanda donc que Keyes et Donovan se voient donner une autorisation générale pour procéder avec ce plan, mais cette recommandation resta sans réponse⁴³.

Carter en vint vraisemblablement à abandonner cette idée puisque quelques mois plus tard, soit le 1^{er} mars 1945, il envoya à Roosevelt un plan élaboré par Henry Field et lui-même, conçu pour mettre la main sur certains documents allemands et japonais à propos de divers aspects géopolitiques de l'Axe et de leurs politiques démographiques

⁴² Lettre, Donald B. Keyes à JFC, 16 août 1944, p. 1-2; Rapport, Report on Proposal to Establish Special Industrial Intelligence Under O.S.S., 17 août 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

⁴³ Mémo, FDR à l'amiral Leahy, 21 août 1944; Mémo, amiral Leahy à FDR, 28 août 1944, p. 1-2; Rapport, Report on Industrial Intelligence Service Problems, 2 janvier 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

(*population policies*) et il précisa que ledit plan était conçu pour être soumis à l'autorité générale du JCS. Cela étant, Carter demanda la permission que Field et lui-même soient autorisés à s'entretenir avec le général Marshal afin d'évaluer l'attitude de l'Armée face au plan du réseau Carter. Le Président transmit la proposition de Carter au département de la Guerre. Le 27 mars, Grace Tully, la secrétaire du Président, fit savoir à Carter que le département de la Guerre jugeait qu'il n'était pas nécessaire de soumettre le plan de Field et Carter au JCS puisque le SHAEF (« Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force ») avait déjà soumis une proposition similaire à l'attention du « Combined Intelligence Objectives Subcommittee du Combined Chiefs of Staff ». Tully informa aussi Carter du fait que la MID (« Military Intelligence Division ») jugeait que le plan du réseau Carter pourrait intéresser certains départements et il fut proposé que Carter s'entretienne avec le général Weckerling du MID. Ainsi, il est possible que le plan de Carter et de Field ait été consulté par certains officiels responsables du renseignement industriel dans les pays de l'Axe, mais le plan du réseau Carter n'eut certainement pas l'impact désiré par Carter. Même si l'impact du plan du réseau Carter semble négligeable, il est pertinent de noter que celui-ci représentait en quelque sorte une tentative d'officialisation du Projet M dans la mesure où ce plan préconisait notamment la création d'un « Research Center on Foreign Demography » sous le contrôle du JCS, dont le mandat serait de produire des rapports dans la même veine que ceux conçus par le Projet M. Selon Field, les recherches menées par ce centre seraient en mesure de contribuer à la sécurité future des États-Unis⁴⁴. Comme nous l'avons vu lors du chapitre précédent, le Projet M était lié aux plans d'après-guerre de Roosevelt. Soumettre le plan de Carter et Field à d'autres instances officielles permettait de propager de telles idées tout autant que de tester la réaction à ces idées sans que celles-ci soient associées au Président.

⁴⁴ Rapport, Plan to Salvage Certain German and Japanese Documents, 28 février 1945, p. 1-10; Rapport, Report on Plan to Salvage Certain German and Japanese Documents on Population, 1er mars 1945; Mémo, B. W. Davenport à Grace Tully, 26 mars 1945; Mémo, Grace Tully à JFC, 27 mars 1945, bobine 4, Microfilms FDR.

Peu de temps après avoir soumis son plan du 1^{er} mars, Carter envoya un rapport à FDR expliquant que Field et lui-même proposaient la création de postes d'*Assistant Secretary for Scientific Research* (un poste associé à la Marine et un autre associé à l'Armée) dans le but de faciliter la coordination de la recherche, d'éviter la duplication des efforts et des tests et de stimuler la célérité dans les divers projets de recherche. Chaque *Assistant Secretary for Scientific Research* serait un scientifique civil hautement distingué dont l'objectif premier serait d'assurer le pont entre les recherches militaires et civiles. À cette proposition du réseau Carter était jointe une copie d'un discours du Dr. Vannevar Bush (directeur de l'« Office of Scientific Research and Development ») que ce dernier avait réalisé en janvier 1945 devant le « Select Committee on Post War Military Policy ». Dans ce discours, Bush insistait particulièrement sur la nécessité d'une coopération entre les scientifiques militaires et les scientifiques civils où chaque groupe serait égal et indépendant en autorité, en prestige et en financement⁴⁵. Au sein du résumé des activités de son réseau que Carter envoya à Truman après novembre 1945, l'agent présidentiel mentionne que son unité était à l'origine d'une suggestion pour un *Secretary for Science*, ou son équivalent, et qu'au même moment son unité avait souligné la pertinence de prendre des mesures afin d'acquérir les recherches des scientifiques allemands. À cet effet, Carter conclut: « This suggestion, whether a coincidence or otherwise, was carried out.⁴⁶ » L'absence d'un lien causal clair dans les explications de Carter suggère que l'influence du réseau Carter dans ces dernières réformes du domaine technique ne fut pas un facteur déterminant.

Ainsi, malgré une implication assez périphérique, nous avons vu que le réseau Carter eut de même un certain impact dans le domaine technique, notamment en surveillant la progression de diverses recherches et en signalant certaines lacunes. Par exemple, il nous

⁴⁵ Rapport, Statement of Dr. Vannevar Bush, 26 janvier 1945, p. 1-27; Rapport, Report on Proposal for Assistant Secretaries for Scientific research, 6 mars 1945, bobine 4, Microfilms FDR.

⁴⁶ Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 8, DJFC HSTL.

apparaît évident que le réseau Carter a contribué à ce que des changements soient adoptés dans le domaine du sauvetage et de la survie, et ce, à un point tel où nous pouvons soutenir que l'implication du réseau Carter a permis de sauver des vies. Puisque Roosevelt était directement informé par le réseau, il était en mesure de connaître l'état de l'avancement des recherches et d'utiliser les rapports de Carter pour demander des comptes ou tenter de stimuler la recherche. Le suivi fait par le réseau Carter permettait aussi à Roosevelt de connaître les domaines où de possibles scandales pouvaient surgir. Comme nous l'avons vu avec le cas du *Seamobile*, Roosevelt, par l'intermédiaire de Carter, donna ses propres suggestions dans le développement de prototype. Bref, même s'il ne fut pas un acteur majeur, le réseau Carter campa un rôle ayant influencé le domaine technique en plus de permettre à Roosevelt d'envisager différentes réformes possibles. Malgré cet apport du réseau Carter dans le domaine technique, nous pouvons nous demander si cela était suffisant pour justifier la continuation des activités du réseau une fois la guerre terminée. Fort conscient que la raison d'être de son réseau était menacée (rappelons-nous que dès l'été 1944, jugeant que les services officiels étaient maintenant plus performants, Carter demanda de nouvelles instructions à FDR pour son unité), Carter s'invita dans les débats (et même la lutte) à propos de ce que devait être le renseignement américain d'après-guerre.

Carter s'estimait comme étant particulièrement apte à diriger son réseau. Par exemple, dans un rapport envoyé au Président en janvier 1944, il affirma: « ... that is not only because I do not wish to abandon work related to war-effort but also because in some things I am convinced that I can do them better than others⁴⁷ ». Nous allons maintenant voir que Carter jugeait qu'un service du renseignement similaire au sien serait adéquat après la guerre, et ce, à un moment où tout le monde prenait pour acquis que l'OSS serait démantelé et comment il tenta de réformer le système du renseignement d'après-guerre. Comme nous l'avons vu lors du chapitre précédent, Carter, durant l'hiver 1942, s'était livré à la critique du plan de Donovan pour un système du renseignement

⁴⁷ Rapport, Report on Offer from Sidney Hillman, 3 janvier 1944, bobine 3, Microfilms FDR.

opérant à l'échelle mondiale. Au mois d'octobre 1944, Donovan proposa un nouveau plan à FDR et Carter se montra à nouveau critique face à la nouvelle proposition de l'OSS⁴⁸. Ce plan, à propos d'un système du renseignement pour l'après-guerre, proposait la création d'une agence centrale du renseignement directement sous le contrôle du Président. Cette nouvelle agence, qui absorberait tous les services de l'OSS, focaliserait ses efforts sur le renseignement stratégique à long terme et l'information liée à la sécurité nationale ainsi qu'aux politiques et aux intérêts américains. De plus, ce service superviserait toutes les agences gouvernementales du renseignement et il aurait un droit exclusif en ce qui regarde les évaluations finales, les synthèses et la dissémination de l'information au sein du gouvernement. Puisque ce plan menaçait les prérogatives des agences impliquées dans le renseignement, celui-ci suscita son lot d'opposition et favorisa la soumission de propositions alternatives provenant des divers services et départements concernés⁴⁹ (soit principalement le département d'État, le département de la Marine, le département de la Guerre et, dans une moindre mesure, le FBI). Le réseau non officiel de Carter allait être la première agence à réagir à la proposition de Donovan.

À la fin du mois d'octobre, Carter vint à apprendre qu'une nouvelle proposition de l'OSS avait été remise au Président. Dans un rapport envoyé à FDR à la fin du mois d'octobre, Carter soutint que l'OSS était infiltré par des agents britanniques⁵⁰. Dès lors, il proposa que l'agence de Donovan soit mise sur pied afin de leurrer les services britanniques. De plus, il proposa de créer une autre agence secrète en mesure de mener des activités sous le couvert de l'anonymat. Selon Carter, cette agence « ... involves a small and informal central office, adequately camouflaged, utilizing chiefly foreign

⁴⁸ Des versions revues de ce plan seront aussi présentées en novembre 1944 et en avril 1945. Thomas F. Troy, *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*, Frederick, Md., Aletheia Books, 1981, p. 277.

⁴⁹ Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic Books, 1983, p. 397.

⁵⁰ À ce propos, Smith mentionne que l'accusation de Carter à propos d'une pénétration britannique de l'OSS n'était pas sans fondement. *The Shadow Warriors*, p. 398.

contacts of American business, with the dispatch of occasional "look-see" agents in special circumstances. If you wish, I would like to organize and direct it⁵¹ ». Cette proposition démontre clairement que Carter envisageait de transformer son agence informelle en service permanent. Après réception de la proposition, Roosevelt en envoya une copie à Donovan avec la mention: « I am sending the enclosed to you for your eyes only. Will you be thinking about this in connection with the post-war period?⁵² » Donovan répliqua aux attaques faites contre son organisation en assurant le Président que son organisation n'était pas infiltrée par les services britanniques du renseignement et en indiquant que l'auteur du rapport critiquant l'OSS était encore au niveau de l'*horse and buggy*, en ce qui concerne sa vision du renseignement. Dans un mémo daté du mois de janvier 1945, Carter recommanda aussi à FDR que seuls les agents du OSS soient autorisés à interagir avec le renseignement des Alliés afin que, une fois la guerre terminée (Carter assumait que l'OSS serait aboli à la fin de la guerre), les partenaires de guerre des États-Unis ne bénéficient pas de contacts directs avec le nouveau renseignement américain⁵³. Carter ne reçut pas de commentaires venant de FDR à ce sujet, ni à propos de sa proposition de rendre permanente son organisation.

Même si le Président se pencha sur la question du renseignement d'après-guerre à la suite de la proposition de Donovan, il semble que ce dernier n'eut point pris une décision arrêtée à propos de ce qu'il envisageait comme système de renseignements après la cessation des hostilités. Toutefois, il émit quelques idées à ce propos. À la mi-novembre 1944, lors d'une discussion avec Smith (directeur du budget), il déclara qu'il avait appris à prendre les déclarations des agences du renseignement avec réserve et qu'une fois la guerre passée, il comptait réduire la taille des agences d'information comme le

⁵¹ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 356.

⁵² *Ibid*, p. 356.

⁵³ Smith, *The Shadow Warriors*, p. 398; Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 356; Anthony Cave Brown, *The Last Hero, Wild Bill Donovan, The Biography and Political Experience of Major General William J. Donovan, Founder of the OSS and Father of the CIA, From his Personal and Secret Papers and the Diaries of Ruth Donovan*, New York, Vintage Books ed., 1982, p. 625.

Coordinator of Inter-American Affairs Office de Rockefeller. À la mi-décembre, Stettinius (récemment nommé secrétaire d'État) informa Roosevelt qu'il entendait consolider toutes les activités de renseignements de son département sous le général Julius Holmes: le nouvel *Assistant Secretary for Administration*. Un mois plus tard, Roosevelt autorisa Stettinius à discuter à propos de la situation du renseignement avec Donovan, Stimson et Forrestal (qui remplaça Knox au département de la Marine après le décès de ce dernier⁵⁴). À ce propos, il indiqua à Stettinius: « ... at the end of war there simply must be a consolidation of Foreign Intelligence between State and War and Navy⁵⁵ ». Il ajouta aussi: « I think it should be limited to military and related subjects. This should not take in the commercial angle in the first place, though the organization should have the benefit of a commercial summary every month.⁵⁶ » Ainsi, Roosevelt envisagea une certaine consolidation des services de renseignements, mais celle-ci était de nature limitée puisqu'elle concernait principalement les questions militaires. Comme le souligne Smith au sein de *The Shadow Warriors*, le Président, puisqu'il préconisait une consolidation limitée, n'était pas convaincu du plan de Donovan. Toujours selon Smith, cela explique en partie le mutisme de la Maison-Blanche lorsqu'au mois de février, le plan de Donovan pour une agence centrale de renseignements sera exposé aux médias (à la suite d'une fuite dont l'origine est toujours incertaine) et soumis à de vives critiques⁵⁷.

À la fin du mois de mars, alors que le plan de Donovan était toujours en proie à des attaques des médias (et aussi fortement critiqué au sein de divers départements de l'administration), Carter soumit à FDR un plan alternatif visant aussi la centralisation du renseignement d'après-guerre. Ce plan, faisant dix pages, portait le titre de *Outline of*

⁵⁴ Troy, *Donovan and the CIA*, p. 274.

⁵⁵ Smith, *The Shadow Warriors*, p. 399.

⁵⁶ *Ibid*, p. 399.

⁵⁷ À propos de la réaction des médias face au plan de Donovan et pour un compte-rendu complet des débats entourant ledit plan, voir le chapitre IX de *The Shadow Warriors* de Bradley Smith, le chapitre XI de *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*, de Thomas F. Troy et le chapitre 40 de *The Lash Hero*, d'Anthony Cave Brown.

System of Foreign Political Intelligence Information. Selon les principes généraux dudit plan, l'objectif était de créer un système de renseignements de politiques étrangères afin de guider le secrétaire d'État et le Président durant la période d'après-guerre et en temps de paix. Le système proposé serait : « ... simple, economical and impossible to "penetrate" by foreign intelligence systems⁵⁸ », il serait capable de satisfaire aux exigences du Congrès et de l'économie nationale. Pour ce faire, il était proposé d'assimiler les opérations en cours au sein des divers départements fédéraux (l'essentiel de ce qui était secret et clandestin serait placé sous la direction du département d'État) et aussi de conserver les informations obtenues pendant la guerre au sein de ceux-ci. Il était assumé que durant la fin de la guerre et pendant la période d'occupation de l'Allemagne et du Japon, les services du renseignement impliqués dans la guerre (OSS, G2, ONI, FBI) continueraient à opérer mais avec une intensité décroissante, et que le nouveau système de renseignements prendrait graduellement le contrôle de leurs fonctions. Dans la proposition de Carter, il était aussi mentionné que tous les systèmes de renseignements de la période de guerre, en conformité avec les responsabilités techniques de chacun, seraient conservés dans une forme restreinte. Toutefois, des mesures présentées dans le plan laissent comprendre que ces services devront se départir de certains de leurs éléments. Par exemple, il était indiqué que le SIS (« Secret Intelligence Service ») de l'OSS et certains éléments qualifiés de l'ONI, du G-2 et du FBI seraient réorganisés pour constituer un « Secret Security Intelligence Service » (SSI) sous l'égide du département d'État. La mission permanente du SSI serait de détecter toute menace à sécurité mondiale et d'en informer le Président. Selon Carter, cette mission se justifiait diplomatiquement par le fait que les États-Unis étaient membre du « World Security Council » et historiquement par le fait que toute menace à la paix mondiale constituait une menace à l'égard des États-Unis⁵⁹.

⁵⁸ Rapport, Outline of System of Foreign Political Intelligence Information, sans date, p. 1-10, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP.

⁵⁹ Rapport, Outline of System of Foreign Political Intelligence Information, sans date, p. 1-10, boîte no. 17, dossier no. 1, JFCP; Mémo, FDR à l'amiral Leahy, 29 mars 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

À l'instar du plan de Donovan, le plan de Carter était de nature centralisatrice. Toutefois, ce dernier plan se différençait par son insistance sur le renseignement politique comme étant la principale occupation de l'agence proposée. Il n'est pas aisé de déterminer si cette spécificité a pu intéresser Roosevelt. Nous savons cependant que deux jours après la réception du plan de Carter, soit le 29 mars 1945, son dernier jour complet à Washington, FDR en envoya une copie à l'amiral Leahy avec la mention: « To read and tell me what you think.⁶⁰ » Leahy envoya à son tour une copie du plan au général Bissell (le directeur du G-2). Au début du mois d'avril, le chef du G-2 fit savoir que le plan de Carter démontrait « ... a complete lack of awareness of the scope of military and naval intelligence⁶¹ ». Néanmoins, aux vues de Bissell et ses collègues, le plan de Carter (contrairement à celui de Donovan) reconnaissait que le renseignement était « ... inherently a departmental matter⁶² ». Au cours d'une conversation avec Forrestal lors de la fin du mois de mars, l'amiral King émit le jugement que des plans visant une centralisation, tels que ceux de Carter et Donovan, pouvaient sembler raisonnables, mais qu'ils comprenaient des éléments dangereux puisqu'au cours du temps, ce type d'agence pouvait acquérir un pouvoir de loin supérieur à ce qui avait été prévu au départ. De plus, King doutait que ce type d'agence pouvait être considéré comme « ... consistent with our ideas of government⁶³ ». Puisque le plan de Carter visait à réduire les fonctions des agences liées au renseignement militaire et à intégrer des membres de ces services au sein d'une nouvelle agence centralisée, l'hostilité de King et de Bissell quant audit plan, et aussi par rapport à toutes propositions visant la centralisation, n'est pas surprenante. De fait, ces deux militaires étaient anxieux de protéger l'autorité de la Marine et de l'Armée⁶⁴.

⁶⁰ Mémo, FDR à l'amiral Leahy, 29 mars 1945, bobine 3, Microfilms FDR.

⁶¹ Smith, *The Shadow Warriors*, p. 400; Troy, *Donovan and the CIA*, p. 276.

⁶² Smith, *The Shadow Warriors*, p. 401.

⁶³ *Ibid*, p. 401.

⁶⁴ *Ibid*, p. 401.

Le 12 avril 1945, soit quelques jours après ces derniers déroulements, le président Roosevelt décéda à sa résidence de Warm Springs en Georgie. À ce moment, il n'avait toujours rien entrepris à propos de la proposition de Carter. Puisque FDR avait envoyé une copie du plan à Leahy, nous pouvons penser que le Président y accordait une certaine valeur. Néanmoins, nous ne savons pas si Roosevelt envoya ce plan avec l'objectif premier d'évaluer les réactions et les positions des services militaires ou s'il envoya la proposition de Carter parce qu'il avait réellement un intérêt dans un service du renseignement centralisé spécialisé en politique étrangère. Comme nous l'avons vu, il est raisonnable de penser que le Président n'était pas convaincu du plan de Donovan. Puisque le plan de Carter comportait des caractéristiques similaires au plan de Donovan (c.-à-d. une proposition pour un service centralisé spécialisé dans le renseignement étranger qui intégrerait des éléments civils et militaires), il est aussi raisonnable de penser que FDR pouvait avoir des réserves face à ce plan. De fait, rappelons-nous que le Président envisageait une certaine consolidation, mais celle-ci concernait essentiellement le renseignement militaire. En ce qui concerne le renseignement politique, Roosevelt n'avait toujours pas dévoilé ses intentions lorsque la maladie l'emporta. Comme nous l'avons vu en examinant les propositions et assignations précédentes, le réseau Carter se trouvait impuissant lorsqu'il ne bénéficiait pas du soutien présidentiel. Pour la survie du réseau Carter, il était donc impératif que le nouveau président, Harry Truman, se montre intéressé par l'organisation de Carter.

Truman était un homme (et un président) bien différent de Roosevelt. Truman n'appréciait pas l'existence d'accès officieux à la Maison-Blanche pas plus qu'il appréciait les organisations secrètes. Il n'aimait pas recevoir des rapports non demandés et était hautement suspicieux envers toute organisation impliquée dans des opérations secrètes ou subversives telles que le réseau Carter, l'OSS et même le FBI. En quelque sorte, le nouveau Président représentait la volonté du peuple américain à revenir au « bon vieux temps ». Dès lors, lorsqu'il fut question de déterminer quelles agences devaient être abolies, celles menant des opérations secrètes furent placées en tête de liste. Harold

Smith (directeur du budget) partageait les vues du Président à ce sujet. Smith informa ce dernier que son personnel avait développé une certaine expertise dans l'organisation des agences du renseignement puisque le « Bureau of Budget » était responsable de leur financement. Il expliqua aussi que son service avait, par le passé, étudié de façon intensive de nombreuses agences du renseignement et qu'à l'aide de ces études, il avait initié une nouvelle étude capable de servir de « ... guideposts for postwar intelligence organization and coordination⁶⁵ ». De plus, Smith indiqua que cette étude prendrait en considération toutes les propositions soumises par l'OSS, le JCS et les autres services. Ainsi, Truman décida de laisser la question de la réforme du système du renseignement entre les mains de Smith. Le printemps et l'été de 1945 allaient alors être consacrés à l'étude des diverses propositions.⁶⁶

Le 26 avril 1945, lors d'une rencontre entre Truman et Smith, le cas du réseau Carter fut abordé. À ce propos, Smith informa le nouveau président que Roosevelt avait confié plusieurs assignations à Carter, mais qu'il n'était pas familier avec la nature précise de celles-ci. Truman répliqua qu'il avait reçu une communication de Carter, mais qu'en ce moment il n'arrivait pas à la trouver sur son bureau. Ensuite, il pointa une pile de rapports sur son bureau et affirma qu'il n'aurait pas le temps de les lire. Truman mentionna aussi que quelqu'un au département d'État lui avait parlé du travail de Carter et qu'il désirait « ... to clean up all this sort of thing; that if the Departments of the Government cannot do this kind of work we ought to get Departments that will be able to do it⁶⁷ ». De plus, le Président avisa Smith que lorsqu'il trouverait la communication de Carter, il lui fera parvenir afin que celui-ci (Smith) puisse examiner *the whole business* et envoyer ses recommandations⁶⁸. En somme, cet entretien nous expose la vision de

⁶⁵ Troy, *Donovan and the CIA*, p. 266.

⁶⁶ Smith, *The Shadow Warriors*, p. 403-404.

⁶⁷ Rapport, Conference with the President, 26 avril 1945, p. 4, DJFC HSTL.

⁶⁸ *Ibid*, p. 4.

Truman en ce qui concerne la place du renseignement au sein du gouvernement (celui-ci doit être une affaire gérée par les départements) tout en nous informant qu'il n'avait pas lu les rapports de Carter et qu'il comptait sur Smith pour évaluer la pertinence du réseau et lire les rapports y étant associés.

Deux jours avant l'entretien entre Smith et Truman, soit le 24 avril 1945, Carter avait envoyé, en effet, un rapport au nouveau président où il était annoncé l'existence de son réseau et expliqué brièvement les conditions d'opérations de celui-ci. Il y était aussi annoncé que le but de ce rapport était d'informer le Président que le département d'État désirait s'assurer de la continuation du Projet M; un projet chapeauté par le réseau Carter dont le financement prendrait fin le 1^{er} juillet 1945. Ainsi, tout en annonçant l'existence de son réseau, Carter invoqua le Projet M pour justifier la continuation de son réseau. Nous savons toutefois qu'à ce moment, Truman ne s'était pas familiarisé avec les rapports du réseau Carter. Comme cela, il choisit de poursuivre le financement du réseau Carter après le 1^{er} juillet, il est possible que le Projet M ait aidé à la continuation du réseau Carter après cette date⁶⁹. À ce propos, il nous faut aussi ajouter que, puisque la réorganisation du système du renseignement était sous l'étude de Smith pendant le printemps et l'été 1945, il est probable que le réseau Carter ait été financé pour maintenir un statu quo jusqu'à ce que Smith puisse envoyer ses recommandations finales. Malgré ce sursis donné au réseau Carter, il est clair que, dès le mois d'avril 1945, Truman avait l'intention d'abolir les activités menées par Carter.

Pendant cette période où les jours de son réseau étaient comptés, Carter continua à envoyer divers rapports au Président tel des rapports liés au Projet T et des rapports concernant la situation politique à l'étranger (notamment à propos de la France et du Royaume-Uni). Comme l'entretien du 26 avril entre Truman et Smith le laisse comprendre, il est fort possible que l'essentiel de ces rapports ne fut jamais consulté par le Président. Parmi ces rapports peut-être mis de côté par Truman, il figurait un rapport

⁶⁹ *Ibid*, p. 4.

daté du 15 mai intitulé « Report on State Department Intelligence ». Au sein de celui-ci, il était inclus une copie de la proposition pour un système du renseignement que Carter avait soumise à FDR à la fin du mois de mars. Carter vantait les mérites de son plan en avançant que celui-ci ne demandait pas de grosses sommes d'argent, qu'il n'était pas une copie du modèle britannique, ni soviétique, et qu'il impliquait peu d'opérations de type *cloak-and-dagger*. Il était aussi mentionné que le général Holmes (secrétaire d'État assistant) possédait une copie du plan, mais que Carter doutait de la volonté du général à implanter des méthodes aussi simples et peu coûteuses. Dès lors, Carter suggérait que Truman assigne des membres rapprochés de son personnel pour étudier sa proposition⁷⁰. Carter ne reçut pas de réponse à sa requête.

Néanmoins, le 7 août 1945, réagissant avec célérité aux derniers développements de la scène internationale, et convaincu de la pertinence de son plan, Carter envoya deux rapports (un à l'intention du Président et à l'intention de Benjamin Cohen de l'« Office of the Secretary of State ») où il réitéra son argumentation en faveur de l'établissement d'une agence centrale comprenant un type d'unité comme celle qu'il opérait. En plus de ses arguments habituels, Carter expliqua que l'apparition de la bombe atomique amenait la politique, la morale et les forces psychologiques à prendre le pas sur les moyens purement physiques associés aux relations internationales⁷¹. Dès lors, il était impératif que le gouvernement améliore ses connaissances politiques à propos des gouvernements étrangers, et ce, particulièrement à l'égard des pays du Commonwealth puisque le Royaume-Uni était le contact le plus direct des États-Unis dans les affaires étrangères (à cet égard, Carter notait que le département d'État fut incapable de prédire la défaite de Churchill lors du dernier scrutin)⁷². Peu de temps après, Carter envoya un mémorandum

⁷⁰ Rapport, Report on State Department Intelligence, 15 mai 1945, DJFC HSTL.

⁷¹ La première bombe atomique, « Little Boy », tomba sur Hiroshima le 6 août 1945. Il est à noter que Carter ne figurait pas parmi ceux ayant été dans le secret atomique.

⁷² Lettre, JFC à Benjamin Cohen, 7 août 1945; Mémo, Memorandum for General Vaughan: Political Intelligence, sans date, DJFC HSTL.

au général Harry Vaughan, ami et *Chief Military aide* de Truman, dans lequel il reprenait aussi son argumentation habituelle afin qu'une expansion du renseignement politique dirigé par son unité soit approuvée. Dans ce mémo, Carter soumit une proposition détaillée de l'organisation qui pourrait être nommée « ... the Office of Current Political Information, or the Office of Special Reports, or some equally accurate descriptive title⁷³ ». L'organigramme présenté par Carter assignait les agents du réseau Carter (ainsi que certains informateurs) aux différents postes que comporterait l'organisation. Par exemple, il était indiqué: « That would be myself in charge; Henry Field as second in command and with special charge of the M Project; Sydney Blatt and Ray L. Murphy as administrative assistants; Earle F. Hiscock as assistant in charge of technical and scientific contacts; and S.C. Badger as assistant in charge of business and financial contacts.⁷⁴ »

Nous pouvons donc affirmer, hors de tout doute, que pour Carter, sa proposition pour l'établissement d'une agence du renseignement politique incluait une intégration de son réseau. L'insistance de Carter à faire avaliser son plan démontre à la fois sa conviction en l'efficacité son réseau et sa volonté de le perpétuer. À l'instar des autres rapports à propos du plan de Carter envoyés précédemment, les rapports que nous venons d'examiner n'engendrèrent aucune action dans le sens souhaité par Carter.

Malgré que, dès avril 1945, Truman avait manifesté le désir de terminer les organisations du type de celle de Carter et malgré que le Président fut probablement très peu intéressé par les rapports de Carter, il est quand même raisonnable de supposer qu'il eut une certaine forme d'interaction entre l'administration Truman, sinon le Président lui-même, et le réseau Carter. De fait, dans un mémo daté du 22 mai 1945, Carter demanda au Président l'autorisation afin d'envoyer Field en Union soviétique dans le cadre d'une

⁷³ Mémo, Memorandum for General Vaughan: Political Intelligence, sans date, DJFC HSTL.

⁷⁴ Mémo, Memorandum for General Vaughan: Political Intelligence, sans date, DJFC HSTL.

mission de type d'observation. Ce type de mission consistait à envoyer des observateurs qualifiés « ... on legitimate business to territories governed by our Allies, under instructions to take no notes but to get the feel of the situation and report back on their return⁷⁵ ». Bien que nous ne puissions pas établir hors de tout doute que Truman donna son approbation pour le voyage de Field, nous pouvons penser que l'autorisation fut accordée puisque Field se rendit en Union soviétique et que Carter envoya subséquemment des rapports à propos des observations de son agent⁷⁶. Nous ne pouvons pas plus déterminer si Truman consulta lesdits rapports, mais l'absence de notes et de correspondances à ce sujet laisse présager que ceux-ci furent sans incidence véritable.

En somme, malgré le fait qu'un nombre considérable de rapports de Carter continuèrent à être envoyés à la Maison-Blanche depuis l'arrivée de Truman à la tête de celle-ci, les rapports et mémorandums de Carter étaient peu ou pas consultés. Dès lors, leur incidence dans la gestion faite par l'administration Truman devient presque nulle. Pour Carter, même si l'OSS constituait une entité différente de son propre réseau, l'abolition de l'organisation de Donovan en septembre 1945 (qui était aussi une agence misant sur l'acceptation d'un plan de centralisation du renseignement pour assurer sa survie) fut sûrement de mauvais augure⁷⁷. Quoi qu'il en soit, le réseau Carter dut « rendre

⁷⁵ Rapport, Report on proposed "Look-See" Trip to the Soviet Union, 22 mai 1945, DJFC HSTL.

⁷⁶ À cet effet, il convient de mentionner que dans *The White House Years*, Field soutient que lors d'un entretien au mois d'avril à propos du Projet M, il informa lui-même le président Truman à propos de son opportunité d'aller « observer » en Union soviétique (Field avait été invité par l'ambassade de l'URSS à assister à une conférence scientifique internationale à Moscou et Leningrad). Selon Field, Truman fut enthousiasmé par cette opportunité d'envoyer un observateur en URSS et aurait autorisé Field à procéder tout en lui indiquant de se rapporter à lui dès son retour. Field aurait subséquemment informé Carter de son entretien avec le Président. Cette version des faits rapportée par Field est hautement suspicieuse, puisque si une entente avait été conclue entre Truman et Field en avril, Carter n'aurait pas eu besoin de contacter Truman pour lui exposer la situation de Field et demander l'autorisation de procéder. Toutefois, à l'instar des rapports de Carter à propos du *look-see* de Field en Union soviétique, le récit indique qu'une permission fut demandée et accordée. *The White House Years*, p. 99-103; Rapport, Report on proposed "Look-See" Trip to the Soviet Union, 22 mai 1945; Rapport, Preliminary Report on Henry Field's Trip to the Soviet Union, 9 août 1945; Rapport, Report on Atomic Research and General Intelligence, 25 septembre 1945; Rapport, Report on Scientific Developments in the Soviet Union, 16 octobre 1945, DJFC HSTL.

⁷⁷ Le 20 septembre 1945, Truman signa un ordre exécutif abolissant l'OSS entrant en vigueur le 1^{er} octobre 1945. À la suite de l'ordre exécutif du 20 septembre, les diverses branches de l'organisation furent

l'âme » au début du mois de novembre. Le 6 novembre, Carter envoya un mémorandum à Truman au sein duquel il expliqua que tout en précédant à la liquidation de son unité, il avait une requête et que celle-ci consistait à ce que le Président adresse une lettre, dont Carter pourrait distribuer des copies à ses agents, faisant expression d'une appréciation officielle en regard à l'effort anonyme des agents du réseau ayant servi pendant la période critique que fut la Deuxième Guerre mondiale⁷⁸. Bien qu'il soit possible de douter de l'authenticité des sentiments exprimés par Truman, ce dernier accéda à la demande de Carter et, le 11 décembre, le Président envoya le mémo suivant:

« Dear Jay Franklin: In liquidating your office I want to take this opportunity to thank you for the patriotism and insight with which you and your staff handled the duties assigned to you. There are people in the Government who have done a heroic job with no other object in view but the welfare of their country. I think your organization was in that category. Sincerely yours, Harry S. Truman.⁷⁹ »

Avec le mémorandum où Carter demandait des remerciements, il était joint un résumé de ce qu'il considérait être les principales assignations de son unité. L'agent présidentiel indiqua que ce résumé permettait de constater qu'un système de renseignement politique pouvait être opéré par le gouvernement des États-Unis avec des économies substantielles en ressources monétaires et humaines provenant de l'utilisation d'une petite organisation. De plus, Carter soutint que les méthodes et les objectifs du renseignement politique étaient radicalement différents de ceux du renseignement militaire. Dès lors, il avança que les plans actuels prévoyant l'initialisation d'un système de renseignement politique sous les conseils d'anciens membres du personnel du renseignement militaire serait futiles, dispendieux et extrêmement dangereux, tout en soutenant que pays nécessitait un système démocratique de renseignements politiques

réparties au sein du département d'État et du département de la Guerre. Smith, *The Shadow Warriors*, p. 406-409.

⁷⁸ Mémo, JFC à Harry S. Truman, 6 novembre 1945, DJFC HSTL.

⁷⁹ Mémo, Harry S. Truman à JFC, 11 décembre 1945, DJFC HSTL.

ayant recours à un large éventail d'agents secrets s'il ne voulait pas se voir soumis à la propagande des autres gouvernements⁸⁰. Ainsi, même lorsque Carter apprit la terminaison de son unité, il continua à militer pour l'établissement d'un système de renseignements politiques.

Qui plus est, il semblerait que Carter ait continué à promouvoir sa vision d'un système de renseignements politiques même après la fin des opérations de son réseau. De fait, le 24 janvier 1946, Truman envoya un message à Carter qui se voulait être une réponse à une communication de Carter du 22 janvier. Dans son message, Truman informa Carter qu'une directive présidentielle avait été mise en action afin d'établir la « National Intelligence Authority » qui serait composée du secrétaire d'État, du secrétaire de la Guerre, du secrétaire de la Marine et d'un représentant personnel du Président. Truman expliqua aussi à Carter que cette nouvelle entité allait développer et appliquer des méthodes pour recueillir et évaluer le renseignement étranger relié à la sécurité nationale afin que le Président et les départements exécutifs bénéficient d'information essentielle à la formulation de politiques étrangères et à la sécurité nationale⁸¹. En somme, il est clair que Truman ne fut pas convaincu par les idées de Carter, et en janvier 1946, il lui indiqua clairement quel était son plan quant à la réforme du système du renseignement.

L'abolition du réseau Carter n'amena toutefois pas la fin de la collaboration entre Truman et Carter. En effet, en 1948, Carter intégra l'équipe de *speechwriters* de la campagne présidentielle de Truman contre le candidat républicain Tom Dewey. Carter fut par la suite remercié de ses services parce qu'il se serait attribué un trop grand crédit pour le succès de la stratégie *give 'em hell*. Carter devint subséquemment un fervent

⁸⁰ Mémo, JFC à Harry S. Truman, 6 novembre 1945; Rapport, Brief Summary of the Principal Operations of this Unit, 6 novembre 1945, p. 1-9, DJFC HSTL.

⁸¹ Lettre, Harry S. Truman à JFC, 24 janvier 1946, DJFC HSTL.

républicain⁸². Dans des écrits rédigés entre 1949 et 1951, Carter critiquera le système du renseignement américain (à ce sujet, précisons que la « Central Intelligence Agency » fut avalisée par Truman en juin 1947) en affirmant:

« The simple and catastrophic truth is that today we have no political intelligence service that is capable of collecting reliable information, we have no political intelligence system for providing a correct estimate of the meaning and importance of such information as we do collect, and we have not yet a government which is capable of acting on the sound recommendations of those who are paid to advise it in these matters of national life and death.⁸³ »

L'extrait précédent démontre que Carter (qui avait considéré que son unité devait servir de base à l'établissement d'un système de renseignements politiques) était alors profondément insatisfait du système implanté par Truman. Il est aussi intéressant de noter qu'au sein de ces mêmes écrits, Carter soutint que FDR avait créé le réseau Carter afin que celui-ci serve d'opération pilote à un service du renseignement américain que le Président pensait alors développer sous la direction de Donovan⁸⁴. Bien que nous soyons d'accord avec l'idée que le réseau Carter était un projet de nature expérimentale, l'idée que FDR considérait le réseau Carter comme un prototype d'un futur système du renseignement est plus suspecte. Nous pensons plutôt qu'aux yeux de Roosevelt, le réseau Carter constituait un canal d'information supplémentaire à la disposition du Président (où l'expérimentation était possible). Selon Carter, l'établissement d'un système du renseignement sous Donovan prévu par FDR aurait été compromis parce que ce dernier aurait autorisé que le service soit constitué à l'aide d'un *blueprint* britannique et que cela aurait amené une pénétration britannique qui aurait transformé l'organisation américaine en une « ... sort of Ladies Auxilliary and pork-barrel for the British

⁸² Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 444.-445.

⁸³ Rapport, *The Blinded Colossus*, sans date, p. 11, DJFC HSTL.

⁸⁴ Rapport, *The Blinded Colossus*, sans date, p. 5-6, DJFC HSTL.

operatives⁸⁵ ». En somme, durant les années qui suivirent la fin de la guerre, Carter avait une haute estime de son ancienne organisation et de ses méthodes tout en étant très critique du système du renseignement américain.

Néanmoins, l'agent présidentiel décrira subséquemment le travail qu'il avait effectué pour FDR comme ayant été « ... a picturesque and wildly funny affair at times. Very fantastically amusing things happened as they always do in an off-beat operation and I think we all had fun⁸⁶ ». Cette minimisation de l'utilité de son unité tranche nettement avec la vision qu'il avait de celle-ci durant ces années d'opérations et durant l'après-guerre. Ce changement d'appréciation peut être attribuable à certaines idées fantasques et à divers rapports farfelus produits par son unité tout comme cela peut-être imputable à la déception de ce dernier par rapport à ces nombreuses tentatives infructueuses de réformes du système du renseignement. Le recul a peut-être aussi conduit Carter à réévaluer à la baisse l'utilité de son unité dans le soutien de l'effort de guerre. Quoi qu'il en soit, ces derniers commentaires contribuèrent à ce que le réseau soit remémoré comme une unité méritant « ... the booby prize for providing, against stiff competition, the most absurd U.S. intelligence report of the war⁸⁷ » et à occulter les bons coups du réseau Carter. Maintenant que nous venons d'examiner l'appréciation de son Carter par rapport à son réseau, il convient de dresser notre propre bilan de la contribution du réseau Carter et, par le fait même, de revenir à la thèse centrale de notre recherche.

⁸⁵ Rapport, *The Blinded Colossus*, sans date, p. 5-6, DJFC HSTL.

⁸⁶ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 445.

⁸⁷ Selon Christopher M. Andrew, le rapport de Carter méritant le prix du rapport le plus absurde de la guerre est le « Secret Memorandum on USSR » où il était notamment soutenu que Staline était conseillé par trois Américains et où il était avancé que Staline prévoyait effectuer un raid aérien contre Tokyo. *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*, New York, HarperCollins Publishers, 1995, p. 132.

CONCLUSION

Pour Roosevelt, un réseau comme celui de Carter avait de nombreux avantages. Premièrement, les nombreux rapports au sujet de son administration permettaient d'épier ses propres services et d'utiliser ces rapports pour inciter diverses instances à l'action où à justifier leur situation. À ce sujet, nous avons par exemple vu que Roosevelt disposait d'évaluations à propos de membres de son gouvernement stationnés en Martinique et que le réseau Carter rapportait aussi des renseignements à propos de différents adversaires politiques tels que Charles Lindbergh et John L. Lewis. Deuxièmement, le statut non officiel de l'organisation Carter permettait à FDR de réaliser des projets de nature controversée comme le Projet M et le Projet S. Puisque l'organisation n'était pas officiellement reconnue, le Président pouvait se dissocier de celle-ci si le besoin se faisait sentir. Comme Carter se rapportait directement à FDR, ce dernier était le principal bénéficiaire des informations du réseau et il pouvait ensuite distribuer lesdites informations à sa guise. Troisièmement, comme nous l'avons vu lors de l'examen du projet Seamobile, le réseau Carter pouvait aussi être utilisé par FDR afin d'influencer indirectement un projet afin que celui-ci réponde davantage au désir du Président (rappelons-nous que FDR fit savoir qu'il désirait que le navire *Seamobile* soit doté de certaines caractéristiques). Quatrièmement, puisque le réseau Carter pouvait enquêter sur des dossiers étant aussi traités par divers services officiels, le Président bénéficiait de rapports supplémentaires permettant de corroborer et comparer les résultats. Par exemple, nous avons vu qu'au sujet de la loyauté des Japonais américains, le réseau Carter arriva à des conclusions dissemblables de celles du renseignement militaire. Cinquièmement, les rapports de Carter pouvaient aider FDR à élaborer différentes politiques. De fait, les rapports de Munson à propos de la situation en Martinique ont

probablement influencé Roosevelt dans sa politique face à Vichy et l'amiral Robert en Martinique.

Que ce soit parce qu'il envoya à l'occasion des remerciements pour les rapports reçus ou parce qu'il continua à renouveler le « contrat » du réseau Carter pendant toute la guerre, et à employer le réseau pour réaliser diverses tâches, nous pouvons penser que Roosevelt appréciait les services du réseau Carter. Comme le Président le mentionna dans une correspondance, Carter, pour lui, était un informateur « ... who sometimes makes senses¹ ». Un témoignage de Sumner Welles vient aussi confirmer la valeur que FDR accordait à Carter. En effet, durant l'après-guerre, Welles écrivit que Carter était « ...a skilled and informed reporter in whom the President, I know, had great confidence² ». Qui plus est, il évident que Roosevelt voyait des avantages à utiliser le réseau Carter puisqu'en plus de constituer un canal supplémentaire de renseignements faisant partie d'une des nombreuses sources d'informations dont le Président disposait, cette organisation était en mesure de rapporter des informations ou d'exécuter des assignations qui ne figuraient pas dans les prérogatives des agences officielles. Qui plus est, nous savons que FDR appréciait davantage le renseignement provenant de sources humaines (HUMINT) que celui de type SIGINT (*signal intelligence*) qui, pour sa part, vise à épier et à déchiffrer des codes afin d'obtenir de l'information. Même s'il nous est ardu de déterminer quel aurait été le sort du réseau Carter à la fin de la guerre, si FDR avait été encore en vie à ce moment, nous constatons que le réseau Carter avait certainement une utilité aux yeux du Président lorsque celui-ci était en fonction.

Comme l'ont souligné des chercheurs avant nous, le réseau Carter est responsable de quelques-uns des rapports les plus farfelus émis par les services du renseignement

¹ Mémo, FDR au général Marshall, 17 juillet 1944, bobine 3, *President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945, Part 5 : The John Franklin Carter Files on German Nazi Party Members*, Bethesda, Md, University Publications of America (ci-après « Microfilms FDR »); Joseph E. Persico, *Roosevelt's Secret War*, New York, Random House, 2001, p. 333.

² Sumner Welles, « Introduction by Sumner Welles ». *The Catocin Conversation, by Jay Franklin with an Introduction by Sumner Welles*, Jay Franklin, New York, C. Scribner's Sons, 1947, p. XIV.

américain pendant la Deuxième Guerre mondiale. À cet effet, nous n'avons qu'à nous rappeler le mémorandum sur l'URSS informant Roosevelt de la composition du conseil de stratégie de Staline ou de celui annonçant que Lewis, supporté par le général de Gaulle, prévoyait prendre le pouvoir aux États-Unis pour donner raison aux critiques du réseau Carter. En fait, la difficulté à évaluer la validité de l'information reçue apparaît comme une des principales faiblesses du réseau Carter. Il convient toutefois de mentionner que le réseau Carter ne fut pas la seule agence à soumettre des rapports biaisés pouvant affecter la prise de décisions cruciales. Par exemple, le 17 décembre 1941, Donovan (alors chef du COI) soumit un rapport à FDR affirmant que le moral des Allemands étant en train de s'effondrer et qu'une seule défaite majeure risquait de causer l'effondrement du régime nazi³. Autre exemple; à la suite de l'attaque allemande sur l'Union soviétique durant l'été 1941, Knox et Stimson, respectivement secrétaire de la Marine et secrétaire de la Guerre, avancèrent que le régime de Staline allait s'effondrer avant la fin de l'année 1941 et qu'il valait mieux concentrer l'aide américaine en direction du Royaume-Uni⁴. Une telle déclaration laisse présumer que les services militaires du renseignement avaient failli dans leur analyse de la situation. En somme, il est vrai que le réseau Carter fut responsable de rapports complètement erronés, mais il semble pertinent de mentionner que cette responsabilité doit être partagée avec les services réguliers, qui ont eux aussi fait de graves erreurs d'analyses aux conséquences potentiellement aussi néfastes à l'effort de guerre.

Même si nous sommes d'accord avec l'idée que le réseau Carter est tout de même responsable de rapports erronés des plus farfelus, nous pensons que ceux-ci ont aussi contribué à occulter les bons coups de l'unité de Carter. À cet effet, mentionnons que le réseau Carter fut en mesure de recueillir des informations à un moment où les capacités des services officiels étaient des plus limitées. À ce propos, il faut reconnaître l'habileté du

³ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 128-129.

⁴ Warren F. Kimball, *The Juggler: Franklin Roosevelt as Wartime Statesman*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1991, p. 25.

réseau Carter à trouver de nombreuses sources d'information. Les différents contacts de Carter et de ses agents, notamment dans le milieu des affaires et dans le milieu journalistique, ont permis à l'organisation de mettre sur pied un vaste réseau d'informations relevant autant du domestique que de l'international. Nous sommes donc en accord avec Persico lorsqu'au sein de *Roosevelt's Secret War*, ce dernier soutient que le réseau Carter fut utile puisqu'il constituait un service du renseignement contribuant à pallier l'absence d'un système du renseignement américain professionnel jusqu'à ce qu'un service du genre soit instauré⁵. De fait, l'unité de Carter opérait dans plusieurs domaines et elle se retira graduellement de ceux-ci à mesure que les services réguliers améliorèrent leurs compétences dans lesdits domaines.

De plus, rappelons que le réseau Carter était alimenté par des informateurs qui constituaient des sources privilégiées d'information telles qu'Ernst Hanfstaengl, l'ethnologue Claude Lévis-Strauss et Gerald Haxton (le secrétaire de l'écrivain Somerset Maugham). Le réseau Carter avait donc la capacité de puiser parmi des sources non conventionnelles pour informer le Président. Par exemple, même si le Projet S se termina par un échec, l'utilisation d'Hanfstaengl permit de dresser un registre des différentes personnalités nazies qui fut utilisé pendant la période d'après-guerre et les nombreux rapports de Putzi offraient une vue unique sur Hitler et ses proches collaborateurs. Bref, l'unicité du réseau Carter s'explique notamment à l'aide de la qualité, la diversité et l'originalité de ses informateurs.

Il faut aussi souligner que nous avons montré que certains rapports de Carter eurent des répercussions qui nous permettent de penser que ceux-ci ont directement contribué à sauver des vies. Par exemple, nous savons qu'à l'été 1942, Carter informa le Président à propos de failles dans la sécurité des communications entre les États-Unis et la Suisse au moment où la bataille de l'Atlantique battait son plein. Nous avons aussi vu que certains rapports du réseau Carter stimulèrent la recherche dans le domaine de la sécurité et des

⁵ Persico, *Roosevelt's Secret War*, p. 445.

sauvetages. En somme, l'unité de Carter contribua à l'amélioration de la sécurité nationale pendant la période de guerre en stimulant la recherche et en dévoilant certaines défaillances reliées à la survie et la sécurité.

L'étendue et la diversité du champ d'opération du réseau Carter font aussi partie des avantages associés à cette unité. Effectivement, l'examen des diverses assignations du réseau Carter permet de constater la grande diversité des activités de l'organisation. La curiosité de Carter était sans limites et cela l'amenait à impliquer son réseau dans tout sujet qu'il jugeait lié à l'effort de guerre et susceptible d'intéresser le Président. Par exemple, l'unité de Carter pouvait tant opérer dans le domaine du renseignement domestique que dans celui du renseignement politique, tout comme elle pouvait aussi s'intéresser à des questions techniques (comme le montre le Projet T) et à des questions traitant de la psychologie de groupes ou d'individus (comme le montre le Projet S). Même si l'absence de statut officiel pouvait par moment mettre des bâtons dans les roues de l'organisation, cette absence de statut permettait au Président de disposer des services d'une unité outrepassant les juridictions officielles⁶. Par exemple, rappelons que le réseau Carter opéra dans les Caraïbes alors que cette zone avait fait l'objet d'une délimitation entre les services officiels du renseignement.

Toujours au sujet du statut non officiel du réseau Carter, il nous faut aussi souligner que cette absence de statut a certainement contribué à ce que le réseau contribue à la duplication des rôles et des fonctions des agences et, par le fait même, à une compétition interagence néfaste à la performance du système du renseignement américain. Néanmoins, la duplication causée par l'utilisation du réseau Carter permettait à FDR de bénéficier de rapports évaluatifs directement adressés à sa personne au sujet des autres agences de renseignements. À l'instar de sa direction des autres organisations

⁶ Il faut tout de même noter qu'en certaines occasions, les agences officielles outrepassèrent leurs limites juridictionnelles, mais cela relève d'une problématique différente de l'organisation Carter.

gouvernementales, la compétition entre les agences donnait à FDR le pouvoir d'agir en ultime arbitre.

Même si l'unité Carter produisit son lot de rapports erronés, il faut aussi souligner qu'elle sut voir juste en certaines occasions, et ce, notamment à propos des risques de subversions par des éléments nazis. Par exemple, les rapports de Munson et de Field à propos des Caraïbes furent exacts dans leur insistance sur le fait qu'il n'y avait pas de présence subversive nazie majeure dans les Caraïbes. De fait, l'agent Munson put dissocier la position neutraliste de l'amiral Robert d'un quelconque complot nazi et l'agent Field sut faire la différence (contrairement au renseignement militaire) entre les revendications ouvrières de la population locale de Trinité et une subversion de ladite population par des éléments nazis. Le cas de la loyauté des Japonais américains est aussi un domaine où le réseau Carter fut en mesure de tirer des conclusions moins radicales que celles des services militaires. Même si les solutions proposées et les rapports du réseau Carter comportaient leurs parts de problèmes, ceux-ci avaient tout de même le mérite de suggérer que l'internement des Japonais américains n'était pas nécessaire et que la majorité de cette population était loyale.

Ce dernier cas (c.-à-d. celui de la loyauté des Japonais américains) révèle aussi un désavantage découlant du statut non officiel de l'organisation Carter; si celle-ci ne réussissait pas à capter l'intérêt du Président sur un cas particulier, il y avait de fortes chances pour qu'elle se trouve incapable d'agir dans le domaine donné. Pour l'organisation elle-même, cela était certainement un inconvénient, mais pouvait aussi être un avantage pour le Président dans la mesure où la dépendance du réseau envers sa personne lui assurait un contrôle total sur le réseau. Opérer secrètement comportait aussi d'autres désavantages. En effet, lors de l'examen du projet M, nous avons vu que les recherches scientifiques menées secrètement souffraient de leur exclusion du réseau de pairs (c.-à-d. de l'exclusion des critiques de la communauté scientifique). De plus, comme la terminaison du réseau Carter le démontre, le statut non officiel de l'organisation permit à Truman d'abolir le réseau Carter sans que ce dernier dispose de

recours pour plaider sa cause en public (contrairement à l'OSS qui utilisa les médias pour promouvoir sa cause).

En somme, nous soutenons ici que malgré des lacunes évidentes, le réseau Carter contribua tout de même à l'effort de guerre et aida à l'instauration d'un système de renseignements plus efficace. De fait, notre verdict final est que le réseau Carter fut utile, sans toutefois être important⁷. Afin de préciser davantage notre propos, il convient d'effectuer un parallèle avec les conclusions de Smith à propos de son étude de la contribution de l'OSS à l'effort de guerre. Au sein de *The Shadow Warriors*, Smith soutient que la participation de l'OSS contribua certainement à la victoire, mais que son apport demeure marginal face à celle des forces militaires conventionnelles⁸. Cette remarque reste pertinente si nous substituons le réseau Carter à l'OSS. En réalité, le réseau a certainement sa part de mérite, mais il demeure un élément marginal dans l'ensemble des organisations américaines impliquées dans l'effort de guerre. Toutefois, si nous évaluons la contribution du réseau Carter à la lumière du fait que le système américain du renseignement était alors en pleine mutation, et en prenant aussi compte des moyens du réseau (l'agence Carter comptait en moyenne une douzaine d'agents employés à temps plein et opéra avec un budget d'environ 300 000 \$ dollars pour une période de quatre années et neuf mois), nous pouvons juger que l'unité de Carter, sans être « importante », fut tout de même utile⁹.

⁷ L'utilisation du terme « utile sans toutefois être important » est directement inspirée des conclusions de Carter par rapport à la valeur du Projet S : « In my own judgment Putzi's reports are useful rather than important ». Rapport, Memorandum on the Hanfstaengl Case, 31 janvier 1943, p. 4, bobine 2, Microfilms FDR.

⁸ Bradley F. Smith, *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*, New York, Basic Books, 1983, p. 418-419.

⁹ Comme nous l'avons mentionné antérieurement à titre de comparaison, le COI de Donovan, qui puisait aussi dans les fonds secrets du Président, fut doté d'un budget initial de 450 000 \$ lors de sa création en juillet 1941. Jusqu'à Pearl Harbor, son budget augmenta jusqu'à environ 12 M\$. Smith, *The Shadow Warriors*, p. 69.

Puisque l'examen des principales assignations est complété et que nous avons relativisé l'importance de l'apport du réseau Carter en affirmant que celui-ci était utile sans être essentiel, nous sommes en mesure de confirmer la thèse ici soutenue tout en limitant sa portée: le réseau Carter fut utile à Roosevelt puisqu'il constituait un canal d'informations supplémentaires qui permettait à ce dernier de bénéficier d'un service capable de contourner son propre système du renseignement, d'espier et d'évaluer les services du renseignement concurrents ou toute autre personne ou organisation suspecte aux yeux du Président, de fournir des analyses politiques et du renseignement étranger, et finalement d'être une organisation capable de mener secrètement des projets spéciaux. Grâce aux services du réseau Carter, Roosevelt bénéficiait d'un outil qui, sans être le plus important parmi ceux à sa disposition, était unique en son genre et comportait des fonctionnalités multiples.

Maintenant que la thèse principale est confirmée, nous pouvons légitimement nous demander quel intérêt représente toute cette recherche. À cet effet, il convient de mentionner que cette étude a le mérite de présenter un bilan général des activités du réseau Carter. De fait, maintes assignations furent étudiées individuellement alors que d'autres ne furent jamais l'objet d'étude. Grâce à notre recherche, nous disposons maintenant d'une meilleure compréhension de l'étendue des activités de l'unité de Carter. Comme nous l'avons vu, cela nous a permis de mieux évaluer la contribution du réseau Carter pendant ses presque cinq années d'opération. Dès lors, il va sans dire qu'une meilleure compréhension et une meilleure évaluation des activités du réseau Carter contribuent à enrichir l'histoire du renseignement américain pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Notons aussi que l'examen de certaines assignations spécifiques a permis d'éclairer diverses facettes de la pensée de Roosevelt. Par exemple, l'examen du Projet S a permis de montrer que FDR fut, pendant un certain temps, intéressé par la guerre psychologique et par l'idée de favoriser une révolte interne en Allemagne. Pour sa part, l'examen du projet M a permis d'exposer certaines conceptions racistes du Président et de montrer

comment celles-ci ont influencé la vision du monde d'après-guerre de Roosevelt. L'étude du Projet S et des voyages de Field dans les Caraïbes nous a montré que les relations entre Britanniques et Américains n'étaient pas exemptes de soupçons mutuels. Dans bien des cas, la présente recherche est largement tributaire des recherches antérieures à propos d'assignations spécifiques du réseau Carter telles le Projet S, le Projet M et l'enquête sur la loyauté des Japonais américains. Nous pensons que la réunion de plusieurs des résultats de recherches antérieures au sein d'une même étude contribue à démontrer toute l'importance d'étudier le réseau Carter pour mieux comprendre la pensée politique du président Roosevelt. De fait, l'étude d'un bon nombre d'assignations du réseau Carter nous a permis d'en apprendre davantage sur un Président dont la pensée continue à mystifier les chercheurs.

L'examen des diverses propositions du réseau Carter a aussi servi à faire connaître que Carter tenta à plusieurs reprises de réformer son unité et le système du renseignement américain. Même si la majorité de ses propositions ne donnèrent pas lieu à des mesures concrètes et qu'il nous paraît peu probable qu'une agence du renseignement politique répondant aux besoins de la situation d'après-guerre ait pu être opérée à faibles coûts, nous pouvons constater que Carter était un des nombreux acteurs impliqués dans une lutte pour réformer le système du renseignement américain à un moment où celui-ci était en pleine métamorphose. À la lumière des événements s'étant produits pendant la guerre froide, nous pouvons affirmer que l'idée de Carter selon laquelle les fondements du renseignement politique ne reposent pas sur des opérations de type *cloak-and-dagger*¹⁰, mais bien dans l'analyse d'information aurait eu avantage à être considérée plus sérieusement. Effectivement, des événements tels le coup manqué de la Baie des Cochons en 1961 montrent les défauts inhérents à un système du renseignement misant sur des opérations secrètes *cloak-and-dagger* d'envergure afin d'aider le gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de sécurité étrangère et de politique étrangère.

¹⁰ Rapport, *The Blinded Colossus*, sans date, p. 2, Dossier John Franklin Carter, Rose Conway Papers, Harry S. Truman Library. Indépendance, Mo.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Archives

Franklin D. Roosevelt Papers. Franklin Delano Roosevelt Presidential Library. Hyde Park, New York.

Henry Field Papers. Otto G. Richter Library, Archives and Special Collections Department, University of Miami, Miami, Fl.

John Franklin Carter Papers. American Heritage Center, University of Wyoming. Laramie, Wyoming.

President Franklin D. Roosevelt's Office Files, 1933-1945[microfilm] / project coordinator, Robert E. Lester. 35mm, 167 bobines. Bethesda, Md: University Publications of America.

National Archives and Records Administration, College Park, Md.

Rose Conway Papers. Harry S. Truman Library. Independence, Mo.

Articles de périodiques et de journaux

Bernstein, Barton J. 1976. « The Uneasy Alliance: Roosevelt, Churchill and the Atomic Bomb, 1940-1945 ». *Western Political Science Quarterly*, vol. 29, juin, p. 202-230.

Casey, Steven. 2000. « Franklin D. Roosevelt, Ernst "Putzi" Hanfstaengl and the S-project, June 1942- June 1944 ». *Journal of Contemporary History*, vol. 35, no. 3, p. 339-359.

Charles, Douglas M. 2005. « Before the Colonel Arrived: Hoover, Donovan, and the Origins of American Central Intelligence, 1940-41 ». *Intelligence and national Security*, vol. 20, no. 2, p. 225-237.

Chathuant, Dominique. 1992. « La Guadeloupe dans l'obédience de Vichy (1940-1943) ». *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, no. 91, p. 1-16.

Clifford, Garry J. 1989. « Both Ends of the Telescope: New Perspectives on FDR and American Entry into World War II ». *Diplomatic History*, vol. 13, no. 3, p. 213-230.

Croog, Charles F. 1992. « FBI Political Surveillance and the Isolationist-Interventionist Debate, 1939-1941 ». *The Historian*, vol. 54, printemps, p.441-58.

Dowart, Jeffrey M. 1981. « The Roosevelt-Astor Espionage Ring ». *New York History*, vol. LXII, no. 3, juillet, p. 307-322.

Franklin, Jay. 1942. « We, The People ». *The Zanesville Signal* (Zanesville, Ohio), 6 juillet, p. 4.

Furgurson, Ernest B. 1996. « Back Channels ». *The Washingtonian*, juin, p. 56-59.

Kimball, Warren F. 2001. « The Incredible Shrinking War: The Second World War, Not (Just) the Origins of the Cold War ». *Diplomatic History*, vol. 25, no. 3, p. 347-366.

Knappe, John. 1987. « British Policy in the Caribbean Basin, 1938-1945: Oil, Nationalism and Relations with the United States ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 19, No. 2, novembre, p. 279-294.

O'Reilly, Kenneth. 1982. « A New Deal for the FBI: The Roosevelt Administration, Crime Control, and National Security ». *The Journal of American History*, vol. 69, no.3, p. 638-658.

Robinson, Greg. 2005. « Le Projet M de Franklin D. Roosevelt: construire un monde meilleur grâce à la science... des races ». *Critique internationale*, no. 27, avril-juin, p. 65-82.

Steele, Richard W. 1979. « Franklin D. Roosevelt and His Foreign Policy Critics ». *Political Science Quarterly*, Vol. 20, no. 1, p. 15-32.

Syrett, David. 1982. « The Secret War and the Historians ». *Armed Forces & Society*, vol. 9, p. 293-328.

Chapitres

Doenecke, Justus D. 2000. « The United States and the European War, 1939-1941: A Historiographical Review ». *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941/ Edited by Michael Hogan*, sous la dir. de Michael Hogan, p. 224-267. Cambridge, New York: Cambridge University Press.

Jeffrey-Jones, Rhodri. 2007. « The Historiography of the FBI ». *Handbook of Intelligence Studies*, sous la dir. de Loch K. Johnson, p.39-51. Londres, New York: Routledge.

LaFeber, Walter. 1990. « Liberty and power: U.S. Diplomatic History, 1750-1945 ». *The New American History*, sous la dir. de Eric Foner, p. 271-289. Philadelphie: Temple University Press.

Lombares, Michel. 1978. « Antilles 1940: simple récit d'un jour critique ». *La France aux Antilles de 1939 à 1943*, Amiral George Robert, p. XI-XXI. Vaduz, Liechtenstein: Calivran.

Parker, Jason. 2006. « Diaspora Against Empire; Apprehension, Expectation, and West Indian Anti-Americanism, 1937-1945 ». *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean*, sous la dir. d'Alan McPherson, p. 165-187. New York: Berghahn Books.

Reynolds, David. 1986. « Roosevelt, Churchill, and the Wartime Anglo-American Alliance: Towards a New Synthesis ». *The Special Relationship: Anglo-American Relations Since 1945*, sous la dir. de William Roger Louis et Hedley Bull, p. 17-41. Oxford: Oxford University Press.

Shaw, John M. 1997. « Intelligence: Code Breaking, Espionage, Deception, and Special Operations ». *World War II in Europe, Africa, and the Americas, with General sources: A handbook of literature and research/ edited by Loyd E. Lee; Foreword by Mark A. Stoler; Robin Higham, Advisory Editor*, sous la dir. de Loyd E. Lee, p. 206-221. Westport, Conn.: Greenwood Press.

Stephenson, Sir William. 1982. « The Story of OSS ». *Secret Intelligence Agent*, Montgomery H. Hyde, p. 247-261. Londres: Constable.

Stoler, Mark A. 2003. « World War II ». *A companion to American Foreign Relations/ Edited by Robert D. Schulzinger*, sous la dir. de Robert R. Schulzinger, p. 188-214. Malden, Ma, Oxford: Blackwell Pub.

Warner, Michael. 2007. « Sources and Methods for the Study of Intelligence ». *Handbook of Intelligence Studies*, sous la dir. de Loch K. Johnson, p. 17-27. Londres, New York: Routledge.

Welles, Sumner, 1947, « Introduction by Sumner Welles ». *The Catoclin Conversation, by Jay Franklin with an Introduction by Sumner Welles*, Jay Franklin, p. IX-XIV, New York, C. Scribner's Sons.

Monographies

Aglion, Raoul. 1984. *De Gaulle et Roosevelt: la France libre aux États-Unis*. Paris: Plon, 294 p.

Alvarez, David J. 2000. *Secret Messages: Codebreaking and American Diplomacy, 1930-1945*. Lawrence, Kansas: University Press of Kansas, 292 p.

Andrew, Christopher M. 1995. *For the President's Eyes Only: Secret Intelligence and the American Presidency from Washington to Bush*. New York: HarperCollins Publishers, 660 p.

Antonmattei, Pierre. 1999. *Léon Gambetta héraut de la République*. Paris: Michalon, 608 p.

Baptiste, Fitzroy André. 1988. *War, Cooperation, and Conflict: The European Possessions in the Caribbean, 1939-1945*. New York: Greenwood Press, 351 p.

Benett, Ralph Francis. 1989. *Ultra and Mediterranean Strategy, 1941-1945*. Londres: H. Hamilton, New York: Viking Penguin, 496 p.

-----, 1979. *Ultra in the West: The Normandy Campaign, 1944-45*. Londres: Hurchinson, 305 p.

Bertholet, Denis. 2003. *Claude Lévi-Strauss*. Paris: Plon, 465 p.

Bidwell, Bruce W. 1986. *History of the Military Intelligence Division, Department of the Army General Staff, 1775-1941*. Frederick, Md.: University Publications of America, 625 p.

Burns, James MacGregor. 1970. *Roosevelt: The Soldier of Freedom, 1940-1945*. New York: Harcourt Brace Jovanovich, 722 p.

Carter, John Franklin. 1940. *1940/Jay Franklin*. New York: Viking Press, 319 p.

- , 1935. *American Messiahs*. New York: Simon and Schuster, 238 p.
- , 1928. *Conquest: America's Painless Imperialism*, by John Carter. New York: Harcourt, Brace and Company, 248 p.
- , 1926. *Man is War*. Indianapolis: Bobbs-Merrill Co., 398 p.
- , 1960. *Power and Persuasion*. New York: Duell, Sloan and Pearce, 200 p.
- , 1942. *Remaking America*, by Jay Franklin. Boston: Houghton Mifflin Company, 287 p.
- , 1953. *Republicans on the Potomac: The New Republicans in Action*. New York: McBride Co., 288 p.
- , 1935. *The Brain Trust Murder*. New York: Coward-McCann, 275 p.
- , 1947. *The Catocin Conversation*, by Jay Franklin with an Introduction by Sumner Welles. New York: C. Scribner's Sons, 283 p.
- , 1934. *The New Dealers*. New York: Simon and Schuster, 414 p.
- , 1931. *What this Country Needs*. New York: Covni, Fride, 256 p.
- Casey, Steven. 2001. *Cautious Crusade, Franklin D. Roosevelt, American Public Opinion, and the War against Nazi Germany*. Oxford, New York: Oxford University Press, 302 p.
- Casey, William. 1988. *The Secret War against Hitler*. Londres: Simon & Schuster, 236 p.
- Cave Brown, Anthony. 1982. *The Last Hero, Wild Bill Donovan, The Biography and Political Experience of Major General William J. Donovan, Founder of the OSS and Father of the CIA, From his Personal and Secret Papers and the Diaries of Ruth Donovan*. New York: Vintage Books ed., 891 p.
- Cole, Wayne S. 1974. *Charles Lindbergh and the Battle against American Intervention in World War II*. New York: Harcourt Brace Jovanovich, 298 p.
- Conn, Stetson, Rose C. Engelman et Byron Fairchild. 1964. *Guarding the United States and Its Outposts*, by Stetson Conn, Rose C. Engelman and Byron Fairchild. Washington: Office of the Chief Military History, Dept. of the Army, 593 p.

- Conn, Stetson et Byron Fairchild. 1960. *The Framework of Hemisphere Defense, by Stetson Conn and Byron Fairchild*. Washington: Office of the Chief Military History, Dept. of the Army, 470 p.
- Conradi, Peter. 2004. *Hitler's Piano Player: The Rise and Fall of Ernst Hanfstaengl, Confidant of Hitler, Ally of FDR*. New York: Carroll & Graf ed., 352 p.
- Cook, Fred. 1965. *The FBI Nobody Knows*. Londres: J. Cape, 436 p.
- Corson, William R. 1977. *The Armies of Ignorance: The Rise of the American Intelligence Empire*. New York: Dial Press/J. Wade, 640 p.
- Dallek, Robert. 1979. *Franklin D. Roosevelt and American Foreign Policy, 1932-1945*. New York: Oxford University Press, 657 p.
- Divine, Robert A. 1969. *Roosevelt and World War II*. Baltimore, Md: Johns Hopkins University Press, 107 p.
- Doenecke, Justus D. et Mark Stoler. 2005. *Debating Franklin D. Roosevelt's foreign policies, 1933-1945*. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers Inc., 238 p.
- Dowart, Jeffery M. 1983. *Conflict of Duty: the U.S. Navy's Intelligence Dilemma, 1919-1945*. Annapolis, Md.: Naval Institute Press, 262 p.
- Dulles, Allen Welsh. 1947. *Germany's Underground*. New York: Macmillan, 207 p.
- , 1966. *The Secret Surrender*. New York: Harper & Row, 268p.
- Duroselle, Jean-Baptiste. 1963. *From Wilson to Roosevelt: Foreign Policy of the United States, 1939-1945*. Cambridge: Harvard University Press, 499 p.
- , 1990. *Politique étrangère de la France: l'abîme: 1939-1944*. Paris: Éditions du Seuil, 811 p.
- Eubank, Keith. 1985. *Summit at Teheran*. New York: William Morrow, 528 p.
- Feis, Herbert. 1957. *Churchill, Roosevelt, Stalin, The War they Waged and the Peace they Sought*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 692 p.
- Ferro, Marc. 2007. *Ils étaient sept hommes en guerre*. Paris: Robert Laffont, 365 p.
- Field, Henry. 1962. *"M" Project for F.D.R., Studies on Migration and Settlement*. Ann Arbor, Mich.: Edwards Brothers, 421 p.

----- . 1953. *The Track of Man: Adventures of an Anthropologist*. Garden City, N. Y.: Doubleday, 448 p.

----- . 1982. *The Track of Man, Adventures of an Anthropologist*, Volume 2: *The White House Years, 1941-45*. Floride, Miami: Banyan Books, 134 p.

Finnegan, John Patrick. 1998. *Military Intelligence*. Washington, D.C.: Center of Military History, United States Army, 437 p.

Ford, Corey. 1970. *Donovan of OSS*. Boston: Little Brown, 366 p.

Gardner, Lloyd G. 1964. *Economic Aspects of New Deal Diplomacy*. Madison: University of Wisconsin Press, 409 p.

Gellman, Irwin. 1995. *Secret Affairs: Franklin Roosevelt, Cordell Hull and Sumner Welles/ Irwin F. Gellman*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 499 p.

Graff, Frank Warren. 1988. *Strategy of Involvement: A Diplomatic Biography of Sumner Welles*. New York: Garland, 459 p.

Haglund, David. 1984. *Latin America and the Transformation of U.S. Strategic Thought 1936-1940*. Albuquerque, University of New Mexico Press, 280 p.

Hanfstaengl, Ernst. 1957. *Hitler: The Missing Years*. Londres: Eyre & Spottiswoode, 299 p.

Hearden, Patrick. 1987. *Roosevelt Confronts Hitler, America's Entry into World War II*. DeKalb, Ill.: Northern Illinois University Press, 328 p.

Heideking, Jürgen, Christof Mauch, et Marc Frey. 1995. *American Intelligence and the German Resistance to Hitler*. Boulder, Colorado: Westview Press, 457 p.

Heinrichs, Waldo H. 1988. *Threshold of War, Franklin D. Roosevelt and American Entry Into World War II*. New York: Oxford University Press, 279 p.

Herman, Michael. 1996. *Intelligence Power in Peace and War*. Cambridge, New York: Royal Institute of International Affairs: Cambridge University Press, 414 p.

Hoover, Edgar J. 1958. *Master of Deceit: The Story of Communism in America and how the Fight it*. New York: Holt, 374 p.

----- . 1938. *Persons in Hiding*. Boston: Little, Brown, 325 p.

House, Jonathan M. 1993. *Military Intelligence, 1870-1991: A Research Guide*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 165 p.

Hyde, Montgomery H. 1962. *Room 3603: The Story of the British Intelligence Center in New York during World War II*. New York: Farrar, Straus, 257 p.

-----, 1982. *Secret Intelligence Agent*. Londres: Constable, 282 p.

Hymoff, Edward. 1986. *The Oss in World War II*. New York: Richardson & Steirman, 433 p.

Iriye, Akira. 1981. *Power and Culture: The Japanese-American War, 1941-1945*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 304 p.

Jeffreys-Jones, Rhodri. 2007. *The FBI: A History*. New Haven: Yale University Press, 317 p.

Kahn, David. 1967. *The Codebreakers: The Story of Secret Writing*. Londres: Weidenfeld and Nicolson, 1164 p.

Katz, Barry M. 1989. *Foreign Intelligence: Research and Analysis in the Office of Strategic Services, 1942-1945*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 251 p.

Kennedy, David M. 1999. *Freedom from Fear: The American People in Depression and War, 1929-1945*. New York: Oxford University Press, 936 p.

Kersaudy, François. 2004. *De Gaulle et Roosevelt: le duel au sommet*. Paris : Perrin, 522 p.

Kimball, Warren F. 1984. *Churchill and Roosevelt: The Complete Correspondence*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 3 vols.

-----, 1991. *The Juggler: Franklin Roosevelt as Wartime Statesman*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 304 p.

Kolko, Gabriel. 1968. *The Politics of War: The World and the United States Foreign Policy, 1943-1945*. New York: Random House, 685 p.

LaFeber, Walter. 1997. *America, Russia, and the Cold War*. New York: McGraw-Hill, 408 p.

Langer, William L. 1947. *Our Vichy Gamble*. New York: A. Knopf, 412 p.

- Langer, William L. et Sarell Everett Gleason. 1964. *The Challenge to Isolation, The World Crisis of 1937-1940 and American Foreign Policy*. New York: Harper & Row, 2 vols., 794 p.
- Larrabee, Eric. 1987. *Commander in Chief: Franklin Delano Roosevelt, His Lieutenants, and Their War*. New York: Harper & Row, 723 p.
- Laurie, Clayton D. 1996. *The Propaganda Warriors, America's Crusade Against Nazi Germany*. Lawrence, Kan.: University Press of Kansas, 335 p.
- Leahy, William D. 1951. *J'étais là, Amiral William D. Leahy*. Paris: Plon-Nourrit, 578 p.
- Levine, Lawrence W. 1993. *The Unpredictable Past, Explorations in American Cultural History*. New York: Oxford University Press, 372 p.
- Lewin, Ronald. 1978. *Ultra Goes to War: The Secret Story*. Londres: Hutchinson, 397 p.
- Lowenthal, Mark M. 1988. *Leadership and Indecision, American War Planning and Policy process, 1937-1942*. New York: Garland Pub, 1103 p.
- , 1994. *The U.S. Intelligence Community: An Annotated Bibliography*. New York: Garland Pub., 206 p.
- Lowenthal, Max. 1971. *The Federal Bureau of Investigation*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 559 p.
- MacDonnell, Francis. 1995. *Insidious Foes: The Axis Fifth Column and the American Home Front*. New York: Oxford University Press, 244 p.
- McIntosh, Elizabeth P. 1947. *Undercover Girl*. New York: Macmillan Co., 305 p.
- Maguire, G. E. 1995. *Anglo-American Policy toward the Free French*. New York: St. Martin's Press, 210 p.
- Marks, Frederick W. III. 1988. *Wind Over Sand: The Diplomacy of Franklin Roosevelt*. Athens, Ga.: University of Georgia Press, 462 p.
- Martin, Geoffrey J. 1980. *The Life and Thought of Isaiah Bowman*, Hamden. Conn.: Archon Book, 272 p.
- Mehlman, Jeffrey. 2005. *Émigrés à New York. Les intellectuels français à Manhattan. 1940-1944*. Paris: Albin Michel, 253 p.

Miller, Nathan. 1989. *Spying on America: The Hidden History of U.S. Intelligence*. New York: Paragon House, 482 p.

Nisbet, Robert. 1988. *Roosevelt and Stalin: The Failed Courtship*. Washington, D.C.: Regnery Gateway, 120 p.

O'Toole, George J. A. 1988. *The Encyclopedia of American Intelligence and Espionage: From the Revolutionary War to the Present*. New York: Facts on File, 529 p.

Persico, Joseph E. 1979. *Piercing the Reich: The Penetration of Nazi Germany by American Secret Agent during World War II*. New York: Viking Press, 376 p.

-----, 2001. *Roosevelt's Secret War*. New York: Random House, 564 p.

Polmar, Norman. 2004. *Spy Book, The Encyclopaedia of Espionage/ Norman Polmar & Thomas B. Allen, Foreword by Nigel West*. New York: Random House reference, 719 p.

Powers, Richard Gid. 2004. *Broken: The Troubled Past and Uncertain Future of the FBI*. New York: Free Press, 515 p.

-----, 1987. *Secrecy and Power: The Life of J. Edgar Hoover*. New York: Free Press, Londres: Collier Macmillan, 624 p.

Price, David H. 2008. *Anthropological Intelligence: The Deployment and Neglect of American Anthropology in the Second World War*. Durham, C.N.: Duke University Press, 352 p.

Reynolds, David. 2001. *From Munich to Pearl Harbor, Roosevelt's America and the Origins of the Second World War*. Chicago: Ivan R. Dee, 209 p.

Robert, Amiral Georges. 1950. *La France aux Antilles de 1939 à 1943*. Vaduz, Liechtenstein: Calivran, 230 p.

Robinson, Greg. 2009. *A Tragedy of Democracy: Japanese Confinement in North America*. New York: Columbia University Press, 397 p.

-----, 2001. *By Order of the President, FDR and the Internment of Japanese Americans*. Cambridge, Mass., Londres: Harvard University Press, 322 p.

Rout, Leslie B. et John F. Bratzel. 1986. *The Shadow War: German Espionage and United States Counterespionage in Latin American during World War II*, Leslie B. Rout, Jr., John F. Bratzel. Frederick, Md.: University Publications of America, 496 p.

Sainsbury, Keith. 1985. *The Turning Point: Roosevelt, Stalin, Churchill and Chiang Kai-shek, 1943: The Moscow, Cairo and Teheran conferences*. New York: Oxford University Press, 373 p.

Schmitz, David F. 2001. *Henry L. Stimson: The First Wise Man*. Wilmington, Del.: SR Books, 222 p.

-----, 2007. *The Triumph of Internationalism: Franklin D. Roosevelt and a World in Crisis, 1933-1941*. Washington, D.C.: Potomac Books, 151 p.

Schlesinger, Arthur Meier. 1957-1960. *The Age of Roosevelt, The Politics of the Upheaval*. Boston: Houghton Mifflin, vol. 3, 749 p.

Smith, Bradley F. 1979. *Operation Sunrise: The Secret Surrender*. New York: Basic Books, 234 p.

-----, 1983. *The Shadow Warriors: The O.S.S. and the Origins of the C.I.A.*. New York: Basic Books, 507 p.

Smith, Harris R. 1972. *OSS: The Secret History of America's First Central Intelligence agency*. Berkeley: University of California Press, 458 p.

Smith, Neil. 2003. *American Empire: Roosevelt's Geographer and the Prelude to Globalization*. Berkeley, Calif.: University of California Press, 557 p.

Soley, Lawrence C. 1989. *Radio Warfare: OSS and CIA subversive Propaganda*. New York: Praeger, 249 p.

Stafford, David. 1999. *Roosevelt and Churchill, Men of Secrets*. Woodstock, New York: The Overlook Press, 359 p.

Stevenson, William. 1976. *A Man Called Intrepid: The Secret War*. New York: Harcourt Brace Jovanovich, 486 p.

Theoharis, Athan G. 1978. *Spying in Americans: Political Surveillance from Hoover to the Huston Plan*. Philadelphia: Temple University Press, 331 p.

Theoharis, Athan G. et John Stuart Cox. 1988. *The Boss: J. Edgar Hoover and the Great American Inquisition*. Philadelphia: Temple University Press, 489 p.

Theoharis, Athan G. 2004. *The FBI & American Democracy: A Brief Critical History*. Lawrence: University Press of Kansas, 195 p.

Thorne, Christopher. 1978. *Allies of a Kind: The United States, Britain and the War against Japan, 1941-1945*. New York: Oxford University Press, 772 p.

Troy, Thomas F. 1981. *Donovan and the CIA: A History of the Establishment of the Central Intelligence Agency*. Frederick, Md.: Aletheia Books, 589 p.

-----, 1996. *Wild Bill and Intrepid: Donovan, Stephenson, and the Origin of CIA*. New Haven: Yale University Press, 259 p.

Vanderbilt, Cornelius Jr. 1959. *Man of the World: My Life on Five Continents*. New York: Crown Publishers, 343 p.

Whitehead, Don. 1956. *The FBI Story: A Report to the People. Foreword by J. Edgar Hoover*. New York: Random House, 368 p.

William, William Appleman. 1962. *The Tragedy of American Diplomacy*. New York: Dell, 309 p.

Winkler, Allan M. 1978. *The Politics of Propaganda: The Office of War Information, 1942-1945*. New Haven: Yale University Press, 230 p.

Winks, Robin W. 1987. *Cloak and Gown: Scholars in the Secret War, 1938-1961*. New York: Morrow, 607 p.

Winterbotham, Frederick William. 1974. *The Ultra Secret*. New York: Harper & Row, 199 p.

Wohlstetter, Roberta. 1962. *Pearl Harbor: Warning and Decision*. Stanford, Calif.: Stanford University Press, 426 p.

Ouvrages collectifs

Aldrich, Richard J. (dir. publ.). 1998. *Security, and Intelligence in Britain, 1945-1970, edited by Richard J. Aldrich*. Manchester, New York: Manchester University Press, 262 p.

Bonte, Pierre (dir. publ.). 1991. *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris: Presses Universitaires de France, 755 p.

Cave Brown, Anthony (dir. publ.). 1976. *The Secret War Report of the OSS: Edited and with an introduction by Anthony Cave Brown*. New York: Berkeley Pub. Corp., 572 p.

Graham, Otis, Jr. et Meghan Robinson Wander. 1985. *Franklin D. Roosevelt: His Life and Times: An Encyclopedic View*. Boston: G.K. Hall, 483 p.

Hogan, Michael (dir. publ.). 2000. *Paths to Power: The Historiography of American Foreign Relations to 1941/ Edited by Michael Hogan*. Cambridge, New York: Cambridge University Press, 303 p.

Lee, Loyd, E. (dir. publ.). 1998. *World War II in Asia and the Pacific and the War's Aftermath, with General Themes: A Handbook of Literature and research/ edited by Loyd E. Lee; Foreword by Carol N Gluck; Robin Higham, Advisory Editor*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 511 p.

----- (dir. publ.). 1997. *World War II in Europe, Africa, and the Americas, with General sources: A handbook of literature and research/ edited by Loyd E. Lee; Foreword by Mark A. Stoler; Robin Higham, Advisory Editor*. Westport, Conn.: Greenwood Press, 525 p.

Johnson, Loch K. (dir. publ.). 2007. *Handbook of Intelligences Studies*. Londres, New York: Routledge, 382 p.

McPherson, Alan (dir. publ.). 2006. *Anti-Americanism in Latin America and the Caribbean and the Caribbean/ edited by Alan McPherson*. New York: Berghahn Books, 301 p.

Schulzinger, Robert D. (dir. publ.). 2003. *A Companion to American Foreign Relations/ Edited by Robert D. Schulzinger*. Malden, Ma., Oxford: Blackwell Pub., 562 p.

War Dept. Strategic Services Unit. Historic Project. 1976. *War Report of the OSS (Office of Strategic Services), Prepared by History Project, Strategic Services Unit, Office of the Assistant Secretary of War, War Department, With a New Introduction by Kermit Roosevelt*. New York: Walker, 2 vols.

Ouvrages non publiés, mémoires et thèses:

Hanfstaengl, Egon. 1943. *Out of the Strong*. Manuscript non publié.

Lyon, Gabrielle. 1994. *The Forgotten Files of a Marginal Man: Henry Field, Anthropology and Franklin D. Roosevelt's M Project for Migration and Settlement*. Mémoire de maîtrise, Chicago, University of Chicago.

Marwell, David George. 1988. *Unwanted Exile: A Biography of Ernst "Putzi" Hanfstaengl*. Thèse de doctorat, Binghamton. State University of New York at Binghamton.

Sites internet

U.S. Army Center of Military History, (en ligne) <http://www.history.army.mil/>. (Page consultée le 10 juillet 2009)